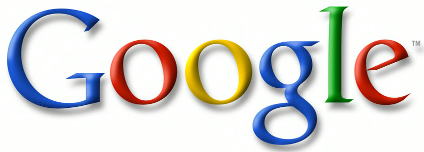


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

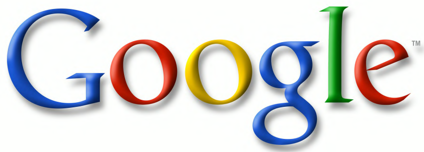
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

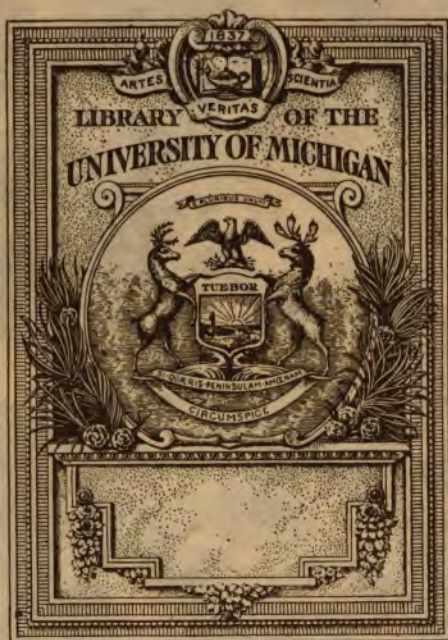
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

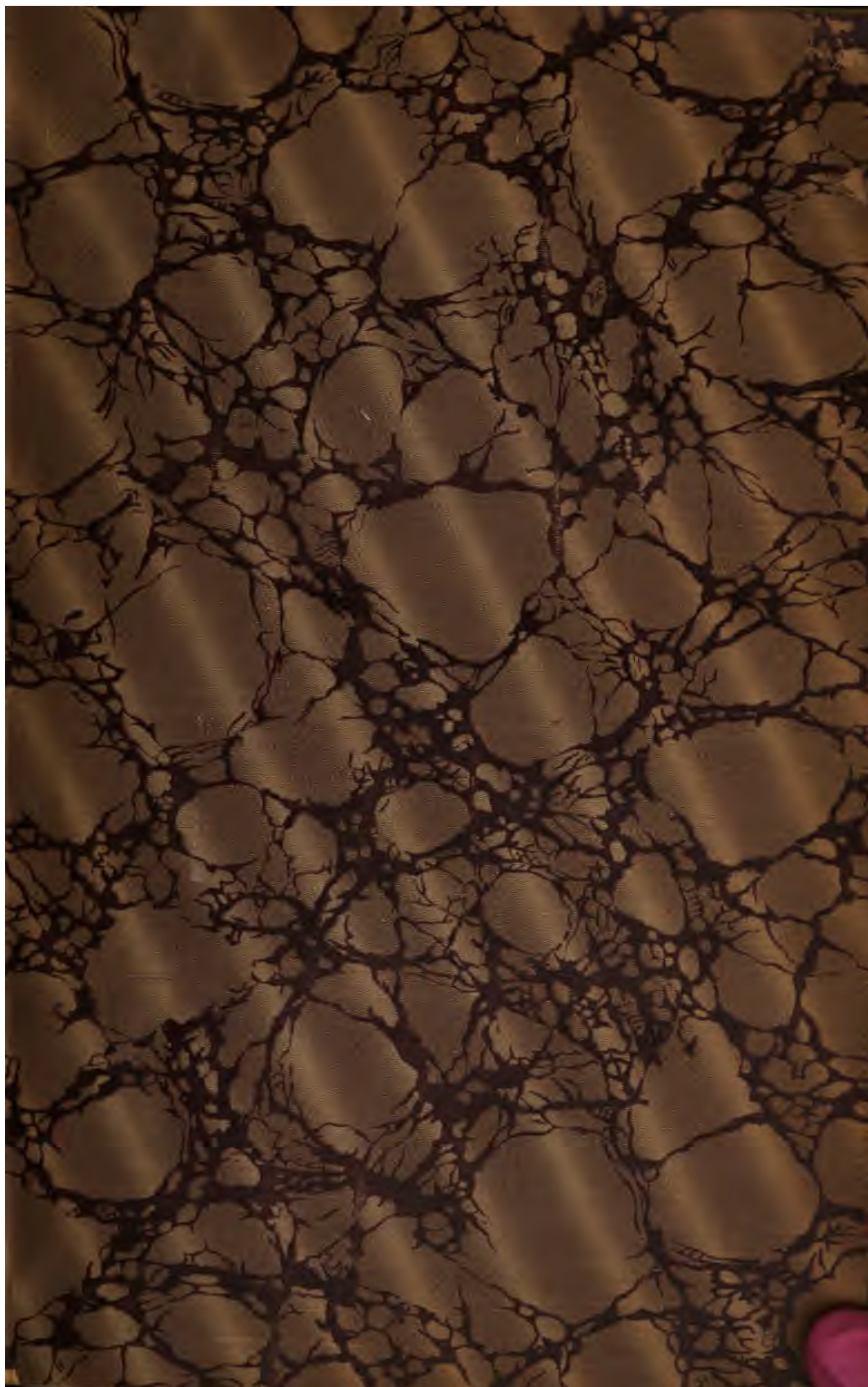
Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMŒNAM
CIRCUMSPICE



DP
212
.H87

HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

DU MÊME AUTEUR:

DE L'ORGANISATION DES SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE OU DE SECOURS MUTUELS et des bases scientifiques sur lesquelles elles doivent être établies. 1 vol. in-8°. 7 fr. 50.

L'Institut de France (Académie des sciences) a décerné à M. Hubbard une médaille d'encouragement pour cet ouvrage (concours de statistique de 1853).

SAINT-SIMON, SA VIE ET SES TRAVAUX, suivi de fragments des plus célèbres écrits de Saint-Simon. 1 vol. grand in-18. 3 fr.

Ces ouvrages se trouvent à la librairie GUILLAUMIN et Ce; 14, rue de Richelieu.

Paris. — Typ. HENNUYER ET FILS, rue du Boulevard, 7.

HISTOIRE CONTEMPORAINE DE L'ESPAGNE

PAR

Nicolas Ad

M. GUSTAVE HUBBARD, 1828-

Première Série

RÈGNE DE FERDINAND VII

1814-1833

TOME SECOND

PARIS

CHEZ ARMAND ANGER, LIBRAIRE-ÉDITEUR

48, RUE LAFFITTE, 48

MADRID

CHEZ M. CARLOS BAILLY-BAILLIÈRE, PLACE TOPETE, 8

ET CHEZ M. DURAN, CARRERA SAN GERONIMO, 2

1869

Tous droits réservés

HISTOIRE
CONTEMPORAINE
DE L'ESPAGNE

LIVRE II

RÉGIME CONSTITUTIONNEL

1820-1823

CHAPITRE I

LA CONSTITUTION DE 1812.

(Janvier à juillet 1820.)

Pronunciamiento de Riego à las Cabezas. — Quiroga, général en chef des troupes insurgées, proclame la constitution de 1812. — Cadiz est maintenue dans l'obéissance. — Course de la colonne de Riego à travers l'Andalousie.— Pronunciamiento de la Corogne.— Le mouvement se propage dans la Galice, les Asturies et l'Aragon. — Le comte de l'Abisbal à Ocaña. — Premières concessions de Ferdinand VII. — Agitation à Madrid. — Ferdinand jure la constitution de 1812.—Pronunciamientos de Barcelone, Pampelune et Valence. — La journée du 10 mars à Cadiz. — Junte provisoire consultative. — Ministère Arguelles. — Les sociétés patriotiques commencent à s'organiser. — Attitude de la junte vis-à-vis de Ferdinand ; ses principales mesures. — Enthousiasme de la nation. — Confiance générale. — Chacun saura-t-il déposer ses haines et ses préventions pour entrer dans une pratique sincère du régime constitutionnel ? — Convocation des Cortès pour le 9 juillet. — Élections. — Tentatives des serviles pour empêcher la réunion des Cortès.

Le 1er janvier 1820 était le jour fixé par les libéraux de Cadiz pour entreprendre le grand projet de révolte, qui mû-

349309

rissait depuis si longtemps, contre le système despotique de Ferdinand.

Ce jour-là, en effet, le signal fut donné à las Cabezas de San Juan par don Rafael de Riego, commandant du bataillon des Asturies. Avec une énergie et une décision qui rendirent pour toujours son nom populaire en Espagne, et manifestant du premier coup la portée politique de son action, ce vaillant militaire réunit ses soldats sur la place de la ville où il était campé, les harangua et proclama solennellement la constitution de 1812. Ses intentions ainsi connues, il se mit à leur tête à l'entrée de la nuit et les entraîna au quartier général d'Arcos où il surprit et fit prisonnier, à deux heures du matin, le vieux Calleja et tout son état-major; le bataillon qui gardait le général se joignit à lui le 2 janvier, et le lendemain il vit également se ranger sous ses ordres les deux bataillons de Séville et d'Aragon, qui s'étaient prononcés dans leurs campements respectifs.

Le plan avait réussi parfaitement de ce côté; avait-il eu partout la même issue? Une tâche non moins importante avait été confiée au colonel Quiroga, choisi d'avance pour être le général en chef de l'armée nationale. C'était un caractère moins ardent, moins enthousiaste que celui de Riego, mais il était plus capable de suivre un plan politique et de diriger toute une entreprise. Quiroga était prisonnier à Alcala de los Gazules; on perdit quelque temps à lui faire recouvrer sa liberté; il parvint cependant à entraîner les deux bataillons d'Espagne et de la Couronne, et se mettant aussitôt en route pour l'île de Leon, il arriva le 3 janvier après une marche pénible au pont de Zuazo, qui met cette île en communication avec la terre ferme. Le corps chargé de défendre le pont et la garnison ne lui opposent aucune résistance; il peut franchir ces deux obstacles et même arrêter le ministre de la marine, Cisneros, arrivé depuis peu.

Ce succès obtenu, il fallait sans perdre un moment marcher sur Cadiz et pénétrer dans cette place importante, dont l'occupation aurait donné le meilleur point d'appui au mouvement; mais il y eut quelques retards malheureux, et Quiroga ne se présenta devant la citadelle, qui ferme hermétiquement l'entrée de Cadiz du côté de l'île de Leon, que le 3 janvier vers minuit. Deux heures plus tôt, la Cortadura (nom donné à l'emplacement sur lequel est bâti cette citadelle) se trouvait tout à fait abandonnée; mais on eut le temps d'y envoyer quelques soldats, et à leur tête un jeune officier avide de se distinguer et d'attirer les regards, don Luis Fernandez de Cordoba. Quiroga, plein de confiance dans les rapports qui lui avaient été faits par les libéraux avec lesquels il était en relation directe, Galiano, Vallesa, Mendizabal, sur l'état de la place de Cadiz, s'imaginait être accueilli avec empressement au moment où il se présenterait devant cette ville avec un nombre de soldats suffisant; la résistance que lui opposa l'officier Cordoba le surprit au plus haut degré; il ne se crut pas en mesure de tenter l'assaut, qui eût offert en réalité les plus graves dangers, s'il y eût eu dans la citadelle une garnison assez nombreuse pour la défendre; et un peu déconcerté par ce fâcheux incident, il redescendit dans l'île de Leon, où il s'occupa de s'installer sérieusement.

C'était un grave échec pour les conjurés de n'avoir pu pénétrer dans Cadiz; mais en revanche ils avaient en trois jours obtenu de grands résultats : ils avaient six bataillons à leur disposition; l'armée d'Andalousie était toute désorganisée; le branle était donné à toute la machine gouvernementale; Cadiz pouvait d'un moment à l'autre se révolter et tomber entre leurs mains.

Sous cette impression, Quiroga s'établit dans l'île de Leon et s'occupa activement de la partie politique du plan d'insurrection en publiant des proclamations qui indiquaient

toutes le rétablissement de la constitution de 1812 comme l'unique but vers lequel tendaient les aspirations du pays.

Aux deux bataillons qui l'accompagnaient dans l'origine étaient venus successivement s'ajouter les quatre soulevés par Riego, le bataillon des Canaries et une batterie d'artillerie qui furent amenés par Lopez Baños. Plusieurs des chefs arrêtés au Palmar, et qui étaient enfermés à Cadiz, Arco Aguero, O'Daly, San Miguel, purent s'évader, traverser la baie et rejoindre au puerto Santa Maria les troupes de Riego qui étaient venues s'y établir.

Le nombre des insurgés campés autour de la ville de Cadiz atteignait déjà le 5 janvier 5 000 hommes; on avait lieu d'espérer qu'il irait s'augmentant tous les jours, car le pays tout entier aspirait à un changement; même ceux qui au nom de la discipline militaire croyaient de leur devoir de s'opposer au mouvement, en désiraient au fond du cœur le succès et le triomphe. Le même Cordoba, qui par sa défense de la Cortadura faillit dès l'origine condamner Riego et Quiroga au sort des Porlier et des Lacy, répondait à un officier rebelle qui parlait de faire sa soumission et de rentrer dans Cadiz : « Estimez-vous heureux de mourir pour une cause aussi belle et aussi noble, qu'à mon grand regret je me vois obligé de combattre[1]. » Avec ces moyens cependant les conjurés se virent bientôt bloqués par le général don Manuel Freire, nommé capitaine général d'Andalousie. Ils purent, il est vrai, s'emparer de l'arsenal de las Caracas, où ils trouvèrent des ressources pour alimenter leurs troupes pendant quelque temps; mais tous leurs efforts sur Cadiz furent repoussés. Ils avaient cru pouvoir compter dans cette ville sur le bataillon de Soria, et en effet le colonel Rotalde s'était déclaré en leur faveur le 24 janvier; un instant la ville

[1] *Vindicacion del general Cordoba*, p. 483.

avait été en leur pouvoir. Cordoba, sans autre prestige que celui de son premier succès à la Cortadura, put au moment définitif reconquérir l'influence sur la troupe, et en la ramenant à l'obéissance, il força le colonel à la retraite.

Un mois presque entier allait s'être écoulé, et les deux armées, l'une révoltée, l'autre soumise, étaient encore en présence ; semblable situation n'était pas tenable. Il fallait en sortir par un nouveau coup d'audace. Ce fut alors que Riego, que son caractère impétueux rendait particulièrement propre à de semblables opérations, résolut à la tête d'une colonne de 1 500 hommes de parcourir toute l'Andalousie pour éveiller par sa présence l'ardeur des populations et prouver partout que le moment était bien venu de renverser l'odieux système qui opprimait la nation. Le 27 janvier il était déjà sous les murs d'Algesiras ; son intention était d'enlever les troupes qu'y commandait don José O'Donnell; mais ce général se maintint sur la défensive; il conserva la discipline parmi ses soldats et se sentit même assez fort pour poursuivre celui qui venait l'attaquer. Riego déconcerté, mais non découragé, fait volte-face et s'interne dans les montagnes avec l'intention de se diriger sur Malaga. Il y parvint en effet (20 février) ; mais lorsque déjà il se croyait maître de cette ville, il y fut atteint par le général José O'Donnell, qui engagea avec lui une lutte assez vive au milieu même des rues ; il avait perdu beaucoup de soldats pendant la longue course qu'il venait d'entreprendre ; aussi se voyant inférieur en nombre, il donna le signal de la retraite et se réfugia de nouveau dans les montagnes d'Antequera. On le jugeait perdu et tout à fait débandé, quand on le vit reparaître successivement à Ronda, à Moron, puis enfin à Cordoue. L'accueil qui lui fut fait dans cette dernière ville est trop de nature à bien faire comprendre l'impression sous laquelle se trouvait le pays pour qu'il soit permis de le passer

sous silence; dès qu'on apprit à Cordoue l'arrivée de la colonne, les soldats qui occupaient la ville se retirèrent tout de suite dans leurs cantonnements. La population, silencieuse, mais empressée, accorda aux expéditionnaires des vivres et des ressources; elle leur permit de se loger dans un couvent et d'y passer la nuit, elle les laissa se débander, répandre leurs proclamations dans la cité, puis repartir le lendemain pour la sierra Morena, sans songer à les inquiéter en aucune façon. La terreur inspirée par le système des six années antérieures pesait évidemment sur tous les esprits; on désirait et on n'osait pas; on éprouvait une admiration pour les malheureux soldats qui paraissaient se dévouer à une mort certaine, et on craignait de partager leur sort; il n'y avait pas de confiance dans l'issue du pronunciamiento de l'île de Leon. Riego cependant ne pouvait continuer cette course aventureuse si, tandis que la fatigue lui enlevait chaque jour quelques-uns de ses partisans, nul ne venait se ranger sous ses drapeaux. En quittant Cordoue le 7 mars, il se jeta dans la vallée du Guadiato, traversa les villages de Belmez et d'Espiel, et en arrivant en Estramadure, voyant sa colonne réduite à 45 hommes, après avoir parcouru 150 lieues en six semaines, il se décida à donner lui-même le signal de la dispersion (11 mars).

Que s'était-il passé tandis que la colonne de Riego exécutait cette marche à travers l'Andalousie? Qu'était-il advenu de Quiroga? La ville de Cadiz était-elle restée fidèle à l'autorité royale? Quelle impression avait produite dans toute l'Espagne la nouvelle de l'insurrection?

Quiroga s'était maintenu avec fermeté dans l'île de Leon et à las Caracas, quoiqu'il eût à lutter contre l'absence de ressources, car celles qu'il avait trouvées dans l'arsenal s'épuisaient rapidement; allégé un instant par le départ de Riego et de sa colonne, il n'en avait pas moins bientôt senti

l'habileté du système de blocus employé à son égard par le général Freire. Si le pays restait trop longtemps à se prononcer, il serait bientôt dans l'impossibilité de conserver la position qu'il avait prise ; déjà la désertion commençait à se manifester dans ses troupes, et l'insurrection menaçait de mourir de consomption, à moins qu'un nouvel incident ne vînt lui rendre la vitalité, à moins que Cadiz, par exemple, ne se déclarât en sa faveur. Si dans cette ville la population eût été abandonnée à elle-même, nul doute qu'elle n'eût ouvert ses portes avec empressement à l'armée constitutionnelle ; mais en présence des soldats et marins qui y étaient accumulés, tout le pouvoir appartenait au général Freire et à l'amiral Villavicencio; ils tenaient dans leurs mains les clefs de la ville, et se montraient au contraire disposés à rétablir l'autorité royale. On les voyait rechercher avec soin tous les moyens d'exciter parmi leurs officiers et les soldats une violente haine contre les troupes constitutionnelles ; particulièrement, sous le titre de bataillon des guides et bataillon des volontaires de la Lealtad, ils avaient organisé deux corps tout à fait hostiles au principe de l'insurrection et animés de la passion monarchique la plus exaltée.

Ce n'est pas de ce côté que devait venir le salut de l'insurrection, mais bien de l'empressement avec lequel d'autres provinces répondirent à la proclamation de la constitution de l'an XII.

Le 21 février un pronunciamiento eut lieu à la Corogne. Le capitaine général Venegas fut arrêté par les colonels Acevedo[1] et Espinosa au nom de la garnison et du peuple réunis dans un parfait accord; une junte provinciale se forma im-

[1] Acevedo périt dans une des escarmouches qu'eut à livrer la colonne qu'il commandait contre celle du général San Roman; sa mort prématurée fut un événement très-regrettable, car ses hautes qualités le rendaient apte à jouer un très-grand rôle.

médiatement, sous la présidence d'un des anciens régents de 1814, don Pedro Agar; elle publia un manifeste auquel ne tardèrent pas à accéder le Ferrol (23 février), Vigo et d'autres populations de la Galice. Comme en 1815, lors de l'insurrection de Porlier, il y eut à redouter un instant l'hostilité de Santiago, la métropole ecclésiastique de la province; mais le chef militaire qui y commandait, San Roman, ne sut pas tirer profit des milices provinciales; il n'avait pas d'armes à leur donner, et quand on lui annonça l'approche d'une colonne commandée par Acevedo, il se retira devant elle d'abord à Orense, puis à Benavente, en dehors des frontières de la Galice; c'était abandonner toute cette province à l'insurrection.

Lorsque ces nouvelles parvinrent dans les Asturies, elles y produisirent la plus vive impression; Oviedo proclama la constitution de 1812, et Sarragosse suivit son exemple. L'attitude de cette cité fut particulièrement remarquable; le 5 mars, d'un accord unanime, toute la population se réunit sur la grande place de la ville; municipalité, capitaine général, officiers supérieurs, grands propriétaires, fonctionnaires publics, en dehors du clergé, personne ne manquait à l'appel. On dressa solennellement un acte public dans lequel il fut déclaré que la ville de Sarragosse adhérait à la constitution de 1812, et qu'il était formé une junte supérieure gouvernementale du royaume d'Aragon, sous la présidence du capitaine général, marquis de Lazan; on procéda ensuite à l'élection des membres qui composeraient cette junte, et elle compta dans son sein les principaux personnages de la province, entre autres don Martin Garay, le ministre des finances de 1817.

Deux jours auparavant le comte de l'Abisbal, chargé par le roi de réunir les troupes de la nouvelle Castille et de la Manche pour arrêter les progrès des rebelles d'Andalousie,

avait lui aussi proclamé la constitution de 1812, à la tête du régiment impérial Alexandre, que commandait son frère; et il s'était établi à Ocaña, d'où il dominait à la fois les deux grandes routes stratégiques d'Andalousie et de Valence.

Il n'en fallait pas davantage pour épouvanter la misérable cour de Ferdinand VII; déjà la première nouvelle du pronunciamiento de l'île de Leon avait jeté l'abattement et la consternation au milieu de ces lâches courtisans, exclusivement occupés depuis six ans d'asseoir leur propre fortune sur la misère de l'Espagne. Il ne s'était alors trouvé personne auprès du roi pour lui inspirer une seule détermination; on avait laissé aller les événements, gardant sur toute chose le silence le plus absolu et aggravant par cette conduite les dangers d'une situation qu'il aurait mieux valu faire connaître en détail. On s'était contenté d'exagérer les succès obtenus sur Riego, mais cette même exagération avait tourné bientôt contre le gouvernement. Le peuple avait appris que la colonne errante de l'armée d'Andalousie avait apparu successivement en diverses cités importantes; et loin de la croire exposée à une prompte dispersion, la population de Madrid s'attendait à la voir apparaître d'un moment à l'autre. On conçoit facilement dans quel état d'agitation une semblable croyance devait tenir les esprits, qui ne pouvaient se mettre au courant des événements politiques que par des correspondances particulières. Les ministres, le duc de San Fernando, le marquis de Mataflorida, restèrent dans la plus profonde inaction; ils ne surent que renvoyer à Valence l'ardent Elio accouru pour offrir ses services.

Dans le mois de février la cour avait appris presque en même temps l'assassinat du duc de Berry à Paris et le soulèvement de la Galice. Ces deux nouvelles avaient accru son découragement. Elle s'adressa alors au comte de l'Abisbal et à Ballesteros pour leur demander conseil, ne s'en fiant plus

qu'à eux pour assurer la répression, si cette dernière était encore possible. Dès qu'il connut la disposition d'esprit de ces deux généraux, Ferdinand dans son for intérieur s'avoua vaincu; seulement il espéra pouvoir pactiser avec la rébellion, et il se décida à entrer dans le système des concessions. Il nomma d'abord une junte dictatoriale sous la présidence de son frère don Carlos, puis le 3 mars il chargea le conseil d'État de formuler des propositions au sujet des réformes à introduire dans le pays. Enfin le 6 mars, sous la nouvelle des événements d'Ocaña et de Sarragosse, il se décida à la plus cruelle pour lui de toutes les concessions : il publia un décret par lequel il ordonnait la réunion immédiate des Cortès; mais dans cet acte même qu'il exécutait spontanément apparaissaient encore au grand jour sa duplicité et son hypocrisie : il ne résolvait rien quant à la forme et à la date de réunion de cette assemblée (voir note A). Aussi ce décret ne produisit-il aucune impression, il contribua seulement à pénétrer la population de Madrid des graves embarras qui pesaient de tous côtés sur le monarque, et la décida à se mettre elle aussi en mouvement.

On savait que la garnison tout entière sympathisait avec le cri poussé à Sarragosse et à la Corogne, et le général Ballesteros, chargé par le roi de la pressentir sur ses intentions, avait répondu en parlant d'un projet de rébellion conçu dans le sein même de la garde royale pour s'emparer du Retiro et du palais : il n'y avait donc pas de probabilité d'une lutte intérieure. Les hommes les plus déterminés se réunirent à la puerta del Sol, et là en excitant le peuple ils parvinrent non sans effort à le conduire sur la place du palais, le 7 mars, dans l'intention de forcer le roi à jurer la constitution de 1812.

Sur la pente où il était placé, Ferdinand VII devait craindre la perte totale de sa couronne, et en apercevant le vide qui

instantanément s'était fait autour de lui, il ne pouvait douter un instant du danger qu'il courait. Les décrets ne lui coûtaient guère, l'essentiel pour lui était de garder l'autorité royale, contre laquelle jusqu'à présent nul ne s'était encore élevé; il se décida donc à annoncer publiquement qu'il était disposé à jurer la constitution promulguée par les Cortès en 1812.

La nouvelle de cette concession, accordée le 7 même (voir note B), ne se répandit dans Madrid que dans la journée du 8; elle fut reçue avec des transports d'allégresse et d'enthousiasme par la masse de la population; des bandes promenèrent dans les rues le livre de la constitution et forçaient les passants à s'agenouiller devant lui et à le baiser; on replaça solennellement à la plaza Mayor la pierre qui, suivant les décrets des Cortès, devait être érigée dans toutes les communes comme symbole de cette loi.

Ce premier jour donné à l'effusion, il fallait obtenir du roi l'exécution formelle de son engagement et aviser aux mesures à prendre pour assurer la réalisation du nouvel ordre de choses. Toute la journée du 9 mars, que des écrivains ont injustement cherché à rabaisser en la considérant comme une simple scène de désordre, et qui était d'une nécessité absolue, étant donnés le caractère du monarque et ses tendances bien connues, fut consacrée à consolider l'œuvre à peine ébauchée.

Le peuple, réuni comme la veille à la puerta del Sol, se dirigea vers le palais pour entrer en contact direct avec le souverain en un moment aussi solennel; il ne trouva aucune résistance dans la garde, et au lieu d'envahir les appartements intérieurs du roi, il se contenta de nommer six délégués pour lui présenter trois pétitions. Toutes les trois furent accueillies. L'une avait pour objet la continuation de l'ancienne municipalité de Madrid en 1814 et sa réorganisation

immédiate, pour que le roi pût prêter entre ses mains le serment de fidélité qu'il devait jurer à la constitution de 1812. La seconde réclamait la nomination d'une junte consultative provisoire chargée de surveiller tous les actes du gouvernement jusqu'à la réunion des Cortès. La troisième enfin sollicitait l'abolition définitive de l'odieux tribunal de l'inquisition (voir note C).

Au milieu de l'ardeur générale qui avait envahi toutes les classes de la société, ces mesures furent mises à exécution avec une rapidité étonnante. Du palais la foule se précipita à la municipalité; les alcaldes et régisseurs de 1814, à la tête desquels se trouvait un homme cher à la population pour les services qu'il avait rendus durant l'occupation française, don Pedro Sainz de Baranda, prirent aussitôt possession de leurs anciennes charges; puis ils se rendirent en corps au palais, toujours accompagnés des délégués du peuple, et reçurent le serment du roi dans le salon des Ambassadeurs.

Pendant ce temps on procédait à la nomination de la junte gouvernementale, et le choix tomba sur l'ancien président de la régence, le cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, si bruyamment tombé en 1814; sur le général Ballesteros, sur l'évêque de Mechoacan, élevé durant un jour au ministère de grâce et justice et rejeté par la camarilla à cause des principes élevés qu'il avait manifestés dans un mémoire au roi sur les pays d'outre-mer; sur le savant Valdemoros; sur les magistrats Taboada et Lardizabal, et sur de simples citoyens à qui leur bonne réputation avait concilié l'estime de la population, Pezuela, Tarrius, Sancho, Tejada.

Enfin la nouvelle junte inaugura elle-même ses fonctions en conseillant au roi et en obtenant de lui l'abolition définitive du tribunal de l'inquisition et la mise en liberté immédiate de tous les malheureux détenus dans les prisons du

saint office pour leurs opinions politiques ou religieuses. Le peuple se chargea lui-même de l'exécution de ce dernier décret; se précipitant dans les sombres cachots qui causaient son horreur, il délivra tous les prisonniers qu'il y rencontra et dispersa tous les instruments de torture qui s'y trouvaient rassemblés, n'exerçant sa fureur que sur ces horribles inventions de la méchanceté humaine et dédaignant de punir les juges iniques qui en faisaient depuis six années un usage aussi infâme.

Grâce à cette attitude intelligente et hardie du peuple de Madrid, vraiment accompagnée de très-peu de désordres, si on a égard à l'extrême agitation dans laquelle devaient se trouver tous les esprits, dès le 10 mars la révolution était déjà victorieuse et avait atteint son but.

Ce même jour fut pourtant signalé à Cadiz par une des scènes les plus tristes et les plus lamentables que l'histoire puisse consigner : crime posthume de la camarilla de Ferdinand VII, qui doit être ajouté à la longue série des cruautés commises dans la fatale époque de 1814 à 1820.

On se souvient de la situation critique où se trouvait la ville de Cadiz, dominée d'un côté par les troupes de Freire, assaillie de l'autre par l'armée constitutionnelle, sous les ordres de Quiroga. La population frémissante, attachée de cœur à la constitution de 1812, faisait les plus grands efforts pour tendre la main aux chefs campés dans l'île de Leon. Elle se contint jusqu'à ce qu'elle eût appris la nouvelle de l'insurrection de la Galice. Mais quand elle fut informée avec une parfaite certitude de ce grave événement, il lui fut impossible de modérer davantage son enthousiasme. Le 9 mars une multitude nombreuse, ayant appris la présence à Cadiz des généraux Freire et Villavicencio, qui résidaient d'habitude sur le théâtre même des opérations mili-

taires, se rendit sur la place de Saint-Antoine, et là, en présence des deux officiers, les accueillit par un cri unanime de : *Vive la Constitution!* Nul ne s'opposant à ses démonstrations, elle rétablit la pierre de la constitution au lieu même qu'elle occupait en 1813, et se livra à toutes les démonstrations d'une joie sans bornes : la ville s'illumina et des envoyés partirent pour annoncer un si heureux revirement aux chefs de l'armée constitutionnelle. Le lendemain, 10 mars, devait être un jour de fête; Quiroga avait sur-le-champ envoyé trois parlementaires : Arco Aguero, Lopez Baños et Galiano; on allait traiter des mesures à prendre pour la réception de ses soldats dans Cadiz, et sur la place Saint-Antoine on s'attendait à voir toutes les autorités venir prêter le serment à la constitution.

La multitude était répandue dans toute la ville, sans armes, tranquille et heureuse; tout à coup, sans la moindre provocation, les volontaires de la Lealtad, sur la place Saint-Antoine, commencent à tirer sur les groupes; leur exemple est suivi par le bataillon des guides dans un autre quartier; puis la cavalerie part elle-même au galop, et, sabre en main, renverse sur son passage tout ce qu'elle rencontre, hommes, femmes, enfants, vieillards[1]. Les malheureux habitants sont poursuivis jusque dans leurs foyers, où l'assaillant ne craint pas de pénétrer. En un instant la ville passa de la joie la plus folle à la tristesse la plus profonde; deux cent quarante-deux personnes, dont soixante et onze morts et le reste blessé,

[1] Galiano assistait à ce terrible drame, dont il a raconté tous les détails; et, par une de ces coïncidences qui semblent marquées du sceau de la fatalité, c'est le souvenir de cet épisode de sa jeunesse qui, exerçant sur son esprit une sinistre influence, détermina chez lui un épanchement cérébral et causa sa mort lorsque, ministre de la couronne, il vit sa propre responsabilité impliquée dans les scènes qui remplirent de deuil la population de Madrid le jour de la Saint-Daniel de 1865.

avaient été victimes de la fureur des soldats; ils avaient commis cet exécrable attentat sans être eux-mêmes attaqués, sans prévenir la population de leurs intentions, uniquement pour se venger des dispositions favorables qu'elle manifestait aux constitutionnels.

Cette journée du 10 mars, à Cadiz, vient détonner d'une manière lugubre au milieu de la satisfaction avec laquelle fut saluée dans toutes les provinces la proclamation de la constitution de 1812.

A Barcelone, sur la nouvelle du pronunciamiento de Saragosse, une vive agitation s'était manifestée; les officiers s'étaient réunis et étaient venus demander au général Castaños de se prononcer à l'exemple du marquis de Lazan. Castaños les avait mal reçus et s'était montré fort peu disposé à suivre cette conduite. Cependant la population devenant de plus en plus entreprenante et lui-même ne pouvant plus compter sur la troupe, dès le 10 mars, et avant de connaître les événements de Madrid, il comprit la nécessité d'abandonner le commandement et résigna ses fonctions en faveur du général Villacampa.

La ville de Valence s'était hâtée de profiter de l'occasion pour se délivrer de son terrible oppresseur. Elle ne s'était pas contentée de voir Elio transmettre son autorité au brigadier comte de Almodovar; elle avait exigé du nouveau capitaine général qu'il répondît de la personne de son prédécesseur et ne s'était calmée qu'après avoir acquis la certitude qu'il était gardé à vue dans la citadelle.

A Pampelune Mina n'avait eu qu'à se présenter, et grâce au prestige dont ses anciens succès l'avaient entouré, il avait été acclamé comme capitaine général; la ville s'était soumise avec empressement à son autorité, et la garnison s'était spontanément offerte à jurer la constitution.

Dans toutes les provinces la transformation politique

s'opéra avec la même facilité; partout les personnages marquants qui avaient le mieux représenté l'ancien système absolutiste durent faire place à des hommes qui avaient participé au gouvernement des Cortès, de 1812 à 1814, ou dont les opinions promettaient une rigoureuse application du nouveau régime constitutionnel.

Alors commença pour la nation espagnole une période de quatre mois de pur enthousiasme, d'allégresse et d'expansion, pendant laquelle oubliant toutes ses misères passées, toutes ses imperfections, toute son impuissance, elle crut arrivé sérieusement le jour de sa régénération immédiate. Pourquoi ne pas s'arrêter un instant, au milieu des sombres tableaux que l'historien a si souvent à retracer, sur ces courts moments d'ivresse où un peuple entier oublie ses souffrances pour s'abandonner aux plus douces joies de l'espérance et du bonheur? L'Espagne les trouva alors et s'y laissa aller avec la frénésie naturelle au tempérament de ses habitants.

Les inquiétudes, les soucis devaient revenir assez tôt, lorsque la réunion des Cortès obligerait tous les différents partis à formuler chacun leurs désirs et leurs aspirations; mais alors, le roi ayant spontanément juré la constitution, le peuple, dans sa naïve loyauté, n'eut pas même la pensée d'imaginer que son monarque pouvait avoir au fond du cœur l'intention sinistre de revenir au système qu'il venait de rejeter. Supposer que dans tous les villages où se célébrèrent avec une si étonnante unanimité des fêtes nationales en l'honneur de la constitution, on fût passionnément épris de cette œuvre philosophique des constituants de Cadiz, ce serait méconnaître le caractère du peuple espagnol. Son enthousiasme de 1820 a une tout autre portée. Il célébrait au fond du cœur la régénération de sa monarchie; ce roi qu'il avait tant désiré, pour lequel il avait tant combattu, il

l'avait vu avec le plus profond regret revenir à tous les anciens errements qui avaient amené la chute et la décadence du pays. Il ne se sentait pas la force de détruire lui-même son idole et, en se déjugeant, de diminuer pour ainsi dire le mérite de sa grande lutte nationale ; mais il ne voulait pas non plus persévérer dans le système où il était engagé, car le gouffre de la misère, de la banqueroute, de l'humiliation était béant devant lui, et il demandait d'abord à sortir de l'abîme. Il faut toujours aux peuples du Midi qu'ils expriment leurs pensées et leurs sentiments par un symbole ; pour les paysans de l'Andalousie, de la Manche et de la Castille, la constitution de 1812 était une belle matrone ornée de tous les attributs de la Justice, c'est-à-dire la justice elle-même, et la révolution de 1820 c'était le mariage de leur Ferdinand avec cette divinité bienfaisante[1].

Combien cette situation cachait de profonds périls ! Si le roi était parjure, si le peuple restait monarchique tout en arrivant à mépriser son souverain, que pouvaient faire les gouvernants? Ne se trouveraient-ils pas enfermés dans un labyrinthe sans issue? Détrôner Ferdinand et lui substituer un autre monarque, il n'y avait pas dix républicains qui osassent agiter une semblable pensée, quoiqu'elle fût la seule capable d'éviter à l'Espagne les maux incalculables qui allaient surgir de la duplicité du monarque combinée avec la naïveté du peuple et ses tendances monarchiques ; et cependant si ce même roi, se servant du pouvoir même qui lui était octroyé par la nouvelle loi, employait tout son

[1] Dans tous les villages les principaux habitants du pays se firent un devoir de s'atteler eux-mêmes, en présence de leurs concitoyens, à un char sur lequel, comme aux processions de la semaine sainte, étaient dressés deux mannequins ; l'un figurait une belle matrone revêtue de tous les attributs de la Justice, c'était la constitution de 1812 ; l'autre représentait Ferdinand en personne lui donnant la main.

prestige et toute son autorité à la miner dans sa base pour rétablir sa prédominance, où trouver contre lui des amis et des auxiliaires? L'armée doit avant tout être soumise à la discipline, et c'était bien assez déjà qu'elle eût donné le signal de la désobéissance; les gouvernants, au lieu d'exciter chez elle les passions révolutionnaires, auraient à les calmer pour constituer un état de choses normal et régulier. Le clergé et la noblesse, loin d'aimer la justice, étaient trop habitués à profiter des abus et à en jouir, pour s'opposer à la réhabilitation du despotisme. Si le peuple se refusait à oublier son idolâtrie monarchique, il n'y avait d'appui à espérer que dans la bourgeoisie. Mais y avait-il là un élément assez puissant et assez énergique pour résister à toutes les attaques? Voilà l'épreuve qu'il y avait à faire et dont il était douteux qu'on sortît victorieux.

La nomination de la junte consultative chargée de surveiller les actes du gouvernement en l'absence des Cortès avait été faite avec un rare bonheur; les zélés citoyens qui la composaient surent diriger leur barque au milieu des récifs qui les entouraient de tous côtés. Sévères avec le roi, fermes avec l'armée, généreux envers les libéraux qui avaient tant souffert pendant les six dernières années, sans terreurs puériles à l'égard de la presse et des clubs, ils se mirent courageusement à l'œuvre pour rétablir les institutions détruites six années auparavant et reconstituer tout l'édifice de 1814.

Il s'agissait avant tout de savoir entre quelles mains allait être remise la direction des affaires, qui ne pouvait rester confiée au duc de San Fernando et au marquis de Mataflorida, ennemis connus et systématiques de la révolution. Le roi voulait appeler autour de lui des hommes médiocres, sans principes arrêtés, sous le couvert desquels il eût pu feindre une apparente soumission à la constitution, en en méconnaissant l'esprit et en en travestissant les principes.

Mais la junte s'y opposa; elle manifesta au roi son vif désir de le voir s'entourer des mêmes hommes contre lesquels il s'était si injustement acharné et qu'une amnistie générale venait de rendre à leurs familles. Ferdinand céda, quoiqu'à regret, et ses galériens (*presidiarios*), comme il osait les appeler, furent appelés par lui à occuper plusieurs portefeuilles: Arguelles, Porcel, Evaristo Perez de Castro, Garcia Herneros et Canga Arguelles devinrent ministres de l'intérieur, d'outre-mer, d'État, de grâce et justice et des finances. Les ministères de la guerre et de la marine furent seuls confiés à des hommes qui n'avaient pas été proscrits, au marquis de las Amarillas et à don Juan Jabat.

On a beaucoup critiqué l'insistance avec laquelle les membres de la junte imposèrent au roi ce ministère; nul acte pourtant n'était plus politique, si le roi, comme il l'avait annoncé dans son manifeste du 10 mars, pensait réellement à entrer dans la voie constitutionnelle, et si les ministres avaient la grandeur d'âme d'oublier les iniques persécutions dont ils avaient été victimes. L'important pour la tranquillité du pays était, en effet, de concilier les deux forces monarchique et libérale, sur lesquelles s'appuyait la constitution de 1812; comment tenir éloignés du pouvoir ceux qui avaient le plus contribué à la fonder, en un moment où elle devenait le pivot de toutes les institutions? Il y aurait eu injustice et maladresse à observer une semblable conduite, et il était bien plus raisonnable de rapprocher le roi des législateurs de 1812, au moment même où il acceptait leur œuvre, que de les laisser constituer dès l'origine contre lui un parti qui pouvait acquérir une très-grande importance. Seulement ce rapprochement exigeait de part et d'autre des vertus qui se rencontrent difficilement, même dans le cœur humain le mieux doué. Le roi le plus généreux écoutera toujours avec peine les conseils d'hommes qu'il a injuste-

ment persécutés et que les circonstances lui imposent; des victimes de la tyrannie ne peuvent jamais regarder sans méfiance le despote qui les a condamnées, de sa propre autorité et en transgressant toutes les lois, aux rigueurs de l'exil et de la captivité.

Ce qui eût été plus prudent de la part de la junte, c'eût été de ne pas exclusivement remettre le pouvoir aux mains des anciens constitutionnels de 1812, et de faire dès les premiers jours une part aux hommes jeunes et énergiques qui avaient été les initiateurs réels de la révolution; mais ceux-ci parurent trop ardents, et exclus du gouvernement, ils organisèrent des sociétés patriotiques à l'instar de nos clubs de 1789, par le moyen desquelles ils continuèrent à agiter l'opinion et à la maintenir dans un courant favorable à leurs tendances. Combien il eût été à désirer qu'il se trouvât parmi eux quelques têtes puissantes et fermes, capables de concevoir un plan politique qui pût convenir à leur pays, de le suivre et de le faire triompher! Malheureusement on aurait cherché en vain dans la société qui acquit le plus d'importance, celle du café Lorenzini, un seul politique vraiment sérieux; on n'y trouve que des orateurs violents et frénétiques, parlant toujours le langage de la passion sans jamais s'occuper des faits et sans jamais reconnaître l'autorité souveraine de la raison. Ils ne tiennent aucun compte ni de la situation de leur pays vis-à-vis de l'Europe, ni de l'ignorance des masses dans la Péninsule, ni des intérêts divers dont chaque classe est animée; ils sentent instinctivement qu'ils auront une grande lutte à soutenir contre le roi assisté du clergé et de la partie la moins éclairée de la population; mais comme si la violence des paroles était capable à elle seule de leur tenir lieu d'armées, ils ne songent pas à prendre un parti contre le monarque, soit en patronnant les idées républicaines, soit en préparant la candidature d'un autre souverain. Il faut en

politique des solutions radicales; tout parti qui n'a pas de plan bien arrêté se condamne, par ce seul fait, à l'impuissance; s'il triomphe, ce ne sera qu'un succès éphémère, et s'il est vaincu, il ne pourra se relever qu'en arborant un nouvel étendard.

Pendant les quatre mois qui s'écoulèrent entre la révolution du 9 mars 1820 et l'ouverture des Cortès au mois de juillet de la même année, la véritable direction des affaires se trouva entre les mains des personnages qui constituaient la junte gouvernementale.

Au moment où naquit dans les masses populaires l'idée de leur nomination, ils devaient partager l'autorité exécutive avec le monarque; mais le décret qui les installa avait perfidement limité leur intervention à un rôle purement consultatif. Cette réduction de pouvoir faillit d'abord amener de grandes difficultés avec l'armée d'Andalousie et avec les juntes provinciales qui, s'appuyant sur ce fait, manifestaient l'intention de se maintenir en un certain état d'indépendance vis-à-vis du gouvernement central; mais les membres de la junte, par leurs mesures décisives, parvinrent à persuader la nation de l'excellent esprit qui les animait, et leur patriotique prudence évita tout danger de fédéralisme jusqu'à la nomination du ministère Arguelles, qui mit fin à toute réserve.

Une fois le gouvernement remis à des hommes qui inspiraient toute confiance, leur rôle consista à maintenir en parfait équilibre les ministres et le roi, chacun dans leur sphère respective; en inclinant suivant les circonstances tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, ils remplirent en ces difficiles moments la mission épineuse d'amortir toutes les querelles qui pouvaient surgir entre ces deux éléments foncièrement hostiles l'un à l'autre.

Pour l'extérieur, la junte se contenta d'obtenir du roi,

par une circulaire du 22 mars, la proclamation de sa parfaite spontanéité à jurer la constitution; et comme les dispositions générales des diverses cours tardèrent assez à se faire connaître, elle borna toute son intervention à constater le droit absolu de la nation espagnole à effectuer dans son sein les transformations qui pouvaient lui convenir.

Elle envoya dans les colonies la promesse d'un nouveau régime de paix, de modération et de liberté, espérant un peu trop naïvement obtenir par ce moyen la suspension des hostilités; elle aurait voulu ramener sous le giron de l'Espagne des concitoyens dont elle éveillait avec une touchante émotion le sentiment patriotique, déjà tout à fait amorti par le désir de l'indépendance.

Le clergé ne trouva pas en elle cette excessive protection dont il avait joui pendant les six dernières années; au lieu de prêter la main à l'organisation de nouvelles communautés, elle facilita aux ecclésiastiques réguliers tous les moyens de se séculariser; elle replaça la société des jésuites dans le même état où l'avait mise l'ancien décret de Charles III. Le soin était laissé aux Cortès d'étudier les moyens à employer pour rendre à l'industrie privée les immenses richesses qu'une piété mal entendue concentrait dans les mains du clergé.

Loin d'accroître les impôts, la junte chercha enfin à soulager un peu le contribuable des maux qu'il avait soufferts, et en manifestant le plus ardent désir de satisfaire les justes exigences des créanciers de l'État, elle rétablit assez la confiance pour faciliter au ministère l'émission d'un emprunt de 40 millions.

Vis-à-vis de Ferdinand, les efforts de la junte consultative tendaient à lui faire comprendre qu'il devait accepter franchement et loyalement la constitution; elle obtint de lui tant de manifestations publiques en ce sens, qu'on en vint

partout à se persuader de ce qu'on désirait ardemment, qu'il était animé du sincère désir de faciliter l'application de cette constitution.

Le roi avait dit dans son manifeste du 10 mars 1820 : *Marchons franchement, et moi tout le premier, dans la voie constitutionnelle* (voir note D), et son frère don Carlos, en jurant lui aussi la constitution, avait répété cette même pensée sous une autre forme. En le décidant à choisir pour ministres les fondateurs mêmes de la constitution de 1812, la junte exalta encore ce sentiment, et l'on faisait circuler dans toute l'Espagne des gravures où Ferdinand était représenté accueillant avec le plus grand empressement son nouveau ministre Arguelles et lui tendant la main avec effusion, comme pour lui demander l'oubli des torts passés.

Tandis que ces paroles et ces actes étaient accueillis avec avidité par toute la nation, la junte se hâtait de mettre les institutions du pays en relation avec la tendance révolutionnaire dans tout ce qu'elle pouvait établir sans froisser le pouvoir législatif des nouvelles Cortès qu'elle avait convoquées dès le 22 mars. C'est ainsi que la liberté fut rendue à la presse, et à l'instant on vit surgir une foule de publications[1], qui toutes étaient lues avec d'autant plus d'avidité, que depuis six ans la nation était privée de la lecture de tout écrit politique. La milice nationale, ce contre-poids nécessaire à l'influence de l'armée et ce soutien indispensable de la classe moyenne, fut aussi rétablie par un décret du 6 avril. Les anciens conseils, composés de magistrats hostiles à la constitution, furent remplacés par un conseil d'État dont furent appelés à faire partie des hommes sûrs et éprou-

[1] La plus célèbre de ces publications fut un recueil quotidien appelé *Miscellanea*, entièrement rédigé par Xavier de Burgos. Il parvint à un tirage de 8 à 10 000 exemplaires, ce qui, pour l'époque, était tout à fait extraordinaire.

vés, comme don Joaquim Blake, Agar et Ciscar. On vit également reparaître le tribunal suprême de justice, les députations provinciales et généralement toutes les institutions créées par les constituants.

La persécution dont les partisans de Joseph avaient été victimes avant et après 1814 eut enfin un terme ; un décret bienfaisant, qui malheureusement ne fut pas exécuté avec loyauté par le roi et les ministres, leva la proscription qui pesait sur eux et ordonna que leurs biens leur fussent rendus.

Il y avait à craindre que des mesures générales de vengeance ne fussent prises contre les hommes qui avaient le plus contribué à inaugurer le régime de terreur dominant depuis 1814; l'unique disposition un peu sévère que se permit la junte fut dirigée contre les représentants si connus sous le nom de *Perses*, dont nous avons eu à signaler l'attitude. Ces coupables déserteurs du régime constitutionnel furent relégués dans des couvents pour ne pas les laisser exposés aux haines des partis, mais la junte ne voulut pas décider de leur sort et abandonna cette question intacte aux nouvelles Cortès. Elle décida, d'autre part, que tous les individus compromis dans les procès du maréchal de camp Espoz y Mina, de Porlier, de Lacy, de Richard, de Vidal seraient réintégrés dans leurs honneurs et emplois.

Elle crut devoir demander pour les initiateurs de la révolution de 1820 des récompenses purement militaires, et par son initiative les commandants Quiroga, Riego, Lopez Baños, Arco Aguero et O'Daly furent élevés au grade de maréchal de camp. Tous ces hommes, à nos yeux, avaient droit à une couronne civique, et le pays, en tant que société politique, devait se montrer d'autant plus reconnaissant à leur égard, que dans les circonstances où ils s'étaient soulevés ils avaient réellement fait le sacrifice de leur vie. Mais

il est difficile d'admettre que, pour prix d'une infraction à la discipline, ils eussent mérité, au détriment de tous leurs émules, un grade supérieur à celui qu'ils occupaient. Quelle leçon fatale ne donnait-on pas à tous les militaires en leur suggérant l'idée que le plus sûr moyen d'avancer dans leur carrière était de participer à une insurrection militaire triomphante !

Le marquis de las Amarillas, ministre de la guerre, comprenait bien les dangers que l'armée allait faire courir à la nation, s'il ne résistait pas à l'excessif enthousiasme avec lequel on voulait récompenser quelques-uns de ses chefs; aussi essaya-t-il de s'opposer aux efforts de la junte; mais ses tentatives, probablement inspirées par un motif louable, furent vues d'un très-mauvais œil par les sociétés patriotiques. On savait que le roi, à cause de l'origine et des manières aristocratiques du marquis, aimait à le distinguer au milieu de ses collègues de ministère, et on craignit de voir surgir tout à coup une alliance dangereuse entre lui et le monarque. Dominés par cette idée, les membres du café Lorenzini, après s'être concertés sur ce point, envoyèrent au palais une députation pour demander la destitution du marquis de las Amarillas. Les ministres n'accédèrent pas à cette prétention et renvoyèrent les pétitionnaires devant les tribunaux; mais cette décision eut le résultat de créer une lutte sourde entre les hommes de 1812 et ceux de 1820, dont l'union était si nécessaire à la cause de la liberté. Le marquis était parvenu déjà à licencier l'armée d'outre-mer, celle de Galice commandée par le général San Roman [1] et les milices provinciales; on en vint à craindre qu'il ne voulût s'attaquer aussi à l'armée constitutionnelle d'Andalousie,

[1] Seize mille hommes furent renvoyés dans leurs foyers. On les retenait indûment sous les drapeaux, quoiqu'ils appartinssent aux classes dont le temps de service était terminé dès 1817.

qui pour beaucoup était le rempart le plus solide de la révolution de 1820, et cette crainte devait bientôt devenir un fâcheux élément de discorde entre les partis.

Les élections devaient avoir lieu suivant les bases fixées dans les articles 104 et 108 de la constitution de 1812; elles étaient à trois degrés et nécessitaient la réunion de trois espèces de colléges, ceux de la paroisse, du district et de la province : aussi, remuant beaucoup d'ambitions, captivèrent-elles vivement l'attention publique et devinrent-elles jusqu'au 9 juillet, jour fixé pour la convocation des Cortès, l'objet principal de toutes les préoccupations. On avait établi pour les députés d'outre-mer le même système déjà adopté en 1810 : pour ne pas laisser ces pays sans représentation, les électeurs américains habitant la Péninsule devaient remettre leurs votes à une junte spéciale formée dans la capitale, et jusqu'à ce qu'une décision fût prise sur ce point par les nouvelles Cortès, trente députés ainsi nommés devaient entrer dans le congrès pour y défendre les intérêts de toutes les colonies, même de celles qui, déjà émancipées de fait, comme Buenos-Ayres, le Chili, Santa Fé, Venezuela, possédaient déjà leurs congrès indépendants.

Il était naturel que ces élections, faites sous la pression des événements et dans tout l'enthousiasme de la révolution, amenassent à la Chambre et les hommes qui avaient concouru aux Cortès de 1810 et de 1813 et ceux qui avaient coopéré au triomphe de l'insurrection. Ce fut en effet ce qui arriva : à l'appel qui lui était fait par la junte consultative, le peuple répondit en donnant son vote à tous les hommes qui lui inspiraient quelque confiance par leur passé libéral. Aussi Ferdinand, s'il avait conçu quelque espérance de voir la représentation nationale dominée par ses amis et ses courtisans, à l'instar de ce qui s'était passé en France dans les Chambres introuvables de 1816 et 1817, dut être

bientôt détrompé; dans un pays où, vu le petit nombre de personnes éclairées, on peut si facilement connaître les opinions et les idées de tous ceux qui se signalent quelque peu à l'attention publique, il est facile de deviner la physionomie générale d'une assemblée par la simple nomenclature des candidats que l'opinion accueille de préférence. Ferdinand, dès avant l'ouverture des Cortès, sut qu'il n'avait aucune espérance de voir rétablir par elles son ancienne suprématie, et qu'elles légitimeraient par leur attitude une grande partie des terreurs que leur nom seul lui avait toujours inspirées. Dès lors les choses prennent un autre aspect; on voit se former des conspirations dans l'unique but de rétablir la monarchie absolue; adieu la paix, la confiance, l'harmonie générale! Le tumulte et la discorde reparaissent, mais les libéraux n'en sont plus les fauteurs; ce sont eux, au contraire, qui doivent défendre l'ordre et la tranquillité publique.

Le signal de ces désordres fut donné par deux courtisans, Bazo et Erroz, l'un secrétaire, l'autre chapelain du roi, qui, d'accord avec un ancien guerillero, Echevarri, réputé pour les cruautés qu'il avait commises en Andalousie contre les josephinos, tentèrent d'enlever le roi de Madrid et de le conduire à Burgos pour y proclamer l'absolutisme. Le plan échoua; il avait été mal conçu, et des indiscrétions permirent au ministère de prendre ses précautions. On put s'emparer de Bazo et d'Erroz et les conduire à la Corogne; ils ne causèrent d'autre mal que de prévenir les libéraux du danger qu'ils couraient et de l'appui secret que le roi avait donné à la première tentative organisée contre eux.

Le 8 juillet, la veille du jour fixé pour l'ouverture des Cortès, il y eut un grand tumulte à Madrid dans la caserne des gardes du corps, dont on fomentait avec soin l'hostilité contre la milice nationale. Ces gardes avaient arboré un

emblème séditieux et se montraient disposés à sortir de leurs quartiers pour exciter un soulèvement; l'attitude générale de la population leur imposa, et ils ne se sentirent pas en état de troubler la cérémonie qui se préparait pour le lendemain.

Pendant ce temps, les chaires des églises à Cacerès, à Burgos, à Séville retentissaient d'invectives contre les ennemis de la religion et du roi; il fallut que le gouvernement chassât de Séville l'ancien ami de Ferdinand, le chanoine Ostolaza, dont l'inquisition elle-même avait dû châtier l'immorale conduite.

Ainsi, au moment où la réunion des Cortès allait donner une nouvelle sanction à la constitution de 1812, ses ennemis acharnés préparaient déjà toute sorte de complots afin d'en contrarier l'installation définitive.

CHAPITRE II

LES CORTÈS DE 1820.

(Juillet à novembre 1820.)

Ouverture des Cortès; leur composition.— Nouveau serment prêté par Ferdinand VII à la constitution. — Les hommes de 1812 et ceux de 1820.— Dissolution de la junte provisoire. — Politique intérieure des Cortès ; elles se décident à soutenir la constitution de 1812. — Projets de loi présentés sur les droits seigneuriaux, les majorats, la dîme et les ordres réguliers ; travaux des commissions. — Riego et les sociétés patriotiques. — Formation du parti dit *des exaltés*. — Mouvements suscités par la question de la dissolution de l'armée d'Andalousie. — Riego à Madrid. — Le ministère éloigne de la capitale les principaux chefs des exaltés et ferme la Fontana de Oro. — Vote des projets de loi présentés.— Loi sur les clubs.— Attitude du roi pendant la session ; ses rapports avec le ministère ; sa conduite vis-à-vis des exaltés. — Ferdinand est disposé à refuser sa sanction à la loi sur la suppression des ordres monastiques. — Le ministère, en vue de ces dispositions, se rapproche des exaltés. — Départ de Ferdinand pour l'Escorial. — Clôture de la première session des Cortès.

C'est le 9 juillet qu'eut lieu la cérémonie royale pour l'inauguration des sessions de la nouvelle assemblée ; cette cérémonie, qui se célébrait pour la première fois en Espagne, et où toutes les pompes de la vieille monarchie castillane venaient rendre hommage aux représentants de la souveraineté populaire, emprunta aux événements un caractère de grandeur qui fut comme accru par la solennité du serment que le roi Ferdinand dut renouveler en cette occasion entre les mains du président des Cortès.

Tout le personnel diplomatique réuni à Madrid rehaussa

de sa présence l'éclat de cette fête; malgré le mauvais vouloir déjà connu et redouté de plusieurs des souverains qui constituaient la Sainte-Alliance, aucun ne s'était décidé à refuser sa reconnaissance au nouveau système que Ferdinand lui-même avait adopté; l'enthousiasme national en faveur de la constitution de 1812 était en outre vivement surexcité par l'étonnant succès qu'elle venait d'obtenir dans le sud de l'Italie, où une révolution triomphante venait de l'imposer au roi de Naples au grand étonnement de l'Europe entière.

Quelles que fussent les dispositions intérieures de Ferdinand VII, après l'échec de ses partisans secrets dans la nuit du 8 juillet il avait compris la nécessité absolue où il se trouvait de réaliser les promesses faites dans les premiers jours du mois de mars. Il s'exécuta avec une certaine expansion, et grâce à cette hypocrite manifestation il réveilla en sa faveur le sentiment monarchique. La Chambre elle-même, bien que composée, comme nous allons le voir, de personnages qui ne pouvaient avoir la moindre confiance dans la franchise du monarque, voulut lui manifester dès ses premières réunions son sincère attachement par des témoignages de haute considération. Elle décida que son nom serait brodé en lettres d'or sur le dais du trône où il avait juré, que le surnom de *Grand* lui serait décerné, et que le traitement de Majesté lui serait exclusivement affecté à l'exclusion de toute autre corporation.

Il n'y avait dans les Cortès de 1820 presque aucun représentant du parti servile; trois évêques s'y étaient glissés pour défendre les intérêts du clergé, ceux de Mayorque, de Madrid et de Siguënza. La grande masse des députés était formée par des libéraux sincères et intelligents; mais elle se divisait en deux grands partis dont l'union aurait pu être le salut et la grandeur de l'Espagne, dont la rivalité devint

la cause de nouveaux malheurs, l'origine des plus grands désordres, le prétexte d'une fatale anarchie qui devait plus tard aboutir au retour de l'absolutisme.

L'un de ces partis était formé par les auteurs mêmes de la constitution de 1812, par ces mêmes hommes qui, à Cadiz, avaient montré, dix ans auparavant, une volonté si ferme et un esprit si éclairé, qui plus tard, à Madrid, s'étaient laissé si facilement dépouiller par le même monarque dont ils avaient eux-mêmes sauvé la couronne, qui avaient payé leur faute et leur faiblesse par six ans de persécution et de souffrances et se voyaient aujourd'hui relevés sur le pavois par le même peuple qui les avait vus tomber avec indifférence. Les grandes réformes qu'ils avaient déjà tentées, leur science des institutions politiques, les secousses de leur existence pendant les six années qui venaient de s'écouler, la fermeté avec laquelle ils avaient supporté, sans modifier en rien leur conviction, ceux-ci l'exil, ceux-là les galères ou la prison, jetaient sur eux une certaine auréole qui assurait leur prépondérance auprès de l'opinion publique. Parmi eux brillaient en première ligne Toreno, Garelly, Villanueva, Martinez de la Rosa, Muñoz Torrero. D'accord avec les ministres qui étaient avec eux en parfaite communion d'idées et de sentiments, ces hommes, autrefois révolutionnaires ardents, depuis que l'âge et la persécution avaient assoupi leur exaltation, étaient devenus calmes et tranquilles; ils voulaient tous en ce moment la constitution de l'an XII, et en dehors d'elle tout progrès leur semblait impossible, toute modification leur paraissait périlleuse.

L'autre parti était au contraire exclusivement composé des hommes qui avaient directement contribué au succès de la révolution de 1820; c'était un élément tout jeune, tout ardent, émanation directe de ces sociétés secrètes qui depuis 1814 avaient déclaré une guerre à outrance à la Sainte-

Alliance et minaient sourdement les terribles barrières que la coalition des souverains avait prétendu élever contre la liberté des peuples. Xavier Isturiz, frère de celui qui avait été exilé en 1814 et appelé plus tard à suivre une si longue carrière politique, Romero Alpuente et Moreno Guerra, tous deux rappelant par leur éloquence tribunitienne les personnages les plus violents de notre révolution, étaient les chefs principaux sur lesquels l'attention allait se porter.

Ces deux partis ne connaissaient encore au moment de l'ouverture des Cortès ni leurs penchants ni leurs antipathies; ils ignoraient entièrement, car ni dans les journaux ni dans les clubs ils n'avaient encore pu sonder leurs dispositions secrètes, sur quels points ils pourraient s'entendre, sur quels autres s'établirait la divergence ; mais dès les premières séances ils commencèrent à se trouver face à face, et s'ils se pénétrèrent de l'idée qu'ils avaient tous deux un même ennemi à combattre, ils restèrent entièrement convaincus, sans qu'il y eût entre eux opposition absolue de principes, qu'il n'y aurait jamais accord quant aux moyens de soutenir la lutte.

Tous deux voulaient le régime constitutionnel; mais tandis que les uns croyaient leur tâche finie depuis que Ferdinand avait proclamé la constitution et les avait appelés au ministère, les autres aspiraient à prendre toute sorte de précautions contre les velléités réactionnaires de Ferdinand VII et se souciaient peu d'empiéter sur le pouvoir royal pour assurer le triomphe de la révolution. Les uns aspiraient immédiatement à organiser un état de choses normal et régulier; les autres pensaient que le mouvement commencé à las Cabezas était le prélude d'une révolution politique et sociale appelée à modifier toute l'assiette de la vieille Espagne.

On commença d'abord, pour distinguer les deux partis, par les désigner sous le nom d'*hommes de* 1812 et *de* 1820; mais

quand la lutte politique fut mieux dessinée, chacun agissant avec ses passions et son tempérament, il arriva que plus d'un vieux constitutionnel de 1812 se rapprocha des ardents révolutionnaires de 1820, tandis que de jeunes ambitieux venaient tendre la main aux sages *doceañistes* [1]. Alors il fallut chercher des noms plus appropriés aux circonstances, et bientôt à la première classification vint se substituer celle de *moderados* et *exaltados*.

Il y eut dès l'origine accord parfait entre tous les libéraux sur un point de la plus haute importance, la conservation rigoureuse de la constitution de 1812. Bien que le gouvernement français, dans la note diplomatique par laquelle il avait reconnu le nouveau système inauguré en Espagne, eût insisté sur la nécessité de modifier en plusieurs points la charte de Cadiz et de l'assimiler à celle de Saint-Ouen, tout le monde aurait craint en touchant à cette arche sainte de diminuer le respect superstitieux qu'on voulait faire naître en sa faveur. Loin de la réviser, l'assemblée se montra plutôt disposée à accueillir le vœu d'un député qui demandait que les huit années pendant lesquelles toute modification de la constitution était interdite ne commençassent à courir que du jour où le roi Ferdinand l'avait solennellement jurée en sa présence.

Une fois l'entente établie sur ce point capital, tous les ministres furent successivement appelés à faire connaître l'état où ils avaient trouvé les divers services confiés à leur direction. Leur tâche avait été facilitée par la junte consultative provisoire, qui au moment de se dissoudre, le lendemain de la cérémonie d'inauguration, avait, dans un long document justement apprécié, examiné sous toutes ses faces

[1] C'était le nom qu'on donnait alors aux législateurs de l'an XII (el año doce).

la situation intérieure et extérieure de l'Espagne. La détresse du Trésor, l'insécurité des voies de communication, l'insuffisance de l'armée, l'anéantissement de la marine furent mis à nu avec une clarté qui devait désespérer les patriotes espagnols vraiment passionnés pour l'antique gloire de leur nation. Mais la question politique dominait tellement tous les esprits, que les Cortès ne songèrent pas tout d'abord à consacrer leur attention aux réformes qui auraient pu influer le plus directement sur la prospérité matérielle du pays. (Voir note E.)

La nécessité leur fit pourtant approuver l'emprunt de 40 millions dont la junte consultative avait autorisé l'émission pour faire face aux besoins les plus pressants du Trésor; et elles eurent ensuite le tact de maintenir les contributions indirectes, que les Cortès de 1813 avaient maladroitement supprimées, et d'ordonner que l'on procédât immédiatement à la vente des biens assignés avant 1814 à l'amortissement de la dette publique. Ces deux mesures, en rendant la confiance aux capitalistes, devaient produire plus tard les plus heureux résultats; elles permirent au ministre Canga Arguelles d'entrer en relation avec des banquiers libéraux de Paris pour se procurer les ressources dont il avait le plus pressant besoin.

Loin de se montrer parcimonieuses dans l'établissement de la liste civile de Ferdinand VII, les Cortès fixèrent à 40 millions sa dotation annuelle, en même temps qu'une pension de 300 000 duros était assignée à chacun des deux infants, don Carlos et don Francisco, et que des dots importantes étaient accordées à chacune des princesses de la famille royale.

Le ministère, vivement désireux d'attirer l'attention des députés sur les réformes politiques et sociales les plus capables de consolider le triomphe de la révolution, présenta

d'importants projets de loi sur les juridictions seigneuriales, la dîme, les majorats, les ordres réguliers. Toutes ces questions, qui devaient faire l'objet principal des travaux de la première législature, touchaient à tant d'intérêts, que leur examen semblait devoir absorber à lui seul toute l'attention des députés; mais ceux-ci n'entendaient point rester étrangers aux passions politiques qui s'agitaient autour d'eux, et sur l'initiative des sociétés patriotiques ou sur la proposition de quelques-uns de leurs membres ils abordèrent d'autres sujets qui remuaient davantage l'opinion. C'est ainsi qu'ils décidèrent la suppression des jésuites, qu'ils déclarèrent les Perses privés des honneurs et distinctions qu'ils avaient obtenus depuis 1814, en les relevant du jugement auquel ils étaient soumis, et qu'ils autorisèrent les josephinos à rentrer dans leur patrie, tout en les déclarant exclus des honneurs et emplois qu'ils occupaient au moment de leur expulsion.

Parmi les préoccupations du ministère, une des plus graves sans contredit était la conduite qu'il avait à tenir envers l'armée d'Andalousie, placée depuis le mois de mars sous la direction exclusive des chefs qui avaient pris l'initiative du mouvement en 1820. Nous avons vu que le ministre de la guerre, marquis de las Amarillas, insistait depuis longtemps pour sa dissolution, en se fondant sur les dépenses que son maintien occasionnait, sur l'inutilité de sa réunion, puisqu'on ne songeait point à de nouvelles expéditions en Amérique, et enfin sur l'injure qu'on faisait au reste de l'armée en considérant ce corps spécial comme seul disposé à défendre une constitution que le roi avait jurée et que tout militaire devait soutenir. Les membres des sociétés patriotiques s'opposèrent de tout leur pouvoir à cette dissolution; pour eux, Quiroga et Riego à la tête de leurs bataillons étaient les vrais défenseurs de la constitution de 1812;

licencier leurs troupes, c'était se livrer pieds et poings liés à la réaction.

Le marquis de las Amarillas triompha d'abord des membres de la société du café Lorenzini qui avaient demandé sa séparation du ministère de la guerre : cette société fut dissoute par une décision judiciaire, et le marquis put, d'accord avec ses collègues, exécuter le licenciement qu'il avait projeté. Mais les clameurs que souleva cette mesure, quand elle devint publique, furent telles qu'il ne se sentit pas assez fort pour les affronter; il abandonna le ministère de la guerre, et ses collègues restèrent aux prises avec les partisans de Riego, devenu, par le départ de Quiroga pour la capitale, où il avait été appelé à la vice-présidence des Cortès, le général en chef de l'armée d'Andalousie.

Si Riego eût été doté par la nature d'autant de tact, de savoir-faire et d'intelligence, qu'il avait de courage, de bravoure et d'abnégation, il eût été appelé à jouer dans son pays le rôle le plus beau et le plus noble qui jamais ait été dévolu à un grand citoyen; sa belle conduite à las Cabezas, son expédition à travers l'Andalousie avaient justement attiré sur lui l'attention publique; on vantait partout ses exploits, et tout jeune encore il était devenu pour ses compatriotes un héros, une idole; nul doute que la révolution n'eût besoin contre les tendances d'un monarque comme Ferdinand VII d'une force armée dont elle pût toujours disposer; mais le chef appelé à exercer sur elle une haute influence devait être un citoyen éclairé, prudent, incapable de se laisser séduire par la faveur royale ou d'être le jouet de quelques tribuns de bas étage; n'ayant en vue que le bien de son pays, il devait se servir de son prestige avec modération sans chercher à en abuser dans son intérêt personnel ou au profit d'une coterie. Mais combien le malheureux Riego, prototype des patriotes espagnols, était loin

d'atteindre à ces hautes qualités qui distinguèrent à un si haut degré l'incomparable Washington !

Prédisposé par sa nature enthousiaste et exaltée à être le jouet de ses passions orgueilleuses, ce jeune commandant, devenu en quelques mois général en chef d'une armée, se crut tout d'un coup appelé à décider à lui seul des destinées de son pays; sous l'influence des flatteries ardentes et des panégyriques insensés dont il fut l'objet de la part d'une jeunesse convaincue et passionnée et de quelques intrigants adroits qui songèrent aussitôt à se faire de lui un instrument, on le vit réunir autour de lui un noyau d'hommes jeunes et ardents et prétendre obliger le gouvernement, qu'il devait seulement aider et soutenir, à compter avec lui. Il hésita quelque temps à exécuter l'ordre de dissolution qu'il avait reçu du ministère et voulut, avant de le publier, se rendre lui-même à Madrid, afin de soumettre au gouvernement des représentations tant en son propre nom qu'au nom de ses compagnons d'armes. Loin de s'opposer à son voyage, les ministres l'appelèrent eux-mêmes, car ils désiraient le séparer de l'armée; en lui annonçant que Ferdinand avait manifesté le désir de le connaître, ainsi que Quiroga et Arco Aguero, qui avaient déjà été admis en sa présence, et en lui offrant la capitainerie générale de la Galice, ils décidèrent complétement le jeune et ambitieux officier à abandonner le théâtre de sa gloire pour venir se perdre au milieu des factions qui nouaient leurs intrigues dans la capitale.

Le premier accueil fait à Riego par la population de Madrid était bien de nature à exalter son jeune orgueil, si violemment surexcité déjà par les récompenses dont il avait été l'objet; reçu comme un triomphateur par le peuple, il fut présenté au roi, et les ministres s'empressèrent d'entrer avec lui en conférence sur l'opportunité de la mesure qu'il

attaquait. A cette hauteur où le plaçait l'enthousiasme général, si Riego eût eu dans l'esprit une conception quelconque d'un plan politique, il devait se maintenir en position de parler seulement au pays tout entier, ou au moins aux grands corps de l'Etat; mais dans l'enivrement du triomphe, ce qu'il lui fallait c'était du bruit, rien que du bruit; et pendant quatre jours, du 31 août au 3 septembre, il ne fit que courir d'ovation en ovation, se prêtant ingénument à toutes les manifestations ridicules que préparaient pour lui les faux amis dont il était entouré. Présenté directement au peuple en diverses circonstances, il prouva par ses harangues que l'instruction lui manquait autant que le génie; et bientôt abandonné de tous les hommes qui se sentaient quelque valeur, il vit son cortége exclusivement réduit aux fanatiques qui l'adoraient et aux ambitieux qui cherchaient à l'exploiter.

L'homme qui se sent favorisé de l'enthousiasme populaire peut difficilement calculer jusqu'où va sa puissance et où elle s'arrête. Riego, tout à fait naïf et peu initié au va-et-vient des choses de ce monde, s'estimait tout-puissant à se voir applaudir avec frénésie dans tous les lieux publics où il se présentait. Un hymne devenu célèbre et encore aujourd'hui populaire sous le nom d'*hymne de Riego,* avait été composé par un de ses aides de camp, et devenait le chant national du patriote espagnol; partout où il se rendait, il l'entendait résonner à ses oreilles. Sur un ton moins sévère et plus agressif, une espèce de carmagnole insultante pour les serviles, et commençant par ces mots qui se rapportaient à la constitution de 1812 : *Tragala*, *perro* (avale-la, chien), attirait à ses côtés tous les caractères haineux qui dans les luttes politiques cherchent toujours un prétexte à railler et mépriser les vaincus. Sous cette double impression, l'une vraiment patriotique et sincère, l'autre triste et énervante,

la populace le suivait partout et s'attachait à ses pas; ovations, banquets, réceptions triomphales au théâtre, acclamations, rien ne lui fut épargné. Pendant quatre jours Riego fut le véritable roi de Madrid. Nul plus que lui n'était intéressé à ce que ces témoignages d'admiration n'entraînassent aucun désordre public; mais ses amis ne surent pas garder la mesure convenable; au théâtre, le 3 septembre, ils chantèrent le *Tragala* en sa présence et insultèrent le chef politique qui au nom de la liberté réclamait le respect de toutes les opinions.

Lui-même, au lieu de garder sagement le secret des confidences politiques qui lui avaient été faites, s'empressa de divulguer partout le résultat des entrevues qu'il avait eues avec les ministres; il se vanta d'avoir voulu imposer une transaction au gouvernement, et fit circuler une liste de nouveaux ministres pour lesquels il avait pu compter un instant, disait-il, sur l'assentiment du roi.

Le résultat de toute cette conduite fut de décider le ministère à prendre à son égard une attitude ferme et résolue. Le 5 septembre, Riego fut destitué du commandement militaire de la Galice et reçut l'ordre de se rendre immédiatement en Asturies; plusieurs de ses adhérents, entre autres le gouverneur de Madrid, Velasco, furent également bannis de la capitale.

Dans l'état d'excitation où se trouvait la population madrilène, il était à craindre qu'une semblable décision n'amenât de grandes complications; mais le ministère était disposé à la lutte et s'était à l'avance assuré des intentions de la troupe. Toute la journée du 5 se passa tranquillement. Le 6, une plus grande agitation régna dans toute la ville; aux environs du palais il y eut quelques coups de sabre, mais de la part des mécontents tout se borna en définitive à l'envahissement des deux maisons du capitaine général et du chef

politique, dont ils furent facilement délogés. Le 7, tout rentra dans le calme en présence d'un grand déploiement de forces militaires; et le gouvernement fut assez fort pour fermer la Fontana de Oro, la société patriotique qui avait le plus suscité en faveur de Riego les acclamations populaires; celle qui, par la nature de ses membres, le mérite de ses orateurs et l'étendue de ses relations, pouvait le plus prétendre à la direction de l'opinion publique.

Les scènes populaires dont Madrid avait été le théâtre du 3 au 7 septembre eurent naturellement un grand retentissement au sein des Cortès; c'est là aussi qu'elles produisirent leur plus important résultat. Les amis du ministère, Toreno, Martinez de la Rosa, Moscoso, Garelly, déjà très-irrités contre les sociétés patriotiques à cause des tendances révolutionnaires qu'elles manifestaient, songèrent à profiter de la circonstance pour obtenir une loi qui s'opposât à leur existence. En présence de cette disposition, une fraction de leurs collègues se mit contre eux en opposition ouverte. Dès ce jour, les deux partis rivaux se trouvèrent réellement en présence, mais leur désunion ne devint tout à fait sérieuse que quand il s'agit d'apprécier la conduite de Riego.

Les modérés, tout en s'inclinant devant la juste considération que s'était acquise le jeune général, estimaient que le ministère n'était nullement sorti des attributions que la loi lui accordait en l'éloignant de la capitale. Au contraire, les exaltés, Moreno Guerra, Romero Alpuente, Isturiz, Florez Estrada accusèrent violemment les chefs du gouvernement d'avoir agi avec le plus grand arbitraire et encouru par cet acte une grave responsabilité. Les discussions furent très-animées tant que l'agitation continua à régner dans Madrid; mais après le 7 septembre le triomphe du ministère dans les rues assura d'une manière définitive son succès dans les

Cortès; aucune disposition spéciale ne fut prise par l'assemblée, et toute la conduite d'Arguelles, ministre de l'intérieur, se trouva ainsi sanctionnée par un silence calculé.

On doit comprendre que Ferdinand VII avait assisté avec la plus grande satisfaction à cette scission profonde des divers éléments du parti libéral; dès qu'il la vit consommée, il s'acharna à l'agrandir chaque jour, tandis que les dépositaires de sa pensée étaient occupés secrètement à organiser des complots tendant à lui rendre l'autorité absolue. Son ambassadeur à Rome, don Antonio Vargas y Laguna, s'était refusé à reconnaître la constitution de 1812; il ne se contenta point de cette manifestation publique, et songea le premier à organiser, sous le titre de *Junte apostolique*, une société politique dont le but était de soulever l'Espagne entière au nom de l'absolutisme.

Les évêques furent encouragés dans le système d'opposition qu'ils avaient inauguré en se refusant à faire défendre par le clergé, dans les chaires des églises, les principes de la constitution. Une grande publicité fut donnée à une lettre dans laquelle le pape Pie VII se plaignait au roi Ferdinand de la mesure prise contre l'ordre des jésuites. Une tentative fut essayée par un prêtre de la chapelle royale, un général de peu de moyens et quelques particuliers, pour enlever le roi de la capitale et l'entraîner dans des provinces restées inaccessibles au libéralisme. Enfin des soldats du régiment de cavalerie de Bourbon furent subornés dans les premiers jours d'octobre et s'échappèrent de Talavera pour aller augmenter dans les montagnes d'Avila une faction qui s'y était organisée sous les ordres du guerillero Moralès.

Un homme comme Arguelles, instruit en sa qualité de ministre de toutes les intrigues qui se tramaient sous ses yeux, ne pouvait rester impassible devant un semblable

danger, sans chercher à y porter remède. Aussi à peine eut-il assuré le maintien de l'ordre public par la fermeté qu'il avait manifestée, qu'on le vit changer de ton et s'efforcer de reconquérir la popularité qu'il sentait avoir perdue. C'est ainsi qu'il soutint auprès des Cortès le décret qui stipulait en faveur des soldats de Quiroga et de Riego l'accomplissement formel des promesses qui leur avaient été faites par ces deux chefs. Son but était de grouper à nouveau autour de lui tous les éléments libéraux, afin de résister à la tempête qu'annonçaient chaque jour d'une manière plus certaine les dispositions du roi. Par malheur, la haine et la passion ne raisonnent jamais; malgré les garanties qui leur étaient offertes dans les projets de loi soumis à l'examen des Cortès, les exaltés ne voulurent voir qu'un ennemi dans le ministre qui avait dissous l'armée d'Andalousie, et poussèrent l'inconséquence jusqu'à entamer, pour le renverser, des négociations secrètes avec la cour, plutôt que de suivre l'impulsion qu'il voulait leur imprimer. Ils attachaient une importance extrême à la conservation des loges maçonniques et des sociétés patriotiques; quand ils les virent dissoudre par un décret des Cortès, ils oublièrent en présence de cette disposition toutes les autres garanties qui leur étaient offertes, la liberté de la presse, le jury, la destruction des majorats, la suppression des ordres monastiques. (Voir note F.)

C'était avec la plus grande difficulté qu'on arrachait à Ferdinand VII sa signature pour toutes les lois qui portaient atteinte aux priviléges de la noblesse et du clergé; chaque jour il manifestait plus de répugnance à les approuver, et il tenta même, pour celle qui était relative à la suppression des ordres monastiques, d'user du droit de véto que lui accordait la constitution. Les ministres furent obligés, pour le décider à la signer, de lui faire comprendre qu'une émeute

dangereuse, peut-être une nouvelle révolution, serait la conséquence de son obstination. La peur le fit céder, le 25 octobre; mais humilié de son échec et de ses propres terreurs, il abandonna dès le lendemain la capitale et alla s'enfermer dans le monastère de l'Escorial, aux approches de l'hiver, refusant même de revenir le 10 novembre à Madrid, pour fermer en personne la première session des Cortès.

CHAPITRE III

LES SOCIÉTÉS PATRIOTIQUES.

(Novembre 1820 à juin 1821.)

Le roi essaye de reprendre l'autorité militaire ; il échoue dans sa tentative. — Réconciliation complète du ministère avec le parti exalté. — Retour du roi de l'Escorial ; la population lui fait un accueil sévère. — Les sociétés patriotiques reparaissent et fonctionnent avec une nouvelle ardeur ; leur fermeture. — Organisation des sociétés secrètes.— *Los masones et los communeros.*— Lutte sourde entre le roi et les ministres. — Agitation produite dans tout le pays par le clergé et les royalistes.— Désordres causés par les gardes du corps. — Tentative pour amener une lutte entre la milice nationale et la garde royale. — Ouverture de la deuxième session des Cortès. — Le roi dans son discours demande à la Chambre un appui contre son ministère.— Retraite d'Arguelles et de ses amis.— Composition du second ministère constitutionnel. — Attitude des Cortès à son égard.—Les nouvelles de l'extérieur donnent aux esprits une grande exaltation.— Préoccupations causées par les congrès de Troppau et de Laybach, par l'entrée des Autrichiens à Naples et par la révolution du Piémont. — Scènes tumultueuses à Madrid, à Barcelone et à la Corogne. — Mort de Vinuesa. — Conspiration formée par les royalistes à l'extérieur et dans l'intérieur du pays. — Fermeture de la deuxième session des Cortès ordinaires. — Travaux législatifs accomplis durant cette session.

A peine Ferdinand VII se vit-il délivré de la présence des Cortès, qu'il crut le moment venu de reprendre les rênes du pouvoir qui, depuis le 9 mars, lui avaient échappé. Pour atteindre ce résultat, il chercha d'abord à faire occuper par des hommes de sa confiance intime les postes les plus importants, et particulièrement ceux qui permettaient de disposer de la force militaire. La chose était difficile en pré-

sence d'un ministère clairvoyant, que la méfiance tenait sur ses gardes; mais avec un peu de vigueur, le coup avait quelques chances de réussite, et un changement radical pouvait être le résultat d'une heureuse tentative.

En conséquence, le 16 novembre, le capitaine général don Gaspar Vigodet, que ses antécédents libéraux rendaient cher à la population madrilène, reçut un ordre qui lui prescrivait de résigner ses fonctions entre les mains de don José Carvajal. Cet ordre émanait secrètement du roi lui-même; mais, contrairement à la lettre de la constitution, il n'était contre-signé par aucun ministre. Vigodet, s'appuyant avec raison sur ce fait, voulut en référer au ministre de la guerre, qui, surpris de cet incident, s'empressa de réunir ses collègues et de leur en faire part.

L'intention royale était facile à saisir; c'était une tentative de contre-révolution, et peut-être ne s'agissait-il point d'un acte isolé. Tous les ministres présents à Madrid décidèrent d'un avis unanime que Vigodet ne pouvait céder la capitainerie générale à Carvajal, et ils envoyèrent immédiatement un exprès à l'Escorial pour manifester au roi les inconvénients qui pouvaient résulter de la violation qu'il venait de commettre de l'article 225 de la constitution.

En même temps toute la ville de Madrid, rapidement informée de ce qui se passait, se mettait en émoi. L'agitation, d'abord concentrée parmi les anciens membres des sociétés patriotiques, s'étendait avec une rapidité inouïe à toute la population. Bientôt des groupes nombreux se formèrent, et le peuple se dirigea en masse vers la municipalité et la députation permanente chargée, d'après la constitution, de veiller sur les institutions en l'absence des Cortès; il demanda à ces deux corps constitués de prendre en main ses intérêts et de le protéger contre les tendances réactionnaires du monarque. La députation était présidée par Muñoz

Torrero, le même patriote à qui revenait l'honneur d'avoir le premier arboré le drapeau de la liberté et de la révolution dans les Cortès de 1810. Il ne faillit point à la nouvelle mission qui lui incombait et se hâta, au nom du corps qu'il représentait, d'écrire au roi pour le prier, afin de calmer l'effervescence qui régnait dans les esprits, de revenir au plus tôt dans sa capitale et de réunir des Cortès extraordinaires. Son exemple fut suivi par la municipalité qui dirigea à l'Escorial la même pétition.

Ferdinand, dès qu'il eut connaissance des dispositions du ministère, de l'attitude de la population et des vœux de la députation permanente et de la municipalité, eut bientôt compris que pour cette fois encore il fallait baisser la tête sous l'orage qu'il avait fait éclater. Il chercha donc à atténuer toute l'importance de l'ordre qu'il avait signé; il prétendit que la nomination extraconstitutionnelle de Carvajal était le résultat d'une imprévoyance et d'une mauvaise intelligence; il éloigna de sa personne son confesseur, don Victor Saez, auquel on attribuait la direction de tous les complots qui se tramaient dans le sein du palais. Il annonça son intention de revenir promptement à Madrid et consentit enfin à appeler des Cortès extraordinaires sitôt qu'on lui aurait communiqué le but spécial pour lequel elles devaient être réunies, aux termes mêmes de la constitution.

Il n'était pas possible à la députation permanente de ne pas accepter de semblables concessions, puisqu'elle voyait sanctionnées toutes les demandes qu'elle avait adressées elle-même; aussi, dès qu'elle les eut publiées, s'empressa-t-elle de se retirer du débat. Le peuple de Madrid montra plus de ténacité, et lorsque le 21 novembre, conformément à sa promesse, Ferdinand revint de l'Escorial pour fixer sa résidence dans la capitale, il reçut l'accueil le plus sévère. Une multitude fortement agitée se précipita autour de

sa voiture et l'accompagna jusqu'au palais en lui reprochant amèrement de violer les serments qu'il avait jurés au milieu de l'allégresse universelle. Plusieurs avaient à la main le livre de la constitution; ils le pressaient sur leur cœur et le portaient à leurs lèvres pour le baiser en sa présence. D'autres avaient amené avec eux le fils de Lacy, et ils le présentèrent au monarque comme destiné à venger un jour la mort de son père. Ferdinand, de son balcon, fut contraint d'assister à ces manifestations de la fureur populaire qu'il avait excitée; mais la crainte qu'elles lui causèrent ne le détourna point de son désir de recouvrer le pouvoir absolu, car, s'exagérant les dangers qu'il courait, il songea, pour y parvenir, à employer toutes les ressources dont il pouvait disposer, même à solliciter le concours de l'étranger, qui jusqu'alors ne lui avait point paru nécessaire.

Le ministère, de son côté, bien certain désormais d'avoir à combattre dans le palais un foyer toujours allumé d'ardentes conspirations, persista avec une nouvelle énergie dans la tendance qui l'avait déjà rapproché du parti exalté; il laissa à Madrid les sociétés patriotiques se réouvrir, malgré la loi qui avait décidé leur dissolution; il permit à la société secrète des maçons d'étendre ses ramifications dans tout le royaume; il laissa s'en former une autre, celle des communeros, qui s'adressait à la partie la plus active de la nation. Il confia enfin à Riego et à ses amis des fonctions de la plus haute importance, les capitaineries générales d'Aragon, d'Estramadure, de Navarre et de Malaga, comme s'il tenait à ce qu'ils eussent leur part de responsabilité dans la lutte qu'il fallait soutenir contre le trône. En même temps, il se compléta par l'adjonction de deux personnages importants, dont l'un, Cayetano Valdès, prit le portefeuille de la guerre, et l'autre, Gil de la Cuadra, celui d'outre-mer.

La plus grande partie des révolutionnaires sérieux qui

avaient le plus contribué au mouvement de 1820, en présence de la conduite des ministres, comprit que le moment était venu d'oublier toutes les rancunes, et elle se rallia franchement au ministère. Mais il y avait dans les sociétés patriotiques un élément fougueux, quelquefois seulement dominé par des vues ambitieuses ou l'exaltation de parti, d'autres fois perfidement excité par les menées souterraines de la cour. Le club de la Croix de Malte plus encore que celui de la Fontana de Oro, était le théâtre principal où s'agitait cet élément. Cette société voulant à la fois ruiner le prestige d'Arguelles à la cour et auprès du peuple, s'acharna à le représenter comme uniquement occupé à mettre la discorde entre ces deux forces, afin de les dominer chacune par la crainte que l'autre lui inspirait. Le ministère s'émut vivement de cette attaque, et détruisant lui-même une force qu'il avait tant d'intérêt à conserver, malgré l'obstacle passager qu'il y rencontrait, il se décida à appliquer la loi votée par les Cortès, et, le 30 décembre 1820, fit fermer par les troupes les deux locaux de la Croix de Malte et de la Fontana de Oro.

On peut juger par cette mesure combien était difficile, impossible même à suivre la ligne que se traçaient Arguelles et ses amis; prétendre avoir raison de la cour sans déchaîner les forces populaires, c'était s'exposer à être abandonné au moment décisif; c'était à la fois aspirer au triomphe et préparer sa défaite. Une telle conduite eût été pleine de prudence et de sagesse à une époque de paix et de tranquillité; mais alors que les absolutistes remuaient le pays de fond en comble, c'était une grande erreur de briser deux groupes capables d'organiser une forte résistance : il fallait les éclairer, les guider dans leurs égarements, mais non les supprimer.

Quelques faits permettront d'apprécier combien était dan-

gereuse la ligue formée contre ce qu'on appelait alors *le système*, par tous les mécontents du clergé et de la noblesse, appuyés secrètement par la couronne.

Le nonce apostolique ne cessait de remettre au ministère des notes contre les réformes ecclésiastiques et agitait toutes les consciences en invoquant le nom de l'Église. Les prélats de Valence, Barcelone, Pampelune et Orihuela excitaient hautement les membres de leur clergé à désobéir aux prescriptions des Cortès; il avait fallu bannir l'évêque d'Orihuela et l'archevêque de Valence. En Galice, un aventurier, sous le nom de *baron de San Joanni*, cherchait à recruter une petite armée au nom de la junte apostolique créée par l'ancien ambassadeur de Ferdinand à Rome. Des bandes armées commençaient à organiser la guerre civile dans les provinces de Tolède, Asturies, Alava et Burgos. Un chapelain du roi, don Matias Vinuesa, ancien curé de Tamajon, publiait sous le titre de *el Grito de un Español*, *la Papeleta de Leon*, *la Gaceta de Munich*, des appels à la sédition, dont chacun devinait la source et l'origine. Enfin on savait déjà que le général Quesada, établi à Bayonne, avait formé sur la frontière des Pyrénées un centre de conspiration que tolérait, s'il ne l'aidait pas, le gouvernement du roi Louis XVIII.

Tous ces faits réunis avaient une bien autre gravité que quelques désordres fomentés par les libéraux à Barcelone, à la Corogne et à Malaga; dans les deux premières villes, quelques jeunes gens s'étaient contentés de se promener dans les rues avec des rubans verts, en criant : *La Constitution ou la mort!* A Malaga, un patriote exalté avait publié des proclamations se terminant par le cri de : *Vive la République!* Et cependant à l'étranger on feignait de croire que les désordres de l'Espagne étaient exclusivement causés par les libéraux; il était de mode d'ériger Ferdinand en victime, quand il était le véritable coupable.

La fin de janvier 1821 et le commencement du mois de février furent signalés à Madrid par des événements qui vinrent encore assombrir l'horizon déjà si chargé. Les libelles du chapelain Vinuesa étaient arrivés à un tel degré de violence, que la justice avait dû intervenir et que leur auteur avait été mis en prison; or, parmi les papiers qui furent trouvés en sa possession, il se rencontra un plan de contre-révolution préparé jusque dans ses plus minces détails, et qui eût été d'une facile exécution si les hommes qui entouraient Ferdinand eussent eu la criminelle énergie qui a rendu si célèbre en France le 2 décembre 1851 (voir note G). L'opinion publique rapporta directement au roi l'idée mère de ce plan, et tandis qu'elle réclamait du ministère la punition exemplaire du coupable qui l'avait rédigé, les mêmes bandes qui avaient accueilli de leurs murmures Ferdinand à son retour de l'Escorial vinrent de nouveau lui exprimer leur mécontentement sous les fenêtres de son palais.

Parmi les soldats qui faisaient partie de la troupe spécialement affectée à la garde du monarque et connue sous le nom de *gardes du corps*, quelques-uns, mus par un zèle exagéré, prétendirent sans ordre mettre un terme, de leur autorité privée, à ces manifestations publiques qui se traduisaient surtout par le cri de : *Vive le roi constitutionnel!* poussé avec une ironie persévérante. Le 8 février, revêtus de leurs larges manteaux au moyen desquels ils pouvaient dissimuler les épées qu'ils avaient emportées avec eux, ils s'insinuèrent au milieu de la foule qu'ils voulaient châtier, et tirant leur arme à un signal convenu, ils se précipitèrent sur ceux qui se faisaient le plus remarquer par leurs cris, jusqu'à ce que ne respectant plus personne au milieu de leur folle colère, ils en vinrent à blesser un milicien national et un membre de *l'ayuntamiento*, accouru aux premières indications pour mettre fin au désordre. Dans l'état d'exaltation

où se trouvaient les esprits, cet incident remua la population de fond en comble; toute la milice nationale se mit en mouvement; les troupes furent appelées sous les armes; la municipalité, la députation permanente s'empressèrent de se réunir; les gardes du corps eux-mêmes, comprenant le danger auquel les exposait la témérité de quelques-uns d'entre eux, se retirèrent dans leur caserne qui fut bientôt cernée. Il n'y avait qu'un moyen de satisfaire la fureur populaire, c'était de dissoudre le corps tout entier. Ce fut l'avis de la municipalité, de la députation, du ministère, du conseil d'État lui-même; mais Ferdinand répugnait à se priver des services d'une troupe privilégiée dont il entretenait avec soin l'enthousiasme monarchique et dont il pensait un jour ou l'autre pouvoir utiliser les services. Il lui fallut pourtant céder à la fin, et le corps tout entier fut désarmé et dissous par un décret royal, lorsque déjà la plupart de ses membres, justement effrayés de l'attitude du peuple à leur égard, avaient jugé prudent d'abandonner leur uniforme et de s'éparpiller dans la campagne en s'échappant silencieusement de la caserne où ils étaient cernés.

Les royalistes furent naturellement très-courroucés de la nouvelle issue de cette échauffourée, et pour se venger ils travaillèrent avec acharnement à semer la discorde entre la milice nationale et la garnison; mais le bon esprit de ces deux classes les empêcha de tomber dans le piége qui leur était tendu, et loin de se mettre en hostilité, elles s'occupèrent de se donner, dans des représentations publiques, des témoignages éclatants d'estime réciproque et de mutuelle sympathie.

Ferdinand, vaincu dans les moyens extra légaux qu'il avait cherché à employer, sentit croître en lui la haine violente que lui inspiraient déjà ses ministres; il ne songea plus qu'à s'en délivrer, et réunissant le conseil d'État, il les ac-

cusa directement devant lui d'autoriser les tumultes qui brisaient en sa personne le prestige de la monarchie. Arguelles et Garcia Herreros, directement interpellés, répondirent qu'ils avaient besoin de toute leur énergie pour faire respecter la constitution qu'ils avaient jurée; qu'ils étaient quelquefois obligés de se rendre désagréables au roi pour faire honneur à leur serment, mais qu'ils devaient avant tout remplir leurs devoirs et qu'ils n'avaient qu'une seule chose à cœur, exécuter fidèlement la mission qui leur avait été confiée. Le conseil d'État était trop au courant des menées du monarque pour ne pas comprendre toute la portée de la réponse des ministres; il ne se montra nullement disposé à entrer en lutte avec eux, et le roi, abandonné à lui-même, s'empressa de chercher au milieu de ses conseillers intimes un nouveau moyen de secouer une tutelle qui le gênait.

La deuxième session des Cortès devait s'ouvrir le 1er mars; ce fut là l'occasion qu'on l'encouragea à saisir. Il se décida à suivre ces conseils, et voici le moyen qu'il employa pour briser complétement aux yeux du pays le faible lien qui pouvait encore l'attacher au ministère.

Le jour même de l'inauguration de la session, après avoir lu devant les députés réunis le discours royal qui lui avait été remis par les ministres suivant l'usage des pays constitutionnels, il y ajouta de lui-même les paragraphes suivants :

« C'est avec intention que j'ai omis jusqu'à la fin de parler de ma propre personne, pour qu'on ne croie pas que je la préfère au bien-être des peuples que la divine Providence a confiés à mes soins. Il me faut cependant signaler à ce sage congrès que je pénètre facilement les idées de quelques malintentionnés qui s'efforcent de séduire les imprudents en leur persuadant que mon cœur nourrit des sentiments hos-

tiles au système qui nous régit, et en leur inspirant ainsi une grande défiance sur mes intentions et ma rectitude. J'ai juré la constitution et j'ai toujours cherché à l'observer religieusement en tout ce qui a dépendu de moi. Plût à Dieu que tout le monde eût agi de même!

« Contrairement à l'ordre et au respect qui m'est dû comme roi constitutionnel, des outrages et des insultes de toute sorte ont été dirigés contre ma personne. Je n'ai aucune crainte pour mon existence et ma sécurité; Dieu, qui voit mon cœur, saura protéger l'une et l'autre. La majorité de la nation, sa partie la plus saine, facilitera l'œuvre divine. Mais je ne saurais taire au Congrès, dont la principale mission est le maintien de l'inviolabilité que l'on doit garder à un roi constitutionnel, que ces outrages ne se seraient point répétés une seconde fois si le pouvoir exécutif avait déployé toute l'énergie et toute la vigueur que réclame la constitution et que les Cortès doivent désirer..... »

Par ces quelques mots, Ferdinand VII se mettait ouvertement en désaccord avec ses ministres devant la Chambre, devant le pays, en présence de l'Europe entière; toute réconciliation était devenue impossible; aussi tandis que ceux-ci s'apprêtaient à remettre leur démission entre ses mains, il allait lui-même au-devant de leurs vues en leur retirant leurs portefeuilles par un décret royal.

C'est avec le plus profond chagrin que les députés virent le pouvoir s'échapper des mains d'Arguelles et de ses amis. On avait confiance dans leur passé et dans leur loyauté; on ne craignait point de les voir transiger avec les confidents ordinaires du roi. On les jugeait capables de maintenir l'ordre sans porter atteinte aux grands principes consignés dans la constitution de 1812. Il y avait donc tout lieu de croire qu'une pression serait exercée sur Ferdinand pour le décider à reprendre des ministres qui avaient toute la sym-

pathie des représentants de la nation; mais la tendance doctrinaire et la manie de constitutionnalisme dont les principaux chefs étaient imbus, exercèrent sur les esprits une fatale influence. Sous le prétexte de maintenir intacte la séparation complète des pouvoirs exécutif et législatif, les députés se contentèrent de manifester, par le vote d'une pension, leur communauté de sentiments avec ceux que Ferdinand avait publiquement traités de malintentionnés. Ils se refusèrent à désigner de nouveaux ministres au choix du monarque, quoique celui-ci les eût directement invités à lui faire connaître leurs préférences, et lui désignèrent le conseil d'État comme le corps spécialement chargé par la constitution de l'aider de ses lumières en semblable circonstance.

Certes, la conduite des Cortès fut alors parfaitement légale, mais on peut ajouter qu'elle ne fut point raisonnable. En ne soutenant pas avec énergie le ministère qui avait toutes leurs sympathies, elles abdiquèrent réellement le pouvoir que leur avait donné la révolution de 1820. Ayant en face d'elles, au lieu d'un monarque loyal et honnête, un vrai conspirateur, elles devaient le traiter comme tel, prendre contre lui toutes espèces de précautions et ne pas lui laisser le libre usage des prérogatives qu'il devait toujours exercer exclusivement contre les intérêts de la nation.

Quoi qu'il en soit, Ferdinand, trop heureux d'être délivré de ses galériens, affecta la plus grande prudence dans le choix de leurs remplaçants. Sur la proposition du conseil d'État, il appela aux affaires extérieures don Eusebio Bardaji y Azara, aux colonies don Ramon Feliu, et au ministère de grâce et justice don Vicente Cano Manuel; et à ces trois personnages qui offraient certaines garanties au parti libéral et avaient déjà occupé de hautes positions à l'époque de la régence, il adjoignit quelques hommes spéciaux pour la guerre, les finances et la marine. La majorité des Cortès

ne pouvait se mettre en lutte directe avec un ministère ainsi constitué, car elle y trouvait à peu près l'expression exacte de ses tendances et de ses idées; mais elle ne devait pas non plus lui accorder un concours très-efficace, car elle gardait un ressentiment très-vif de la chute d'Arguelles.

La tâche des nouveaux ministres était bien difficile, car la situation générale se compliquait de jour en jour; il n'y avait pas seulement les embarras du dedans. Les événements politiques qui se passaient au dehors menaçaient aussi de réagir sur la péninsule espagnole; ce n'était pas seulement la liberté qui était en péril, on commençait à craindre de la part de la Sainte-Alliance une intervention portant atteinte à l'indépendance nationale.

On était déjà loin de l'enthousiasme qui avait poussé tous les esprits à acclamer la constitution de Cadiz, de 1812. Les Espagnols avaient alors éprouvé une joie profonde à voir l'œuvre de leurs législateurs successivement adoptée par les Napolitains (juillet 1820), par les Portugais (novembre 1820), et par les Piémontais (mars 1821). Mais tandis qu'ils s'abandonnaient à leur naïve satisfaction, les souverains de la Sainte-Alliance, alarmés de voir ainsi ébranler l'édifice qu'ils avaient si laborieusement construit en 1815, avaient entrepris de lutter directement contre l'esprit révolutionnaire. Dans un premier congrès, à Troppau, ils avaient d'abord décidé une intervention directe dans les affaires des Deux-Siciles; puis, dans un second qui avait eu lieu à Laybach, et auquel avait assisté le roi même des Deux-Siciles, ils avaient chargé l'Autriche du soin de renverser à main armée la constitution napolitaine.

Au moment même où le roi exécutait à Madrid son changement de ministère, on y attendait tous les jours avec la plus vive impatience des nouvelles d'Italie, et l'opinion publique, involontairement, était disposée à juger du sort qui

attendait la constitution sur le sol natal, par celui qu'elle allait éprouver dans le royaume des Deux-Siciles. L'anxiété générale s'était manifestée déjà par le pillage des maisons de quelques diplomates étrangers, le jour où l'on avait reçu la première nouvelle du congrès de Laybach ; et ce désordre, particulièrement suscité par un exalté qu'on accusa plus tard d'être secrètement vendu à la cour, n'était pas de nature à éloigner du territoire de la Péninsule les armées de la Sainte-Alliance. Dans une telle disposition, ce fut avec la plus vive émotion qu'on apprit en Espagne l'entrée des Autrichiens dans Naples (26 mars), et le rétablissement de l'ancien régime dans le Piémont sous l'autorité du nouveau roi Charles-Félix, en faveur de qui avait abdiqué Victor-Amédée.

Ces événements, compliqués d'une note dirigée par le ministre des affaires étrangères de Russie à l'ambassadeur espagnol à Saint-Pétersbourg, Cea Bermudez, note dans laquelle le czar indiquait les inquiétudes qu'avait dû exciter chez les souverains de la Sainte-Alliance la révolution de 1820, et ne craignait pas d'insinuer que le déchaînement des passions dans la Péninsule exigeait de leur part toute sorte de réserve et de précautions, produisirent naturellement un double effet : ils alarmèrent les patriotes et donnèrent aux royalistes de nouvelles espérances.

Dans certaines villes où dominait le parti exalté, il y eut des mouvements tumultueux contre les personnages qu'on jugeait partisans de l'invasion étrangère. Ainsi, à la Corogne, le peuple poursuivit avec acharnement tous ceux que de près ou de loin il accusait d'avoir favorisé les menées de la junte apostolique de Galice, et le chef politique, qui fut désapprouvé par le ministère et remplacé par le brigadier Latre, déporta, de son autorité privée, plus de cent personnes aux îles Canaries. A Barcelone, où la présence de nombreux réfugiés

piémontais et napolitains entretenait encore une agitation plus vive, il fallut, pour conserver l'ordre, expulser l'évêque, le baron d'Eroles, les généraux Saarsfield et Fournas, ainsi qu'une foule de chefs militaires dont l'opposition au système constitutionnel excitait l'indignation générale.

Ce n'était point dans les villes, mais dans les campagnes, que cherchait au contraire à assurer son ascendant le parti royaliste. Les succès de la Sainte-Alliance avaient surexcité ses espérances, et il ne doutait déjà plus d'un prochain triomphe. Aussi, tandis que les évêques tenaient tête aux Cortès, le bas clergé ne se contentant déjà plus de paroles, mettait lui-même les armes à la main de ceux de ses paroissiens qu'il parvenait à entraîner dans le secret du confessionnal. Les premières bandes dont nous avons signalé l'apparition dans les provinces de Tolède, Asturies, Alava et Burgos, s'étaient rapidement accrues grâce aux ressources qui d'en haut leur étaient distribuées par des voies secrètes. Il avait fallu diriger une colonne entière contre l'une d'elles commandée par le curé Merino, et on considéra comme une véritable victoire le succès qu'obtint contre lui à Salvatierra, le célèbre guerillero de la guerre de l'Indépendance, toujours fidèle à ses idées libérales, el Empecinado. Ce n'était pas non plus sans difficulté qu'on était parvenu à s'emparer d'un factieux redoutable, qui s'était établi dans les environs d'Aranjuez, et qui sous le nom d'*El Abuelo* jetait la terreur dans les montagnes de Tolède. Les troupes étaient tenues continuellement en haleine par les factions qui, interrompant les communications, préparaient pour le pays une nouvelle période de souffrances et de misère.

On conçoit combien la tâche de maintenir l'ordre était difficile à remplir au milieu d'éléments si hostiles et si acharnés les uns contre les autres; le ministère s'y dévouait avec empressement, mais il était en général, quoique plein

de bonne volonté, mou et impuissant. Sa faiblesse apparut d'une manière éclatante à Madrid même, le 4 mai, en une journée fatale dont les résultats furent cruellement exploités à l'étranger contre la révolution. Le juge de première instance auquel avait été confiée l'instruction du procès de Vinuesa, du chapelain auteur d'un vaste projet de contre-révolution dont nous avons déjà parlé, s'étant borné à le condamner à dix années de galères, cette nouvelle fut très-mal accueillie par la population ; un tribunal révolutionnaire s'organisa tout à coup à la puerta del Sol et décida que juge et accusé devaient être condamnés à mort et immédiatement exécutés. La sentence prononcée, les bras ne manquèrent point pour la mettre à exécution. Un flot d'hommes furieux se précipita sur la prison où était enfermé le chapelain et brisa les portes; on s'empara de sa personne et Vinuesa périt bientôt entre leurs mains, le crâne fracassé par un puissant marteau de fer et le corps mutilé par dix-sept blessures d'armes blanches. Le juge, plus heureux, eut le temps de s'échapper et ne put être rencontré à son domicile.

Ce jugement populaire, exécuté en plein jour dans une capitale comme Madrid, avec tant d'audace et de rapidité, plongea les esprits dans la stupeur. Le roi en profita pour mettre sous les armes toute la garde royale et pour réveiller en elle les sentiments monarchiques. Il s'adressa aussi aux Cortès pour éviter le retour de semblables attentats.

Le ministère, accusé d'avoir manqué d'énergie en cette circonstance, changea le capitaine général de Madrid et choisit pour ce poste important Morillo, comte de Carthagène, qui venait tout récemment de reparaître dans la Péninsule, de retour de son expédition à Venezuela. On lui adjoignit pour chef politique le général Copons, celui qui en 1814 avait reçu le premier, sur les bords du Fluvia, le roi Ferdinand, élargi de Valençay. L'intervention de ces deux

hommes habitués au commandement imposa aux sociétés secrètes qui avaient condamné Vinuesa, et assurés de leur protection les esprits se remirent rapidement de l'effroi général qu'avaient inspiré les hommes du coup de marteau.

Les Cortès, dont la réunion devait durer jusqu'au 30 juin, trouvèrent enfin un peu de répit pour se livrer à leurs travaux législatifs. Nous avons vu que dans la première session elles avaient étudié et voté des lois sur la presse, le jury, les majorats et les ordres monastiques; elles se consacrèrent dans celle-ci à la formation des lois organiques relatives à l'organisation de l'armée, à la réduction de la dîme, aux substitutions, aux juridictions seigneuriales, au crédit public, au budget, à l'instruction publique.

Leur opinion sur chacune de ces grandes questions mérite d'être examinée et appréciée, car avec le temps elle est devenue la base la plus solide de toutes les tentatives faites en Espagne pour la régénération du pays; et quoique sur certains points ces Cortès se soient trompées, il faut reconnaître qu'elles étaient animées du plus louable esprit de progrès et de perfectionnement, bien différentes en cela de nos Chambres françaises qui offraient alors un si triste exemple de réaction forcenée contre les grands principes de notre Révolution.

En fait d'armée permanente, les Cortès ne voulaient que le nombre de soldats absolument nécessaire pour la défense des frontières; un très-grand développement devait être donné à la milice nationale; le remplacement était interdit : nul ne pouvait, pour une somme d'argent, se racheter du service. Le *fuero* militaire (droit à une juridiction spéciale) disparaissait pour toutes les causes civiles et criminelles; il n'était conservé que pour les délits purement militaires. Tout emploi abusif de la force armée était considéré comme

trahison, et défense était faite aux militaires d'obéir à leurs supérieurs pour offenser le roi ou pour attaquer les Cortès.

La question de la dîme était en Espagne de la plus grande importance, car suivant les calculs les mieux fondés, on estimait à 408 millions de réaux le montant total des denrées que l'agriculture payait annuellement au clergé; les Cortès décidèrent que partout ce tribut serait réduit de la moitié, et qu'il serait perçu directement par l'Etat pour être affecté à la dotation du culte et du clergé. Seuls les établissements d'instruction publique et de bienfaisance devaient continuer jusqu'à nouvelle détermination à recevoir les rentes et bénéfices qui leur étaient particulièrement affectés. En échange de ce revenu qu'il acquérait, l'Etat faisait abandon de tous les anciens droits qu'il prélevait lui-même sur la dîme, sous le titre de *novenas*, *escusado*, *tercias*, *novales*. La loi qui décida cette grande innovation (29 juin 1821) posa également en principe la reprise par l'Etat de tous les immeubles et biens fonciers, *cens*, hypothèques, rentes et droits de toute espèce appartenant au clergé et aux fabriques des églises, à l'exception des presbytères et des palais épiscopaux; une indemnité était accordée aux *participes legos*[1] et aux membres du clergé régulier. La junte nationale du crédit public devait prendre possession de tous ces biens, et des commissions spéciales dans chaque diocèse étaient appelées à fixer la dotation du clergé; jusqu'à l'entière exécution de la loi, et tant que les évêques restaient en possession de leurs biens, la contribution de 30 millions de réaux indiquée dans le plan de Garay restait maintenue.

Ce simple résumé de la loi du 29 juin 1821 suffit pour montrer de quel esprit étaient animées les Cortès de 1820; si elles avaient eu pour assurer l'exécution de leurs réformes

[1] C'étaient les créanciers des congrégations.

la même énergie qu'elles manifestaient dans leur conception, que de troubles et de désordres n'auraient-elles pas épargné à leur malheureuse patrie ! L'histoire doit néanmoins leur savoir gré d'avoir donné une si puissante initiative, et indiqué non-seulement le but vers lequel il fallait tendre, mais encore les moyens d'y parvenir.

Tandis qu'elles fixaient ainsi la nouvelle forme qui devait être imposée au clergé, suivant les principes de notre révolution moderne, les Cortès continuèrent également dans cette session la lutte qu'elles avaient déjà entamée contre les priviléges de la noblesse. Dans leur désir d'assurer l'exécution de la loi déjà votée dans la session précédente sur les majorats, elles déterminèrent d'abord dans celle-ci la part de biens de mainmorte que le titulaire actuel pouvait déjà aliéner avec le consentement de son successeur, et toutes les formes avec lesquelles ce consentement devait se donner; mais elles ne se contentèrent point de cette simple modification : elles songèrent aussi à attaquer la question dans son essence même; et, dans de longs débats où se distinguèrent particulièrement par l'érudition, l'élégance de la forme et la netteté des principes Garelly, Martinez de la Rosa et Calatrava, elles abordèrent franchement la question des majorats respectée par les Cortès de 1810, et décidèrent par un décret que tous les titulaires seraient soumis à l'obligation de justifier de leurs titres. Cette décision leur attira l'inimitié de presque tous les membres de l'aristocratie, car il y en avait beaucoup qui se trouvaient hors d'état d'établir la propriété des droits dont jouissait leur famille; ils s'unirent tous pour faire retentir le pays de leurs plaintes et de leurs clameurs, et, intervenant auprès du roi, ils obtinrent de lui qu'il refusât sa sanction à ce dernier décret; si les paysans espagnols eussent eu à cette époque les idées et les sentiments qui agitaient les nôtres à la fin du siècle passé,

ce refus de Ferdinand aurait suffi pour assurer l'avenir de la révolution ; mais par malheur les habitants des campagnes étaient encore dans la Péninsule trop habitués à subir l'influence de leurs anciens seigneurs, et, loin de vouer aux Cortès une juste reconnaissance pour les efforts qu'elles tentaient en leur faveur, la plupart d'entre eux écoutèrent les suggestions de ceux qu'ils étaient habitués à respecter et crurent voir une spoliation inique de la propriété là où il n'y avait qu'une recherche féconde des droits de chacun et une sincère application des lois de la plus parfaite justice.

En matière de crédit, nous avons déjà vu avec quel empressement, dès leurs premières réunions, les Cortès s'étaient hâtées de manifester leur intention de consacrer des ressources considérables à l'amortissement de la dette publique; elles voulaient inspirer confiance aux capitalistes, et elles y parvinrent : c'est dans cet esprit qu'elles reconnurent la dette contractée en Hollande par Charles IV, et qu'elles mirent à la disposition de la junte du crédit public tous les biens du clergé; elles avaient donné leur approbation à un emprunt de 40 millions émis par la junte provisoire en 1820, et elles autorisèrent le gouvernement à en réaliser un autre qui ne pourrait excéder 200 millions.

Pour assurer d'une manière définitive les revenus du Trésor, elles conservèrent la contribution directe déjà installée par Garay, et en fixèrent le montant total à 180 millions; elles établirent l'impôt spécial des patentes, améliorèrent celui du papier timbré et maintinrent avec soin les contributions indirectes, qui produisaient 100 millions : elles sentaient vivement l'insuffisance de leurs ressources pour parer à un budget de dépenses de 750 millions dans lequel rien n'était affecté au service des intérêts de la dette. Mais que pouvaient-elles demander à une nation appauvrie, misérable, sans industrie, qui en perdant les colonies d'A-

mérique se voyait privée en un jour du débouché exclusif qu'elle s'était ménagé pour ses produits agricoles et son chétif commerce ? Toute la triste réalité de cette malheureuse situation apparut au grand jour dans le plan magnifique qu'imaginèrent les Cortès pour le développement de l'instruction publique ; rien ne manquait à leur bienfaisante combinaison : gratuité de l'enseignement public ; liberté complète de l'enseignement privé ; écoles primaires ; universités pour l'instruction secondaire ; écoles spéciales pour les sciences supérieures ; facultés de médecine, de chirurgie, de pharmacie ; académies ; conseil supérieur de l'instruction publique, tous les éléments nécessaires pour assurer en Espagne le développement de l'instruction publique étaient là groupés avec le soin le plus admirable ; mais aucune ressource n'était assignée pour mener à terme cette belle combinaison ; c'était un beau plan ; de longtemps il ne pouvait passer à l'état de réalité.

Par ce court résumé, on voit que les Cortès de 1820 cherchèrent sérieusement à continuer l'œuvre de 1812 ; mais une inquiétude secrète les dominait sans cesse ; elles avaient comme un sentiment intime que leur œuvre n'était pas durable. Au moment où leur seconde session était sur le point de se terminer, leurs partisans entreprirent une campagne hardie pour arracher au roi la promesse d'une convocation de Cortès extraordinaires pour la fin de l'année. Il n'est pas besoin de dire combien Ferdinand y répugnait, mais il avait déjà donné une espérance lors de la nomination de Carvajal au poste de capitaine général, et quelques jours avant la fermeture de la deuxième session, au 30 juin, il s'obligea solennellement à réunir une session extraordinaire, obtenant par ce moyen que la séparation de ses adversaires s'accomplît sans exciter par trop la défiance générale.

CHAPITRE IV

LES ÉLECTIONS.

(Juin 1821 à mars 1822.)

La fièvre jaune à Barcelone; exaltation des esprits dans cette cité. — Conspiration de Georges Bessières. — Établissement d'un cordon sanitaire sur les frontières des Pyrénées. — Riego à Sarragosse; il est relevé de ses fonctions de capitaine général et relégué à Lerida. —Irritation du parti exalté; ses manifestations à Madrid.—Emeute connue sous le nom de *Bataille de las Platerias* (18 septembre). — Inauguration de la session extraordinaire (24 septembre). — Agitation dans les provinces contre le ministère Feliu. — Refus d'obéissance à Séville, Cadiz et la Corogne. — Message du roi aux Cortès, et réponse de celles-ci. — Vote de blâme contre le ministère. — Démission de Feliu et de trois de ses principaux collègues; ils sont provisoirement remplacés (8 janvier 1822). — Discussion sur la liberté de la presse; tentative d'assassinat sur Toreno et Martinez de la Rosa. — Fermeture définitive des Cortès extraordinaires; leurs derniers travaux législatifs. — Résultat des élections; elles sont favorables au parti exalté. — Composition de la Chambre de 1822. — Riego est élu président. — Nomination d'un nouveau ministère formé des principaux chefs du parti modéré (28 février).

Au milieu des agitations de tout genre produites par le choc des trois partis, apostolique, modéré et exalté, qui se disputaient la direction des affaires en Espagne, le travail s'était partout ralenti de la manière la plus inquiétante, la misère croissait dans les campagnes et les cités, et le moment allait venir où une grande partie de la population irait, comme en 1808, chercher dans la guerre civile les moyens de vivre que l'industrie et le commerce lui refusaient.

Parmi les provinces de l'Espagne qui ne vivent pas exclu-

sivement de la production agricole, il en est une qui s'est toujours distinguée par une activité toute spéciale, c'est la Catalogne. Une grande masse d'ouvriers y trouve toujours des éléments de subsistance, quand le développement des affaires met en mouvement les grands établissements industriels qui y sont installés; mais là aussi, pour peu que l'interruption des relations commerciales vienne arrêter le développement de l'industrie et de la contrebande, une nécessité impérieuse entraîne aussitôt à la vie d'aventures une foule d'hommes ardents, courageux et énergiques, qui trouvent dans leur détresse une excuse qui leur paraît suffisante pour justifier les actes les plus violents, et souvent les plus criminels. Les Cortès auraient dû avec prévoyance diriger leur attention sur les moyens de préserver la Catalogne des tristes conséquences que pouvait causer la continuation trop prolongée de l'inaction industrielle; mais les législateurs espagnols, toujours exclusivement préoccupés du point de vue politique, n'ont jamais su pratiquer ce qu'on pourrait appeler *l'hygiène sociale;* ils songent toujours beaucoup plus à réprimer qu'à prévenir, et ces déplorables procédés accumulent les ruines sociales au lieu de les empêcher.

Or donc, tandis que le fléau de la misère pesait déjà en 1821 sur la Catalogne, une peste plus épouvantable encore vint affliger cette malheureuse province si digne d'un meilleur sort; un brick venu de la Havane apporta vers les premiers jours du mois d'août dans les murs de Barcelone la terrible fièvre jaune, et bientôt la belle capitale de la capitainerie générale devint le théâtre des scènes les plus lugubres. Tous les magasins, ateliers, bureaux durent se fermer; les relations commerciales cessèrent tout à fait, l'entrée dans les églises fut suspendue, les notaires et les médecins émigrèrent en masse pour ne pas être appelés au lit

des mourants; il n'y avait partout que des malades, chacun s'enfermait dans sa maison, et quand le mal avait atteint une victime, le cadavre était jeté par la fenêtre, pour être enlevé par un char public qui parcourait deux fois par jour toutes les rues de la ville. Il y aurait de quoi désespérer de la vie elle-même, si, dans cette époque de désolation, nous arrêtions nos regards sur tous les actes de lâcheté et de criminel abandon auxquels l'instinct de la conservation, si puissant chez l'homme, poussa les Barcelonais; il vaut mieux se consoler en rappelant qu'on eut aussi à citer de bien nobles dévouements, et en constatant spécialement le beau rôle que jouèrent en cette circonstance cinq médecins français que l'amour de la science attira sur le lieu même du péril (voir note H).

Le fléau pesa pendant plus de trois mois sur Barcelone; quand il eut disparu (novembre 1821), on constata que plus de 20 000 personnes avaient succombé; la ville était presque entièrement dépeuplée, et beaucoup de ses habitants qui avaient pu s'échapper avant la formation du blocus ordonné par le gouvernement erraient encore dans les montagnes, exposés aux plus rigoureuses privations. La province, les rives de l'Ebre n'avaient pas été non plus épargnées; sur 12 000 habitants, la ville de Tortose en avait perdu 6 000; toute la Catalogne se trouvait à la fin de l'année dans l'état le plus déplorable : ses habitants, trop abandonnés à eux-mêmes par le gouvernement, qui d'ailleurs n'avait point de ressources suffisantes pour faire face à une si grave calamité, commencèrent à s'agiter; elle offrait aux partis un vaste champ pour y semer la discorde et la guerre civile.

Lorsque le malheur des temps vient à former ces foyers de désordre et d'insurrection, l'étincelle ne se fait pas longtemps attendre, et les chefs appelés à la propager ne tardent point à paraître. Avant le fléau, la Catalogne avait été déjà

remuée par une tentative républicaine de Georges Bessières (juillet 1821), que nous verrons plus tard commander des bandes apostoliques; tentative que le parti exalté n'avait pas appuyée, mais pour laquelle il avait montré quelque sympathie, en soutenant de tous ses efforts une demande d'amnistie faite pour Bessières condamné à mort, et en manifestant sa joie lorsque ce partisan, déjà peut-être d'accord avec Ferdinand, s'échappa en France tandis qu'on le conduisait prisonnier au château de Figuières. Mais pendant que la fièvre jaune sévissait à Barcelone, et lorsqu'elle eut disparu, on ne vit plus apparaître que des partisans de l'absolutisme; là, comme à Caracas, les prêtres affectaient de voir dans la présence du fléau une preuve de la vengeance divine contre les nouvelles théories libérales, et suivant leur système accoutumé, ils enflammaient avec cette folle terreur les passions des crédules campagnards dont ils dominaient la conscience. Grâce à leurs prédications, il se forma dans les hautes montagnes de la province deux bandes qui, sous la conduite de Francisco Montaner et de Juan Costa, surnommé *Misas*, commencèrent à tenir la campagne. On envoya contre eux des soldats; mais protégés par une partie de la population, intimidant l'autre par leurs violences, ces deux chefs se dérobèrent à toutes les poursuites, et maintenaient tout le pays dans un état permanent de surexcitation.

L'existence de telles bandes, leur développement même, n'étaient point des événements d'une très-grande importance dans la situation générale où se trouvait l'Espagne; mais ils en prirent bientôt une très-grande, à cause de l'attitude du gouvernement français. Déjà, sous le prétexte de préserver la frontière de France contre l'invasion de la fièvre jaune, les ministres du roi Louis XVIII avaient envoyé dans les Pyrénées-Orientales un corps de troupes, que l'on

prétendait exclusivement chargé de former un cordon sanitaire; et les plus prévoyants Espagnols s'étaient à juste titre inquiétés du luxe militaire dont le gouvernement français avait accompagné ces précautions hygiéniques. Le fléau disparu, il semblait naturel de supprimer également le cordon et de rendre aux communications internationales toute leur ancienne liberté; M. de Villèle, successeur du duc de Richelieu, dans le ministère français, sous le prétexte que les frontières étaient perpétuellement menacées par des factions armées, n'en jugea point ainsi, et conserva avec soin sur le versant septentrional des Pyrénées les troupes qui s'y trouvaient déjà réunies, en leur donnant le titre menaçant de *corps d'observation*. M. de Villèle était loin encore d'avoir décidé dans son esprit la ligne de conduite qu'il se proposait de tenir à l'égard de la révolution espagnole; favorable au fond, comme son prédécesseur, M. de Richelieu, à la politique de non-intervention, il aurait bien voulu se tenir tout à fait en dehors de la lutte engagée à Madrid entre Ferdinand et les constitutionnels; mais poussé au pouvoir par un parti dont il avait à satisfaire toutes les passions et toutes les rancunes, en face de la Sainte-Alliance jalouse de continuer l'œuvre de réaction si heureusement commencée à Naples et à Turin, il prévoyait déjà que les exigences du dedans et du dehors pourraient lui forcer la main, et il craignait de donner à ses adversaires des armes contre lui en paraissant trop indifférent aux affaires espagnoles.

Pour se faire une idée exacte de la triste période que nous analysons, il faut toujours avoir sous les yeux la juste préoccupation de l'opinion publique qui, depuis les congrès de Troppau et de Laybach, vivait en Espagne sous le coup d'une prochaine intervention, redoutée par les uns, désirée par les autres. La conduite des partis est inexplicable si l'on ne tient compte de ce terrible fantôme; avec lui tout se comprend,

l'attitude du roi, celle des modérés, et la fureur naturelle des exaltés, qui seuls représentaient en cette occasion le principe de l'indépendance nationale.

Ferdinand, depuis qu'il avait eu connaissance des dispositions des souverains d'Autriche, de Russie et de Prusse, depuis qu'il avait appris la facile soumission des Piémontais et des Napolitains, sentait déjà parfaitement que dans la situation actuelle de l'Europe son triomphe définitif sur la révolution était assuré; il ne doutait pas un instant que si par ses propres forces il ne parvenait pas à ressaisir l'autorité, il trouverait toujours chez les autres monarques un appui suffisant pour arriver à son but; aussi, loin de chercher à appliquer sérieusement la constitution, il ne songeait qu'à la renverser; les ministres qui l'entouraient n'étaient pas de son choix, quoique librement nommés par lui; il les fuyait volontiers,et allait s'enfermer loin de Madrid dans les résidences royales d'Aranjuez, de l'Escorial et de la Granja, où il pouvait en toute liberté nouer les intrigues sans nombre qui devaient priver l'Espagne de toute tranquillité. De là partaient des ressources pour toutes les bandes de Catalogne et de Castille; de là partaient des ordres pour Quesada et Eguia, qui avaient créé à Bayonne un centre d'organisation pour une future armée apostolique; de là partaient enfin des correspondances secrètes pour le marquis de Mataflorida, qui, installé à Toulouse, entretenait des agences à Paris, à Rome, à Vienne et à Saint-Pétersbourg, soudoyait les journaux cléricaux de France et travaillait efficacement à une prochaine intervention. Néanmoins, malgré ces préparatifs extérieurs, Ferdinand, par amour-propre et par orgueil, désirait ardemment triompher de la révolution par ses seuls efforts; complétement éclipsé, tant que les Cortès étaient réunies par le prestige qu'elles avaient acquis, il reprenait soudain son arrogance dès qu'elles se séparaient. Immédiatement après la

fermeture du 30 juin, il essaya de renouveler l'aventure de Carvajal, en acceptant la démission du ministre de la guerre, don Tomas Moreno Daoiz, et en lui nommant un successeur sans prévenir le moins du monde ses collègues; mais les ministres, effrayés de la responsabilité qui pesait sur eux s'ils laissaient le roi agir ainsi, donnèrent tous leur démission, et Ferdinand dut se mettre d'accord avec eux pour la nomination de Sanchez Salvador, afin d'éviter une nouvelle commotion que l'annonce seule de sa tentative faillit produire à Madrid.

On a vraiment peine à concevoir comment, en présence de l'attitude constamment hostile, même à leur égard, de Ferdinand, les modérés eurent la prétention de maintenir le système constitutionnel contre sa propre volonté en respectant toutes ses prérogatives. Le résultat était impossible à atteindre; avec le caractère d'un tel monarque aucune transaction n'était possible, et l'on peut dire avec certitude que la modération était un non-sens. Le ministère, composé d'hommes honorables et dévoués à l'ordre, dirigé par Feliu qui des colonies avait passé à l'intérieur, placé au milieu de tous les partis, crut devoir ne se déclarer réellement pour aucun, et borna toute son ambition à assurer la conservation de l'ordre matériel. Cette tâche n'était pas seulement difficile, elle était insuffisante; lorsque le pays était en juste défiance contre son souverain, il avait plus à réclamer des ministres qu'une simple sécurité d'ordre public; il lui fallait la certitude que toutes les conjurations de la cour seraient scrupuleusement surveillées. Or, sous ce point de vue, le ministère Feliu n'offrait aucune garantie; il inclinait plutôt vers le monarque dans les occasions les plus graves, et il lui conseillait de refuser sa sanction à la loi sur les majorats. Dès lors on conçoit combien le parti exalté le voyait avec peine rester au pouvoir, et combien il devait attacher d'importance à le renverser.

De leur côté les modérés, également hostiles au monarque dont ils connaissaient la perfidie, et aux exaltés qu'ils accusaient de compromettre la révolution, se débattaient sans profit au milieu de ces deux forces qu'ils ne pouvaient diriger et qui étaient inconciliables. Utiles et brillants quand il s'agissait d'étudier les bases organiques du nouveau système constitutionnel sous lequel l'Espagne était appelée à vivre, ils devenaient incommodes et gênants par leur adoration monarchique quand il s'agissait de préserver le pays des complots d'un roi parjure. Si ces hommes importants, d'un mérite incontestable, comme Toreno, Martinez de la Rosa, avaient eu l'audace de tendre véritablement la main aux exaltés en leur sacrifiant non le principe monarchique puisqu'il était dans leurs idées, mais le représentant actuel de ce principe dont l'indignité était plus que démontrée, que de maux n'eussent-ils pas épargnés à leur nation ! Les modérés possédaient ce qui manquait à leurs adversaires, un noyau d'hommes politiques puissants par le talent et le caractère, capables de fixer à l'avance le but à atteindre, et de le poursuivre au milieu des grandes difficultés que causaient l'état général du pays et la situation extérieure ; par malheur, au lieu de guider la révolution dans les crises difficiles où elle devait faire usage de ses forces, ils ne cherchèrent qu'à l'enrayer, et contribuèrent ainsi très-efficacement à en arrêter la marche ascendante.

Les exaltés, d'autre part, ne savaient point séparer assez leur noble cause de celle du désordre et de l'anarchie avec laquelle la malignité s'efforçait toujours de la confondre ; leurs efforts, leurs mouvements étaient mal calculés : ils agitaient la nation sans produire aucun effet utile ; et chacune de leurs tentatives les éloignait du succès, loin de les en rapprocher.

C'était toujours sur Riego que la vue des patriotes était

principalement fixée; c'était de lui qu'on attendait le salut. Que faisait donc cet heureux officier au génie duquel était attaché le sort de la révolution? Nommé capitaine général d'Aragon par le ministère Arguelles, Riego vers le milieu de 1821 se trouvait à Sarragosse, occupé d'un côté à diriger les élections dans un sens favorable à ses amis, et ayant de l'autre les yeux fixés sur la France, dont il attendait à chaque instant une explosion révolutionnaire. C'était une bonne idée de la part du chef des exaltés que de pratiquer une alliance avec les ennemis de la Restauration; mais au lieu de s'adresser aux véritables chefs du parti libéral, aux La Fayette, Manuel, Foy, Benjamin Constant, qui pouvaient lui apporter des ressources et des conseils utiles, Riego se lia d'amitié avec des intrigants subalternes qui ne firent, en le nourrissant d'illusions et en flattant son orgueil, que le précipiter dans de nouveaux embarras. Deux officiers français, Uxon et Cugnet de Montarlot, comptaient, dit-on, sur son appui pour pénétrer sur le territoire français et y proclamer la république : leurs indiscrétions excitèrent les alarmes des gouvernements français et espagnol, et choisissant ce prétexte, le ministère se décida à enlever à Riego la capitainerie générale d'Aragon. C'était une grave détermination, susceptible d'amener de redoutables conséquences, surtout si, de retour à Sarragosse, le jeune exalté pouvait grouper autour de lui la milice nationale et la population; aussi le ministère choisit-il pour annoncer sa révocation à Riego un moment où il parcourait la province et se trouvait à quelque distance de Sarragosse; il lui ordonna d'avoir à se rendre immédiatement à Lerida, et voulut que le chef politique Moreda se saisit de toute l'autorité de capitaine général, jusqu'à la prochaine arrivée du nouveau titulaire don Miguel de Alava.

Tous ces ordres s'exécutèrent sans difficulté; la ville de

Sarragosse, alarmée par les plans qu'on attribuait à Montarlot, accueillit avec faveur le nouveau chef qui lui était envoyé. Moreda maintint l'ordre public dans toute la province avec fermeté, et Riego, quoiqu'il eût hésité un instant à obéir, se rendit à la nouvelle garnison qui lui était assignée.

Restait à savoir comment la mesure serait accueillie à Madrid et dans les autres cités où le parti exalté se trouvait en majorité. Elle ne pouvait y causer que de nouveaux désordres, car Riego ayant toujours été la personnification la plus exacte de la révolution de 1820, pour tous les patriotes ardents, s'attaquer à lui, c'était toucher à la révolution elle-même. Les orateurs de la Fontana de Oro s'empressèrent de présenter cet événement comme la preuve manifeste des intentions secrètes du ministère, qui commençait à faire cause commune avec le roi pour renverser le système constitutionnel : ils prétendirent que cette mesure allait être suivie de la destitution en masse de tous les autres capitaines généraux connus par leurs tendances libérales ; ils indiquèrent enfin que le gouvernement se proposait d'agir sur les élections, et firent grand bruit d'une circulaire secrète parvenue entre leurs mains par une indiscrétion du chef politique Copons. En vain le gouvernement essaya-t-il de les contenir en révoquant Copons et en nommant à sa place José Martinez de San Martin, fonctionnaire qui réunissait à une égale fermeté un plus grand tact politique ; en vain la *Gazette officielle* du 14 septembre fut-elle chargée de démentir officiellement les bruits de révocation en masse des fonctionnaires libéraux ; l'agitation commença à se répandre à Madrid vers la mi-septembre, et on se sentit bientôt à la veille d'un mouvement populaire.

C'était le club de la Fontana de Oro, centre principal du parti exalté, qui était naturellement appelé à donner le caractère au mouvement. Mais tout ce qu'imaginèrent les co-

ryphées de cette société patriotique, ce fut de promener triomphalement en public, le 18 septembre, un grand tableau représentant le général don Rafael de Riego, vêtu du même uniforme qu'il portait à son entrée à Séville, tenant d'une main le livre de la constitution, et enchaînant de l'autre les monstres de la tyrannie et de l'ignorance. Ce pouvait être d'un effet pittoresque pour les masses de la population madrilène, mais quelle utilité pouvait avoir semblable comédie pour l'avenir de la révolution ?

Le gouvernement déclara qu'il s'opposerait à cette manifestation ; et, en effet, le 18 septembre, quand la foule, après avoir promené son tableau à travers une partie de la ville, s'approcha de la municipalité pour l'y déposer solennellement, San Martin et Morillo, qui avaient disposé leurs troupes dans la Calle Mayor entre las Platerias et l'hôtel de ville, se présentèrent en force en face d'elle. Après les sommations légales, il y eut choc, et San Martin, à la tête de la milice nationale, se précipitant sur les membres des clubs, s'empara du tableau, dispersa tous les groupes et rétablit le calme et la tranquillité.

Vainqueur dans cette journée, connue sous le nom de bataille de *las Platerias*, le ministère se trouva un moment en état de reprendre l'avantage et d'influer sur les élections dans le sens modéré, qui paraît être celui vers lequel il inclinait de préférence ; mais en fermant la réunion de la Fontana, en renvoyant le régiment de Sagonte, en laissant les royalistes célébrer cette répression d'un désordre comme un triomphe sur la révolution, il ne réussit en définitive qu'à accroître de plus en plus la défiance des exaltés et à creuser l'abîme au fond duquel il devait s'engloutir.

Son juge définitif devait être l'assemblée des Cortès, qu'un récent décret venait d'appeler à se réunir en session extraordinaire, et qui inaugura ses nouvelles séances le 24 sep-

tembre, six jours après l'échauffourée de las Platerias, au moment même où la fièvre jaune sévissait à Barcelone avec le plus de rigueur, où l'on se préoccupait déjà de la formation du cordon sanitaire dans les Pyrénées, et où, dans toutes les provinces, on s'apprêtait à répéter le 24 octobre, jour de la saint Rafael, la procession solennelle du buste de Riego. Les Cortès, qui suivant la constitution ne pouvaient être réunies extraordinairement que pour des objets spéciaux, avaient été convoquées pour s'occuper de la division du territoire, de la bienfaisance publique, des questions d'Amérique, du Code pénal et du Code de procédure, de la réforme des douanes, de la monnaie, de l'organisation de la milice nationale active et de la marine. Elles affectèrent dans l'origine de se consacrer à l'étude spéciale de ces grandes questions soumises à leur examen, mais elles avaient les regards fixés sur la politique générale du pays, et n'attendaient qu'une occasion pour exercer leur influence.

Le roi et les ministres reculèrent cette occasion autant qu'il fut en leur pouvoir, car ils redoutaient leur prestige, au lieu de chercher à s'en servir pour le maintien de l'ordre; mais la situation générale les força bientôt à y avoir recours, et le 26 novembre le ministère, par un message royal, leur demanda de prendre des mesures à propos de certains événements graves qui s'étaient passés dans les provinces.

Toutes les principales cités de la Péninsule, depuis la destitution de Riego, avaient été en proie à la plus grande fermentation ; il y avait eu de l'agitation à Sarragosse, où le chef politique Moreda avait dû un instant se retirer devant une manifestation des officiers de la milice nationale ; à Valence, où des groupes ne cessaient de se former autour de la boutique d'un libraire nommé Fauli ; à Grenade, où le marquis de Campoverde avait pu tenir tête aux exaltés et s'op-

poser à la promenade triomphale du buste de leur héros; enfin à Madrid, où une émeute de peu d'importance avait signalé le jour de saint Rafael. Mais sur ces divers points le ministère avait fait triompher le principe d'autorité, et malgré les représentations qui se dirigeaient de toutes parts contre lui, il avait pu jusque-là se considérer comme maître de la situation.

Au contraire, les événements de Cadiz, bientôt compliqués de ceux de Séville, de Carthagène et de la Corogne, avaient mis non-seulement son existence en péril, mais encore avaient produit un ébranlement qui aurait pu, s'il eût été favorisé, devenir fatal au trône même de Ferdinand VII.

Malgré le démenti donné par la *Gazette officielle* le 14 septembre, les hommes du parti exalté chargés du commandement des diverses provinces avaient bien compris que leur destitution devait suivre celle de Riego; excités par les sociétés secrètes qui les tenaient au courant de tout ce qui se passait dans la capitale, plusieurs d'entre eux qu'encourageait d'ailleurs la perspective du résultat des prochaines élections qui promettaient d'être favorables à leur parti, songèrent à résister, et malgré les ordres émanés du ministère permirent dans les capitales qu'ils administraient la procession du buste de Riego. De ce nombre furent don Manuel Francisco de Jaureguy, capitaine général de Cadiz, don Manuel de Velasco, et Escobedo, commandant et chef politique de Séville, et Mina, capitaine général de Galice.

A la première nouvelle de sa désobéissance, le ministère avait révoqué Jaureguy et nommé à sa place Venegas, marquis de la Réunion; ce choix était malheureux, car l'ancien vice-roi du Mexique avait perdu toute popularité depuis qu'en 1820 il avait voulu s'opposer au pronunciamiento d'Acevedo; aussi la population de Cadiz, soulevée par Moreno Guerra, qui se trouvait alors au milieu d'elle,

déclara d'un accord unanime qu'elle n'acceptait pas son nouveau capitaine général, et envoya au roi une représentation très-vive contre le ministère. Informés de cette détermination, Velasco et Escobedo repoussèrent également à Séville les deux fonctionnaires qu'on envoyait à leur place; tandis qu'à la Corogne le général Espoz y Mina refusait, de son côté, de remettre l'autorité aux mains du brigadier Latre.

C'est en raison de ces circonstances que le ministère songea à consulter les Cortès sur les moyens de mettre un terme à une désobéissance qui mettait en péril le respect dû à la constitution. Les députés, par un premier message, promirent au roi leur coopération efficace pour assurer à la fois, disaient-ils, sa légitime autorité et le respect dû aux lois; puis ils nommèrent une commission chargée de leur faire un rapport sur l'état général du pays. Cette commission comptait dans son sein Muñoz Torrero, l'évêque de Mayorque, Moscoso, Golfin, Vicente Sancho et don José Maria Calatrava. Elle se mit immédiatement à l'œuvre, et, dès le 9 décembre, se trouva en mesure de déposer son rapport, que par une rare anomalie elle voulut diviser en deux parties, demandant à la Chambre de ne pas voter sur la seconde avant d'avoir pris un parti définitif sur la première. L'une, en effet, contenait la condamnation ferme et absolue des rebelles; l'autre impliquait un blâme au ministère.

Malgré les efforts de Romero Alpuente, de Florez Estrada et de Vadillo, qui arguaient exclusivement du discrédit des ministres pour légitimer les représentations de Cadiz et de Séville, les Cortès, par 130 voix contre 48, approuvèrent solennellement les conclusions de la commission qui taxait de désobéissance formelle ces représentations; puis cette même majorité, par 104 voix contre 49, après une discussion où les ministres ne surent pas garder l'attitude qui leur conve-

nait, vota (15 décembre 1821) un message au roi pour lui exprimer que les conseillers de la couronne avaient perdu la force morale nécessaire à la direction des affaires de l'Etat. N'était-ce pas approuver d'une part ce qu'on venait de blâmer de l'autre ?

Les autorités de Cadix et de Séville, quand elles eurent connaissance d'une semblable solution, qu'un légiste seul comme Calatrava avait pu concevoir et mener à terme, persistèrent dans leurs représentations et s'affermirent dans leur résistance, en exposant que les députés proclamaient eux-mêmes le manque de confiance qu'on devait avoir dans le gouvernement. Ce nouvel acte de désobéissance irrita les Cortès, et, sous l'impression d'un violent discours du comte de Toreno, elles votèrent une proposition de Calatrava par laquelle tous les signataires de cette dernière exposition devaient être mis en cause.

Le ministère était condamné après le vote de blâme dont il avait été l'objet dans la représentation nationale; le roi cependant ne se pressa point de le remplacer, et, pour gagner du temps, peut-être pour envenimer la rébellion andalouse, il voulut consulter le conseil d'Etat avant de prendre une détermination. La résolution de cette assemblée ne pouvait être douteuse; elle engagea le roi à céder aux désirs de la Chambre (29 décembre), et le 8 janvier 1822 le roi signa enfin le remplacement des quatre ministres qui supportaient tout le fardeau des affaires, affectant dans son décret d'exonération de manifester toute sa satisfaction pour leur loyauté à sa personne et leur adhésion au code constitutionnel.

Dès lors le calme se rétablit peu à peu dans toute la Péninsule ; déjà le brigadier Latre avait repris possession de la capitainerie générale de la Galice qu'Espoz y Mina lui abandonna sans difficulté pour témoigner de son respect à l'autorité légitime. Abadia dans la province de Murcie, Plasencia

à Valence rétablirent l'ordre momentanément troublé; les rebelles de Cadiz et de Séville se soumirent aux nouveaux fonctionnaires qui leur furent envoyés, et le marquis de Campoverde put entrer dans ces deux capitales à la tête d'un corps de troupes sans aucune collision (15 janvier).

Les hommes qui furent choisis par Ferdinand pour remplacer le ministère Feliu n'étaient pas destinés à garder leurs portefeuilles. En effet, l'approche des élections pour les Cortès de 1822-1823 donnait à la politique un caractère tout provisoire, car tant que le résultat de ces élections n'était pas connu on ne pouvait avoir que des doutes sur la composition des nouvelles Cortès. Cependant toutes les probabilités étaient d'accord pour faire supposer un triomphe complet du parti exalté, et l'arrivée prochaine d'une Chambre où Riego et ses amis constitueraient la grande majorité. Ferdinand, en vue de ce péril, commença à entamer des négociations avec les principaux chefs des modérés et songea à eux pour éviter les dangers qu'il prévoyait. Toreno, Martinez de la Rosa, Moscoso, Garelly accueillirent ces ouvertures, mais ils voulurent utiliser les derniers jours qui restaient encore à courir à ces Cortès extraordinaires pour obtenir trois lois répressives sur la liberté de la presse, les sociétés patriotiques et le droit de pétition, lois sans lesquelles ils jugeaient le gouvernement difficile. Les projets furent donc présentés en toute hâte, et la majorité, docile à ses initiateurs ordinaires, s'empressa d'ouvrir les débats sur leur texte.

Présentés dans de semblables conditions, les projets devaient amener des discussions violentes et animées. Calatrava les attaqua avec énergie, prévoyant l'usage que le trône se proposait d'en faire; mais ils furent défendus avec non moins d'ardeur par Martinez de la Rosa et Toreno, qui avaient devant eux la perspective de saisir prochainement

les rênes du pouvoir. Le public prenait part à ces débats avec la plus grande ardeur : par malheur, il y a toujours aux époques de révolution des forcenés qui compromettent les meilleures causes par des violences intempestives. Tandis que les Cortès discutaient la loi sur la liberté de la presse, des mécontents, furieux des attaques lancées par Toreno et Martinez de la Rosa contre les vils pamphlétaires qui par leurs déclamations souvent mercenaires jetaient la terreur dans les familles, tentèrent de les assassiner et pénétrèrent jusque dans l'intérieur de leurs foyers domestiques, au grand scandale de toute la population madrilène. Le capitaine général Morillo n'avait pu empêcher cette violence inattendue, mais les mesures les plus énergiques furent prises pour en éviter la reproduction, et peut-être le parti modéré dût-il à cet incident le vote définitif d'une loi qui établissait des peines assez sévères contre les écrivains et modifiait la constitution du jury précédemment établie par la loi d'octobre 1820.

La loi pour réglementer le droit de pétition fut également votée ; mais celle des sociétés patriotiques ne put l'être, et les Cortès déclarèrent terminée leur dernière session le 14 février 1822, avant d'avoir achevé la tâche que voulaient leur imposer les chefs du parti modéré.

Nous avons déjà indiqué les travaux législatifs auxquels les Cortès s'étaient livrées pendant cette session extraordinaire de cinq mois. Le plus notable de tous est, sans contredit, le Code pénal, œuvre du jurisconsulte Calatrava, très-estimé par Niebuhr, grandement approuvé par les Espagnols, mais où la sévère critique de Bentham a si justement relevé les articles qui punissaient de la peine de mort quiconque chercherait à introduire en Espagne une autre religion que la catholique.

Un autre travail également important fut la division du

territoire sous les deux points de vue administratif et militaire. La Péninsule et les îles adjacentes furent divisées en cinquante-deux provinces, réparties en quatre classes sur les bases de la population, évaluée à 11 661 980 habitants.

Les provinces de la première classe devaient nommer cinq députés sur un total de cent soixante et dix; celles de la deuxième, quatre; celles de la troisième, trois; et celles de la quatrième, deux[1]. Quant à la division militaire, on forma treize districts, dont les limites furent régulièrement établies.

La loi de la milice nationale active organisa dans toutes les provinces une force composée de trois individus par chaque fraction de quatre cents habitants, corps appelé à servir de réserve à l'armée permanente, et pouvant sur un décret royal avec l'assentiment des Cortès être destiné à servir en dehors de la province.

Au sujet des colonies américaines, l'assemblée aurait consenti à quelques concessions, persuadée comme elle l'était de l'impuissance de ses ressources pour les soumettre; mais le roi ne voulut jamais accéder au moindre démembrement de territoire; et pour respecter la lettre de la constitution, qui s'y opposait également, elle ne chercha point à imposer sa politique.

Le 27 décembre 1821 furent publiées deux lois intéres-

[1] *Provinces de la première classe :* Sarragosse, Oviedo, Barcelone, Cordoue, la Corogne, Grenade, Vigo, Séville, Valence.

Provinces de la deuxième classe : Orense, Alicante, Cadiz, Cuença, Badajoz, Jaen, Lugo, Madrid, Malaga, Ciudad Real, Murcie, Tolède.

Provinces de la troisième classe : Almeria, Baléares, Canaries, Castellon, Caceres, Gerona, Guadalajara, Huesca, Leon, Chinchilla (aujourd'hui Albacète), Pamplona, Logroño, Salamanca, Tarragona, Valladolid, Santander, Burgos.

Provinces de la quatrième classe : Avila, Calatayud, Saint-Sébastien, Huelva, Jativa, Lerida, Palencia, Segovia, Soria, Teruel, Villafranca, Bilbao, Vitoria, Zamora. (Jativa et Villafranca ont été supprimées.)

santes, étudiées par elle, sur l'organisation de la marine et la bienfaisance publique.

La première eut pour résultat principal de limiter le nombreux état-major qui surchargeait le trésor de l'Etat sans aucun profit, en raison de la pénurie de la marine; elle établit que le nombre des officiers devait toujours être proportionné aux besoins du service, et détermina avec soin tous les moyens par lesquels le pays, en faisant quelques sacrifices, pouvait arriver bientôt à posséder un personnel instruit, des matelots expérimentés et un matériel réellement utile.

La seconde déterminait la création de juntes municipales de bienfaisance, de maisons de maternité, d'enfants trouvés, de secours, d'hôpitaux, d'hospices, de maisons de fous; et comme pour l'instruction, le plan était aussi vaste et bien entendu que possible, mais les ressources faisaient encore défaut.

Les Cortès complétèrent enfin leurs travaux par une série de lois sur la refonte des monnaies, l'achat des cens, la réforme des droits de douane, l'établissement de douanes maritimes et la classification des ports; on peut dire que, dans leur ardeur de transformer rapidement le pays, elles ne laissèrent presque aucune question sans l'aborder. Comme si elles doutaient de l'avenir, elles semblaient avoir hâte de signaler à l'attention du pays tous les problèmes sociaux qu'il avait à résoudre. Peut-être eût-il mieux valu ne pas embrasser tant de sujets différents, et concentrant ses efforts sur quelques points, assurer au moins l'exécution de quelques réformes essentielles; on eût ainsi menacé moins d'intérêts, et on aurait diminué le nombre excessif de mécontents que toutes les nouvelles dispositions créèrent contre la révolution parmi toutes les classes de la société.

De toute manière les Cortès de 1820 se montrèrent les

dignes émules de celles de 1810; et jusqu'au dernier jour de leur existence elles méritèrent bien le juste prestige dont elles étaient entourées. Il était heureux qu'elles eussent pris sur leurs épaules la rude tâche de passer en revue toutes les grandes institutions sociales, car la Chambre appelée à les remplacer ne se présentait pas dans les mêmes conditions d'intelligence, de science et de travail assidu.

Les élections avaient été presque partout favorables au parti exalté, et dès les premières réunions préparatoires les députés manifestèrent leurs tendances en choisissant, malgré son âge, comme président, don Rafael de Riego.

Le roi Ferdinand, instruit de cette nomination, y répondit aussitôt en appelant au ministère Martinez de la Rosa et ses amis : il comprenait bien que sans l'appui des modérés toute lutte contre les exaltés deviendrait impossible, et il se décida enfin à remettre le pouvoir à ceux-là mêmes dont au fond il se défiait le plus.

Le comte de Toreno était naturellement désigné par sa haute position à jouer un rôle important dans ce ministère; mais il préféra être envoyé à Paris pour y paralyser les efforts des amis secrets du roi, et laissa le premier poste à son ami Martinez de la Rosa, dont l'énergie n'était pas à la hauteur du talent dans des circonstances aussi difficiles.

Martinez de la Rosa réunit autour de lui toutes les lumières du parti modéré; il appela Moscoso à l'intérieur, Clemencin aux colonies, Garelly à la justice, Pambley aux finances, Balanzat à la guerre et Romarate à la marine, et songea avec leur appui à faire face d'un côté aux turbulences du parti apostolique, et de l'autre aux prétentions des exaltés devenus les véritables maîtres du pouvoir législatif par la grande majorité dont ils disposaient dans les Cortès. Il comptait dans leur sein sur le concours d'Arguelles, qui, appuyé sur une minorité brillante et capable, composée

d'hommes comme Canga Arguelles, Valdès, Alava et Gil de la Cuadra, lui promettait un concours efficace; mais au lieu d'adversaires comme Alpuente et Guerra, il allait trouver en face de lui un orateur déjà célèbre, Alcala Galiano; un poëte brillant, don Angel Saavedra; un grand d'Espagne, le duc del Parque; et des hommes destinés à une longue carrière politique, qui faisaient alors leur éducation parlementaire, Xavier Isturitz, Infante, Bertran de Lis et Ruiz de la Vega, etc... La plupart de ces hommes arrivaient à la représentation nationale tout pleins de séve, d'énergie et de bonne volonté; mais en même temps tout remplis d'illusions sur la force des idées libérales en Espagne et sur la puissance de leur pays. L'extrême prudence, la circonspection de la part du ministère; la témérité, la présomption même de la part des nouveaux députés; la perfidie et l'astuce de la part des serviles : tels étaient les traits principaux de la nouvelle situation qui s'ouvrait au 1er mars 1822.

CHAPITRE V

LES CORTÈS DE 1822.

(Mars à septembre 1822.)

Attitude hostile des Cortès et du ministère.—Efforts des députés pour exciter dans toute la nation l'enthousiasme libéral. — Excursions en Catalogne de Misas, de Mosen Anton et du Trappense.—Factions en Navarre. — Emeutes à Pampelune, Valence et Aranjuez. — Le Trappense s'empare de la Seo d'Urgel. — Ce succès donne une base d'opérations aux factions de Catalogne.— Secours qu'elles reçoivent des royalistes réfugiés en France. — Clôture de la première session des Cortès (30 juin). — Meurtre de Landaburu. — Insurrection de la garde royale. — Le ministère donne sa démission; il est retenu au palais par le roi. — Evénements des 6 et 7 juillet. — Dispersion de la garde. — Protection dispensée à Ferdinand par le corps diplomatique. — Retraite de Martinez de la Rosa et de ses amis. — Le pouvoir aux mains des exaltés.—Nouveau ministère; dès sa naissance il est en butte aux attaques des modérés et des communeros. — Exécution de Goiffieu et d'Elio. — Installation de la régence d'Urgel. — Manœuvres des absolutistes espagnols auprès du gouvernement français. — Manifestes de la régence et du baron d'Eroles. — Mina, capitaine général de la Catalogne. — Convocation de Cortès extraordinaires.

Grâce au talent de quelques-uns de ses membres et à l'inexpérience de ses adversaires, tant qu'il ne s'agit que de discussions parlementaires, le ministère modéré conserva tout l'avantage. Les députés, pleins de fureur et de passions, avant de l'avoir laissé agir, cherchèrent dans une foule d'incidents les moyens de le mettre en cause et de le renverser; mais leur empressement, le peu de soin avec lequel ils présentaient leurs attaques, le sang-froid des ministres parve-

naient à les dérouter; et les séances les plus orageuses, roulant sur des sujets de peu d'importance, se terminaient généralement sans aucun résultat.

C'est ainsi qu'un temps précieux se perdit à discuter sur l'ordre dans lequel devaient se lire les rapports des titulaires des différents portefeuilles, et sur une foule d'irrégularités qui, à l'époque des élections, s'étaient passées dans les provinces, irrégularités à propos desquelles on ne pouvait exiger aucune responsabilité du ministère actuel.

Ces discussions ne servirent qu'à témoigner le peu de sympathie de la majorité pour les hommes qui lui avaient été opposés par la couronne avec une si coupable intention; de son côté le ministère, au lieu de chercher à conquérir la confiance en accordant une attention toute spéciale à la répression des bandes apostoliques soudoyées par le parti servile, ce qui eût été du plus excellent effet, répondit aux tendances déclarées des Cortès en rapportant la loi sur les majorats, non sanctionnée par le roi, et en présentant un nouveau projet sur la matière, dont il demandait la discussion immédiate.

Craignant de voir employer contre elles l'arme de la corruption, les Cortès décidèrent que leurs membres ne pourraient admettre aucun emploi nouveau qui ne fût un avancement légal et hiérarchique dans leur carrière spéciale, sinon après une année écoulée depuis le terme de leur mandat législatif; elles leur prohibaient également de se rendre personnellement sous aucun prétexte dans les divers ministères. Privées de toute action sur le pouvoir exécutif, elles s'appliquèrent ensuite par des manifestations nombreuses à exciter dans tout le pays l'enthousiasme libéral auquel elles comprenaient devoir être bientôt obligées de faire appel; une ovation brillante fut faite au bataillon des Asturies, qui en 1820 s'était soulevé sous les ordres de Riego à las

Cabezas de San Juan ; de nouvelles récompenses furent accordées aux familles de ceux qui s'étaient sacrifiés pour la liberté ; et à la grande satisfaction de la Société des communeros, qui disputait à celle des francs-maçons la direction de l'opinion publique, on décida que des monuments seraient érigés en faveur des chefs de l'ancienne lutte des communes de Castille et des défenseurs des libertés d'Aragon.

Le désaccord qui se manifestait d'une manière si éclatante entre les grands corps de l'État existait sur toute la surface du pays, et les esprits étaient à chaque instant surpris par de nouveaux désordres qui éclataient dans telle ou telle ville. En Catalogne, Misas et Mosen Anton avaient trouvé de nouveaux auxiliaires encore plus dangereux : sous les ordres de Mirallès, de Romagosa, de l'ancien républicain Georges Bessières, devenu apostolique, et enfin d'un moine destiné à une triste célébrité sous le nom de *el Trappense* (le Trappiste), de véritables colonnes militaires s'étaient formées, qui annonçaient l'inauguration de la guerre civile dans les montagnes de la Catalogne ; on disait déjà que tous ces chefs se réunissaient dans le monastère du Poblet, et qu'ils obéissaient à l'inspiration d'un lieutenant général, le baron d'Eroles, qui donnait une certaine unité à tous leurs mouvements. Dans la Navarre était apparu le général Quesada, et les dispositions de la milice nationale de Pampelune, dévouée au parti servile, faisaient craindre que cette citadelle importante ne fût livrée un jour ou l'autre à l'absolutisme ; les factions se montraient dans les provinces basques et dans l'Aragon ; à Valence une mésintelligence très-grave s'était manifestée entre le second régiment d'artillerie et la population de cette ville ; dans la province de Murcie, un factieux, Jaime el Barbudo parcourait les cités en renversant les pierres de la constitution ; et dans la Manche même et

la Castille on signalait aussi la présence de divers chefs de bandes.

Le parti exalté comprenait bien que toutes ces alarmes et toutes ces conspirations partaient d'un seul centre, d'Aranjuez, où le roi s'était hâté de s'établir immédiatement après l'ouverture des Cortès, et d'où il continuait ses manœuvres ténébreuses avec ses principaux agents établis de l'autre côté des Pyrénées.

Les modérés, qui à cette époque manquèrent complétement de sens politique, qui devaient à tout prix se rattacher aux exaltés et les aider à mettre un terme aux complots du monarque, ont cherché avec effort dans tous leurs écrits à jeter un voile sur la conduite de Ferdinand; mais les faits parlent avec une telle évidence, qu'il faut reconnaître ou que Martinez et ses amis préféraient au fond de leur cœur le despotisme à la constitution de 1812 appliquée par le parti exalté, ou qu'ils furent victimes de la perfidie du roi, qui feignait avec eux de prêter la main à une réforme de la constitution ardemment réclamée par Louis XVIII et M. de Villèle.

Les indiscrétions du général Eguia, établi à Bayonne même pour réunir une armée apostolique, les déclarations du marquis de Mataflorida, qui de Toulouse agissait à la fois sur le cabinet français, les cours étrangères et les factieux catalans, ne permettent pas de douter que la guerre civile en Espagne ne fût ordonnée par Ferdinand lui-même, dont ces deux personnages étaient les agents autorisés. Mais tandis qu'ils travaillaient avec ardeur dans le sens de l'absolutisme pur, d'autres agents, Morejon, Calderon, Fernand Nuñez s'agitaient également à Paris sous le nom du roi, et se présentaient à M. de Villèle comme les vrais interprètes de la pensée de Ferdinand; ils affirmaient que ce prince n'était pas hostile à l'octroi d'une charte modelée sur celle

qui avait été jurée par Louis XVIII; qu'il était prêt à concéder à son peuple le système représentatif, avec deux Chambres, pourvu que le droit absolu de véto lui fût réservé; et qu'ainsi il était digne de tout l'appui du gouvernement français, puisque en voulant détruire l'élément démocratique de la constitution de 1812, contre lequel tous les souverains étaient d'accord, il était en même temps disposé à accorder les concessions exigées par le progrès des temps.

Le ministère agissait aussi de son côté. Tandis que le comte de Toreno correspondait directement à Paris avec M. de Villèle, Martinez de la Rosa à Madrid était en relations suivies avec le comte de Lagarde; tous seulement comptaient avec le roi, et tandis qu'ils cherchaient loyalement avec lui les moyens d'arriver à une solution féconde, celui-ci attisait la guerre civile, de laquelle seule il attendait le rétablissement de son autorité absolue, et ne parlait de la réforme de la constitution que pour décider le ministère à mettre à son service les baïonnettes françaises.

Le dernier jour du mois de mai 1822, un double mouvement éclata en même temps à Aranjuez et à Valence; dans la première de ces villes une multitude nombreuse, réunie comme par hasard, acclama le roi absolu au milieu des jardins de la résidence royale; on crut un instant que l'infant don Carlos allait se mettre lui-même à la tête de la sédition, mais le tumulte parvint à s'apaiser, grâce à l'attitude de la milice nationale et aux mesures prises par le général Zayas. A Valence, une partie de ce régiment d'artillerie qui s'était déclaré hostile à la population, et que le ministère n'avait pas changé de garnison, malgré les plus vives instances des députés, parvint à s'emparer de la citadelle, délivra le général Elio qui y était enfermé, et lui proposa de tenter une contre-révolution en se mettant à sa tête. Elio n'accepta point

les offres de ces soldats révoltés, et la citadelle ne tarda pas à être reprise par le reste de la garnison et la milice nationale.

La simultanéité de ces deux événements était bien de nature à frapper les esprits; elle décida certains députés, entre autres Bertran de Lis, de Valence, à accuser hautement les ministres d'avoir prêté la main à un plan général contre la constitution; mais comme on ne pouvait justifier d'aucune preuve, il ne fut pas donné suite à cette accusation.

Quoi qu'il en fût, pendant tout le mois de juin la guerre civile prit en Catalogne une animation extraordinaire; les factieux, poursuivis par les généraux Milans, Manso, Rotten et Torrijos, se dispersaient pour se reformer immédiatement, et tenaient en haleine toutes les troupes qu'on leur opposait; souvent ils étaient repoussés sur le territoire français, mais au lieu d'y être internés, ils y trouvaient de nouvelles ressources, et peu de temps après on les voyait reparaître mieux approvisionnés. Des comités avaient été formés par le parti de la droite, si puissant alors dans la Chambre française; et l'argent et les armes ne faisaient point défaut à cette faction qui avait déjà pris le nom d'*armée de la Foi*. Il ne lui manquait plus qu'une place forte pour devenir réellement dangereuse; elle parvint à en prendre une. Le 21 juin 1822, instruits de l'état d'isolement dans lequel se trouvait la faible garnison de la Seo d'Urgel, Romanillo, Romagosa et Mirallès, d'accord avec le Trappense, se donnèrent rendez-vous sous ses murs; aidés par les habitants, ils entourent de suite la citadelle; l'assaut est décidé, et le Trappense, donnant l'exemple à ses soldats, escalade le premier une tour; tenant un crucifix d'une main, et de l'autre un long fouet, insigne de commandement, il brave les balles qui sont dirigées contre lui, et ses soldats, persuadés qu'il est invulnérable, marchent à sa suite; la tour est prise, les

autres forts se rendent, et le lendemain toute la citadelle, avec soixante pièces d'artillerie et seize cents fusils, était aux mains des apostoliques. Ce premier succès était des plus importants, car les partis français avaient, en promettant des secours sérieux, mis pour condition formelle que l'armée de la Foi fût maîtresse d'une place forte.

Autant la nouvelle de la prise de la Seo d'Urgel jeta de consternation dans le parti des exaltés, autant, au contraire, elle émut vivement Ferdinand et excita le courage de tous ceux qui l'entouraient. Il fut question autour de lui de tenter prochainement un grand coup, et l'instrument dont on comptait se servir fut bientôt trouvé; c'était la garde royale, dans laquelle régnait le plus vif mécontentement, parce que les Cortès avaient manifesté l'intention de la réorganiser, et qui, se voyant exposée à perdre tous ses priviléges, était décidée à entrer en lutte avec la milice nationale, dont tous les principes lui étaient particulièrement odieux.

Cette garde comptait à elle seule à Madrid six bataillons tout entiers, c'est-à-dire un effectif plus considérable que le reste de la garnison; il y avait de plus une brigade de carabiniers, alors en garnison à Castro del Rio, près de Cordoue. Un jeune officier déjà célèbre par son dévouement royaliste à Cadiz, don Luis Fernandez de Cordoba, reçut du roi ou s'imposa lui-même la mission de mettre en branle toute cette force militaire et de la soulever contre le système établi[1]. Les projets de réforme des Cortès rendirent sa tâche aisée; et dès le 25 juin, les carabiniers de Castro del Rio levèrent en Andalousie l'étendard de la révolte. A Aranjuez, à Madrid les gardes royaux commençaient à engager avec

[1] Il se vante lui-même, dans ses *Mémoires*, d'avoir organisé cette malheureuse intrigue.

le peuple et la milice des luttes qui devenaient chaque jour plus vives. Le 27 juin la cour revint d'Aranjuez à la capitale, et cet événement fut marqué par de nouvelles rixes; le 30 eut lieu la cérémonie royale de la fermeture de la première session des Cortès. On laissa avec soin se terminer cet acte important, car Ferdinand ne se croyait sérieusement en mesure d'agir que lorsqu'il était délivré de ces importuns adversaires; mais au retour de la cérémonie, quand le roi avait déjà regagné son palais, une vive querelle éclata aux cris de *Vive le roi absolu!* prononcé par les uns, et de *Vive la constitution!* poussé par les autres. Les gardes étaient littéralement furieux; établis au palais sur la place d'Orient, ils se retournent tout à coup du côté de la multitude, la repoussent, chassent un piquet de la milice nationale qui était posté sur la place, et s'organisent militairement comme en une ville ennemie. Entre leurs officiers, quelques-uns appartenaient au parti exalté; l'un d'eux, Mamerto Landaburu, veut rappeler ses hommes au sentiment de la discipline; on l'insulte, il tire son sabre pour châtier lui-même les coupables; mais loin d'être écouté, il devient la première victime de ses propres soldats. Trois grenadiers l'ajustent par derrière, et il tombe baigné dans son sang aux portes mêmes du palais.

La population de Madrid depuis deux années était trop habituée aux scènes tumultueuses pour se mettre tout entière en mouvement à la simple nouvelle d'un acte isolé; mais quand elle apprit la mort de Landaburu et l'attitude prise par la garde, elle ne se méprit pas un seul instant sur la gravité des événements qui allaient se passer, et tout de suite on la vit se mettre en état de résister aux scènes de violence qu'elle attendait. La milice nationale prit incontinent les armes; et s'empara des deux places dites *de la Constitution* et *de la Villa*, tandis que la députation permanente des

Cortès, la députation provinciale, la municipalité et le conseil d'État se déclaraient en permanence.

Le ministère obtint du roi un décret d'après lequel les meurtriers de Landaburu devaient être mis en jugement. Mais que signifiait ce décret, tant que les six bataillons restaient campés contre sa volonté sur la place d'Orient? On transigea enfin : deux bataillons restèrent chargés de la garde du palais; les quatre autres se retirèrent à leurs casernes, et la milice se sépara pour regagner ses foyers.

Le lendemain 1er juillet, l'anxiété dominait tous les esprits ; cependant la journée tout entière se passa sans aucune démonstration d'hostilité. Morillo, capitaine général de Madrid, fut nommé colonel des gardes ; en mettant tous les corps sous le commandement d'un général aussi ferme et aussi respecté, on pensait éviter toute espèce de collision. Mais quand la nuit fut venue, les quatre bataillons de gardes renvoyés dans leurs quartiers, obéissant à une seule et même consigne, sortirent chacun de leur caserne respective et se réunirent sans l'autorisation de leur nouveau colonel au campo de Guardias. En vain Morillo s'empressa de les joindre, voulut les ramener à l'obéissance ; ses efforts furent inutiles, et quoique abandonnés de la plus grande partie de leurs officiers, les gardes se mirent en marche pour la résidence du Pardo, où ils s'installèrent, en attendant, disaient-ils, le roi qu'ils devaient accompagner dans les provinces. C'était un moment critique pour Ferdinand : appuyé par une force militaire qui ne voulait recevoir d'ordres que de lui, il pouvait trouver contre tous ses ennemis un concours sérieux dans le ministère, s'il consentait à l'octroi d'une charte, et s'il accordait les institutions représentatives pour lesquelles il manifestait tant d'empressement auprès de M. de Villèle. L'ambassadeur français ne manqua pas de lui faire comprendre que le moment était venu d'agir dans cette direc-

tion, et qu'un simple effort pourrait être couronné du plus éclatant succès. Mais le roi se croyait au moment de reconquérir l'autorité absolue; il n'entendait suivre ni les avis du cabinet français ni les conseils de ses ministres, il préféra attendre l'issue des événements. Il savait qu'un régiment de milice s'était uni aux carabiniers de Castro del Rio, et déjà il voyait ce corps de troupes insurgé en Andalousie venir donner la main à ses gardes aux portes mêmes de son palais.

Cependant il avait à compter avec la milice et la garnison de Madrid, et ces deux éléments se préparaient à la lutte avec une tranquillité et un courage qui présageaient le succès. Les régiments de l'infant don Carlos, d'Almansa et de la Princesse qui garnissaient la ville, et la milice nationale, sitôt qu'on avait appris le départ des gardes, avaient occupé les postes les plus importants; il s'était formé de suite sous le nom de *bataillon sacré*, et aux ordres de don Evaristo San Miguel un corps spécial composé des plus ardents patriotes. Les généraux les plus distingués, Ballesteros, Alava, Palarea, se montraient disposés à faire respecter les lois, et Morillo, malgré sa communauté d'idées avec le ministère, paraissait décidé à ne pas supporter cette coupable infraction à la discipline militaire.

Pendant plusieurs jours les deux partis restèrent face à face : les deux bataillons cantonnés dans le palais y étaient de la part du roi et de ses courtisans l'objet des plus viles séductions; l'argent était distribué aux gardes avec profusion, on les excitait à la lutte, et des promesses de tout genre leur étaient prodiguées; Cordoba au Pardo soutenait l'esprit des quatre bataillons qui y étaient établis. Dans l'intérieur de la ville on s'était contenté de fortifier plusieurs points importants : la plaza Mayor, la plaza Santo Domingo, la puerta del Sol. Du reste les boutiques se maintenaient ou-

vertes, et la plus grande partie des habitants se livraient à leurs occupations habituelles.

La municipalité, qui dès l'origine s'était constituée en état de session permanente, songea la première à définir la position du gouvernement dans ces difficiles circonstances; elle offrit le 2 juillet un asile aux ministres dans l'hôtel de la Panaderia; sa proposition ne fut pas acceptée.

La députation provinciale s'adressa le même jour directement au roi et le supplia de ne pas apparaître plus longtemps comme chef d'un complot; enfin quarante députés se dirigèrent à la députation permanente des Cortès et réclamèrent la nomination d'une régence au cas où le roi resterait à la tête des rebelles.

Ferdinand, de son côté, consultait le conseil d'État sur la question de savoir si, menacé comme il l'était dans son existence, le pacte social n'était pas déchiré, et s'il n'était pas rentré dans la plénitude des droits dont il jouissait avant le mois de mars 1820; le conseil répondit que si le pacte était brisé, il ne l'avait pas été par la nation, et il recommandait au roi de sortir au plus tôt de la fausse position dans laquelle il se trouvait engagé.

Le 3, on crut un instant que tout allait se terminer par une transaction amiable: deux gardes envoyés par le chef des bataillons du Pardo eurent une longue entrevue avec le roi et les ministres. Il y fut décidé que, malgré le décret des Cortès, la garde royale serait maintenue dans l'état où elle se trouvait, sous la seule condition que les bataillons iraient fixer leur résidence à Tolède et à Talavera. Un décret fut rendu dans ce sens, mais il ne devait pas être exécuté; soit par conviction, soit par ordre de Ferdinand, Cordoba engagea les gardes à n'y point obéir et les entraîna par son éloquence.

Les deux journées du 4 et du 5 se passèrent dans le palais

au sein de la plus vive agitation : les ministres avaient donné leur démission ; le roi s'était refusé à signer un décret pour faire venir des troupes de Valladolid ; entouré de nombreux courtisans dont les uns penchaient pour le système constitutionnel, et les autres flattaient sa manie de pouvoir absolu, il hésitait sans oser prendre aucun parti ; son frère don Carlos, sa belle-sœur doña Francisca gardèrent seuls une attitude ferme et décidée ; la reine Amélie, malade et épouvantée, laissait aller les événements ; le comte de Lagarde pressait toujours en faveur de la réforme conseillée par Louis XVIII.

Enfin le 6 on sentit autour du roi la nécessité de prendre une résolution définitive : toute la matinée on parut incliner vers le plan du comte de Lagarde ; mais des nouvelles favorables étant arrivées de l'insurrection de Castro del Rio, la scène changea tout à coup. Ordre fut donné de ne laisser sortir du palais ni les ministres, ni les conseillers d'État, ni le chef politique ; de graves événements devaient s'accomplir dans la nuit.

En effet, vers minuit, les quatre bataillons du Pardo se mirent en marche sur la capitale, dans l'espérance de la surprendre et de désarmer la milice nationale. Arrivés à une des portes principales, ils se divisent en trois colonnes, dont l'une se dirige sur le parc d'artillerie, l'autre à la puerta del Sol et la troisième à la place de la Constitution. Le hasard voulut que la première colonne rencontrât une patrouille du bataillon sacré, et cette circonstance décida l'issue de la lutte. Quelques coups de feu tirés à l'aventure éveillèrent la population ; en un instant tous les patriotes furent sur pied, chacun courut à son poste, et les gardes furent repoussés du parc d'artillerie et de la plaza Mayor. Ils se replièrent en assez bon ordre sur la colonne de la puerta del Sol, qui avait essayé de prendre la casa de Correos, mais

avait été arrêtée au moyen d'une forte barricade élevée derrière la porte ; et se trouvant alors tous réunis, ils jugèrent la partie perdue et se décidèrent à regagner le palais, afin d'y rejoindre les deux bataillons chargés de la garde du roi.

Ballesteros commandait les troupes qui donnaient la chasse aux gardes rebelles et vaincus ; il arriva avec elles jusqu'à la place du Palais. Là un parlementaire vint de la part du roi lui demander de faire cesser le feu ; il y consentit, quoique avec répugnance, et envoya le parlementaire au général Morillo. Celui-ci craignit de prendre toute la responsabilité d'une transaction en semblable circonstance, et le renvoya à une junte de gouvernement qui s'était formée à l'hôtel de la Panaderia et se trouvait composée de représentants des principaux corps de l'Etat. La junte exigea que les quatre bataillons rebelles rendissent les armes et permit aux deux autres de sortir armés pour aller s'établir dans les villages de Vicalvaro et de Leganes, sous la seule condition de livrer les meurtriers de Landaburu.

Il semblait que cette capitulation dût terminer la lutte ; mais il n'en fut rien. Les quatre bataillons qui devaient être désarmés se refusèrent à l'exécuter ; ils sortirent du palais par une porte qui donne sur le campo del Moro et s'enfuirent dans la direction d'Alcorcon, après avoir fait une décharge de leurs armes contre la milice. Dès lors on cessa de garder envers eux aucun ménagement : trois colonnes commandées par Ballesteros, Copons et Palarea les poursuivirent l'épée dans les reins, en tuèrent un grand nombre, et ramenèrent beaucoup de prisonniers. S'il faut en croire quelques narrateurs, Ferdinand mit le comble à l'infamie de toute sa conduite pendant ces jours mémorables, en excitant de lui-même les vainqueurs à la poursuite. *A ellos! à ellos!* criait-il à Morillo du haut de son balcon, ordonnant l'extermination de ceux qui venaient de se dévouer pour lui.

Ainsi se termina la journée du 7 juillet, souvent représentée en France comme un 10 août, dirigé contre la monarchie espagnole, et dans lequel l'unique reproche qu'on puisse adresser au peuple madrilène est d'avoir gardé vis-à-vis de son monarque coupable et parjure une modération tout à fait inopportune. La coopération du monarque dans l'insurrection de la garde était un fait notoire et évident; nul ne pensa cependant à élever la responsabilité jusqu'au souverain, et les députés qui avaient réclamé la nomination d'une régence furent les premiers à s'agenouiller devant la monarchie après l'avoir vaincue.

Feignant de croire Ferdinand en danger, le corps diplomatique passa une note collective à Martinez de la Rosa pour lui déclarer que le sort de l'Espagne allait dépendre du traitement qui serait fait au souverain, et que tout outrage à la majesté royale serait immédiatement vengé par les armées de la Sainte-Alliance. C'était bien peu connaître le caractère espagnol : de telles menaces eussent pu produire le mal même qu'on cherchait à éviter. Au contraire, en raison des sentiments d'idolâtrie monarchique qu'aucun effort des libéraux n'avait pu encore faire disparaître, le roi vaincu se trouva aussi puissant qu'il l'était avant sa défaite; il fut seulement réduit à prendre un ministère exalté, et à représenter deux ou trois de ces scènes de comédie politique dans lesquelles il excellait.

Une d'entre elles fut d'appeler auprès de lui le général Riego, de lui manifester la haute estime qu'il avait pour son caractère et ses talents, de lui promettre qu'il éloignerait dorénavant tous les perfides conseillers qui l'entouraient, et de remettre enfin son sort entre ses mains. Le candide politique se laissa prendre à ces insinuations qui flattaient son orgueil; il s'empressa de courir à la municipalité pour lui peindre l'heureuse transformation qui s'était accomplie dans

les idées du monarque, et non content de cette démarche, il harangua le peuple et la milice pour les supplier de ne plus fatiguer les oreilles du roi par le *Tragala* et le cri de *Vive Riego !*

La démission du ministère, la séparation de certains conseillers, tels que les ducs de Montemar et de Castro Terreño, les marquis de Belgida, de Castelar et de Casa Sarria, des généraux Longa et Aymerich, le commencement d'une instruction judiciaire sur tous les événements relatifs à l'insurrection de la garde : telles furent les seules conséquences immédiates des événements de juillet 1822. Le parti exalté était tout à fait dépourvu d'hommes d'État capables de tirer parti des circonstances; il fut entraîné par elles, tandis qu'il aurait dû les diriger avec intelligence.

Le conseil d'État, le corps diplomatique, dès qu'ils se furent persuadés que la milice et le peuple de Madrid s'arrêteraient devant le trône sans chercher un instant à l'ébranler, auraient voulu que les ministres conservassent leurs portefeuilles. Mais un tel sacrifice était vraiment au-dessus des forces humaines ! Comment Ferdinand aurait-il pu supporter la vue de ces hommes qui avaient pu pénétrer à fond les plus secrètes de ses perfides manœuvres ? Comment Martinez et ses amis pouvaient-ils oublier que le 5 juillet, à la veille de donner son grand coup, Ferdinand, pour se réserver le droit de les envoyer le lendemain au supplice s'il était vainqueur, refusait leur démission sous le prétexte que le mouvement des gardes pouvait avoir pour origine les mesures prises par eux, et que leur responsabilité était spécialement mise en jeu. La pièce qui exprime ce refus, écrite tout entière de la main du roi, existe encore; et si l'on cherche à analyser les raisons qui l'ont fait écrire, en les rapprochant des événements au milieu desquels elle fut signée, on arrive à cette triste pensée que le roi et les

ministres étaient probablement d'accord sur la nécessité d'un coup d'État, mais qu'ils ne pouvaient s'entendre au sujet du nouveau système politique à inaugurer (voir note I).

Les exaltés seuls, ayant la majorité au sein des Cortès, devaient et pouvaient hériter du pouvoir ; ce fut donc à eux, bon gré mal gré, que Ferdinand dut avoir recours. Il appela au ministère de la guerre Lopez Baños, capitaine général de Navarre, un des chefs de l'île de Leon, et le chargea de grouper autour de lui un noyau d'hommes capables de diriger le timon de l'État (9 août). Celui-ci donna au chef du bataillon sacré, don Evaristo San Miguel, le portefeuille des affaires étrangères; à Manuel Vadillo, celui des colonies; l'intérieur à Gasco, grâce et justice à Navarro, les finances à Egea et la marine à Capaz ; presque tous ces personnages étaient d'anciens députés des Cortès de 1813 ou de 1821, jouissant d'une bonne réputation, mais n'ayant qu'un degré de notoriété bien inférieur à celui des précédents ministres ; seulement ils appartenaient presque tous à la société secrète des francs-maçons, et pouvaient être considérés comme la vraie expression de l'assemblée de 1822. De plus ils inspiraient à l'opinion assez de confiance pour qu'on eût la certitude qu'ils ne se plieraient point aux manœuvres et aux intrigues royales, et c'était là la principale, l'indispensable condition réclamée alors de ceux qui devaient recueillir l'héritage de Martinez de la Rosa.

Les modérés, en face des prétentions de la Sainte-Alliance et des dispositions constitutionnelles de Louis XVIII et du gouvernement français, avaient cru pouvoir éviter l'intervention étrangère par une réforme de la constitution de 1812; semblable intention ne pouvait entrer dans l'esprit des exaltés, qui croyaient l'Espagne assez forte pour défendre son indépendance, même contre l'Europe entière, et qui pensaient, par le seul développement de l'esprit libéral, trouver

des ressources suffisantes pour renouveler une nouvelle lutte non moins brillante et glorieuse que celle de 1808. De telles pensées, de tels sentiments procédaient du plus pur patriotisme; et si l'état général de l'Europe eût été un peu plus favorable au parti libéral, nous sommes convaincu qu'en joignant certaine habileté diplomatique à la manifestation énergique de leur volonté, les exaltés auraient eu le bonheur de sauver leur pays d'une nouvelle violation de territoire. Mais le système créé par les événements de 1815, au lieu de substituer un régime vraiment libéral à l'arbitraire de l'empire, n'avait produit que la plus triste réaction, et partout les idées politiques représentées par les exaltés étaient vaincues et anéanties.

Dès que la nouvelle des événements de juillet 1822 se répandit au dehors, une clameur violente, propagée méchamment par les journaux du parti droit en France, s'éleva contre les révolutionnaires espagnols; nulle part il ne fut permis aux libéraux de faire connaître la conduite de Ferdinand sous son véritable jour; le montrer comme l'auteur de tous les maux qui désolaient la péninsule espagnole était partout un crime de lèse-majesté. Trompée, égarée, l'opinion publique sur tout le continent européen se retraça sous les plus sombres couleurs les événements de Madrid, et donnant tort injustement au parti exalté, lui refusa son puissant appui. Dès lors le nouveau ministère, qui avait déjà en face de lui les apostoliques, la cour et les modérés, se trouva, dès les premiers jours de son avénement, engagé dans les plus graves complications avec tout le corps diplomatique; sa mission principale devait être de défendre l'indépendance nationale contre les fureurs de la Sainte-Alliance.

Tandis qu'à Vienne, à Berlin, à Saint-Pétersbourg le roi d'Espagne était considéré comme subissant toutes les in-

fortunes de Louis XVI, l'unique violence que se permettait le ministère était de le retenir à Madrid, dans son palais, au milieu de son opulence accoutumée. On s'opposait seulement à son séjour dans les résidences, parce que loin de tout œil vigilant il avait l'usage d'y préparer ses complots; et on se contentait d'éloigner certaines personnes de son entourage, dont les perfides intentions étaient par trop connues. Voilà tout ce qui fut tenté contre lui après les événements que nous venons de raconter, lorsque chacun dans la capitale disait et répétait sur tous les tons qu'il était l'auteur et le fauteur de l'insurrection des gardes.

Quant aux violences, aux crimes dont on accusa à cette époque la révolution espagnole, jamais critiques ne furent moins justifiées; quand on réfléchit à l'impression générale sous laquelle Madrid fut condamnée à vivre pendant huit grandes journées, à l'état général d'exaspération où devaient se trouver les esprits après une si longue commotion, à la satisfaction que durent causer au peuple son succès et sa victoire, ce qui reste le plus étonnant et le plus digne de louange, c'est que le triomphe ne fut marqué par aucune scène de désordre et de violence. La justice ordinaire fut chargée de dresser une instruction sur la rébellion militaire, et de poursuivre les meurtriers de Landaburu. Elle prononça l'exécution d'un des meurtriers, et par malheur aussi celle d'un lieutenant de la garde, don Teodoro Goiffieu, dont la participation à la rébellion fut clairement démontrée; mais ce furent là les seules victimes qui expièrent ce criminel attentat aux lois du pays. Quant au général Elio, qui souffrit le 11 septembre à Valence la peine du *garrote*, il fut condamné par un conseil de guerre pour une participation au soulèvement des artilleurs qui avait eu lieu dans cette ville le 30 mai.

Une grande cérémonie funèbre en l'honneur des citoyens

qui avaient succombé le 7 juillet pour la défense de la liberté; une fête civique, consistant en un banquet de huit cents tables de douze couverts chacune, qui, organisé en plein air dans le salon du Prado, offrait le curieux spectacle d'une foule de sept à huit mille personnes assistant à un festin fraternel dans lequel toutes les classes étaient mêlées et toutes les distinctions sociales oubliées : telles furent les seules manifestations par lesquelles le peuple de Madrid célébra la défaite des gardes. Beaucoup de capitales en Europe pourraient-elles se flatter d'imiter semblable modération dans des circonstances analogues?

Dans la plupart des provinces, il y eut d'abord saisissement, une certaine stupeur à la première nouvelle des événements; une grande inquiétude agita ensuite les esprits; mais dès que le succès de la révolution fut bien avéré, un mouvement déclaré se décida en faveur des nouvelles institutions; on crut à un triomphe définitif de la liberté, et la majorité de la nation se montra disposée à faire de nouveaux sacrifices pour en assurer l'établissement sur la surface de la Péninsule.

De leur côté, les apostoliques furent très-peu découragés par la mauvaise issue de la rébellion; ils virent dans l'événement une scission définitive de la cour avec le parti modéré, et comprenant que désormais Ferdinand n'avait plus de ressources qu'en eux et dans une intervention du dehors, ils se décidèrent à placer dans la guerre civile leur principale espérance, et à chercher un appui efficace dans les baïonnettes étrangères; tous les agents qui jusqu'alors avaient travaillé pour une réforme de la constitution furent désormais désaccrédités, les seuls défenseurs du trône devenant les propagateurs de l'insurrection catalane, les amis du Trappense et de Romagosa, le marquis de Mataflorida et son représentant à Paris, Balmaseda.

Aussi la lutte prit-elle de nouvelles proportions dans le nord de l'Espagne ; le baron d'Eroles s'était déjà mis ouvertement à la tête des factions de Catalogne, et le prestige de son nom et de ses talents avait donné une consistance jusqu'alors inconnue à la guerre qu'elles avaient inaugurée. Un autre général, Quesada, qui avait pu pénétrer dans les provinces basques, se mit en communication avec Santos Ladron qui agitait la Navarre, et avec Capapé dont les bandes infestaient l'Aragon. Le gouvernement, en outre de la perte de la Seo d'Urgel, avait aussi à déplorer en Catalogne celle du château de Mequinenza ; la garnison de ce château avait été faite prisonnière et cruellement décimée par les habitants de la ville, qui avaient pénétré dans la citadelle par trahison, assassiné le gouverneur et organisé aussitôt une junte apostolique. Enfin une colonne constitutionnelle avait déjà été détruite, et son chef Tabuanca inhumainement sacrifié. Encouragé par ces scènes, le marquis de Mataflorida voulut frapper les imaginations par une démarche hardie, et après s'être entendu avec don Jaime Creux, archevêque de Tarragone, et avec le baron d'Eroles, il fit proclamer solennellement à la Seo d'Urgel une nouvelle régence dont ces deux personnages étaient membres, et dont il était lui-même président en vertu d'une autorisation royale. Ce triumvirat, connu sous le nom de *régence d'Urgel*, se déclara le 15 août 1822 solennellement constitué en gouvernement, et publia un manifeste dans lequel il était dit comme en 1814 que les institutions seraient toutes rétablies sur le pied qu'elles avaient avant le 9 mars 1820, et que tout ce qui avait été fait depuis lors serait déclaré nul et sans valeur. L'absolutisme pur était proclamé dans les faits, quoique, sur la question de principes, le baron, dissident de ses collègues, se déclarât partisan d'une constitution (voir note K). Non-seulement la création de cette régence eut pour effet d'accroître

la puissance des factions de Catalogne, mais encore elle donna un centre d'action à tous les royalistes, en même temps qu'elle offrit un point d'appui aux gouvernements étrangers. Les factieux de Navarre et d'Aragon, ceux de Mequinenza, la junte de Galice, tous les réfugiés qui depuis un an agitaient l'opinion en France et à l'étranger en faveur d'une intervention, les Eguia, Vargas, Carlos de España, l'inquisiteur général, les évêques et archevêques expatriés s'empressèrent d'envoyer leur adhésion, prouvant par leur concours qu'ils obéissaient tous à un ordre émané directement du seul roi qu'ils reconnaissaient.

Le ministère exalté répondit à la provocation de la régence d'Urgel par une excellente mesure, le choix d'Espoz y Mina comme capitaine général de la Catalogne; la faction, en effet, devenait chaque jour plus puissante et plus nombreuse; elle avait de l'argent, des hommes, des provisions, du matériel; il n'y avait déjà plus qu'un grand homme de guerre capable d'en venir à bout, et la nature des lieux, le caractère des habitants exigeaient également que cet homme fût un de ces guerilleros habitués pendant la lutte de l'Indépendance à soutenir contre les Français ce même genre de guerre que les Catalans venaient d'entreprendre contre les Cortès. Or nul militaire espagnol n'était plus capable que Mina d'être opposé au baron d'Eroles; mais ce n'est pas tout, il fallait aussi que le nouveau capitaine général de Catalogne eût donné des gages de son adhésion aux institutions libérales; car cette noble et laborieuse province, à côté de l'élément campagnard si cruellement favorable à l'absolutisme, comptait dans les villes un noyau considérable de patriotes, d'autant plus ardents qu'ils avaient plus à souffrir du fanatisme de leurs concitoyens. A Barcelone, quand ils avaient eu connaissance du manifeste de la régence, ils avaient demandé et obtenu qu'il fût brûlé publi-

quement par la main du bourreau (5 septembre); on n'y était donc guère disposé à accueillir favorablement ses prétentions, et on voulait entreprendre contre elle une lutte décisive et sanglante. Mais qui pouvait douter du libéralisme de Mina, le premier adversaire que Ferdinand eût rencontré après les événements de 1814, le généreux patriote disposé en toutes circonstances à donner sa vie pour l'indépendance et la liberté de son pays?

Mina accepta aussitôt la difficile mission qui lui était offerte, bien qu'il connût à l'avance combien étaient bornées les ressources que le ministère pouvait mettre à sa disposition; le 10 septembre, il annonce à Lerida son arrivée dans une proclamation énergique; il forme sur-le-champ une première division dont il donne le commandement à Torrijos; et le 13, ayant appris que la ville de Cervera était occupée par les factieux, tandis que la garnison enfermée dans l'édifice de l'Université se trouvait exposée aux plus graves périls, il accourt et sauve cette garnison par son arrivée opportune. Il forme ensuite trois autres colonnes dont il donne le commandement aux généraux Milans, Manso et Rotten, qui s'étaient déjà distingués, et commence à poursuivre sans paix ni trêve les factieux que leurs premiers succès avaient enivrés, et qui, maîtres de tout le pays depuis Balaguer jusqu'à San Lorenzo de Murya par Solsona, Berga et Ripoll, appuyés sur leur forteresse de la Seo d'Urgel, protégés par la complicité de presque tous les paysans, et enfin soutenus par le corps d'observation français établi de l'autre côté des Pyrénées, se jugeaient déjà inexpugnables au milieu de leurs montagnes.

Tandis que ces opérations militaires se poursuivaient avec une extrême vigueur, le ministère, désireux de se procurer en hommes et en argent les ressources qui lui manquaient, obtenait du roi la réunion de Cortès extraordinaires; pendant

toute la session précédente, la majorité, hostile à ceux qui occupaient le pouvoir, n'avait cherché en aucune manière à rendre leur tâche facile; mais la communauté d'idées qui existait à présent entre les députés et les ministres permettait de croire que de l'accord des deux pouvoirs législatif et exécutif naîtrait une féconde impulsion à toute la machine gouvernementale.

Les Cortès de 1822 s'étaient beaucoup occupées des questions de finances; elles avaient fixé à 664 millions le budget des dépenses pour l'exercice 1822-1823[1], ordonné la répartition d'une contribution directe de 150 millions, approuvé le contrat passé avec la maison Ardoin, Hubbard et Cie pour un emprunt de 160 millions, et celui qui avait été passé avec une société nationale pour un autre emprunt de 103 millions. Tout cela seulement n'assurait point au gouvernement les moyens qui lui étaient nécessaires pour gouverner, car le chiffre des dépenses restait supérieur aux recettes probables; les contribuables se trouvaient hors d'état de payer leur contingent, et les emprunts se transformaient en une simple commission de négocier des titres de rente; aussi le gouvernement se trouvait-il absolument hors d'état de faire face aux dépenses de la guerre civile.

[1] BUDGET DE L'EXERCICE 1822-1823 (30 JUIN 1822 AU 30 JUIN 1823).

Maison royale	45 212 000	réaux.
Cortès	5 522 365	—
Etat	5 760 917	—
Intérieur	32 448 028	—
Outre-mer	941 465	—
Grâce et justice	16 897 899	—
Finances	148 894 075	—
Guerre	328 633 590	—
Marine	80 502 590	—
Total	664 813 324	réaux.

Relativement à la levée des soldats, le chiffre total de l'armée permanente avait été fixé à 62 043 hommes, et le contingent annuel à 7 983 ; même avec l'autorisation qui avait été accordée de mettre sous les armes 20 000 hommes de milice active, il n'y avait point là d'élément suffisant pour se présenter avec énergie en face de l'Europe.

CHAPITRE VI

LA RÉGENCE D'URGEL.

(Septembre 1822 à mars 1823.)

Congrès de Vérone. — Attitude spéciale de la France et de l'Angleterre. — Instances des envoyés de la régence d'Urgel. — Mesures défensives votées par les Cortès. — Guerre de Catalogne. — Succès et sévérité de Mina. — Prise de Castellfolit et de Balaguer. — Siége et prise de la Seo d'Urgel. — La régence est forcée de repasser la frontière. — Guerre de Navarre. — Expédition de Bessières. — Déroutes de Brihuega. — Ballesteros et le comte de l'Abisbal. — Notes diplomatiques présentées par les cabinets de Vienne, Berlin et Saint-Pétersbourg. — Note de M. Lagarde. — Réponses du ministre San Miguel. — Rapprochement qui s'opère entre certains membres du parti modéré et les exaltés. — Attitude des Cortès et décisions prises par elles. — Efforts de l'Angleterre pour offrir sa médiation; elle n'est pas acceptée par le cabinet français. — Rivalité à Madrid des deux sociétés les communeros et les maçons. — Révocation des ministres. — Emeute du 19 février. — Le ministère est rétabli. — Suspension de la session extraordinaire des Cortès.

Le décret royal qui fut communiqué à la députation permanente pour autoriser la convocation des Cortès en séance extraordinaire annonçait que l'objet principal de leurs délibérations devait être de fournir des ressources au gouvernement en hommes et en argent, et de régler des questions intéressantes qui venaient de s'élever entre la nation espagnole et diverses puissances étrangères. Ce dernier point faisait allusion aux réunions préparatoires qui se célébraient alors à Vienne, et où les souverains de la Sainte-Alliance concertaient avec l'ambassadeur français, M. de Montmorency, une prochaine intervention en Espagne.

Tous les défenseurs européens de l'ancien régime avaient ressenti une trop grande joie de l'heureuse facilité avec laquelle l'Autriche, après les congrès de Troppau et de Laybach, avait étouffé les révolutions de Naples et de Turin, pour ne pas songer à ériger en système cette nouvelle manière brutale et commode d'étouffer partout les aspirations des peuples. Leur principal héros, leur chef né, le czar de toutes les Russies, s'était chargé de fixer l'époque où les souverains, en raison de l'état général des esprits, devaient être appelés à manifester l'expression de leurs volontés. L'insurrection de la Grèce, la continuation de la révolution espagnole étaient deux faits trop graves pour qu'une décision ne fût pas prise à leur égard. Alexandre avait donc fixé le mois de septembre 1822 pour la réunion à Vérone, sous les auspices de François II d'Autriche, d'un congrès de souverains dans lequel devait être particulièrement étudié le point de savoir si une intervention devait avoir lieu en Espagne au nom de la Sainte-Alliance.

Comme de toutes les grandes puissances européennes la France était la seule dont les frontières touchaient directement à la Péninsule, c'était à elle qu'il appartenait de prononcer le mot décisif dans cette question. Alexandre et ses deux complices le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche auraient en vain aspiré à étouffer avec leurs baïonnettes la révolution espagnole, si le gouvernement français avait opposé son véto : les monarques orientaux se seraient vus dans la nécessité de respecter l'existence des Cortès de 1822, et de laisser Ferdinand VII face à face avec ses compatriotes.

Quelle serait donc l'attitude de Louis XVIII et de son gouvernement? Voilà ce que les partis espagnols étaient intéressés au plus haut point à savoir, et ce qui devait être avant tout l'objet de leurs constantes préoccupations. Ils avaient d'autant plus de motifs d'avoir l'œil incessamment

fixé sur Paris, qu'il n'y avait pas là de parti pris dans un sens ou dans un autre, et que certaine conduite, d'habiles concessions, des transactions opportunes pouvaient à la fois préserver d'un puissant ennemi et assurer d'un appui solide. Il y avait à la tête du gouvernement français un politique intelligent, homme à idées justes, incapable d'agir par emportement ou passion, et disposé comme son souverain à suivre la ligne qui lui paraîtrait la mieux dictée par son intérêt bien entendu. L'accueil fait par M. de Villèle au comte de Toreno, lors de la formation du ministère Martinez de la Rosa, était une preuve que ce grand homme d'Etat n'était nullement possédé du désir d'intervenir en Espagne : bien plutôt préoccupé de résister aux exigences des cours du Nord, il aurait préféré à toute intervention armée une modification de la constitution de 1812 sur les bases de la charte française, soit que cette modification provînt d'une entente patriotique entre les deux partis modéré et exalté, soit qu'elle fût imposée par un coup d'État auquel auraient également participé le roi et les ministres modérés. Mais si telles étaient les intentions personnelles de M. de Villèle, il s'en fallait de beaucoup qu'il fût en mesure d'imposer autour de lui cette ligne de conduite ; à côté de lui se trouvaient la funeste congrégation et le côté droit tout entier non moins funeste par ses tendances réactionnaires ; et ces deux puissances, dans une parfaite communauté d'idées avec les apostoliques espagnols et les souverains de la Sainte-Alliance, appelaient de tous leurs vœux l'intervention armée et la guerre.

Le malheur voulut que le ministre des affaires étrangères de France fût à cette époque un de ces grands seigneurs inconséquents, qui en 89 appelèrent la révolution, et se déchaînèrent ensuite contre elle lorsqu'elle commença à mettre en application les principes qu'elle avait proclamés. M. de Mont-

morency, ancien libéral devenu dévot, dès qu'il fut question du congrès de Vérone, avait aspiré à y représenter la France, que Louis XVIII ne pouvait et ne voulait pas quitter ; il dut au retentissement de son grand nom l'honneur d'être chargé de ce rôle important. Mais tandis que le roi et M. de Villèle pensaient le lier par des instructions qui lui défendaient de prendre pour les affaires d'Espagne la situation que l'Autriche avait prise à Laybach pour celles d'Italie, M. de Montmorency se promettait, pour se faire applaudir de ses fanatiques coreligionnaires, d'utiliser le poste qui lui était confié de manière à lancer la politique de la France dans la voie qui conviendrait à la congrégation. En vain Louis XVIII et M. de Villèle, un peu disposés à la défiance par la connaissance qu'ils avaient du caractère personnel et entêté de M. de Montmorency, crurent-ils se préserver contre ses maladresses en lui adjoignant pour auxiliaire M. de Chateaubriand : il arriva que, par orgueil et par ambition, cet écrivain fameux, beaucoup trop vanté de son temps, loin de mettre un frein à l'ardeur de son collègue, vint l'exciter encore; tous deux d'ailleurs se laissèrent séduire par les flatteries et les grâces de l'empereur Alexandre, et l'intervention se trouva décidée réellement à Vienne d'abord et à Vérone ensuite par le fanatisme inconsidéré de M. de Montmorency et l'exaltation ambitieuse de M. de Chateaubriand, sans l'expresse volonté de Louis XVIII et du président de son conseil.

L'Angleterre ne pouvait voir sans un violent dépit une union étroite se former entre la France et les grandes puissances du nord de l'Europe ; il lui répugnait de voir les armées françaises rentrer de nouveau dans la Péninsule, après qu'elle avait tant travaillé à les en chasser de 1810 à 1814 ; puis elle commençait à comprendre, sous l'habile direction de Canning, qu'elle avait une nouvelle ligne politique à

suivre en se montrant favorable aux libertés des peuples, et que le rétablissement du pouvoir absolu de Ferdinand lui fournirait l'occasion tant souhaitée de reconnaître l'indépendance des colonies américaines. Son représentant officiel, lord Wellington, refusa de s'associer à la fatale idée d'intervention; mais il ne songea point à faire un *casus belli* de l'entrée des armées françaises dans la Péninsule.

Telle était la situation générale que le ministère exalté avait à dérouler devant les Cortès: coalition de la France, de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse contre la nation espagnole; guerre déclarée par ces quatre puissances aux nouvelles institutions qu'elle s'était données; neutralité absolue de l'Angleterre; enfin menace d'une intervention prochaine d'une armée française pour dégager Ferdinand VII de la captivité à laquelle on le disait soumis. Il devait avouer qu'il n'avait pas été convoqué à prendre part à une délibération collective où son existence même devait être mise en jeu, tandis que l'empereur Alexandre affectait de recevoir avec de grands égards le représentant de la régence d'Urgel (voir note J), don Carlos España; et que tous les cabinets recevaient des notes de Mataflorida où l'absolutisme était peint comme la seule et unique aspiration des populations de la Péninsule.

Le ministère jugea que l'unique manière de répondre à ces fatales dispositions de l'Europe était de se préparer à la guerre; il ne lui vint pas à la pensée que, puisque la Sainte Alliance menaçait le pays, alors même qu'il maintenait sur le trône un prince parjure et hautement coupable, il n'y avait aucun danger à le renverser et à assurer au moins par cette mesure hardie et nécessaire l'unité de la résistance. Il parvint à persuader aux députés qu'une levée de 30000 hommes, une remonte de 7000 chevaux et un emprunt de 37 millions seraient suffisants pour permettre à l'Espagne de

conserver sa constitution contre la volonté de la Sainte-Alliance; et les Cortès se bornèrent à voter ce faible contingent et ce modeste emprunt, bien qu'elles fussent disposées à tous les sacrifices, dans l'état d'irritation excessive où les avait plongées le danger dont elles voyaient leur pays menacé. L'accord était parfait entre les députés et le ministère : aussi toutes les mesures d'exception qui furent proposées afin de donner au gouvernement une plus grande liberté d'action furent-elles acceptées sans difficulté. Les députés ne craignirent même pas d'aller au delà du vœu des ministres en suspendant les garanties de la constitution relatives à la liberté individuelle. Il y avait parmi eux un véritable patriotisme, et une indignation sincère s'était emparée de leurs âmes quand ils avaient eu connaissance du mépris avec lequel les membres du congrès de Vérone prétendaient disposer de leur sort. Mais il ne suffisait pas de sentir cette juste indignation ; il aurait fallu la communiquer en dehors du congrès à toute la nation, faire tressaillir toutes les âmes au nom sacré de l'indépendance, animer enfin d'un seul souffle les cités les plus vastes et les plus misérables hameaux. Or ce résultat ne fut pas obtenu, et la masse du pays, qui ne voyait pas encore le péril, ne répondit par aucun écho aux belliqueux appels que lui adressaient de la tribune nationale les Galiano, les Saavedra et les Arguelles. Les nations, comme les individus, ont pendant leur existence des époques de défaillance qu'elles ne sauraient s'expliquer à elles-mêmes; il suffit à l'historien de les constater pour remplir son devoir : il y aurait de la cruauté à s'appesantir sur ces faits avec trop de détails.

En présence du congrès de souverains réunis à Vérone, le maintien de la régence d'Urgel sur le territoire de la Péninsule était un si grand péril, que des ordres furent donnés au capitaine général de la Catalogne pour l'expulser à tout

prix. Tel était aussi le but que se proposait Mina; mais les ressources dont il disposait n'étaient pas assez grandes pour lui permettre de l'attaquer dès l'origine dans sa résidence. Il avait besoin de ménager le sang de ses soldats avec la plus soigneuse avarice, et il lui importait dès l'origine de frapper l'esprit des Catalans par des coups de vigueur qui fussent de nature à leur imposer. Il songea d'abord à s'emparer de Castellfolit, ville rebelle que les factieux avaient fortifiée avec beaucoup de soin; ses efforts furent couronnés de succès, et après sept jours de siége la forteresse lui fut cédée par la garnison, et la ville elle-même (24 octobre), abandonnée par tous ses habitants. Cette désertion complète était d'un mauvais augure et prouvait le fanatisme que le clergé avait allumé dans les cœurs. Mina, se souvenant sans doute du décret de notre Convention sur la commune affranchie, fit raser toutes les maisons de Castellfolit, et sur le seul mur qui resta debout au milieu des décombres générales, donna l'ordre qu'on gravât l'inscription suivante :

CI-GIT CASTELLFOLIT.
CITÉS, APPRENEZ PAR SON EXEMPLE A NE PAS ABRITER
LES ENNEMIS DE LA PATRIE.

Dès que ce premier succès fut obtenu, Mina se présenta devant Balaguer et se rendit également maître de cette place, qui lui fut abandonnée par les habitants (3 novembre); il y mit garnison et se décida à pénétrer dans l'intérieur du pays révolté, au sein même des montagnes; le 11 novembre il était à Tremp, dont la population se montra plus hospitalière, et le 15, malgré le baron d'Eroles et tous ses lieutenants réunis, il franchissait les hauteurs de la pobla del Segur, qui ouvraient devant lui les plaines de la Cerdagne et lui donnaient accès jusqu'à la Seo d'Urgel. Toute la population de la

Cerdagne était favorable à la cause libérale et avait eu beaucoup à souffrir depuis plusieurs mois du joug que faisaient peser sur elle les bandes apostoliques. Il employa quelques jours à purger cette province de tous ses oppresseurs, et repoussa sur le territoire français un nombre considérable de factieux. Bientôt le signal de la retraite devint général, et la régence, qui fuyait déjà devant lui, qui l'avait précédé à Puycerda et avait voulu s'installer à Llivia, pour avoir le temps d'émettre un emprunt qu'elle était autorisée à réaliser en France, traversait enfin la frontière et se réfugiait sur le territoire français (28 novembre). Pour terminer dignement cette belle campagne, l'armée nationale avait à s'emparer de la Seo d'Urgel, où les factieux les plus déterminés s'étaient réunis, et où ils comptaient tenir facilement tête au faible détachement avec lequel le capitaine général de la Catalogne devait assiéger leur redoutable forteresse. Le siége dura soixante-quatorze jours et mit à l'épreuve la constance de la petite armée de Mina par les souffrances et les fatigues de tout genre qu'il occasionna dans un pays de montagnes, pendant un hiver très-rigoureux; et ce ne fut que le 6 février 1823 que les factieux découragés se décidèrent à abandonner leurs positions pour chercher un asile dans la petite république d'Andorre, située dans le voisinage. La nouvelle de ce succès se répandit dans tout le pays et fournit une légère compensation aux maux de tous genres sous lesquels la nation était en ce même moment accablée.

Le ministère avait envoyé en Catalogne toutes les faibles ressources dont il disposait; aussi partout ailleurs l'action de l'autorité était molle et sans énergie. Les factieux s'étaient promptement pénétrés de cette situation, et la guerre civile s'était répandue dans toutes les provinces, particulièrement dans celles du nord et de l'est, avec une grande violence.

En Navarre, le général Carlos O'Donnell avait succédé à Quesada dans le commandement des troupes royalistes, et avait longtemps tenu la campagne contre les généraux constitutionnels Espiñosa et Torrijos; il avait fallu les plus grands efforts pour le déloger de la forteresse d'Irati et le forcer à repasser la frontière.

En Castille, Merino poursuivait ses opérations et maintenait la terreur dans toutes les cités; Cuevillas et el Rojo de Valderas imitaient son exemple.

En Aragon, Bessières, à la tête d'une colonne de factieux de près de 4000 hommes formée sous les auspices de la junte de Mequinenza sur les bords de l'Ebre, dans le district de Tortose, destiné à devenir l'un des centres les plus actifs du parti apostolique, s'était avancé jusqu'à Sarragosse et avait osé adresser une sommation à cette capitale. Le capitaine général Velasco, profitant habilement du passage de quelques troupes qui se rendaient en Catalogne, s'était mis à sa poursuite, et avait protégé la province confiée à son commandement; mais une fois ce résultat obtenu, il avait négligé la colonne factieuse et s'était empressé de renvoyer à Mina les renforts que celui-ci attendait avec la plus vive impatience. Alors Bessières, devenu libre de ses mouvements, avait pénétré dans la province de Guadalajara, et s'était avancé jusqu'à dix lieues de Madrid, jetant partout l'alarme. Quand on apprit dans la capitale l'approche de cet ennemi, il y eut un grand mouvement de confusion et de désordre : le gouvernement n'avait point de forces à opposer à ce chef de bandes; on eut la plus grande peine à organiser une colonne expéditionnaire, il fallut avoir recours à la milice nationale.

Enfin le général O'Daly put se mettre en mouvement pour protéger la ville de Madrid; ignorant les ressources de son adversaire, il crut pouvoir marcher immédiatement

contre lui ; et divisant ses troupes en deux corps, dont l'un devait marcher sous ses ordres, et l'autre sous la direction d'el Empecinado, il ne tarda pas à apprendre la présence de Bessières à Brihuega. Il l'attaqua sans prendre aucune des précautions nécessaires et fut mis en déroute (24 janvier 1823) ; le vainqueur s'empara de l'artillerie et fit un grand nombre de prisonniers ; pour comble de disgrâce, l'Empecinado, arrivant après la lutte, essaya également d'attaquer Bessières dans son retranchement et éprouva une seconde défaite. Quand ces tristes événements furent connus à Madrid, la terreur fut au comble, et le gouvernement se vit dans la nécessité de prendre les mesures les plus graves. Toute la milice fut réunie ; on arma tous les employés ; le général Ballesteros fut appelé au commandement général de la ville, et on se décida, sur la demande des communeros, à confier une nouvelle colonne au comte de l'Abisbal, dont les talents paraissaient indispensables dans une circonstance aussi grave, mais dont jusqu'alors on avait refusé d'employer les services en raison du peu de confiance qu'inspiraient les nombreuses évolutions politiques de sa longue carrière. L'Abisbal se hâta de quitter Madrid, en promettant non-seulement de reprendre l'artillerie, mais aussi d'exterminer les factieux ; il ne put ou ne voulut pas remplir sa promesse : Bessières eut le temps de se retirer à Huete, de fortifier ce point, et il y séjourna jusqu'au 10 février 1823. Se sentant alors menacé par des renforts qui arrivaient de Valence, il dispersa ses bandes, dont les unes sous son commandement se retirèrent en Aragon et s'unirent à la faction de Capapé, et les autres allèrent grossir les bandes de Sampère et de Chambo sur les bords du Turia, répandant le désordre sur des territoires que la guerre civile avait jusqu'alors épargnés.

Tel était à l'intérieur le misérable état auquel le gouver-

nement se trouvait réduit par les factions; de bien plus graves dangers le menaçaient du dehors, où l'orage s'était enfin amoncelé. Le ministre des affaires étrangères, don Evaristo San Miguel, animé des meilleures intentions, plein de droiture et de patriotisme, n'avait pas la maturité nécessaire pour le poste éminent qui lui avait été confié dans des circonstances aussi difficiles; élevé à l'école de Riego, dont il avait été un instant l'aide de camp, il s'illusionnait sur les ressources de son pays ainsi que sur ses forces révolutionnaires, et croyait l'Espagne capable à un moment donné de reproduire notre immortel mouvement de 1792. Au lieu de suivre avec un soin minutieux toutes les intrigues de Vérone, au lieu de profiter des dispositions de M. de Villèle, des tendances de Canning, il s'enfermait dans sa superbe, et dédaignait de disputer pied à pied aux émissaires de Ferdinand VII l'opinion publique de Paris, comme s'il devait lui suffire à un moment donné de mettre la population entière sur pied par un simple décret annonçant que la patrie était en danger. La plupart des députés, trompés par les louanges excessives qu'ils s'étaient habitués à répéter sur le mouvement de 1808, sur la force de l'Espagne, sur la valeur de ses armées, qui les premières, disaient-ils, avaient eu la gloire de vaincre le grand capitaine du siècle, croyaient à une sérieuse résistance au cas d'une invasion étrangère; au lieu d'envisager froidement les difficultés de la lutte qu'ils auraient à soutenir, ils se berçaient de vaines espérances et prenaient de pompeuses déclamations pour des actes généreux. Pendant ce temps Montmorency, malgré ses instructions, s'était fait au congrès le rapporteur des affaires d'Espagne; il avait soumis aux souverains alliés les trois questions suivantes :

1° Au cas où la France se verrait forcée de retirer de Madrid son ambassadeur et de rompre toute relation diplo-

matique avec l'Espagne, les puissances réunies seraient-elles disposées à prendre une mesure semblable et à retirer leurs propres légations ?

2° Si la guerre venait à éclater entre la France et l'Espagne, sous quelle forme et par quels actes les puissances prêteraient-elles à la France l'appui moral nécessaire pour inspirer une crainte salutaire aux révolutionnaires de tous les pays ?

3° Quelle était l'intention des puissances quant au fond et à la forme du secours matériel qu'elles seraient disposées à donner à la France au cas où sur sa demande leur intervention active viendrait à être reconnue nécessaire ?

La Prusse, l'Autriche et la Russie, répondant catégoriquement à ces trois questions, s'étaient engagées sur le premier point à imiter l'exemple de la France ; sur le second, elles avaient offert solennellement tout leur appui moral, et ne s'étaient divisées que sur le troisième : la Prusse avait promis tout le secours matériel compatible avec sa situation extérieure et intérieure ; l'Autriche avait demandé une nouvelle délibération des puissances alliées pour régler l'importance, la force et la durée de ce même secours ; seule la Russie avait promis tout l'appui nécessaire sans conditions ni restrictions d'aucun genre.

Quant à l'Angleterre, elle avait déclaré par l'organe de lord Wellington que les principes de son gouvernement ne lui permettaient pas d'imiter le langage de ses alliés, et qu'elle s'abstiendrait de faire au gouvernement espagnol aucune communication qui eût trait à ses relations avec la France.

Porteur de ces réponses, M. de Montmorency s'était hâté de les rapporter à Paris, où il avait à rendre compte de sa conduite au roi et à M. de Villèle (30 novembre). Ce dernier, loin d'apprendre avec satisfaction la décision prise par

les puissances de retirer leurs légations de Madrid, se refusait à donner le signal du rappel des ambassadeurs en faisant demander ses passe-ports par M. de Lagarde ; il consentit à ce que son collègue repoussât les tentatives de médiation du cabinet de Londres, mais pour le moment il s'opposait à faire un pas de plus en avant, en s'appuyant sur la probabilité d'une guerre avec l'Angleterre. Placé ainsi dans une fausse position entre les engagements qu'il avait pris à Vérone et l'attitude du président du conseil, que Louis XVIII appuyait fortement, M. de Montmorency avait donné sa démission, qui avait été immédiatement acceptée (25 décembre).

Tout n'était pas encore perdu pour l'Espagne ; en effet, tandis que la Prusse, l'Autriche et la Russie envoyaient les notes comminatoires rédigées à Vérone, M. de Villèle en adressait une moins dure et moins énergique, où, manifestant le désir de voir la nation espagnole porter elle-même un remède à ses maux, il signalait la nécessité d'une réforme dans la constitution de 1812. Ces quatre notes parvinrent à la fois à Madrid le 6 janvier 1823 ; elles furent présentées au ministre des affaires étrangères, qui, d'accord avec le cabinet, sans prendre le temps de la réflexion, y répondit immédiatement par des communications fermes et hautaines dans lesquelles, vis-à-vis de la Prusse, de l'Autriche et de la Russie, il se contentait de maintenir le droit absolu de la nation espagnole à choisir elle-même ses institutions, et vis-à-vis de la France, il défendait la révolution de 1820, comme n'étant pas issue d'un simple soulèvement militaire, en même temps qu'il récriminait contre l'appui donné par le gouvernement de Sa Majesté Très-Chrétienne à toutes les factions qui désolaient l'Espagne.

Ce langage n'était pas de nature à faciliter la tâche déjà si ingrate de M. de Villèle, qui, bien que les quatre ambassa-

deurs à Madrid eussent demandé et obtenu leurs passe-ports, voulait encore s'opposer à l'intervention ; il avait à lutter contre l'enthousiasme guerrier de M. de Chateaubriand, successeur de M. de Montmorency, contre les clameurs de la congrégation et contre les exigences du côté droit, qui venait de triompher dans de nouvelles élections. Il tenta un dernier effort en autorisant M. de Lagarde à se servir de l'intermédiaire du ministre anglais pour faire connaître à Madrid les conditions auquelles la guerre pouvait encore être évitée; mais au moment où la note portant ces conditions était soumise au cabinet de Londres, le côté droit, par l'organe de ses députés les plus influents, lui faisait sommation d'opter entre le portefeuille ou la guerre; et M. de Villèle, dont le caractère n'était pas à la hauteur du talent, cédait enfin au vœu de son parti.

Le 28 janvier 1823, à l'ouverture des Chambres, le roi Louis XVIII annonça solennellement que l'obstination avec laquelle ses propositions avaient été repoussées à Madrid ne laissait plus qu'une faible espérance de paix; qu'il avait rappelé son ambassadeur, et que 100 000 Français, commandés par le duc d'Angoulême, étaient prêts à marcher en invoquant le Dieu de saint Louis pour conserver le trône d'Espagne à un petit-fils de Henri IV.

Après un tel engagement, en présence de la volonté bien clairement manifestée du côté droit alors tout-puissant, la guerre était inévitable.

On ne s'y trompa point à Madrid, et on songeait déjà à s'y préparer depuis que les notes des puissances avaient été lues aux Cortès par le ministre des affaires étrangères. L'assemblée, invitée par lui à porter un jugement sur la réponse hautaine qu'il leur avait adressée, l'avait sanctionnée par ses acclamations (voir note L).

Dans la séance du 11 janvier, tous les députés, voulant

manifester leur adhésion unanime à la politique du ministère, avaient voté d'abord un message au roi pour témoigner leur intention de décréter toute espèce de sacrifices afin de faire respecter l'indépendance nationale. Galiano au nom des exaltés, Arguelles au nom des modérés avaient déclaré que, dans une circonstance aussi grave pour le salut de la patrie, toutes les divisions de partis devaient disparaître; et ils s'étaient serré la main avec effusion, aux applaudissements de toute l'assemblée, comme pour témoigner qu'un même sentiment les réunissait désormais sous le même drapeau. Combien cette scène émouvante eût été plus belle, si derrière ces deux orateurs avait vibré l'âme d'une nation ardente et énergique; mais elle ne fut qu'une vaine représentation théâtrale, une de ces cérémonies qui caractérisent spécialement cette époque dans laquelle on jouait toutes les comédies de la liberté sans en appliquer sérieusement les principes, sans pratiquer aucune des vertus qu'elle exige. Il ne suffit pas d'écrire et de parler pour faire une révolution, il faut surtout agir. Immoler dans les occasions graves ses haines et ses rancunes de parti est le propre d'une nation vraiment libre et civilisée; il était beau de se montrer disposé à accomplir un semblable sacrifice, mais il eût été plus beau encore de l'accomplir réellement. D'autant plus que l'Espagne, sous ce rapport, a de bien grands progrès à faire : il n'y a presque pas de pays où les passions politiques sachent moins se dompter; en général, on s'y soucie d'habitude fort peu du bien-être du pays, pourvu que le parti auquel on appartient soit triomphant et dominateur.

Maîtres du gouvernement, les exaltés avaient alors la véritable responsabilité des événements, et il semblait qu'une seule et même pensée dût les guider : l'organisation sérieuse d'une résistance efficace. Loin de là, ils choisissent ce moment pour se diviser, et jamais la lutte entre les maçons

et les communeros ne fut plus vive que dans les trois mois qui suivirent la présentation des notes des ambassadeurs. Au lieu d'être des associations sérieuses ayant pour but de créer des faisceaux puissants en vue d'atteindre un grand but politique, les sociétés patriotiques étaient devenues des coteries privilégiées au moyen desquelles les plus intelligents et les plus adroits se créaient des relations et envahissaient les plus grandes fonctions de l'administration publique. Des rivalités intérieures ayant amené la circulation de listes où se trouvaient inscrits les noms des principaux chefs des sociétés, on vit que les employés y occupaient le premier rang, qu'ils y étaient en grande majorité, et qu'ils ne travaillaïent réellement que dans leur intérêt privé en se couvrant du masque du bien public. Aussi, dans le moment même où leur intervention pouvait rendre quelques services, tombèrent-elles dans le plus complet discrédit (voir note M). Sous le titre de *sociedad landaburiana* et sous la présidence de Romero Alpuente, il se fonda à Madrid un club communero où les seuls orateurs applaudis étaient ceux qui répandaient les calomnies les plus injustes sur les plus sincères patriotes, où l'on attaquait les mesures les plus utiles sous des prétextes futiles, et où l'on travaillait énergiquement à renverser le ministère au moment où il était le seul centre autour duquel la nation pût se rallier. L'or des ambassades étrangères, les sourdes intrigues de Ferdinand jouèrent certainement un grand rôle dans les débordements de la sociedad landaburiana, ainsi que dans l'extravagance de certains journaux, comme *el Zurriago*, qui atteignirent alors une triste célébrité.

Le gouvernement, pour le moindre de ses choix, avait à lutter avec ces groupes hostiles, et chaque concession faite à l'un d'eux était considérée comme une iniquité par son rival. Le moment vint pour lui de choisir les différents chefs

destinés à commander les divers corps entre lesquels l'armée espagnole devait être divisée pour repousser l'invasion : il sortit avec honneur de ce pas difficile, et s'élevant au-dessus de toutes les jalousies et de toutes les ambitions mesquines, il se confia avec sagesse aux généraux les plus accrédités, sans tenir compte de leurs antécédents et de leurs idées personnelles. Mina, Ballesteros, l'Abisbal, Morillo et Villacampa furent les hommes à qui il remit la défense du territoire. Le premier devait opérer en Catalogne; le second devait fermer à l'ennemi l'entrée des provinces basques, de la Navarre et de l'Aragon; au troisième était réservée la garde de la capitale; Morillo devait se maintenir en Galice et Villacampa en Andalousie.

Une fois cette organisation décidée, il était sage de prévoir le cas où l'ennemi, s'avançant jusqu'à la capitale, viendrait à l'occuper. Où se transporterait le gouvernement, où se tiendrait l'assemblée, où résiderait le monarque? Les Cortès, dont la session était déjà très-avancée, décrétèrent que si les circonstances venaient à exiger la translation du gouvernement après leur séparation, le ministère pourrait choisir sa nouvelle résidence d'accord avec la députation permanente et une commission militaire. Rien n'était plus raisonnable qu'une semblable détermination; mais par cela même elle excita au plus haut degré la colère des royalistes et du roi lui-même, car elle reculait le moment où, par le fait des baïonnettes étrangères, il pourrait être rétabli dans son autorité absolue. Aussi, tandis que Ferdinand depuis les événements de juillet avait consenti avec une certaine résignation à toutes les mesures qui lui étaient demandées par les ministres, il manifesta avec énergie sa volonté de ne pas céder sur ce point spécial : il refusa d'assister à la séance de fermeture des Cortès, qui eut lieu le 19 février, et accepta le même jour la démission que lui offrirent les ministres.

La révolution ne pouvait sans danger laisser le pouvoir aux mains du roi pendant les quelques jours qui devaient s'écouler entre la séance extraordinaire qui venait de finir et la séance ordinaire qui devait s'ouvrir le 1er mars; mieux eût valu abdiquer tout d'un coup. Aussi, à peine la nouvelle de la retraite du ministère fut-elle répandue dans Madrid, que des groupes se formèrent aussitôt; et il se trouva enfin quelques hommes assez logiques et assez conséquents pour demander l'établissement d'une régence. Une requête fut adressée en ce sens à la députation permanente; dans les rues, sur les places publiques on dressa des tables pour recueillir les signatures de tous ceux qui adhéraient; une grande masse de population envahit la place du Palais aux cris de *Mort au roi! Mort au tyran!* Le moment semblait venu où le véritable obstacle aux progrès de la révolution allait être renversé. Ce fut encore une fausse alerte : sur la simple nouvelle que le ministère était conservé, tout rentra dans le calme; les groupes furent arrêtés par la milice nationale, les tables dressées pour recueillir les signatures furent retirées, et la requête fut oubliée. Ferdinand, que presque tous ses serviteurs avaient abandonné en cette occasion, en fut quitte encore une fois pour la peur; mais ce fut peut-être de toutes les scènes de la révolution celle qui l'impressionna le plus : il était lui-même directement en cause, et le peuple commençait à comprendre que tout effort pour maintenir la constitution serait inutile, tant qu'il resterait au pouvoir. Il eût fallu que dès 1820 les esprits se fussent pénétrés de cette vérité; bien du sang eût été épargné; et si on eût eu à subir dans l'origine une secousse plus violente, la question du moins eût été résolue plus vite, et le pays ne se serait pas trouvé engagé dans le labyrinthe sans issue où le roi l'abandonnait à l'invasion étrangère.

CHAPITRE VII

L'INTERVENTION FRANÇAISE.

(Mars à octobre 1823.)

Ouverture de la session ordinaire des Cortès. — Révocation du ministère Lopez Baños et San Miguel. — Nomination d'un nouveau ministère qui n'entre pas en fonctions. — La translation du gouvernement à Séville est décidée. — Voyage du roi. — Premières opérations de l'armée française. — Passage de la Bidassoa. — Junte de Bayonne reconnue par la proclamation d'Oyarzun. — Dispositions de l'Abisbal à Madrid ; il est obligé de résigner le commandement. — Séances des Cortès à Séville. — Ministère Calatrava. — Marche du duc d'Angoulême sur Madrid par Vitoria, Aranda et Burgos. — Convention de Buytrago. — Bessières et Zayas. — Proclamation d'Alcobendas.— Nomination d'une régence provisoire à Madrid.— Commencement de la réaction absolutiste.—Les nègres et les blancs. — Les volontaires royalistes. — Les Cortès décident que le gouvernement se fixera à Cadiz.— Refus du roi de se rendre dans cette ville. — Sa déchéance provisoire. — Une régence. — Ferdinand à Cadiz.—Retraite de Ballesteros dans le royaume de Grenade ; il est battu à Campillo de Arenas et capitule. — Morillo en Galice.—Siége de la Corogne. — Arrivée des troupes françaises à Cadiz. — Guerre de Catalogne entre Mina et Moncey. — Blocus de Barcelone. — Tentative de Riego. — Prise du Trocadero et du château de Sancti Petri. — Dernières mesures des Cortès. — Elles se séparent. — Décret du 30 septembre. — Départ du roi pour le puerto Santa Maria, quartier général du duc d'Angoulême. — Fin du régime constitutionnel.

Quoique rappelés par Ferdinand après l'émeute du 19 février, les ministres avaient compris que leur maintien au pouvoir n'était plus possible depuis que le roi avait ainsi manifesté sa volonté expresse ; mais d'un autre côté les membres les plus influents des Cortès insistèrent avec énergie auprès d'eux pour qu'ils gardassent leurs portefeuilles

jusqu'au moment où elles seraient définitivement installées dans une autre capitale. Pour atteindre ce résultat, il fut convenu qu'ils présenteraient à nouveau leur démission au roi, mais que dans l'ampliation figurerait cette clause qu'ils ne devraient résigner leurs fonctions qu'après avoir présenté à l'assemblée législative le rapport annuel qui leur était imposé par la constitution à l'ouverture de chaque session ordinaire; de cette manière, en refusant d'écouter la lecture de ces rapports, les Cortès restaient en situation de fixer elles-mêmes le moment où les ministres pourraient céder leurs portefeuilles. Les choses se passèrent ainsi; la démission fut présentée; le roi l'accepta avec la clause convenue, choisit un nouveau ministère où figuraient les noms chers au parti libéral de Florez Estrada, Zorraquin, Calvo de Rozas et Torrijos. Les Cortès se réunirent en session ordinaire le 1er mars. Lopez Baños, San Miguel et leurs collègues, appelés immédiatement dans leur sein, se présentèrent avec leurs rapports; l'assemblée refusa de les entendre et souleva immédiatement la question de translation du siége du gouvernement à Séville, lieu qui avait été désigné par la commission mixte chargée d'étudier ce point spécial.

Ferdinand essaya de tous les moyens que pouvait lui suggérer son imagination si féconde en intrigues et duplicités de tous genres, pour attendre dans sa capitale les troupes françaises, dont il jugeait d'avance le triomphe assuré : il essaya d'une résistance ouverte, il se feignit malade, il agita les basses classes de Madrid pour qu'elles s'opposassent à son départ, il entama des négociations avec certains généraux pour remuer la troupe en sa faveur; puis, quand il se fut résigné à céder, il tenta d'ajourner son départ de jour en jour. Mais enfin le terme qu'il avait lui-même fixé arriva; il dut se mettre en marche, et le 20 mars au matin il prit à petites journées le chemin de Séville, escorté par

neuf bataillons de volontaires nationaux qui abandonnaient leurs foyers pour courir toutes les chances d'une nouvelle guerre de l'Indépendance. Les ministres, les députés, les principaux fonctionnaires suivirent son exemple ; et dès les premiers jours d'avril le gouvernement se trouva de nouveau complétement constitué sur les bords du Guadalquivir. Pendant tout le trajet, le roi avait été accueilli par les populations dans un morne silence, tandis que partout l'accueil le plus empressé avait été fait aux Cortès, en qui chacun voyait alors la véritable représentation de l'indépendance nationale.

Il était temps que cette translation fût accomplie, car l'armée française avait déjà franchi la Bidassoa, et le duc d'Angoulême, parti de Paris le 5 mars, après avoir longtemps résidé à Toulouse et à Bayonne, comme pour paraître présider lui-même à l'organisation de sa belle armée, qui se formait sous l'initiative du duc de Bellune, ministre de la guerre, et du comte Guilleminot, chef d'état-major, réunissait déjà autour de lui dans les provinces basques tous les partisans du régime absolutiste sur lesquels il comptait s'appuyer pour rétablir dans toute sa plénitude l'autorité de Ferdinand VII.

Ce qui dans cette guerre importait le plus au cabinet de Paris, c'était, en remportant quelques succès faciles, de rendre au drapeau blanc un peu de gloire et de prestige, et de faire oublier à la France les généreux souvenirs du drapeau tricolore. On voulait aussi prouver à l'Europe que l'armée avait assez oublié son ancien attachement à la dynastie napoléonienne, pour servir avec empressement sous le commandement d'un prince de la maison de Bourbon : de la part de M. de Chateaubriand, c'était là le but essentiel de l'expédition, et il faut reconnaître qu'il eut le bonheur de l'atteindre, quoiqu'au point de vue de la politique intérieure

et extérieure de la France, cette guerre, qui nous aliéna à la fois les libéraux espagnols et l'Angleterre, ait été pour notre pays une de ces fautes grossières qui, en empêchant les peuples étrangers de se faire une juste idée de nos sentiments et de nos tendances, détruisent en eux la foi et les espérances que leur a fait concevoir la grandeur de notre première Révolution. On peut donc comprendre que, faite par le côté droit alors dominant, dans un intérêt exclusif de dynastie et de parti, cette expédition avait du moins à sa disposition toutes les ressources de notre belle France, déjà remise de ses misères de 1815, si elle n'avait à aucun titre la sympathie de nos officiers et de nos soldats.

Il n'entre pas dans notre cadre de raconter les divers incidents qui signalèrent la réunion de l'armée française sur les bords des Pyrénées : les efforts des carbonari pour organiser dans son sein une grande conspiration; la destitution du général Guilleminot; l'arrestation de son premier aide de camp, M. de Lostende; l'arrivée du maréchal duc de Bellune à Bayonne ; les contrats passés avec M. Ouvrard ; le maintien du comte Guilleminot dans ses fonctions de major général, et enfin la décision prise de brusquer les événements et de passer la Bidassoa le 7 avril, avant que les libéraux eussent pu développer tous les efforts qu'ils s'étaient proposé de faire pour séduire les troupes. Il nous suffira de dire que le gouvernement espagnol comptait beaucoup sur les manœuvres des républicains et des bonapartistes pour arrêter la marche du duc d'Angoulême ; mais le drapeau tricolore agité sur les bords de la Bidassoa par le colonel Fabvier et quelques-uns de ses héroïques amis ne fut pas respecté par les troupes de l'avant-garde. Le général Valin fit tirer sur le petit groupe d'officiers et de soldats qui osèrent en face de l'armée française déployer le drapeau tricolore sur les bords de la Bidassoa, et la dispersion immédiate de ce groupe

fut le présage des tristes lauriers que le duc d'Angoulême devait cueillir en Espagne.

L'armée française se divisait en cinq grands corps et présentait un effectif total de 95 000 fantassins et 21 000 cavaliers. Les trois premiers corps et la réserve, commandés en chef par le duc d'Angoulême, avaient été placés sous les ordres directs du maréchal Oudinot, du comte de Molitor, du prince de Hohenlohe et du général Bordesoulle; le quatrième corps, ayant à sa tête le maréchal Moncey, prince de Conégliano, devait opérer isolément en Catalogne contre Mina. En plus de ces forces déjà si respectables, l'intervention comptait également sur les bandes apostoliques insurgées dans les diverses provinces : le baron d'Eroles pouvait apporter au maréchal Moncey le précieux secours d'un contingent de près de 9000 Catalans soudoyés par la régence d'Urgel; Eguia à Bayonne, qui depuis deux années avait dépensé une somme de près de 22 millions à fomenter la guerre civile en Navarre et dans les provinces basques, mit à la disposition du duc d'Angoulême toutes les divisions et toutes les bandes qui, sous les ordres de Carlos O'Donnell, de Quesada, de Guergué et de Longa faisaient depuis deux ans une si rude guerre aux généraux constitutionnels; des meilleurs soldats qu'on put rencontrer parmi les réfugiés espagnols on forma une division spéciale qui fut placée sous les ordres du général conde de España et forma partie du troisième corps du prince de Hohenlohe; enfin dans l'intérieur du pays des relations furent établies avec tous les chefs comme Bessières, Sampère, Merino, qui avaient acquis déjà certain prestige et certaine force. On ne doit pas estimer à moins de 35 000 hommes le nombre de soldats armés que les apostoliques étaient parvenus à recruter contre le système constitutionnel.

Avant de commencer les opérations, le duc d'Angoulême

avait un grand parti à prendre : deux gouvernements avaient été organisés en France par le parti absolutiste, la régence d'Urgel retirée à Toulouse depuis qu'elle avait été chassée par Mina du territoire espagnol, et une junte formée à Bayonne par le général Eguia, don Antonio Gomez Calderon et don J. B. Erro. Auquel de ces deux groupes, tous deux formellement autorisés par Ferdinand, fallait-il donner la préférence? La régence d'Urgel avait perdu tout prestige depuis sa défaite, et sous l'impulsion du marquis de Mataflorida avait toujours affecté avec une extrême outrecuidance d'exercer une pression sur le cabinet français en s'appuyant sur les cours du Nord. Le duc d'Angoulême préféra la junte de Bayonne, qui au moins avait toujours eu le soin de s'appuyer exclusivement sur l'intervention française. Mataflorida et l'archevêque Creux furent appelés de Toulouse à Paris pour donner leur renonciation officielle; ils refusèrent et furent confinés à Tours, tandis que le duc d'Angoulême, par une proclamation donnée à Oyarzun le 9 avril, reconnaissait formellement la junte de Bayonne. La différence n'était qu'illusoire entre les deux gouvernements, car l'un et l'autre avaient déclaré nul tout ce qui s'était passé depuis le 7 mars 1820.

L'armée française s'attendait à rencontrer une vigoureuse résistance dans les provinces basques, où la disposition du territoire se prête si admirablement à tous les efforts d'une stratégie intelligente; mais le général Ballesteros, à qui était confiée la tâche de défendre ces provinces, surpris peut-être par la rapidité d'une invasion qu'il ne s'attendait pas à voir si immédiate, ne se présenta point, et ordonna à ses troupes de se retirer devant l'avant-garde ennemie. San Sebastian reçut les Français à coups de canon et refusa d'ouvrir ses portes; mais Fuentarrabia et le Passage furent immédiatement occupés.

Le duc d'Angoulême chargea la division Bourke du premier corps de poursuivre le siége de San Sebastian; il détacha contre la place forte de Pamplona le corps du général Molitor, et lui-même se mit directement en marche avec le gros de l'armée pour Vitoria, par Vergara et le défilé de Salinas; partout les troupes françaises trouvaient sans la moindre difficulté les vivres et les provisions dont elles avaient besoin, grâce au génie commercial de l'entrepreneur Ouvrard, qui avait su allumer chez les Basques le goût de la spéculation, et qui, payant religieusement toutes les marchandises qui lui étaient apportées, répandait dans ces pays rongés par la misère un bien-être inattendu, au lieu de leur apporter la ruine et la désolation. On ne rencontra aucune difficulté à franchir les Pyrénées : Ballesteros s'était replié à Sarragosse sur la ligne de l'Ebre, abandonnant à Morillo et à l'Abisbal la défense des deux chemins qui conduisent à Madrid par Valladolid et Aranda. Le duc d'Angoulême, vainqueur sans combat, put donc établir son quartier général à Vitoria et attendre patiemment la concentration de toutes ses colonnes, avant de marcher directement sur la capitale.

Depuis le départ du gouvernement, l'autorité militaire se trouvait concentrée à Madrid entre les mains du général comte de l'Abisbal. On comptait sur une vigoureuse défense des défilés du Guadarrama; mais les voies tortueuses convenaient à ce personnage singulier, qui était arrivé au comble des honneurs en flattant successivement tous les partis; au lieu d'armer la population, d'occuper les points les plus importants, il entra en négociations secrètes avec l'état-major du duc d'Angoulême, qui avait reçu les instructions les plus formelles de ménager le sang du soldat en employant de préférence les moyens de corruption qui lui avaient été généreusement prodigués. Gagné à la cause contre laquelle il

s'était prononcé en 1820, l'Abisbal commença à proclamer au milieu de ses officiers l'impossibilité de résister à l'invasion ; puis, non content de ces manifestations, il publia en réponse à un écrit du comte de Montijo, qui l'avait excité à se poser en libérateur de la patrie en se déclarant l'ennemi d'une constitution impraticable, un manifeste où il fixait comme programme des vœux dont les vrais amis de leur pays devaient poursuivre la réalisation : le retour de Ferdinand à Madrid, la destitution des ministres, la dissolution de l'assemblée nationale, la convocation de nouvelles Cortès et une amnistie générale. C'était un programme modéré, combiné probablement entre Martinez de la Rosa et M. de Villèle. Loin de rencontrer un accueil sympathique, ce manifeste excita à la fois l'indignation des libéraux et des apostoliques ; les officiers de l'armée, dès qu'ils en eurent connaissance, en furent indignés, se présentèrent en masse à son domicile et lui intimèrent que le moment était venu de résigner le commandement. L'Abisbal, sentant la dangereuse situation où il était placé, s'empressa de déférer à leurs vœux, abandonna l'autorité militaire aux généraux Castel dos Ruis et Zayas, et prit toutes ses mesures pour gagner au plus vite la frontière des Pyrénées. Il arriva sans encombre jusqu'à Vergara ; mais là, reconnu par des autorités municipales qui obéissaient déjà à la régence apostolique, il faillit être lapidé par le peuple indigné et ne dut son salut qu'à l'intervention active d'un officier français, qui l'arracha à la fureur des absolutistes et lui fournit les moyens de s'interner en France.

Une armée ainsi abandonnée par son chef au dernier moment se trouvait hors d'état d'arrêter la marche victorieuse du duc d'Angoulême ; des deux généraux qui avaient succédé à l'Abisbal, l'un d'eux, Castel dos Ruis, à la tête du gros des troupes se décida à pénétrer en Estramadure ; l'autre,

Zayas, fut laissé avec un faible corps de 1200 à 1500 hommes, pour obtenir une capitulation qui assurât au moins la vie et la propriété des habitants de Madrid. Cette dernière mesure était pleine de prévision, car tandis qu'on annonçait la prochaine arrivée de l'armée française, le même chef de bandes qui peu de temps auparavant avait déjà menacé Madrid, Bessières, avait pris les devants, et prétendait occuper cette cité, que ses partisans se flattaient de livrer au pillage. Zayas pressait de tout son pouvoir la venue des troupes françaises, qui de Vitoria s'avançaient divisées en trois fortes colonnes par Valladolid, Aranda et Alcala; sitôt qu'elles furent en vue, il s'empressa de signer à Buytrago une convention qui assurait aux habitants de Madrid la conservation de tous leurs biens. Cette capitulation fut signée le 19 mai 1823; le 20, Bessières se présenta devant la porte d'Alcala à la tête d'un corps de 1200 à 1500 hommes et pénétra résolûment dans la ville aux cris de *Vive la religion! Vive le roi absolu! Mort à la constitution!* Mais Zayas, sans s'intimider, avec le secours de la garnison et de la milice nationale, lui barra hardiment le passage, le força à la retraite et le maintint en dehors des murs de la capitale jusqu'à l'arrivée des premières troupes françaises, malgré ses menaces réitérées, malgré l'acharnement de tous les mauvais sujets qu'avait alléchés l'espérance d'un butin facile. A peine le général Foissac-Latour fut-il entré dans Madrid avec sa cavalerie, que le général Zayas lui en abandonna tous les postes et se retira du côté de l'Estramadure avec son petit détachement.

La multitude dans les grandes capitales est toujours avide de spectacles, de fêtes et d'émotions. Madrid comptait de plus dans son sein une foule de partisans du principe absolutiste; tout ce qui dépendait du palais et du clergé, tous ceux que l'administration libérale avait dû renvoyer de leurs

emplois, tous les parents des réfugiés devaient accueillir avec empressement le vainqueur du système constitutionnel. Aussi le duc d'Angoulême, reçu à bras ouverts, au milieu d'acclamations, de chants et de danses populaires, put-il se méprendre sur les sentiments généraux de la population; car tandis que les absolutistes apparaissaient au grand jour, la classe moyenne, qui seule voulait et soutenait la liberté, cachait son humiliation au fond de ses foyers; il eut à mettre un terme aux excès d'une populace furieuse qui s'était empressée de renverser les pierres de la constitution et qui voulait piller les maisons de tous les constitutionnels les plus connus. Les manolas parcoururent pendant trois jours les rues de Madrid en chantant la *Pitita* ; elles pénétrèrent dans les églises et y substituèrent solennellement sur les autels le portrait de Ferdinand aux tableaux des saints. Dans l'espoir de sortir de cette situation anarchique, le duc s'empressa de donner une forme définitive au nouveau gouvernement qui devait prendre définitivement en main la marche des affaires. Dans une proclamation datée d'Alcobendas (23 mai 1823), il annonça son intention formelle de laisser aux Espagnols le soin de se gouverner eux-mêmes et invita les anciens conseils de Castille et des Indes à se réunir et choisir eux-mêmes les membres de la régence qui devaient tenir le timon de l'Etat jusqu'à ce que Ferdinand eût recouvré son entière liberté. Les conseils se réunirent immédiatement et portèrent leurs choix sur les ducs d'Infantado et de Montemar, le baron d'Eroles, l'évêque d'Osma et sur un des membres de la junte de Bayonne, don Antonio Gomez Calderon. Le secrétaire de cette junte, don Tadeo Calomarde, devait aussi conserver auprès de la nouvelle régence ses mêmes fonctions. Le duc d'Angoulême commit l'énorme faute de sanctionner ces fatales nominations dont il devait sitôt se repentir; puis, quand il vit la régence commencer

ses opérations sous la présidence du duc d'Infantado, quand il vit se former un nouveau ministère dans lequel le chanoine Victor Saez était chargé du portefeuille des affaires étrangères et don J. B. Erro de celui des finances, il crut pouvoir s'endormir dans une parfaite sécurité et n'avoir plus qu'à poursuivre ses opérations militaires jusqu'à arracher Ferdinand des mains des Cortès.

Le malheureux prince ne savait pas qu'en confiant le gouvernement de l'Espagne aux personnages désignés par les anciens conseils, il condamnait pour dix années ce malheureux pays au plus horrible système de persécutions et de fanatisme religieux; qu'il rendait le drapeau de la France responsable de l'organisation du plus odieux gouvernement que l'esprit humain puisse rêver; et qu'il ternissait à jamais le drapeau blanc qu'il avait voulu relever, en en faisant le symbole de l'ignorance, du fanatisme et du plus honteux arbitraire.

A peine les hommes de la régence de 1823 furent-ils entrés en possession de leurs fonctions, qu'ils commencèrent par sanctionner le principe de la junte d'Oyarzun : que rien de ce qui s'était fait depuis le 7 mars 1820 n'était valable. Ils rétablirent dans leurs emplois tous les fonctionnaires révoqués durant le régime constitutionnel; ils décrétèrent sous le nom de *volontaires royalistes* l'organisation régulière en armée de toutes les bandes sur lesquelles ils comptaient s'appuyer; ils donnèrent à l'ancien persécuteur de 1814, à Eguia, la capitainerie générale de la Nouvelle-Castille; ils supprimèrent de la liste de l'armée les deux régiments qui, sous les ordres de Zayas, avaient repoussé Bessières en dehors des murs de Madrid le 20 mars; ils décrétèrent tous les miliciens nationaux indignes d'exercer aucune fonction sous le gouvernement royal; ils suspendirent la vente des biens nationaux; ils rétablirent la dîme et tous les anciens

droits; ils plaçèrent sous la surveillance de la police tous ceux qui s'étaient rendus suspects pendant le système d'opinions peu conformes avec le respect dû à la religion et au roi; ils manifestèrent enfin une telle rage de fanatisme et d'absolutisme, que d'un bout à l'autre de la Péninsule chacun dut être pénétré que les baïonnettes d'Angoulême n'apportaient même pas à l'Espagne l'ombre d'une institution représentative.

Une fois le signal donné à Madrid par cette fatale régence, les bandes de factieux, se parant du nouveau titre de volontaires royalistes et délivrées déjà dans plusieurs provinces, par la retraite des troupes constitutionnelles, de toute opposition, se chargèrent d'exécuter la réaction qui était ordonnée. Partout où elles dominaient, elles organisèrent la chasse aux *nègres :* c'était le nom qu'on donnait aux patriotes. Pour eux il n'y eut plus ni honneurs, ni fonctions, ni biens, ni propriétés. Les blancs étaient tout puissants, et le régime des lois avait disparu pour faire place à l'arbitraire de la régence et au sabre des volontaires royalistes.

La guerre pourtant n'était pas encore finie : si le duc d'Angoulême et la régence étaient installés à Madrid, les Cortès siégeaient encore à Séville, et les armées espagnoles étaient encore intactes; aucune n'avait été détruite; et quoique la désertion se fût mise dans leurs rangs dans une forte proportion, un effort, un succès auraient encore pu modifier la marche des choses et donner un nouveau cours aux événements. Mais il aurait fallu des hommes vraiment capables de faire face à des circonstances aussi difficiles; il ne s'en trouva nulle part.

A Séville, les séances étaient employées en récriminations contre la France, en invectives contre la Sainte-Alliance, en reproches contre la maison Bernales, qui avait refusé de payer les 40 millions de l'emprunt qu'elle avait souscrit; en

accusations contre les comtes de l'Abisbal et Montijo. Pendant ce temps, les portefeuilles passaient de main en main ; et quand une administration ferme, énergique et très-concentrée eût été plus que jamais nécessaire, l'autorité était faible et vacillante. Le roi, qui avait conservé le droit de choisir son ministère, se servait de son privilége pour nommer de grands patriotes absents, et pendant ce temps les affaires étaient exclusivement gérées par des chefs de service, sans ordre, sans unité. Les anciens ministres, après avoir lu leurs rapports, s'étaient empressés d'abandonner leurs difficiles fonctions. San Miguel avait été se placer en Catalogne sous les ordres du capitaine général Mina. Lopez Baños s'était uni au corps de Castel dos Ruis. Le ministère nommé après le 19 février n'entra point en fonctions ; à peine quelques membres prirent-ils possession de leurs portefeuilles. Il n'y eut véritablement de gouvernement organisé que quand Calatrava fut nommé au ministère de l'intérieur : alors, avec l'appui de Pando, Yandola, Sanchez Salvador, il parvint à rendre un peu de vitalité au pouvoir des Cortès, qui cependant allait chaque jour s'amoindrissant à mesure que celui de la régence de Madrid prenait de la force et de la consistance.

Après son entrée triomphale dans la capitale d'Espagne, le duc d'Angoulême avait détaché deux colonnes pour les diriger sur Séville (1er juin) : l'une par Baylen et la Caroline, aux ordres du général Bordesoulle ; l'autre par Talavera et Merida, sous le commandement du général Bourmont. Ces deux colonnes, marchant avec rapidité, s'étaient bientôt rapprochées de la sierra Morena, et les Cortès n'avaient pas tardé à apprendre qu'elles n'étaient plus en sécurité dans la cité de Séville. Elles décidèrent alors de se transporter à Cadiz, qui offrait de bien plus grandes ressources pour une défense militaire, et dont la population était animée du

meilleur esprit. Mais comment obtenir encore une fois du roi ce nouveau déplacement? Ferdinand se refusait positivement à abandonner Séville, et voulait attendre tranquillement les troupes françaises. Sur la proposition de Galiano, les Cortès votèrent que le refus du roi de se retirer en lieu sûr à l'approche de l'ennemi était une preuve qu'il se trouvait dans l'état d'empêchement moral prévu par l'article 187 de la constitution; qu'en conséquence il devait être nommé une régence provisoire investie de la plénitude du pouvoir exécutif, mais seulement pendant la période de temps que pouvait nécessiter la translation du gouvernement à Cadiz (voir note N).

Le général don Cayetano Valdès, les conseillers d'Etat Ciscar et Vigodet furent les trois personnages chargés d'exercer cette régence de trois jours; ils présidèrent au départ du roi pour Cadiz (12 juin), surent déjouer un complot tramé par l'Écossais Downie et abdiquèrent entre les mains des Cortès, le jour où cette assemblée se trouva de nouveau réunie dans l'église de San Felipe Neri, qui douze ans auparavant avait déjà réuni sous ses arceaux les auteurs de la constitution de 1812 (15 juin).

Abandonnée par les constitutionnels, Séville se déclara immédiatement pour la régence de Madrid; tous les députés étaient à peine embarqués sur les navires qui devaient les conduire à Cadiz, que la populace des faubourgs envahissait déjà les quais aux cris de *Vive la religion! Vive le roi absolu!* Se croyant sûre de l'impunité, elle se mit à piller toutes les archives qui n'étaient pas encore en sûreté sur les bâtiments, et bientôt pénétra dans toutes les maisons que la rapacité lui peignait comme habitées par des défenseurs du système. La ville fut à sa merci durant deux jours entiers, et les déprédations eussent été bien plus grandes, sans l'explosion d'un magasin à poudre établi dans le palais de l'inquisition,

qui coûta la vie à plus de cent personnes. Cet événement exerça sur les esprits une forte impression. La municipalité provisoire en profita pour rétablir son autorité, et craignant de voir se renouveler les tristes scènes auxquelles elle venait d'échapper, elle voulut livrer la ville aux deux généraux français dont on annonçait l'arrivée. Mais tandis qu'elle comptait recevoir dans ses murs le général Bourmont, elle vit arriver Lopez Baños, successeur de Castel dos Ruis, à la tête des troupes qui avaient été auparavant confiées au comte de l'Abisbal. Celui-ci demanda à entrer dans la place, et sur le refus des autorités y pénétra de vive force, imposa une forte contribution de guerre, enleva tout l'or et tout l'argent des églises, et songea ensuite à conduire ses troupes au secours de Cadiz. Il ne put y atteindre par la rive gauche du Guadalquivir, car le général Bordesoulle avait pris directement les devants depuis Cordoue et se trouvait déjà dans les environs de Puerto Santa Maria. Mais il se jeta sur la rive droite, s'enfonça jusqu'à Huelva, d'où il lui devint facile de s'embarquer pour Cadiz, tandis que le général Bourmont entrait triomphalement à Séville au milieu des acclamations d'une populace frénétique.

Bordesoulle et Bourmont dès la fin du mois de juin se trouvèrent déjà réunis à Puerto Santa Maria, et à la tête des 17 000 hommes qu'ils commandaient, ils commencèrent tout de suite l'investissement et le blocus de Cadiz, en attendant l'arrivée du duc d'Angoulême, qui voudrait sans doute diriger lui-même les travaux du siége.

Qu'était-il advenu pendant ce temps aux quatre autres corps d'armée espagnols?

Nous avons laissé Ballesteros rétrogradant dès l'origine devant l'avant-garde française. De Vitoria, il s'était replié d'abord sur Sarragosse; puis, apprenant que le corps d'armée du comte Molitor, remplacé devant Pampelune par les

troupes du prince de Hohenlohe, était mis à sa poursuite, il avait abandonné l'Aragon pour se concentrer dans le royaume de Valence. Le comte Molitor, sans coup férir, était entré dans Sarragosse; il s'était mis ensuite en communication avec les troupes du maréchal Moncey, puis repassant l'Ebre du côté de Mequinenza, il avait pénétré à son tour d'abord dans la province de Teruel, puis dans celle de Valence. Ses soldats étonnés s'attendaient toujours à trouver quelque part une résistance acharnée; mais tous leurs travaux se bornaient à une longue promenade militaire au milieu de pays pauvres et dépeuplés. Lorsqu'ils débouchèrent dans les belles plaines de Valence, dont la fertilité et la richesse les compensèrent un peu des tristes régions qu'ils venaient de parcourir, Ballesteros, qui avait eu le temps de sauver cette ville d'une attaque terrible dirigée contre elle par les bandes de Sempère et de Capapé (el Royo), quoiqu'il n'eût pu les déloger du château de Murviedro où elles s'étaient installées, parut un instant vouloir défendre le passage du Jucar près d'Alcira; mais démoralisé sans doute par la désertion qui faisait chaque jour des progrès plus rapides dans son armée, il s'était replié sur Alicante et Carthagène. Le comte Molitor laissa au gouvernement de Madrid le soin de rétablir l'autorité royale dans la riche cité de Valence, et s'acharna de préférence à poursuivre le corps d'armée qui fuyait toujours devant lui; il s'empara en passant de Murcie et de Lorca, et parvint enfin à rencontrer son ennemi sur les confins des deux provinces de Grenade et de Jaen, à Campillo de Arenas. Il y eut là un engagement quelque peu sérieux entre les deux corps d'armée : les Espagnols perdirent 4 à 500 morts et 300 prisonniers; nous eûmes à peine 14 morts et 40 blessés. Le lendemain de cette rencontre on apprenait que le général en chef de l'armée française avait ratifié une convention par laquelle

Ballesteros reconnaissait la régence de Madrid, devait livrer toutes les places gouvernées par ses officiers et qui étaient sous ses ordres, et devait garder avec ses troupes les cantonnements qui lui seraient désignés par le comte Molitor. Sous ces conditions, tous les officiers de son corps de troupes devaient conserver leurs grades, emplois et distinctions ; aucun d'eux ne pouvait être inquiété pour les opinions émises antérieurement à la convention ; la solde des troupes devait leur être régulièrement payée ; enfin tous les volontaires de la milice nationale devaient retourner en parfaite sécurité à leurs foyers respectifs (4 août).

Des événements d'un caractère à peu près analogue s'étaient accomplis du côté de la Galice. Le duc d'Angoulême avait opposé à Morillo le comte Bourke, un des généraux de division du premier corps ; et ce général, après avoir obtenu la soumission de Bilbao et de Santander, avait pris possession le 31 mai de la cité de Leon, le 9 juin d'Oviedo, capitale des Asturies. Il y eut dans cette province quelque tentative de résistance ; le général Palarea essaya, mais sans succès, de disputer aux troupes françaises la route royale de Leon à Oviedo, tandis que les bandes constitutionnelles et royalistes luttaient ensemble sur les bords de l'Océan. Quant à Morillo lui-même, il ne crut pas devoir tenter le sort des armes en faveur de l'indépendance de sa patrie : quand il apprit la déchéance provisoire du roi proclamée à Séville, il annonça à Lugo dans un manifeste à son armée l'intention de ne plus reconnaître le gouvernement des Cortès, puis il demanda solennellement un armistice. Le comte Bourke lui répondit qu'aucune suspension d'hostilités ne serait possible tant qu'il n'aurait pas fait sa soumission à la régence de Madrid ; mais il offrit, en cas de soumission, complète sécurité pour les personnes et les propriétés. Morillo, abandonné de la plus grande partie de ses troupes, mécon-

tent de l'attitude prise à la Corogne contre sa volonté par le général Quiroga, se décida à capituler et reconnut la régence de Madrid ; il fit plus, il accompagna l'armée française dans les dernières opérations qu'elle avait à exécuter pour pacifier complétement la Galice. La principale de ces opérations était le siége de la Corogne, où se trouvaient réunis un certain nombre des plus chauds partisans du système constitutionnel : le général Quiroga, l'Anglais Wilson, qui se présentait comme chargé d'une mission officielle du gouvernement britannique, les émigrés français qui avaient fait leur malheureuse tentative sur les bords de la Bidassoa, le gouverneur Mendez Vigo et un grand nombre de libéraux, tous compromis dans les événements des dernières années. La résistance fut longue et énergique ; commencé dans les premiers jours de juillet, le siége ne se termina que le 21 août, et fut marqué par de sanglants épisodes, qui attestent la fureur dont les partis étaient animés en Espagne. Il y avait dans le château de Saint-Antoine de la Corogne un grand nombre de prisonniers politiques appartenant tous à l'opinion absolutiste ; les chefs qui dominaient dans la ville, cédant à la soif de vengeance dont ils étaient animés sous l'impression des horreurs que commettait dans toute l'Espagne le parti apostolique, se laissèrent aller à user de représailles envers ces malheureux prisonniers : cinquante d'entre eux au milieu de la nuit furent arrachés de leur prison, traînés sur un navire et conduits en pleine mer ; là ils furent massacrés par des soldats impitoyables ; leurs cadavres furent précipités au fond de l'eau, et le lendemain le navire disparaissait en vue de la Corogne, déchargé de ses malheureuses victimes. Avant la capitulation, Quiroga, Wilson, les émigrés français avaient pu s'échapper ; les Espagnols qui restèrent passèrent sous les ordres directs du comte de Carthagène, et la ville de la Corogne fut occupée

par les troupes françaises. Pour achever la pacification complète des pays sur lesquels son action devait s'exercer, le comte Bourke n'eut plus qu'à poursuivre la faible colonne de Rosello et Palarea ; il l'atteignit à Gallegos del Campo, la fit prisonnière de guerre, et suivant les conditions de la capitulation qu'il avait signée, l'envoya tout entière en France, la soustrayant ainsi aux rigueurs qu'elle aurait eues à subir de la part de la régence de Madrid et du parti apostolique.

Le corps de Villacampa n'existait guère que sur le papier : il se composait à peine de quelques centaines de soldats ; le général néanmoins crut devoir adresser aux Cortès une représentation énergique pour les engager à céder au torrent et à ne pas poursuivre plus longtemps une lutte impossible ; ses conseils furent mal reçus, il fut dépouillé de son commandement et remplacé par le général Zayas. Ce dernier, séparé de Ballesteros, avait été obligé de se retirer à Malaga. Là il conservait quelques forces qui pouvaient encore servir à la défense de la cause libérale, en s'unissant aux garnisons d'Alicante et de Carthagène, placées sous les ordres de deux chefs énergiques, le colonel de Pablo (Chapalangarra) et le général Torrijos.

Il nous reste à parler du seul général espagnol qui dans cette malheureuse époque ait su jusqu'au dernier moment défendre avec héroïsme l'étendard qui lui était confié, c'est-à-dire du capitaine général de la Catalogne, du vaillant Espoz y Mina. Les troupes françaises placées sous la direction du maréchal Moncey rencontrèrent dans cette partie de l'Espagne une résistance sérieuse, qui ne leur fut opposée nulle part ailleurs. Mina et ses lieutenants, encore tout animés par le succès qu'ils venaient de remporter contre la régence d'Urgel, avaient à leur disposition environ 20000 hommes d'excellentes troupes ; ils étaient soutenus

par une poignée de réfugiés français et italiens, dont Armand Carrel, qui partagea leurs fatigues, nous a raconté le courage et le dévouement ; mais dans l'état de délabrement général où se trouvait le pays, ils ne pouvaient compter que sur les ressources spéciales de la seule ville de Barcelone, et en outre des 20000 Français du maréchal Moncey, ils avaient aussi à lutter et contre tous les soldats de l'armée de la Foi et contre les paysans décidés en faveur du parti apostolique. Tenir la campagne dans ces conditions ne parut point possible au capitaine général, et il résolut de se maintenir sur la défensive ; il installa des garnisons dans toutes les places un peu importantes, abandonna celles qu'il ne pouvait défendre, et se proposa d'inquiéter constamment nos troupes et les bandes apostoliques en tombant inopinément sur elles à la tête de détachements de 2000 et 3000 hommes. Par ce genre de guerre, il ne put, il est vrai, empêcher Moncey de s'avancer dans le pays, mais il le força de marcher avec la plus grande lenteur et la plus soigneuse circonspection ; et constamment harcelé, le maréchal, sans pouvoir obtenir de succès décisif, dut se contenter de venir mettre le blocus devant Barcelone. Fortement défendue par la citadelle et le fort de Montjuich, cette ville, qui comptait dans son sein une population ardente et quelques bataillons de réfugiés politiques français et italiens, était en état de retenir longtemps l'armée envahissante ; elle ne pouvait être prise que par la famine, le jour où, bloquée hermétiquement du côté de la terre et de la mer, elle aurait toutes ses communications interceptées. Jusque-là Mina, confiant le soin de la défense au général Rotten, put continuer son système d'opérations actives à la tête de ses petits détachements ; les corps français avaient beau s'acharner à sa poursuite, il était insaisissable : on le croayit à Manresa et à Lerida, il apparaissait

tout à coup à Olot et à Vich. Mais toutes ces courses étaient sans résultat sérieux. Vers le milieu du mois de juin, il forma le projet d'envahir le territoire français, et traversant les Pyrénées au prix des plus grandes fatigues, il apparut tout à coup dans la Cerdagne française. Vu la faiblesse de son détachement, cette expédition n'eut d'autre résultat que de jeter quelque alarme dans quelques-uns de nos villages; quant à lui, il expia cruellement son audace, car surpris au retour dans les montagnes par une affreuse bourrasque, il perdit une grande partie de ses compagnons, fut séparé d'un de ses lieutenants, Gurrea, qui fut fait prisonnier, et arriva lui-même à Urgel tellement délabré par les fatigues, que l'état de sa santé ne lui permit point pendant quelque temps de suivre les opérations de la guerre. Elles furent continuées pendant sa maladie par Evaristo San Miguel, devenu chef d'état-major après la mort de Zorraquin, qui avait succombé dans une tentative malheureuse pour reprendre la ville de Vich, tombée au pouvoir de nos troupes. Deux de ses autres lieutenants, Milans, Llovera, se distinguèrent aussi par les attaques qu'ils dirigèrent de préférence contre les chefs des bandes apostoliques, Misas, le Baron et Saarsfield. Mais vers la fin de juillet une première défection, celle du général Manso, un de ceux qui avaient auparavant montré le plus d'énergie dans la lutte contre la régence d'Urgel, vint rendre la défense extrêmement difficile; le découragement s'empara de tous les esprits, et l'armée elle-même commença à désirer la fin d'une lutte dont les nouvelles venues de l'intérieur faisaient connaître la parfaite stérilité. Cependant, par la force de son caractère, par l'énergie de sa volonté, le capitaine général de la Catalogne, renfermé dans Barcelone où le blocus rendait chaque jour ses relations plus difficiles avec ceux de ses lieutenants qui luttaient au dehors, maintint la position pendant tout le mois d'août et

tout le mois de septembre, sans se laisser influencer par les fatales nouvelles qui lui arrivaient de Madrid, de Séville, de Grenade et de la Corogne. Il ne songea pas un instant à suivre l'exemple de Ballesteros et de Morillo, et ne voulut pas entendre parler de capitulation, tant que les Cortès réunies dans Cadiz n'auraient pas désespéré du salut de la patrie.

Ce n'était pas, en effet, à Barcelone, mais à Cadiz, devenu le siége du gouvernement, que le sort de l'Espagne devait se décider. Nous avons laissé les Cortès enfermées dans cette ville; elles y étaient déjà assiégées dès le commencement de juillet par les deux corps des généraux Bourmont et Bordesoulle; et malgré leurs efforts pour conserver des communications avec Gibraltar et le comté de Niebla, où s'agitaient quelques débris de la colonne de Lopez Baños, elles avaient vu peu à peu le blocus se resserrer du côté de la terre et du côté de la mer. Les généraux français attendaient évidemment l'arrivée du duc d'Angoulême pour donner une grande vigueur à leurs opérations; comme la prise de cette ville devait être le grand succès de la guerre, les ministres français voulaient en faire rejaillir toute la gloire sur le prince. Le duc d'Angoulême, laissant la régence pacifiquement installée à Madrid, partit le 28 juillet pour l'Andalousie, et à la tête d'un faible renfort de 3 000 hommes, il traversa sans difficulté la sierra Morena, s'arrêta un instant à Andujar (7 août), où il rendit un célèbre décret sur lequel nous aurons bientôt à revenir, et n'arriva à Puerto Santa Maria, en vue de Cadiz, que le 16 août, vingt jours après son départ de Madrid.

Le prince, dès son arrivée, envoya une lettre à Ferdinand pour lui manifester que les vœux du gouvernement français, en lui rendant la liberté, étaient de lui voir accorder une amnistie générale et procéder à une convocation de Cortès

suivant l'ancienne forme de la monarchie espagnole. Le gouvernement fit répondre par le roi qu'ayant accepté la médiation de l'Angleterre, c'était avec l'ambassadeur anglais, alors établi à Gibraltar, que les négociations devaient se suivre ; du reste, ni le duc ni sir William A'Court n'avaient la moindre intention d'entrer en pourparlers pacifiques ; la lettre était une sommation et non un prétexte de négociations. C'était la force des armes qui devait trancher la question, et avec les faibles ressources des Cortès, avec l'apathie générale de la nation, et sous l'impulsion de l'avantage qu'avaient recouvré les partis monarchiques, l'issue définitive ne pouvait plus se faire attendre longtemps.

Cependant, au dernier moment, l'initiateur de la révolution de 1820, Rafael de Riego, parvint à réchauffer l'enthousiasme des patriotes en leur soumettant un plan dont il attendait les plus heureuses conséquences. Il proposait de se rendre par mer de Cadiz à Malaga, de prendre le commandement des troupes de Zayas, de leur unir les garnisons des villes restées fidèles, de se rapprocher de l'armée de Ballesteros, de l'entraîner à la défense du drapeau national ; puis, le résultat obtenu, de s'incorporer les détachements qui tenaient encore en Estramadure et de venir avec tous ces éléments attaquer l'armée assiégeante sur ses derrières. On s'était laissé séduire par la grandeur de ce plan sans en avoir discuté la possibilité, et Riego était parti immédiatement pour le mettre à exécution. Il franchit avec bonheur les lignes de navires français qui maintenaient le blocus du côté de la mer, et arriva sans difficulté d'abord à Gibraltar, puis à Malaga. Là il enleva le commandement au général Zayas, s'empressa de réunir toute l'argenterie des églises, prépara un grand convoi qu'il expédia aussitôt à Cadiz, et apprenant l'arrivée prochaine d'une colonne française, quitta Malaga à la tête d'un petit corps de 2 000 hommes pour se diriger à

travers les Alpujarras vers le quartier général de Ballesteros, qu'il atteignit à Priego (10 septembre). Ballesteros avait été prévenu de son arrivée et connaissait ses intentions; il entendait avant tout rester fidèle à la capitulation qu'il avait signée, et ne voulait en aucune manière se laisser compromettre vis-à-vis des armées françaises et la régence de Madrid par l'enthousiasme chevaleresque de son compatriote. Les premiers soldats constitutionnels que son avant-garde aperçut furent donc reçus à coups de fusil; mais lorsque Riego, au lieu de commander le feu à sa troupe, lui eut ordonné de poser les armes et de s'élancer au-devant de ceux qui la repoussaient en criant : « Nous sommes frères; vive l'union! vive la nation! vive la constitution! » la lutte s'arrêta instantanément. Les soldats espagnols s'embrassèrent, et les deux généraux Ballesteros et Riego durent affecter, pour un moment au moins, une cordiale entente.

Ils entrèrent en conférence, et chacun, mû par un sentiment opposé et comprenant d'une manière différente les devoirs à remplir envers la commune patrie, chercha à ramener son interlocuteur à sa ligne de conduite. Ballesteros déclara qu'il entendait rester fidèle à la capitulation qu'il avait signée. Riego voulut l'entraîner à un dernier effort pour sauver l'indépendance nationale. L'accord ne put s'établir; changeant alors d'attitude et profitant d'une circonstance qui mettait en son pouvoir Ballesteros et la plus grande partie de ses officiers supérieurs, Riego leur déclara qu'ils étaient ses prisonniers et voulut prendre le commandement en chef des troupes. Mais celles-ci se refusèrent à suivre ses ordres; elles délivrèrent leur général, et obligèrent le malheureux Riego à poursuivre tout seul avec son faible corps l'expédition aventureuse qu'il avait entreprise; plusieurs officiers mêmes et deux escadrons profitèrent

de la circonstance pour abandonner son drapeau et jouir du bénéfice de la capitulation en s'unissant à Ballesteros.

Le comte Molitor avait eu soin d'établir autour de l'armée espagnole dont le chef avait capitulé un cordon de postes et de détachements, afin qu'elle ne pût sortir des cantonnements qui lui avaient été assignés. A peine Riego se fut-il éloigné de quelques lieues, qu'il se trouva en face d'un corps de troupes français dirigé par le général Bonnemain; il essaya de lui échapper, mais fut atteint à Jaen (13 septembre) et perdit 500 hommes dans cette première déroute. Un second échec à Mancha Real réduisit sa troupe à 1 200 hommes; 700 d'entre eux surpris à Jodar par un corps de cavalerie française, furent faits prisonniers; les autres l'abandonnèrent, et il se vit réduit à chercher un asile dans les montagnes de la sierra Morena, où bientôt il fut arrêté par les autorités royalistes. Conduit à la Caroline, il devait, en supportant à la fois les douleurs de la captivité, les outrages d'une population cruelle et les rigueurs d'un supplice immérité, causer une joie profonde aux ennemis de la liberté, et pénétrer d'une douleur amère ceux de ses défenseurs qui avaient basé sur lui des espérances excessives.

Tandis que Riego renouvelait avec une issue si différente l'expédition hardie qu'il avait déjà tentée en 1820, le siége de Cadiz avait été poussé du côté des Français avec la plus grande vigueur depuis l'arrivée du duc d'Angoulême. Leurs efforts s'étaient portés d'abord sur le Trocadero, fort situé à l'extrémité d'une petite presqu'île qui s'avance dans la rade de Cadiz, du côté opposé à celui sur lequel la ville est située, et d'où l'on domine toute la partie intérieure de la rade. Sans déterminer précisément la reddition de Cadiz, la perte de ce fort devait être un coup très-sensible pour les assiégés ; aussi avaient-ils accumulé là une grande partie de leurs moyens de défense. Un canal de 70 mètres de long,

dans lequel pénétraient les eaux de la mer, convertissait la forteresse en un îlot fortifié; les bastions étaient armés de cinquante canons, et une bonne garnison de 1 700 hommes d'élite, sous les ordres du colonel Grases, défendait les remparts. Tous ces moyens furent insuffisants contre le courage de nos soldats et l'intelligente direction de leurs chefs. Après une journée de canonnade, l'assaut fut ordonné, nos troupes franchirent tous les obstacles qui leur étaient opposés, entrèrent dans les bastions à la baïonnette et forcèrent la garnison à se déclarer prisonnière de guerre (31 août). Ce premier succès fut bientôt suivi de la capitulation du château de Santi Petri, situé en face du Trocadero, de l'autre côté de la rade, et dont la possession donnait accès dans l'île de Léon (20 septembre): il se rendit après un court bombardement de quatre heures effectué par notre escadre. Dès ce moment la ville se considéra comme perdue, et le gouvernement chercha à entamer des négociations directes avec le duc d'Angoulême; tous ceux qui de près ou de loin avaient participé aux événements de ces quatre dernières années n'eurent plus d'autre pensée que d'assurer au moins la conservation de leur vie. Les Cortès avaient été en vain réunies de nouveau en session extraordinaire le 6 septembre; elles n'avaient pu dans leur impuissance s'arrêter à aucune mesure sérieuse et s'étaient séparées en abandonnant le soin de diriger les événements à Calatrava comme ministre de l'intérieur, et à don Cayetano Valdès comme chef politique de Cadiz. Pour comble d'embarras, ce dernier eut à réprimer, au sein de l'armée même, une rébellion tentée par le bataillon de Saint-Martial en faveur du roi absolu, tandis que la population commençait à souffrir cruellement des bombes et des grenades qui étaient dirigées contre elle. Les Cortès furent convoquées pour la dernière fois le 28 septembre en séance secrète, et après avoir décidé

que toute résistance était désormais impossible, elles envoyèrent au roi une députation pour lui faire savoir qu'il pouvait sortir librement de Cadiz et se diriger au quartier général français.

Dès le lendemain 29, Ferdinand comptait donc se rendre auprès de son cousin le duc d'Angoulême et reprendre en traversant la rade de Cadiz l'autorité absolue dont il souffrait si impatiemment de se voir privé; mais une nouvelle émeute l'obligea encore à une nouvelle perfidie. La population de Cadiz refusait de le laisser partir sans qu'il donnât au moins quelques garanties de sécurité à tous ceux qui s'étaient compromis pour la cause constitutionnelle. Appuyée par les volontaires nationaux, elle s'opposait à ce départ tant souhaité, malgré les menaces du duc d'Angoulême de mettre la ville à feu et à sang si elle persistait plus longtemps dans ses prétentions. Ferdinand se montra aussitôt disposé à donner toutes les garanties souhaitées, et améliorant lui-même un projet qui lui était présenté par Calatrava, il signa le décret du 30 septembre, par lequel il s'engageait à accorder une amnistie, à reconnaître toutes les dettes contractées par la nation pendant le régime constitutionnel, à conserver à tous les militaires leurs grades et emplois, et enfin à protéger contre toute violence les miliciens nationaux qui de Cadiz voudraient regagner leurs foyers. Son intention, à peine arrivé à Puerto Santa Maria, était de renier tous les actes exécutés depuis le 7 mars 1820. Que lui importait donc un décret de plus ou de moins?

Enfin, le 1er octobre 1823, après avoir accepté la démission des ministres constitutionnels, Ferdinand s'embarqua à Cadiz sur une chaloupe richement pavoisée que commandait le même Valdès qui avait dirigé toute la défense de la ville, et traversant la rade, fut conduit à Puerto Santa Maria, où il fut reçu avec de grandes démonstrations de joie

et d'allégresse par le duc d'Angoulême et tout son état-major.

De ce jour solennel date une nouvelle période historique; car à peine Ferdinand se trouva-t-il entouré des troupes françaises, que, jetant le masque, il commença aussitôt à pratiquer dans toute sa franchise le système d'absolutisme inauguré par la régence de Madrid, sans vouloir entendre même parler des idées d'amnistie et de convocation de Cortès que le prince français dans toutes ses communications avait cherché à lui suggérer. L'édit du 30 septembre était encore affiché sur les murs de Cadiz, que de l'autre côté de la rade on se passait de main en main un nouveau décret, dit *du Puerto Santa Maria*, inaugurant la nouvelle ère qui allait affliger l'Espagne durant dix mortelles années.

La période constitutionnelle était finie; l'absolutisme et l'ignorance avaient repris possession de la malheureuse Péninsule. L'affreuse réaction de 1814 allait recommencer; mais cette fois du moins les libéraux étaient prévenus et devaient se mettre sur leurs gardes; il ne leur était point permis de douter qu'ils n'eussent affaire à un tyran cruel et perfide, et tous ceux qui l'avaient offensé devaient redouter sa rancune et son ressentiment. Un simple épisode fera juger de la disposition d'esprit dans laquelle se trouvait le monarque espagnol au moment de débarquer au Puerto; Valdès et Alava l'avaient accompagné avec respect et déférence dans la chaloupe qui avait fait la traversée de la rade. Pendant tout le trajet Ferdinand s'entretint avec eux avec un laisser-aller plein d'abandon, leur assurant que jamais il ne lui serait donné de rencontrer de meilleurs conseillers, plus dignes de son estime et de sa confiance; mais quand vint le moment de débarquer, inquiet de savoir s'ils le suivaient ou non à terre, il ne put s'empêcher de tourner la tête du côté de la chaloupe, et ces deux hommes d'État eurent le temps de

saisir à la dérobée un regard si haineux et si terrible, qu'ils comprirent immédiatement que leur arrêt de mort était prononcé dans le cœur du monarque ; aussi, loin de s'approcher davantage, s'empressèrent-ils de donner des ordres pour que la chaloupe s'éloignât à force de rames. Le roi fut très-long à se consoler, quand il vit lui échapper une proie qu'il croyait s'être assurée par ses mielleuses flatteries. C'est sous cette impression qu'il marcha à la rencontre du duc d'Angoulême.

Quant à l'intervention française, bien qu'il restât en Espagne quelques places encore insoumises, le succès, au point de vue militaire, en était complétement assuré par la soumission de Cadiz. La reddition de Pampelune avait déjà eu lieu le 17 septembre, après cinq mois de blocus et sept jours de brèche ouverte; elle fut suivie de celles de Saint-Sébastien, Tarifa et Ciudad Rodrigo. Badajoz résista jusqu'au 28 octobre; à Carthagène, le général Torrijos tint jusqu'au 5 novembre : il stipula à cette date avec les généraux français une capitulation assez avantageuse, dont profitèrent également les garnisons d'Alicante et de Peniscola. Mina dut également céder. Après avoir vainement tenté de débloquer Figuières que le gouverneur Santos San Miguel avait été obligé de livrer après une belle résistance; après avoir dégarni Barcelone des compagnies de volontaires et de réfugiés qui auraient cherché à s'opposer à une soumission devenue nécessaire; après avoir appris la perte de Lerida, la captivité d'Evaristo San Miguel, fait prisonnier aux environs de cette dernière ville, la reddition de la Seo d'Urgel, vaillamment défendue par Tristan Mendez Vigo, il comprit que toute effusion de sang n'avait désormais aucune utilité, et signa un traité des plus honorables, par lequel, en livrant les places de Barcelone, Hostalrich et Tarragone, il assurait à tous ses officiers la conservation de leurs grades et emplois

et aux particuliers les garanties les plus complètes pour leur sécurité personnelle et la conservation de tous leurs biens. Le navire sur lequel il s'embarqua le 7 novembre pour gagner l'Angleterre emmenait le plus noble défenseur de la cause des Cortès et de la constitution de 1812.

LIVRE III

AFFRANCHISSEMENT DÉFINITIF DU CONTINENT AMÉRICAIN

(1820-1829).

CHAPITRE I

BOLIVAR ET YTURBIDE

(1820-1823).

Influence exercée sur les colonies de l'Amérique espagnole par la révolution de 1820. — Les craintes qu'avait fait concevoir l'expédition préparée en Andalousie à la fin de 1819 sont complétement dissipées. — L'Amérique tout entière se décide pour l'indépendance. — *Buenos-Ayres* rassurée laisse de côté tous ses plans de monarchie.— Après une courte période d'anarchie, elle s'organise fortement sur la base républicaine. — Administration de Rivadavia. — Le *Chili* consolide son indépendance et se sent assez fort pour consacrer d'importantes ressources à la délivrance du Pérou.—Lord Cochrane. — Gouvernement de O'Higgins. — Résistance de quelques troupes espagnoles dans l'Araucanie et les îles Chiloé.— Succès définitif des patriotes dans la *Nouvelle-Grenade* et le *Venezuela*. — Armistice de Trujillo signé par Morillo et Bolivar. — Départ de Morillo pour la Péninsule. — Maracaïbo se livre aux indépendants. — L'armistice est dénoncé. — Bataille de Carabobo. — Organisation de la république dite *de Colombie*; sa force et son extension. — Constitution. — Congrès de Cucuta. — Panama, le Popayan, Pasto, le Quito, Guayaquil sont successivement incorporés à la Colombie. — Derniers efforts de Moralès pour relever la cause de l'Espagne; il capitule à Maracaïbo. — Puerto Cabello résiste jusqu'en novembre 1823. — Le *Pérou* reste dans l'Amérique du Sud le dernier centre de la domination espagnole.—Expédition de Saint-Martin et de lord Cochrane.— La Serna remplace Pezuela dans la vice-royauté de Lima. — Ten-

tatives de négociations. — Saint-Martin entre à Lima et l'indépendance y est proclamée. — Protectorat de Saint-Martin; son administration; ses démêlés avec lord Cochrane, et ses relations avec Bolivar. — L'armée espagnole se concentre au delà des Andes. — Belles campagnes des généraux Canterac et Valdès contre les armées péruvienne, chilienne, colombienne et buenos-ayrienne coalisées. — Le Pérou, se sentant incapable de s'organiser par lui-même, mécontent de Saint-Martin, se jette dans les bras de Bolivar. — Au *Mexique*, le vice-roi Apodaca, suivant les ordres secrets de Ferdinand VII, tarde longtemps à proclamer la constitution de 1812. — Yturbide est nommé général en chef. — Plan d'Yguala. — Arrivée de O'Donoju. — Traité de Cordoba. — Yturbide empereur sous le nom d'*Augustin Ier*. — Ses luttes avec le congrès. — Proclamation de la république des Etats unis du Mexique.

Politique suivie à l'égard de l'Amérique par les Cortès de 1820 *et de* 1822. — Refus d'établir la liberté du commerce. — Prétention de poursuivre les hostilités; impuissance absolue. — Ambassade de Revenga et Echevarria en vertu de la convention de Trujillo. — Comité nommé le 3 mai 1821 sur la proposition du comte de Toreno. — Requête présentée le 24 juin par quarante-cinq députés américains. — Exclusion des suppléants représentant les districts où on ne voulait pas faire les élections. — Le congrès se décide à envoyer des commissaires en Amérique (24 janvier 1822). — Rejet du traité de Cordoba (13 février). — Convention signée à Buenos-Ayres le 4 juillet 1822. — Proposition présentée aux Cortès de 1822 par la commission d'outre-mer; elle est repoussée.

Tandis que la Péninsule épuisait toutes ses ressources intérieures dans les tristes scènes que nous venons de raconter, le vieil édifice colonial construit en Amérique achevait de s'écrouler. Abandonnées à elles-mêmes en face de nombreuses populations dont l'esprit leur était chaque jour plus hostile, les quelques troupes chargées de défendre de l'autre côté de l'Atlantique l'étendard de Castille ne pouvaient, malgré leur vaillance désespérée, longtemps soutenir la cause d'une métropole qui abdiquait réellement, sans vouloir confesser son impuissance.

Le mouvement d'émancipation commencé à Buenos-Ayres en 1808 avait déjà pris en 1820 de telles proportions, que pour qui connaissait bien les ressources réelles de

l'Espagne, l'issue ne pouvait plus se faire attendre longtemps. Peu confiantes d'abord dans le triomphe des colonies, les puissances étrangères particulièrement intéressées à leur indépendance, comme l'Angleterre et les Etats-Unis, s'étaient peu à peu convaincues de l'impuissance radicale où se trouvait l'Espagne de les soumettre; et bien qu'elles ne leur eussent pas ouvertement accordé leur appui officiel, elles laissaient sur leur territoire émettre des emprunts et recruter des armées; et ce concours dissimulé, mais efficace, avait permis à l'Etat de Buenos-Ayres et au Chili de se transformer en deux nationalités déjà capables de se faire respecter. La question pour elles était résolue; la Nouvelle-Grenade et le Venezuela avaient dans leur lutte contre Morillo remporté tant de succès et s'étaient relevés de tant de désastres, que l'on s'attendait aussi à voir bientôt triompher leurs efforts; la couronne d'Espagne ne pouvait plus garder d'espérances qu'au sujet des deux anciens empires du Mexique et du Pérou.

Une politique autrement habile que celle de Ferdinand et de ses ineptes conseillers aurait songé depuis longtemps à faire, sur cet immense territoire des Amériques, la part du feu et à choisir les provinces les plus riches, les plus sûres, celles où l'opinion était le plus favorable à l'ancienne domination espagnole, pour concentrer sur elles toute l'énergie de la répression. Mais l'orgueil et la cupidité ne savent jamais raisonner : on avait voulu tout conserver, et l'on s'exposa ainsi à tout perdre.

Si l'armée organisée en 1819 aux environs de Cadiz avait pu mettre à la voile et avait été dirigée spécialement vers l'océan Pacifique pour être mise à la disposition du vice-roi de Lima, peut-être l'Espagne aurait-elle pu conserver dans l'Amérique du Sud tous les vastes territoires du Haut et du Bas-Pérou; mais nous venons de voir que cette

armée, qui aurait pu en Espagne, dirigée par des chefs plus intelligents et plus clairvoyants dans leur patriotisme, fonder au moins dans la Péninsule le régime de la liberté, ne sut pas même, quand vint le moment fatal, résister à une armée étrangère qui venait imposer le despotisme. Elle ne remplit ainsi ni la mission nationale qui lui avait été primitivement donnée, ni le rôle patriotique qu'elle s'était imposé à elle-même. Les officiers et soldats qui la composaient, en refusant d'aller partager de l'autre côté de l'Océan le sort de leurs compagnons d'armes, décidèrent réellement le triomphe définitif des colonies américaines.

La seule annonce du départ prochain de cette grande expédition avait en 1819, comme en 1815 lors du départ de Morillo, causé une certaine alarme dans toute l'Amérique. Le cabinet de Madrid dissimulait avec soin le but de ses préparatifs, et comme toutes les colonies se croyaient également menacées, elles redoutaient toutes de voir fondre sur elles l'orage. Cette communauté de périls contribua beaucoup à resserrer les liens qui s'étaient déjà formés entre elles, et elles songèrent plus que jamais à se fortifier en se prêtant un mutuel appui. Le rétablissement de Ferdinand VII après 1814, le retour aux idées monarchiques et l'appui d'un clergé fanatique, l'alliance des souverains d'Europe qu'on savait coalisés contre toutes les tendances révolutionnaires avaient beaucoup modifié en 1819 le caractère libéral et même républicain des premières révoltes américaines; l'ancienne tradition de l'omnipotence des monarques castillans avait repris de l'empire sur ces populations généralement ignorantes et fanatisées; ce préjugé, appuyé par une escadre imposante et une armée nombreuse et bien équipée, aurait doublé les forces de l'expédition projetée. Aussi les hommes intelligents qui, à Buenos-Ayres, Santiago, Caracas, Santa Fé, Quito et Mexico, dirigeaient la lutte contre le gouvernement espa-

gnol avaient-ils vu avec une inquiétude, même disproportionnée aux éléments de résistance dont ils disposaient, le grand effort du cabinet de Madrid pour relever en Amérique les armes de Castille. Ce qu'ils avaient le plus à redouter, c'était moins la force matérielle dirigée contre l'Amérique, que l'influence morale qu'elle allait donner dans toutes les colonies aux défenseurs du parti péninsulaire.

Aussi plus grandes avaient été les alarmes, plus décisive fut l'émotion produite par la nouvelle du mouvement de l'île de Leon et de la proclamation de la constitution de 1812. Quand les Américains apprirent que l'armée dirigée contre eux avait refusé de s'embarquer, qu'elle voulait pour son propre pays un régime constitutionnel et libéral, et que, désirant la liberté pour l'Espagne, elle ne voulait pas être dans les colonies l'instrument d'une domination tyrannique, il y eut chez eux comme une révélation de la conduite qu'ils avaient à tenir : les hommes déjà résolus à poursuivre la cause de leur indépendance s'affermirent dans leur résolution; ceux qui étaient encore indécis abandonnèrent toute hésitation; les défenseurs de la métropole se sentirent vaincus et commencèrent eux-mêmes à perdre de leur assurance. Tous ceux qui, pour la conservation de leurs biens, craignaient avant tout le désordre et l'anarchie, commencèrent à se préoccuper des moyens d'assurer la sécurité des personnes et des biens en dehors de la tutelle de l'Espagne. Le prestige que la couronne de Castille avait eu tant de peine à recouvrer dans les six dernières années s'évanouit tout d'un coup; on songea tout à la fois en Amérique à assurer l'indépendance et à constituer la liberté.

Ce mouvement fut général dans toutes les colonies; aucune n'y échappa, et en les passant successivement en revue, nous n'aurons qu'à mettre en relief les différences capitales résultant pour chacune d'elles des efforts qu'elle avait déjà

tentés, des forces spéciales qu'elle possédait dans son sein, et du degré de lumières et d'énergie de la population.

Buenos-Ayres.

Il y aurait eu de la part du cabinet de Madrid, en l'absence de tout point d'appui, une véritable folie à diriger son expédition sur les bords du rio de la Plata; l'opinion publique cependant, pendant toute l'année 1819, resta, dans les provinces voisines de ce fleuve, sous le coup d'une grande émotion, croyant que le pays aurait à renouveler la lutte qu'il avait déjà soutenue pour son indépendance. La riche aristocratie de Buenos-Ayres avait trop vivement senti déjà les avantages d'une nationalité séparée, pour consentir à retomber sous le joug de l'Espagne; aussi était-elle prête à sacrifier, même la forme républicaine, pourvu qu'elle arrivât à faire reconnaître son indépendance nationale par les grands cabinets de l'Europe. Le directeur de l'Etat de Buenos-Ayres, Puyredon, doué d'un esprit sagace et d'un coup d'œil clairvoyant, chercha à s'appuyer sur la France afin de détourner l'orage dont il se croyait menacé du côté de l'Espagne; on a la preuve que ses agents se mirent d'accord avec les ministres français pour constituer sur les bords de la Plata une monarchie soit au profit de Louis-Philippe d'Orléans, soit en faveur de Charles-Louis de Lucques, fils d'une sœur de Ferdinand VII; connaissant la répulsion que les formes républicaines inspiraient aux souverains de la Sainte-Alliance, il espérait, par la perspective de la fondation de nouvelles monarchies en Amérique, les amener à refuser tout appui à Ferdinand pour rétablir son autorité absolue; déjà avant lui le dictateur Alvear avait fait des démarches à Rio Janeiro pour que le Brésil employât toute son influence afin de réunir la Banda, Montevideo et Buenos-Ayres sous le sceptre de

l'infant don Miguel. Loin de s'opposer aux manœuvres de Puyredon, le congrès de Buenos-Ayres, tant qu'on fut sous la menace de l'expédition préparée à Cadiz, écouta avec une certaine faveur toutes les indications qui lui furent faites sur les négociations entamées à Paris et à Lucques; mais aussitôt qu'on eut connaissance du mouvement de l'île de Leon, la scène changea tout à coup. On demanda compte à Puyredon et au congrès de leurs tendances monarchiques; le premier dut abandonner le pouvoir, le second fut obligé de se dissoudre; les deux partis, unitaire et fédéraliste, qui en présence du danger avaient oublié leurs vieilles querelles, entrèrent de nouveau en lutte, et pendant six mois l'État tout entier fut en proie à une déplorable anarchie.

A la grande satisfaction des amis de la métropole, qui arguaient de cet état de choses pour démontrer la nécessité du gouvernement espagnol, la ville de Buenos-Ayres, menacée à la fois par les Portugais et les Orientaux, paraissait sous le coup d'un grand péril; son union avec les provinces était complétement brisée; aucun des chefs qui avaient été appelés au pouvoir n'avait su se faire respecter; les anciens amis de Puyredon, Rondeau et Balcarce, avaient inutilement cédé la place aux défenseurs du fédéralisme; les passions étaient arrivées à un tel degré d'exaltation, que le lien social semblait brisé.

Mais il ne faut jamais désespérer de la liberté; sa main bienfaisante sait toujours réparer tous les maux qu'elle cause. L'élection ayant appelé à prendre les rênes du pouvoir un militaire du nom de Martin Rodriguez (28 septembre 1820), ce dernier eut l'heureuse idée d'appeler auprès de lui, pour l'aider à gouverner, un homme éminent, don Bernardin Rivadavia, qui déjà avait servi son pays dans des missions diplomatiques à l'étranger, et qui, ayant beaucoup voyagé, se trouvait en état, grâce à ses lumières et à son jugement,

d'appliquer avec profit à Buenos-Ayres les meilleures institutions du continent européen. Aussitôt un commun accord s'établit entre le chef et les gouvernés : l'un se met à l'œuvre pour formuler avec le concours d'un Corps législatif toutes les lois, décrets, règlements que réclamait le pays ; les autres obéissent avec empressement à l'impulsion qui leur est donnée ; et en peu de temps l'Etat de Buenos-Ayres, parfaitement organisé sous la forme républicaine, offrit aux autres colonies un excellent modèle à suivre.

Les nouveaux progrès qui s'accomplirent à Buenos-Ayres de 1820 à 1823 ont avec juste raison frappé l'attention de tous les hommes éclairés. Rivadavia n'eut pas la prétention de constituer une république sur un type spécial et abstrait ; il borna son ambition à choisir les institutions qui convenaient le mieux au pays qu'il était appelé à administrer, et il y réussit en effet. Craignant avant tout de voir se renouveler les anciens débats des unitaires et des fédéralistes, il reconnut l'autonomie des provinces, et ne prétendit nullement étendre la juridiction du Corps législatif de Buenos-Ayres au delà des frontières mêmes de l'Etat. Il ratifia par un traité les droits des provinces d'Entre Rios, de Santa Fé et de Cordoba, sans exiger d'elles autre chose que la sanction des avantages spéciaux résultant de la situation géographique de la ville de Buenos-Ayres. Mais tandis qu'il relâchait le lien qui rattachait auparavant à cette cité les vastes et incultes contrées en avant desquelles elle est située, une administration puissante et éclairée développait avec énergie sur son territoire ainsi réduit toutes les ressources et toutes les forces vitales.

Depuis douze ans, l'Etat avait vécu sans posséder une notion exacte des obligations pesant sur lui et de ses ressources disponibles ; une excellente comptabilité, un budget bien classé mirent en parfaite lumière la situation écono-

mique. A l'intérieur, cette sécurité et cette franchise développèrent la confiance générale à un tel point, qu'une banque publique put être organisée, et que des capitalistes anglais offrirent de se charger d'un emprunt de 25 millions de francs en 6 pour 100 à 70 francs; les droits d'importation s'accrurent dans une telle proportion, qu'on put, sans nuire aux avances du Trésor, les réduire à 15 et même 10 pour 100, de manière à décourager la contrebande; on diminua les jours fériés pour accroître le travail; on abolit les couvents, dont le nombre avait déjà été réduit en 1810; de nouvelles écoles publiques, de nouveaux établissements de bienfaisance furent créés. Bientôt la fortune publique s'accrut au point de donner chaque année un excédant de revenus considérable; sur un budget de recettes de 3 196 000 duros, les dépenses ne figuraient que pour 2 698 000; la population de Buenos-Ayres, qui n'était en 1808 que de 40 000 âmes, en comptait 80 000 en 1822; enfin le nombre de bâtiments entrant annuellement dans son port monta immédiatement de deux cents à trois cents.

Avec ce système, l'Etat de Buenos-Ayres, ne disposant que de ses seules ressources et ne pouvant plus comme autrefois diriger à son gré les contingents de toutes les provinces, était moins puissamment organisé pour la guerre; mais sa prospérité naturelle devint un argument plus puissant que la force des armes en faveur de l'émancipation. Toutes les colonies encore soumises au joug, sans tenir compte des conditions spéciales de Buenos-Ayres, du mérite, des qualités et de l'éducation des Porteños, se persuadèrent que leur détachement de la métropole devait avoir pour elles le même résultat; bien des gens que le désir de l'indépendance et l'amour de la liberté laissaient froids et insensibles, s'animèrent à la lutte quand ils furent excités par la soif du bien-être et de la richesse.

Pendant tout le temps que dura en Espagne le régime constitutionnel, le gouvernement de Buenos-Ayres se montra disposé à entrer en négociations avec le cabinet de Madrid; ses demandes se bornaient toujours à la reconnaissance de son indépendance; sur tous les autres points, il était disposé à accorder les conditions les plus avantageuses à son ancienne métropole; quand il eut connaissance de l'intervention française en 1823, il offrit de s'entendre avec les autres colonies déjà indépendantes pour réunir un emprunt de 100 millions de francs qui serait remis aux Cortès de Cadiz, sous la seule condition que l'indépendance de l'Amérique serait reconnue. L'aveuglement des Espagnols empêcha toujours ces négociations d'aboutir. Considérés comme des ennemis, les Buenos-Ayriens se crurent obligés de favoriser de tout leur pouvoir les patriotes du Pérou et de la Colombie, afin d'assurer leur propre existence et de se préserver d'attaques directes contre leurs propres territoires; ils entretenaient avec soin sur les confins du Haut-Pérou une petite armée qui, tenant en échec d'une manière permanente les troupes du vice-roi de Lima, contribua puissamment à ébranler son autorité. Nous aurons occasion de revenir sur les quelques luttes qu'eut à supporter cette armée, sur la convention signée à Buenos-Ayres le 4 juillet 1823, ainsi que sur des négociations qui, à la suite de cette convention, furent suivies en 1823 par le général las Heras au nom de Buenos-Ayres, et par le brigadier Espartero, au nom du vice-roi de Lima. Il s'en fallut de peu qu'un succès complet ne couronnât les efforts des Buenos-Ayriens; mais au moment de conclure, on apprit le triomphe de l'intervention française en Espagne, et il ne fut plus possible de s'arrêter à aucune détermination avant de connaître le nouveau point de vue politique sous lequel Ferdinand, rentré en possession du pouvoir absolu, comptait envisager les affaires d'Amérique.

Chili.

La bonne direction que l'Etat de Buenos-Ayres trouva enfin, après une longue période d'anarchie, grâce au talent de Rivadavia, le Chili eut le bonheur de la posséder dès le lendemain de la victoire de Maypu. Acceptée avec reconnaissance par le pays entier, l'autorité du dictateur O'Higgins put s'exercer sans aucun obstacle pendant les premières années qui suivirent ce triomphe décisif. Les hautes qualités et le talent de ce grand homme étaient universellement appréciés; on le savait complétement dévoué à la cause de l'indépendance, et animé du zèle le plus ardent pour affranchir l'Amérique du joug espagnol; il avait pu, en se servant des troupes du gouvernement de Mendoza, rendre au Chili sa liberté, sans la lui faire acheter trop cher et sans le subordonner aux autorités de Buenos-Ayres, qui cherchaient naturellement à acquérir une certaine suprématie pour prix du service rendu; il ne cessait de poursuivre les opérations militaires contre les Espagnols relégués dans les provinces méridionales; il avait su tirer du néant une flotte importante, et en la mettant sous les ordres de lord Cochrane, il avait donné un prestige extrordinaire au pavillon chilien; il préparait, d'accord avec son ami Saint-Martin, une expédition destinée au Pérou et dont on se promettait les plus heureux résultats. Aussi, bien qu'ils eussent à se plaindre des formes autocratiques avec lesquelles il exerçait le pouvoir, les Chiliens se soumirent dès l'abord de plein gré à toutes ses décisions, satisfaits du but élevé auquel il tendait et de ses efforts constants pour l'atteindre.

Un éclatant succès marqua pour eux le commencement de l'année 1820. Après un brillant fait d'armes où

il déploya toute la vigueur de son caractère et toute la sérénité de sa haute intelligence, lord Cochrane, aidé par le bouillant courage des marins étrangers qu'il avait réunis autour de lui, et entre autres du major Miller, s'empara du port de Valdivia, position importante que les Espagnols conservaient au sud du Chili. En perdant cette place, les lieutenants de Ferdinand VII non-seulement furent privés d'un moyen de communication avec le Pérou et les îles de Chiloé, d'où ils attendaient leurs renforts, mais comme leur quartier général était établi à Arauco, ils se trouvèrent pris entre deux feux et obligés de songer nécessairement à leur propre défense sans pouvoir s'aventurer dans des expéditions de quelque importance.

Enhardi par ce succès, lord Cochrane songea quelque temps après à le compléter en s'emparant des îles de Chiloé, que leur situation géographique permet de considérer comme la clef de l'océan Pacifique; mais ses ressources étaient encore insuffisantes pour une semblable tentative. Bien défendue par le gouverneur Quintanilla, la ville de San Carlos lui opposa une vigoureuse résistance, et après un débarquement inutile il se vit dans la nécessité de reprendre le chemin de Valparaiso; comme pour le consoler de cet échec, une heureuse circonstance fit tomber entre ses mains un brigantin de la marine espagnole, le *Potrillo*, de 16 canons, avec un subside de 20 000 duros et un important matériel de guerre que le vice-roi du Pérou envoyait aux deux chefs des armées royales d'Arauco et de Chiloé.

Si O'Higgins n'avait obéi qu'à des sentiments d'étroit égoïsme et de mesquine politique, il eût consacré toutes les ressources de l'Etat à la soumission immédiate de ces deux territoires où flottait encore le pavillon espagnol; mais de plus vastes idées le préoccupaient, et il crut avec raison que, pour la nouvelle république qu'il gouvernait, l'ennemi réel à

combattre était le vice-roi du Pérou lui-même. Aussi, dès qu'il eut connaissance du pronunciamiento de l'île de Leon, il acquiesça à l'idée qui lui avait été suggérée par Saint-Martin, de tenter au Pérou la même expédition qui avait si bien réussi au Chili, et il n'hésita pas à engager toutes les ressources de l'Etat pour mettre la flotte chilienne en état de disputer aux Espagnols la domination de l'océan Pacifique; il put organiser une armée de 4500 hommes destinée, sous le commandement du général Saint-Martin, à affranchir le Pérou. En analysant l'histoire de cette dernière province pendant les trois années du gouvernement libéral en Espagne, nous aurons à raconter les détails de cette expédition, dont les résultats, sans être immédiats et décisifs, ne laissèrent pas de contribuer grandement au triomphe de la cause de l'émancipation américaine; ici il nous suffira de dire que O'Higgins, en coopérant de tout son pouvoir et de toute son influence aux plans de Saint-Martin, agit en patriote intelligent et en politique clairvoyant; il complétait l'étroite solidarité que les circonstances imposaient aux colonies américaines, et assura mieux la tranquillité et l'indépendance du Chili qu'il n'aurait pu le faire en se maintenant dans un isolement égoïste et infructueux.

Toutefois l'état complet d'abandon dans lequel restait le pays, après le départ des troupes disponibles, faillit un instant lui devenir fatal (août 1820). Quand il eut appris que Saint-Martin avait mis à la voile pour les côtes du Pérou, le gouverneur d'Arauco, Benavides, crut le moment arrivé de reprendre l'offensive; il s'avança en effet jusqu'aux environs de la Concepcion et s'empara de cette ville, qui, comme nous l'avons vu, était déjà à cette époque la seconde cité du Chili; un général envoyé contre lui fut enveloppé dans l'île de Tarpellanca et se vit obligé de signer une capitulation qui fut indignement violée. Le général Freire, un des émules

du dictateur, put enfin arrêter devant Talcahuana les progrès de Benavides; il l'obligea à s'éloigner de la Concepcion, à abandonner toutes les provinces qu'il avait envahies, et à se concentrer dans la ville d'Arauco ; bientôt même ce dernier asile lui fut enlevé, et les royalistes, privés de tout appui, sans communication avec la métropole et les autres colonies, au lieu de soutenir une véritable guerre, se virent contraints à entreprendre une série de courses aventureuses dont le résultat fut d'exciter contre eux l'animadversion des tribus indiennes. Parmi celles-ci, un certain nombre s'étaient jusqu'alors montrées fidèles à la cause de la métropole ; mais en présence des exactions de tout genre dont elles devinrent les premières victimes de la part d'une bande de soldats complétement abandonnés par le gouvernement au nom duquel ils prétendaient combattre, elles changèrent bientôt de conduite et elles joignirent leurs efforts pour rétablir enfin la paix et la tranquillité dans les provinces méridionales situées à l'est de la Concepcion, d'Arauco et de Valdivia. O'Higgins, de son côté, s'occupait de suborner les principaux chefs espagnols et de les rattacher à la cause de la nationalité chilienne, tandis qu'il poursuivait avec acharnement ceux qui refusaient de cesser la lutte et se montrait impitoyable envers ceux qui tombaient en son pouvoir les armes à la main. Deux chefs royalistes, Bocardo et Carrera s'étant ralliés, plus de quatre mille familles consentirent enfin à rompre tous les liens qui les rattachaient à la métropole. Benavides ayant été fait prisonnier fut condamné au dernier supplice, et expia sur l'échafaud les terreurs qu'il avait un moment causées ; son origine américaine excitait la haine de ses compatriotes, et la fureur déchaînée contre lui était telle, qu'après son exécution une ignoble distribution de ses membres fut faite entre les diverses cités qui avaient été témoins de ses exploits, la Concepcion, Arauco, Tarpellanca, etc. (fin de 1821).

Quelques hommes énergiques tentèrent encore, en 1822, en s'appuyant sur l'élément indien, de maintenir au Chili l'étendard de Ferdinand VII, mais ce ne furent que des efforts isolés, sans aucune portée, et dont l'unique résultat fut de faire ressortir d'une manière assez brillante le courage et la force de caractère de certaines individualités qui se soumirent pendant de longs mois au genre de vie des Indiens, pour maintenir au milieu d'eux dans toute sa force la haine violente que le gouvernement espagnol cherchait à leur inspirer contre les créoles devenus indépendants. Le curé Farrabu, le colonel Pico, un autre officier nommé Seniosain renouvelèrent les aventures des premiers conquérants espagnols en parcourant avec quelques soldats les plaines de l'Araucanie, pour y exciter un ardent fanatisme et allumer l'esprit de discorde au milieu de leurs belliqueuses peuplades. Ni l'exécution du curé Farrabu, qui mourut en véritable martyr de sa foi politique, ni la mort de Pico, tué sur le champ de bataille dans une des nombreuses rencontres qui ne cessaient d'avoir lieu au pied des Andes entre les troupes chiliennes et les Indiens groupés sous l'étendard royaliste, ne purent mettre un terme à la lutte ; à la fin de 1823, le lieutenant-colonel Seniosain essayait encore, à la tête d'une centaine d'hommes et avec le concours des Peguenches, tribus établies à l'est de la cordillère des Andes, de susciter des embarras à la nouvelle république.

Les derniers représentants de la cause espagnole au sud du Chili auraient pu causer de plus graves embarras à leurs adversaires, s'ils avaient pu se mettre en communication avec l'île de Chiloé, où flottait encore le drapeau de Castille ; mais l'escadre chilienne la tenait bloquée avec le plus grand soin, et pendant les six mois de l'année, printemps et automne, où la navigation est possible dans ces parages, deux navires de guerre postés aux deux extrémités empêchaient toute es-

pèce de bâtiment d'y aborder. O'Higgins avait compté par ce moyen réduire à une capitulation forcée les derniers Espagnols qui s'étaient concentrés dans cette île, mais il n'avait pu vaincre leur obstination énergique : plutôt que de se rendre, le colonel Quintanilla, réduit à la dernière extrémité, livré à lui-même par le vice-roi du Pérou, qui en deux années n'avait pu qu'avec la plus grande peine lui faire parvenir un subside de 12 000 duros pour toute sa garnison, avait cherché à subvenir à ses besoins en armant en course une goëlette chilienne qu'une honteuse cupidité et une lâche trahison avaient fait tomber entre ses mains. Tous ses efforts tendaient exclusivement à assurer sa subsistance par des actes de piraterie; mais ce qui eût été possible au dix-septième siècle était déjà hors de saison à notre époque. Les escadres française, anglaise et américaine des Etats-Unis s'unirent pour donner la chasse au corsaire Maineri, qui s'abritait sous la patente du colonel Quintanilla. Le commandant de la frégate française *la Diligente* parvint à le faire prisonnier, s'empara de son navire et purgea les mers du Pacifique du redoutable fléau qui les infestait.

Ainsi, pendant les trois années du système libéral dans la Péninsule, tous les efforts tentés pour anéantir l'indépendance du Chili n'avaient servi qu'à la fortifier et à l'assurer; l'Espagne était désormais impuissante contre cette ancienne colonie devenue une nation respectable; et si elle crut pouvoir compter un instant sur les fatales conséquences d'une anarchie que pourraient produire l'esprit autocratique de O'Higgins, les exigences de lord Cochrane et l'ambition de Saint-Martin, la sagesse avec laquelle les divers congrès réunis à Santiago surent manœuvrer au milieu de ces difficultés vint démontrer que la république du Chili renfermait en son sein des éléments suffisants pour constituer un Etat sain, robuste et durable. O'Higgins, malgré son talent,

malgré les services qu'il avait rendus, malgré le prestige qu'il exerçait, vit s'élever contre lui une opposition formidable le jour où la nation se sentit assez affermie pour n'avoir plus à se soumettre à l'autorité d'un seul; mais au lieu de se maintenir en soulevant la guerre civile, il fit acte de bon citoyen en cédant à l'orage et en abandonnant volontairement le pouvoir (janvier 1823). Un peu moins d'obstination de sa part, un peu plus de dévouement à la cause commune de la part de ses adversaires, moins d'animosité dans les partis, et le Chili aurait donné au monde un de ces exemples trop rares, que pourtant la civilisation doit rendre chaque jour plus fréquents, celui de dictateurs qui, après avoir dirigé longtemps les destinées de leur pays, savent et peuvent reprendre avec une noble grandeur d'âme le rôle de simples citoyens. Du moins, quand le général Freire traduisit O'Higgins devant un tribunal pour rendre compte de son administration antérieure, la reconnaissance générale imposa aux magistrats un acquittement forcé. C'est volontairement que cet homme d'Etat distingué abandonna un pays où le prestige attaché à son nom aurait pu devenir la source de nouvelles discordes.

Quant à lord Cochrane et à Saint-Martin, les deux auxiliaires de O'Higgins, tous deux furent aussi entraînés dans la chute de leur protecteur. Le premier n'avait jamais aspiré à jouer un rôle politique direct dans le grand drame de l'émancipation des colonies américaines. Fier des succès qu'il avait obtenus comme marin ; justement enorgueilli d'avoir conquis au Chili toute une escadre en enlevant aux Espagnols 5 frégates, 2 brigantins, 3 goëlettes ; enrichi par les prises nombreuses qu'il avait effectuées sur les côtes du Pérou et de la Colombie ; satisfait en qualité d'Anglais d'avoir assuré à sa nation le libre commerce avec tout le continent de l'Amérique du Sud, lord Cochrane ne demandait qu'à jouir

de sa gloire et de ses richesses. Dès qu'il eut compris, par la disposition des esprits, que l'influence de O'Higgins avait cessé de dominer, il réclama le payement des sommes considérables qui lui étaient dues pour l'entretien de sa flotte, les reçut effectivement du gouvernement chilien, qui tint à faire respecter son crédit en remplissant fidèlement tous ses engagements, et accepta l'offre que lui fit l'empereur du Brésil de prendre le commandement de la marine de ce vaste empire.

Saint-Martin avait rêvé un plus grand avenir : doué d'une imagination très-active, d'une persévérance à toute épreuve, aussi hardi dans ses plans que circonspect dans leur exécution, il avait songé à créer à son profit une monarchie. Sa conduite dans la campagne du Pérou avait laissé deviner à tous que, loin d'être dirigé par des pensées généreuses et par un patriotisme sincère, il obéissait simplement à des vues d'élévation personnelle. Aussi, à son retour de Lima au Chili, tout l'enthousiasme qu'il avait autrefois excité avait-il disparu ; ses services furent complétement oubliés, et c'est à peine si l'opinion publique songea à s'occuper de lui quand il abandonna le pays pour retourner dans l'Etat de Buenos-Ayres, à cette cité de Mendoza où il avait organisé l'expédition à laquelle le Chili dut son indépendance et sa liberté.

Colombie.

Nous avons laissé à la fin de 1819 tout le Venezuela et la Nouvelle-Grenade sous l'impression de la victoire de Boyaca, dont nous avons fait connaître les principaux résultats, savoir : l'expulsion des Espagnols de Santa Fé de Bogota, le soulèvement des provinces, la retraite du colonel Calzada dans le Popayan, le départ du vice-roi Samaño pour Carthagène, et surtout la réunion, votée par les congrès néo-

grenadin et venezolain, de tous les pays qui s'étendent depuis Guiria jusqu'à Guayaquil, en un seul Etat sous le titre de *république une et indivisible de Colombie.*

Par son fameux passage des Andes, par l'immense succès qu'il venait d'obtenir d'une manière si inattendue, le prestige de Bolivar avait pris dans toutes ces contrées un ascendant extraordinaire; tandis que celui de Morillo s'était diminué de tout ce qu'avait gagné son brillant et fortuné rival.

Il ne fallait rien moins que l'arrivée de la grande expédition préparée à Cadiz pour rendre une certaine prépondérance aux armes de l'Espagne; aussi peut-on calculer avec quelle anxiété on attendait dans ces parages, au commencement de 1820, les nouvelles de la Péninsule. Qu'on juge alors de l'impression que durent causer l'insurrection de l'île de Leon, le refus de l'armée de s'embarquer et la proclamation de la constitution de 1812! L'œuvre douteuse de Bolivar, arrachée avec peine au consentement de ses concitoyens, prit tout à coup des proportions de durée et de fondement qui brisèrent les espérances des péninsulaires et enlevèrent à Morillo toute foi dans un triomphe possible.

La lutte dès ce moment ne fut plus douteuse, et nous n'avons plus à raconter que la longue série d'échecs à la suite desquels les Espagnols furent expulsés de cette partie du continent américain.

A peine Bolivar se vit-il maître de la majeure partie du territoire de la Nouvelle-Grenade, qu'il songea à s'établir fortement sur la côte afin de tendre la main à son chef d'escadre Brion, qui avait déjà rendu tant de services avec sa flottille dans les parages de la Guyane. Maîtres de Carthagène et de Santa Marta, appuyés dans cette dernière cité par le dévouement des habitants à la cause royale, les Espagnols occupaient encore une très-forte position, car ils pouvaient

empêcher toute communication maritime entre la Nouvelle-Grenade et le Venezuela, et rendre par ce moyen très-difficiles les opérations de guerre; il fallait à tout prix les déloger de ces deux villes; ce fut l'opération principale à laquelle se dévoua le chef des indépendants. On chercha à susciter un mouvement à Carthagène; des corsaires postés entre cette dernière ville et Santa Marta arrêtèrent tout mouvement commercial; enfin un corps de troupes débarqué par l'amiral Brion à Sabanilla se dirigea sur les deux places de Santa Marta et de Carthagène et tenta de s'en emparer.

Morillo pendant ce temps était maintenu en échec sur le territoire du Venezuela par les troupes de Paez et de Bermudez, et de nombreuses insurrections suscitées dans cette contrée sur tous les points un peu importants l'empêchaient de se dégarnir pour porter un secours efficace dans la Nouvelle-Grenade; assailli de tous les côtés, obligé de proclamer la constitution, forcé par les ordres reçus de Madrid d'ouvrir des négociations pacifiques avec les indépendants, convaincu qu'il n'avait plus de ressources à espérer de la Péninsule pour suivre son système de répression à outrance, il s'abandonna au découragement le plus profond et ne songea plus qu'à quitter le commandement afin de conserver au moins intacte la renommée qu'il s'était acquise.

Ce n'était pas une semblable attitude que réclamait l'intérêt de l'Espagne; il fallait poursuivre avec acharnement les opérations militaires, tout en entamant les ouvertures de paix avec les indépendants : car si un armistice venait à se conclure, il était de la plus haute importance de conserver à l'époque de la signature les points du pays qui seraient alors occupés. Bolivar et ses auxiliaires, Paez, Bermudez, Zaraza, Cedeño, se gardèrent bien d'agir de la même manière; ils poussèrent les hostilités avec la plus grande vigueur, afin

d'avoir en leur possession les villes qui leur tenaient le plus à cœur, et de pouvoir exploiter tout armistice à leur profit.

L'actif Bermudez s'était interné dans la province de Carupano, un autre chef opérait dans celles de Barcelona et de Cumana, et tous deux menaçaient la capitale Caracas; pendant ce temps, Paez se rendait maître de presque tout le Bariñas. Bolivar s'emparait de Merida et de Trujillo. Santa Marta cédait (10 novembre) aux attaques dirigées contre elle; le siége de Carthagène était commencé; Guayaquil se déclarait indépendante, et la ville de Popayan, enlevée au colonel Calzada, assurait dorénavant la frontière de la Nouvelle-Grenade contre toutes les tentatives du président de Quito.

Une fois ces résultats obtenus, il n'y avait aucun inconvénient pour les indépendants à accepter un armistice, car, maîtres des provinces les plus riches et des points les plus importants, ils pouvaient profiter du répit qui leur serait accordé pour réunir de nouvelles ressources, fortifier les lieux déjà occupés et recommencer la lutte avec de nouveaux avantages.

C'est pourquoi Bolivar, cédant aux ouvertures qui lui avaient été faites par Morillo suivant les ordres reçus de la junte formée à Madrid après les événements du 9 mars 1820, signa enfin avec lui à Trujillo, le 19 novembre de la même année, un armistice de six mois. Il était convenu que les deux armées belligérantes resteraient dans les mêmes positions occupées par elles le jour même de la signature, que les limites de leurs campements respectifs seraient déterminées pour éviter toute difficulté, que des commissaires seraient nommés de part et d'autre pour négocier la paix, que l'armistice devrait être dénoncé quarante jours avant la reprise des hostilités, que tout préparatif militaire contre l'un quelconque des contractants serait considéré comme

un acte d'hostilité, et enfin que les navires de guerre partis d'Espagne en destination de la Costa Firme devraient se borner à relever l'escadre stationnant dans ces parages, sans débarquer aucune troupe.

Les deux chefs signataires de l'armistice, voulant donner une preuve de leurs sentiments philanthropiques après s'être livré une guerre d'extermination pendant plusieurs années, ajoutèrent à ces conventions un traité pour régler suivant les lois des peuples civilisés les règles futures de la guerre, au cas où elle viendrait à éclater de nouveau ; puis, dans une entrevue restée célèbre, ils scellèrent par une accolade faussement fraternelle, la feinte réconciliation dont ils avaient posé les préliminaires (voir note A).

Pour Morillo, la signature de l'armistice était un moyen de se dégager de la triste position dans laquelle il se trouvait engagé ; il ne l'eut pas plutôt signé, qu'il se dirigea sur la côte, et malgré les sollicitations les plus vives de tous les partisans de la Péninsule, s'embarqua pour Cadiz (17 décembre), laissant le commandement en chef au général don Miguel de Latorre. Peut-être croyait-il que la révolution de 1820 l'appelait à jouer un grand rôle politique dans sa patrie, et que la réputation qu'il avait acquise sur le continent américain le destinait à une haute mission au milieu de ses concitoyens. Quoi qu'il en soit, son attitude, son découragement, son départ précipité abattirent les espérances des partisans les plus dévoués de la cause espagnole, et contribuèrent sans nul doute à en précipiter la chute.

Don Miguel de Latorre, bon officier, soldat plein de vaillance et d'énergie, ne possédait pas au même degré que son prédécesseur les talents du général; bien plus que Morillo il était au-dessous de la situation ; ses lieutenants et ses soldats en furent bientôt pénétrés, et les rivalités, les scissions qui avaient déjà régné dans l'armée espagnole avant l'arrivée

de Morillo reparurent bientôt de tous côtés. On ne sut tirer aucun parti de la trêve; sous l'impulsion des commissaires venus d'Espagne avec l'escadre chargée de ravitailler les divisions de la Costa Firme, une grande importance fut donnée aux négociations pacifiques qui avaient été commencées par Morillo lui-même; la guerre fut négligée, et cependant la question devait exclusivement se décider par les armes.

En effet, dans le gouvernement espagnol, une influence, celle du roi, était directement hostile à tout accord amical, et ceux mêmes des députés qui montraient les meilleures dispositions envers les colonies, loin d'obéir à une inspiration généreuse à leur égard, n'étaient dominés que par le sentiment profond de leur impuissance à les soumettre. Bolivar et ses amis, de leur côté, connaissaient fort bien cet état de choses, et chaque jour plus persuadés que la guerre devait tourner à leur profit, ils n'étaient nullement disposés à sacrifier par la voie diplomatique des avantages qu'ils pouvaient attendre exclusivement de succès militaires. La trêve leur servit à se procurer des ressources, à nouer des intrigues dans les cités où ils ne dominaient pas encore, à réorganiser leurs armées; et quand ils se crurent suffisamment en mesure, l'armistice fut dénoncé, le 10 mars 1821, pour que les hostilités pussent reprendre le 28 avril.

Un événement très-favorable pour eux s'était accompli dans le courant du mois de janvier de cette même année; la ville de Maracaïbo, jusqu'alors plutôt favorable à la cause espagnole et placée entre les deux districts de Santa Marta et de Coro, tous les deux dévoués à cette même cause, avait ouvert ses portes à un lieutenant de Bolivar, et malgré la trêve s'était rangée sous son drapeau; cet événement rendait bien plus difficile pour le général Latorre la défense de Carthagène, et faisait supposer que cette place

forte serait obligée, comme Santa Marta, de s'adjoindre à la Colombie.

Dès que les hostilités furent reprises, l'effort de la guerre se porta de trois côtés à la fois; Bermudez attaqua avec ardeur la ville de Caracas; Bolivar et Paez faisaient face au général Latorre lui-même; et le blocus de Carthagène, qui n'avait pas été interrompu durant la trêve, fut resserré avec une nouvelle vivacité.

Du côté de Caracas, les succès et les revers se compensèrent pour les Espagnols avec une égalité presque parfaite : ils perdirent un instant cette cité importante, mais ils la reprirent bientôt après sous le commandement du général Moralès, que Latorre appela tout à coup auprès de lui pour faire face à deux adversaires plus redoutables. Paez et Bolivar s'étaient, en effet, réunis, et à la tête d'un corps de troupes de 6 000 hommes, ils manifestaient l'intention de livrer une bataille décisive. Latorre se décida à l'accepter, et dans les plaines de Carabobo la fortune fut appelée à se prononcer sur le sort définitif du Venezuela. Le nombre des combattants était à peu près égal de part et d'autre; mais tandis que les indépendants étaient animés des plus vives espérances, un grand découragement, un abattement profond dominaient dans les troupes espagnoles, que divisaient en outre de tristes rivalités.

Le général Latorre avait rangé son armée en bataille dans la plaine en plaçant la cavalerie sur les deux flancs de l'infanterie; il dominait avec son artillerie une hauteur boisée d'où il pensait arrêter les patriotes au moment où ils chercheraient à déboucher. Mais ces dispositions furent rendues complétement inutiles par une ruse de Paez, qui, sur l'indication d'un guide indien, en suivant un sentier peu battu, parvint à pénétrer avec quelques cavaliers au milieu de l'aile droite espagnole.

Ce simple mouvement déconcerta toute l'armée de Latorre : dès qu'à la suite des cavaliers de Paez elle vit apparaître le bataillon anglais de Mackentosk, toute la cavalerie se débanda, et jetant le désordre parmi les fantassins donna le signal d'une complète dispersion ; des bataillons entiers se rendirent, d'autres s'éparpillèrent dans les forêts ; à peine quelques centaines d'hommes guidés par le général en chef purent-ils faire une retraite honorable, et ils ne se crurent en sûreté qu'à Puerto Cabello, abandonnant ainsi tout le pays au vainqueur.

Comme les batailles de Maypu et de Boyaca pour le Chili et la Nouvelle-Grenade, celle de Carabobo (24 juin) marque l'époque réelle de la fin de la domination espagnole dans le Venezuela. Les conséquences en furent immédiates : il fallut que les troupes du général Latorre abandonnassent Caracas et vinssent toutes se concentrer sur les bords de la mer, afin de trouver un refuge assuré sur les vaisseaux de la marine espagnole. Plusieurs détachements, ceux de la Guayra, de Cumana, furent réduits à capituler et obtinrent d'être transportés à Puerto Rico. Latorre borna tous ses efforts à se maintenir dans la province de Coro, à organiser dans Puerto Cabello un lieu de retraite pour tous les partisans de la cause péninsulaire, et à mettre cette ville en état de soutenir un siége qu'il prévoyait devoir être prochain.

Le sort de Carthagène, après la bataille de Carabobo, n'était plus douteux : les hostilités avaient recommencé sous ses murailles le lendemain même du 28 avril. Après trois mois de siége, les défenseurs de la place n'attendaient plus de secours que de la marine espagnole ; mais bientôt cette espérance même fut détruite : le chef d'escadre Padilla, successeur de Brion, parvint à faire pénétrer ses navires dans l'intérieur du port et s'empara de toutes les chaloupes canonnières qui avaient été préparées pour la défense, et un des

châteaux qui défendaient la ville fut livré aux assiégeants par la garnison ; dès lors, la capitulation devint nécessaire, et le 22 septembre 1821 les patriotes reprirent possession de cette place, dont la conquête avait valu au général Morillo le titre de comte de Carthagène.

A mesure que la fortune couronnait les belles entreprises de Bolivar, l'ardeur et l'ambition de ce chef hardi prenaient de plus grandes proportions ; le Venezuela et la Nouvelle-Grenade ne suffisaient déjà plus à son ardeur inquiète. Nous l'avons vu dès le lendemain de Boyaca proclamer la constitution de la république de Colombie, et lui donner pour extension depuis Guiria jusqu'à Guayaquil ; après Carabobo, il travaille à mettre à exécution ce projet, et son activité se porte principalement vers les régions situées au sud de Santa Fé ; il songe surtout à briser le centre administratif que les Espagnols avaient établi à Quito.

Deux bases d'opérations s'offraient à lui pour cette importante entreprise : d'une part, au sud, la cité de Guayaquil, après avoir proclamé son indépendance, avait réclamé son appui ; de l'autre, au nord, Popayan demandait à être soutenu contre les royalistes du Pasto et les troupes de la présidence. Dès les premiers jours de 1821, un de ses auxiliaires les plus efficaces, le général Sucre, dont le nom aura souvent à revenir sous notre plume, s'était déjà rendu à Guayaquil avec une troupe colombienne, et là il avait commencé non-seulement à inquiéter sur ses derrières le président de Quito, mais encore à intervenir dans les questions du Pérou et à peser sur ses destinées. Mais la première campagne, commencée avec succès par le général Sucre, s'était terminée pour lui par un désastre, lorsque, déjà assez près de Quito, il se flattait d'envahir cette capitale et d'y arborer son drapeau. Du côté de Popayan, la lutte s'était bornée à quelques escarmouches, tant que les Colombiens n'avaient eu à leur tête

que des lieutenants de second ordre ; mais elle prit immédiatement un caractère plus sérieux, lorsque Bolivar, désormais tranquille depuis la victoire de Carabobo sur le sort du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade, vint se mettre lui-même à la tête des troupes et entreprit de diriger en personne les hostilités contre la présidence (janvier 1822).

Un faible renfort était arrivé dans l'intervalle aux Espagnols. Le général Cruz Mourgeon, choisi par le gouvernement constitutionnel de Madrid pour exercer la vice-royauté de la Nouvelle-Grenade, aux lieu et place du général Samaño, avait pu avec les plus grandes difficultés se rendre à Panama ; là, grâce au généreux concours de quelques négociants, il avait pu armer une petite expédition, et le 23 novembre 1821 il avait débarqué à Atacames à la tête d'un corps de 800 hommes, après avoir heureusement échappé à l'escadre de lord Cochrane. Le général Aymerich, alors président du Quito, qui disposait à peine de 3 000 soldats pour défendre un territoire qui compte environ 220 lieues du nord au sud et 120 de l'est à l'ouest, avait accueilli avec empressement ce renfort inespéré, et en même temps il avait remis toutes les rênes de l'administration entre les mains du nouveau venu. Cruz Mourgeon arrivait en un moment critique, car en outre des attaques qu'il avait à redouter de Sucre et de Bolivar, les troupes du nouveau gouvernement péruvien, commandées par Santa Cruz, le menaçaient également du côté de Cuença. Il apprenait en outre que les commandants des deux frégates de guerre la *Prueba* et la *Venganza* avaient livré leurs bâtiments et la corvette *l'Alexandre* entre les mains du gouvernement péruvien, et que l'isthme de Panama, jusqu'alors fidèle à la cause royaliste, avait immédiatement après son départ arboré le drapeau de l'indépendance et s'était incorporé dans la Colombie. Malgré toutes ces contrariétés, il ne perdit point cou-

rage, et après avoir ordonné la centralisation de toutes ses troupes aux environs de la capitale, il se disposait à en prendre lui-même le commandement direct, quand une mort prématurée vint l'atteindre au milieu de ses travaux et remit de nouveau l'autorité entre les mains d'Aymerich (28 avril 1822). Celui-ci n'eut pas longtemps à attendre l'arrivée des ennemis; vers le commencement du mois de mai, le général Sucre se trouvait une seconde fois avec son corps d'armée aux environs de Quito.

Pendant quelques jours, les deux corps espagnol et colombien restèrent en présence et manœuvrèrent l'un en face de l'autre; tous ces mouvements stratégiques ne furent utiles qu'au général Sucre, qui, sur la crête du Pichincha, parvint à prendre une position inexpugnable. Un corps de troupes fut envoyé pour l'en déloger, mais il fut repoussé avec une perte considérable, et avec cet échec la démoralisation pénétra dans les troupes d'Aymerich. Elles ne songèrent plus qu'à la fuite; une partie alla chercher un refuge auprès des habitants du Pasto, une autre se dirigea vers le territoire des missions indiennes, pour de là gagner les domaines du Brésil; une très-petite quantité osa reprendre le chemin de la capitale pour y attendre les vainqueurs.

Sucre, victorieux presque sans combat, n'eut qu'à se présenter devant Quito; les portes de cette cité lui furent immédiatement ouvertes; il signa une capitulation avec le président lui-même, et entra en possession de toutes les ressources que l'administration espagnole y tenait réunies. Du jour de son entrée, 25 mai, la ville de Quito se déclara solennellement indépendante. Pendant ce temps, Bolivar parvenait enfin à détacher les habitants du Pasto de la cause espagnole, signait avec eux une convention par suite de laquelle leur cité entrait dans la confédération colombienne,

et, libre enfin de cette grave difficulté, venait rejoindre l'armée du général Sucre. Les habitants du Quito et du Guayaquil n'avaient rien à refuser à leur libérateur; ils auraient désiré former entre eux un État isolé; mais devant l'enthousiasme des troupes colombiennes, les principaux personnages du pays firent taire leurs sentiments les plus intimes et consentirent à leur incorporation à la Colombie, telle que l'avait voulue Bolivar. L'annexion de Quito, *la première née de l'indépendance,* fut solennellement proclamée le 22 mai 1822; celle de Guayaquil fut votée deux mois après, le 31 juillet, non sans quelques difficultés de la part des habitants, et sous une pression trop énergique de la part du libérateur et de ses soldats.

De si importants résultats exaltaient vivement l'enthousiasme des patriotes qui à Santa Fé et à Caracas avaient poussé les premiers le cri de l'indépendance; cependant, s'ils soignaient leur œuvre avec amour, ils ne voulaient pas, tout en se servant de l'unité d'action que leur assurait le prestige de Bolivar, sacrifier à cette nécessité momentanée de la guerre les bienfaits d'institutions libres et républicaines. Aussi, en même temps que les détails de la guerre, si nous écrivions l'histoire de l'Amérique, aurions-nous à raconter toutes les formes diverses qui furent mises en œuvre afin d'assurer à la fois l'unité d'action pour les grandes opérations militaires et diplomatiques, et la conservation des formes républicaines contre les dangers d'une centralisation excessive. Ce qui sauva la Colombie du danger de s'organiser en monarchie sous Bolivar, ce fut l'existence à côté de ce personnage célèbre de nombreux patriotes qui avaient dévoué comme lui leur existence à la patrie et n'entendaient sous aucun rapport se subordonner à ses instincts despotiques. Comme César, Bolivar cherchait de tous côtés des Antoine qui, sous le prétexte du bien public, le forças-

sent à prendre en main les rênes du gouvernement et à absorber en lui-même toute l'autorité; il ne cessait avec l'hypocrisie la plus raffinée de recommander à ses concitoyens de se tenir en garde contre lui-même, mais ce moyen lui servait en même temps à se désigner aux regards des ambitieux comme le futur dispensateur de toutes les faveurs et de tous les priviléges.

Lorsqu'en mai 1819 il présenta son projet de constitution au congrès d'Angostura, il aurait voulu constituer une autorité gouvernementale plus forte même que dans une monarchie, sous le prétexte que dans les pays libres tout conspire contre le pouvoir, et qu'il faut un centre très-énergiquement constitué là où manquent toutes les traditions monarchiques : il voulait un président nommé à vie, avec le droit de choisir le vice-président, qui devait être en même temps chef du ministère, et après la mort du président, *ipso facto*, son successeur; un sénat héréditaire, ne dépendant pas de l'élection du peuple, et enfin une espèce de censure, chargée de surveiller les mœurs et de diriger l'éducation du peuple. Ce plan rencontra une forte opposition; on admit les sénateurs nommés à vie, mais la durée de la présidence fut réduite à quatre années, et la censure fut repoussée comme une espèce d'inquisition.

Plus tard, dans la première assemblée constituante de la Colombie à Cucuta, de nouvelles précautions furent encore prises contre les tendances monarchiques du Libérateur. Tout en lui confiant la présidence, le congrès réduisit à huit années les fonctions des sénateurs, conserva aux députés seuls l'initiative des projets de loi, exclut les ministres des séances du congrès, et éleva à côté du président un fonctionnaire d'une très-haute importance sous le titre de vice-président.

Aucune de ces précautions n'était inutile, comme le

prouve la vie tout entière de Bolivar, qu'on a si faussement essayé de comparer à Washington; jusqu'à l'époque qui nous occupe, elles avaient suffi à maintenir le Libérateur dans les voies légales et à le forcer à continuer le beau rôle qu'il avait si glorieusement commencé. Mais déjà un œil prévoyant pouvait pressentir le fatal précipice où tendait à se précipiter ce grand esprit, que n'ornaient pas des qualités morales d'un ordre assez élevé. Sentant que les soupçons de ses compatriotes ne lui permettaient point de faire de sa simple volonté la loi de leurs destinées, il se fit donner (19 octobre 1822) la dangereuse autorisation d'organiser à son gré les pays qu'il affranchirait de la domination espagnole, s'il jugeait impossible ou inopportun d'y introduire immédiatement la constitution colombienne.

Là devait être l'écueil de cette grande existence, mais il ne s'était pas encore manifesté; et la gloire de Bolivar était véritablement, à la fin de 1822, arrivée à son apogée.

Loin de lui être contraire, l'année 1823 lui apporta encore de nouveaux lauriers, car en poussant activement la guerre contre les Espagnols, il parvint à les chasser définitivement de toute la Costa Firme, et c'était là véritablement le plus grand service que pouvaient attendre de lui les malheureuses populations qu'une longue période de guerre avait réduites aux plus tristes extrémités.

Le général Latorre, enfermé dans Puerto Cabello, après la bataille de Carabobo, dès qu'il eut réuni autour de lui un nombre suffisant de partisans et de soldats, avait songé à reprendre la campagne et s'était naturellement porté vers les districts de Coro et de Santa Marta, où la cause péninsulaire avait toujours compté le plus grand nombre de partisans.

Il était parvenu, vers la fin de 1821, à s'emparer de la ville de Coro et à rétablir dans une partie de son territoire l'au-

torité royale qu'il avait confiée au général Moralès; puis il était revenu à Puerto Cabello, dont il voulait faire le centre de ses opérations. Il s'y trouvait encore lorsqu'il reçut de son gouvernement l'ordre de se rendre dans l'île de Porto Rico, dont il était nommé capitaine général, et de déléguer tous ses pouvoirs à Moralès; on avait cru à Madrid que cet ancien lieutenant de Boves était le seul homme capable de renouveler les exploits du vaillant général, qui avait il y a quelques années relevé le drapeau espagnol, lorsqu'on le croyait définitivement abattu. Moralès, qui tout récemment, le 22 juin 1822, venait de triompher d'une manière assez éclatante d'un des principaux chefs venezolains, qui lui avait été opposé, accepta avec empressement la mission qui lui était confiée, et pendant quelque temps, à force d'activité et d'énergie, il rendit à la cause qu'il défendait, déjà presque désespérée, une certaine apparence de force et de vitalité.

Il feignit d'abord de vouloir attaquer la ville de Valencia, que protégeaient les bataillons de Paez; puis dissimulant avec habileté ses intentions, il tomba tout à coup sur la province de Maracaïbo, battit les troupes qui cherchaient à s'opposer à sa marche, et s'empara enfin de cette ville dont l'importance était bien connue de ses adversaires (8 septembre). Ce brillant succès, en une autre époque, aurait agité toute la contrée et décidé un grand mouvement dans l'opinion publique; mais la cause de l'indépendance était déjà tellement gagnée dans tous les esprits, qu'en dehors des deux districts où il pouvait compter quelques partisans, Moralès ne trouvait plus partout que des adversaires et des ennemis. Il s'en aperçut bien dans une course qu'il tenta jusqu'à Trujillo; à peine eut-il fait quelques lieues dans cette direction, qu'il se vit dans la nécessité de rebrousser chemin; la désertion se mit dans ses propres troupes, et il

revint à Maracaïbo comme un vaincu, sans cependant avoir rencontré l'ennemi (19 janvier 1823).

Un violent effort fut tenté à Santa Marta pour soulever les habitants de cette cité contre les autorités colombiennes, et pendant quelques jours, grâce à un habile complot savamment ourdi entre les Indiens de la campagne et les partisans de l'Espagne, Santa Marta vit flotter sur ses murs le drapeau de Castille; mais ce fut une joie de courte durée pour les péninsulaires. Montilla, le vainqueur de Carthagène, au premier bruit de ce grave événement, était accouru sur les lieux et avait rapidement rétabli l'autorité de la république, sans laisser à Moralès ni au capitaine général de la Havane le temps de venir au secours des conjurés.

Cet événement démontra aux chefs colombiens le danger auquel ils restaient exposés tant qu'il y aurait encore sur la Costa Firme une seule place aux mains des Espagnols; aussi, tandis qu'ils étaient restés jusqu'alors sur la défensive, ils commencèrent au mois d'avril 1823 l'attaque des deux dernières villes sur lesquelles Moralès s'appuyait encore; l'une était Maracaïbo, l'autre Puerto Cabello.

L'une et l'autre étaient protégées par les escadres espagnoles et ne pouvaient être prises sans le concours d'une force navale de quelque importance; aussi paraissait-il, en raison de la supériorité que les Espagnols avaient toujours gardée sur mer, que leur résistance serait encore de longue durée. Mais l'attention de Bolivar s'était portée déjà depuis longtemps sur l'accroissement de la marine colombienne, et on vit tout à coup apparaître sur la côte du Venezuela un beau navire de 64 canons, l'*Esperanza,* et un brigantin de 18 canons, le *Carlos*, achetés en Hollande et en Angleterre pour le compte de la Colombie.

Grâce à ce renfort, les patriotes purent organiser deux escadres pour établir le blocus des deux villes qu'ils avaient

à cœur de posséder; la fortune leur fut d'abord contraire à Puerto Cabello; don Angel Laborde, commandant de la flotte espagnole, leur prit deux navires, et, dispersant les autres, rompit la ligne du blocus. Mais ce désastre fut bientôt compensé par les avantages éclatants qu'ils obtinrent à Maracaïbo : là, en effet, tandis que deux corps de troupes pressaient avec activité le général Moralès qui s'était renfermé dans cette ville avec le gros de ses soldats et le resserrant de plus en plus, le privaient de toute espèce de ressources et le réduisaient à une situation désespérée, la flottille du capitaine Laborde était complétement détruite par l'escadre colombienne sous les ordres de Padilla (24 mai 1822). Après cet échec, dont il ne pouvait rejeter la faute que sur lui-même, Moralès se vit dans la nécessité de capituler; il abandonna Maracaïbo aux Colombiens et obtint, sous la promesse de ne plus combattre contre eux, d'être transporté, avec ceux de ses soldats qui voudraient l'accompagner, à Santiago de Cuba (25 mai).

Restait encore Puerto Cabello, où commandait le brigadier Calzada avec les défenseurs les plus déterminés de la cause espagnole. Les patriotes avaient tardé quelque temps à faire leurs préparatifs; mais enfin, dans le mois de septembre 1823, Paez, à la tête d'une force imposante, était venu sommer cette ville de se rendre. Ce siége durait encore au moment même où les Français, pénétrant à Cadiz sous la conduite du duc d'Angoulême, rendaient à Ferdinand VII l'exercice de l'autorité absolue, quoique les souffrances des insurgés permissent d'en prévoir l'issue prochaine. Calzada parvint pourtant, au prix des souffrances les plus cruelles, à résister jusqu'au 7 novembre. Mais à cette date, un traître ayant indiqué à Paez un côté de la ville qui était sans défense, ce chef hardi ordonna l'assaut, voulut diriger personnellement l'attaque, pénétra le premier dans la place par le point qui lui avait

été signalé et fit prisonnier Calzada lui-même (novembre 1823). Par ce dernier exploit, Paez achevait l'expulsion complète des Espagnols de tout le territoire de la république colombienne.

Pérou.

Tandis que, depuis le commencement de la lutte pour l'émancipation des colonies, le Haut-Pérou était resté exposé à toutes les horreurs de la guerre, avait été foulé aux pieds par les bandes d'Indiens, les armées espagnoles et les gauchos Buenos-Ayriens, le vaste territoire du Bas-Pérou avait jusqu'alors évité presque toute espèce de désordres. Sauf les déprédations commises en 1819 sur les côtes par lord Cochrane, on peut dire que jusqu'en 1820 il avait seul, dans toute l'Amérique méridionale, offert le spectacle d'un attachement presque sérieux à la cause espagnole, soit que cet attachement lui fût inspiré par un véritable sentiment, soit qu'il provînt de l'influence exercée sur les populations par la concentration à Lima de tous les principaux ressorts de l'administration.

Mais à partir de 1820 la scène change tout à coup : après avoir assuré le triomphe sur leur territoire, les patriotes de Buenos-Ayres, du Chili et de Colombie ont compris que leur tâche n'était pas achevée, tant qu'il resterait à l'Espagne un pouce de terre sur le continent ; Lima étant le point central où se trouvaient réunies ses principales ressources, c'est contre cette ville qu'ils vont diriger tous leurs efforts. La pression des autorités, les nombreux intérêts gravitant autour de la vice-royauté, l'habitude de l'obéissance, la mollesse des mœurs n'avaient point permis dans le Bas-Pérou la constitution d'un parti national, à l'exemple de ce qui s'était passé à Buenos-Ayres, à Santa Fé, à Santiago et à Caracas ; aussi la lutte prend-elle dans ce territoire un

caractère spécial; ce sont des forces étrangères qui viennent du dehors expulser les Espagnols. La nation péruvienne assiste aux débats avec une indifférence presque complète; elle semble n'avoir aucune conscience du grave problème qui s'agite pour elle, et s'abandonne à des influences extérieures et à des aventuriers plus préoccupés de leur propre grandeur que dévoués à sa prospérité.

Le vice-roi Pezuela voyait à chaque instant s'amonceler autour de lui les difficultés; il lui fallait pourvoir aux besoins de la marine dans toutes les mers du Pacifique; le commandant de l'île Chiloé, celui d'Arauco le suppliaient avec instance de leur envoyer des subsides; l'armée du Haut-Pérou, en raison même de son importance, imposait à l'Etat d'énormes sacrifices; le président du Quito, depuis que les indépendants étaient maîtres de Santa Fé, réclamait à grands cris des hommes, des vivres et de l'argent. Avec la prétention de tout conserver, les dépenses administratives étaient presque toutes maintenues sur l'ancien pied, et cependant il n'y avait plus à compter réellement que sur le Pérou lui-même.

Le temps n'était plus où l'Amérique envoyait annuellement à l'Espagne un subside annuel de 200 millions; déjà surchargée de dettes, la vice-royauté de Lima aurait eu elle-même besoin de recevoir de la métropole de sérieuses ressources, et c'est à peine si elle pouvait réunir annuellement les 2 millions de réaux qui lui étaient nécessaires pour couvrir ses dépenses ordinaires. Le commerce avait perdu toute son ancienne importance depuis que la mer était dominée par l'escadre de lord Cochrane; il n'y avait plus à compter sur les ressources du consulat et des riches potentats qui en d'autres occasions avaient soutenu le trésor public, tant que la marine espagnole ne serait point parvenue à rétablir la sécurité dans le Pacifique.

Ce ne fut donc pas avec moins de désespoir que Morillo, que Pezuela apprit les graves nouvelles de Cadiz et de Madrid et le triomphe définitif de la révolution en Espagne ; il comprit aussitôt qu'il allait être désormais abandonné à ses ressources. Partisan déterminé d'un système de répression, peu disposé à entrer dans les voies de la conciliation, il considérait comme des fautes très-graves les ordres qui lui étaient transmis de proclamer la constitution de 1812, et d'entrer en négociations avec les indépendants. Aussi la confiance dans le succès commença-t-elle à l'abandonner, et l'hésitation, la faiblesse, l'incertitude devinrent-elles désormais les caractères principaux de son gouvernement. Plus que jamais cependant il eût fallu une volonté énergique, une ferme décision et une main puissante pour tenir les rênes, car le Pérou se trouvait menacé, par l'expédition de Saint-Martin, du plus grand péril qu'il eût encore couru.

L'idée d'envahir le Pérou avec des troupes chiliennes et buenos-ayriennes non plus seulement du côté du Tucuman, où l'armée espagnole pouvait offrir une vigoureuse résistance, mais par la côte, même dans le voisinage de Lima, était née immédiatement après la bataille de Maypu, sous la première impression de l'éclatant succès qui avait assuré l'indépendance du Chili. La première ébauche du plan conçu par Saint-Martin avait été mûrie par ses deux protecteurs et amis Puyredon et O'Higgins, et nous avons vu que, sans la chute de Puyredon, il eût été déjà mis à exécution dès l'année 1819. Les révolutions intestines de Buenos-Ayres avaient obligé Saint-Martin à l'ajourner alors pour des temps meilleurs ; mais sitôt qu'ils eurent connaissance, à Santiago, des événements accomplis dans la Péninsule en mars 1820, Saint-Martin, O'Higgins et lord Cochrane décidèrent d'un commun accord que le moment d'agir était arrivé.

O'Higgins mit à la disposition de Saint-Martin un corps complet de 4500 hommes, formé de deux divisions, celle des Andes et celle du Chili. La division des Andes était composée de trois bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie et deux compagnies d'artillerie ; celle du Chili, avec le même nombre de bataillons, ne possédait qu'une compagnie d'artilleurs. Pendant plus d'une année des agents nombreux avaient été envoyés dans le Pérou avec la mission de préparer partout des intelligences, et par suite des rapports de ces agents on comptait qu'un grand nombre d'auxiliaires viendraient se ranger autour de ce noyau aussitôt après son débarquement; sans cette espérance, l'expédition de Saint-Martin aurait mérité d'être considérée comme une folie, car Pezuela pouvait lui opposer jusqu'à 23000 hommes; il est vrai que toute cette force avait à protéger un territoire de plus de 600 lieues de long.

Partie de Valparaiso le 20 août 1820, l'expédition débarqua le 7 septembre à deux lieues au sud de Pisco. Ordre avait été donné aux habitants de se retirer dans l'intérieur des terres avec leurs esclaves ; aussi Saint-Martin put-il s'emparer de Pisco sans coup férir. Mais l'évacuation du pays le gênait dans son plan, qui consistait principalement à agir sur les Péruviens et à les entraîner à une lutte directe contre l'autorité du vice-roi. Sur l'ordre de son gouvernement, Pezuela entra avec lui en négociations et des commissaires nommés par les deux parties tinrent des conférences à Miraflores, deux lieues au sud de Lima; il n'y eut pas moyen de s'entendre, car tandis que les Espagnols insistaient sur la reconnaissance du gouvernement constitutionnel de Madrid, Saint-Martin voulait que l'indépendance des colonies fût admise en principe.

La guerre dut recommencer, mais l'unique avantage que retira le chef des troupes chiliennes de son débarquement à

Pisco fut l'organisation d'une colonne volante sous les ordres d'Arenales, qui se mit en route vers l'intérieur avec l'intention de traverser les Andes et de parcourir du sud au nord tous les plateaux qui s'étendent derrière cette cordillère. Aussitôt que fut partie cette colonne dont la mission était de soulever tout le pays et de répandre partout la grande nouvelle de la venue d'une armée libératrice, Saint-Martin, dégoûté des faibles ressources qu'il avait trouvées aux environs de Pisco, remit à la voile et se dirigea vers le nord. Lord Cochrane aurait voulu tenter immédiatement un coup de main sur la capitale; mais Saint-Martin se proposait avant tout de mettre le pays en mouvement, et ne voulait pas agir comme un simple lieutenant du gouvernement chilien. Il songea un instant à débarquer dans les environs de Trujillo, où il savait pouvoir compter sur un certain nombre d'adhérents; mais à une grande distance de la capitale il n'aurait pas exercé une action suffisante sur les Péruviens, et il se décida à opérer sa descente dans la baie d'Ancon, à 7 lieues au nord de Lima (30 octobre).

Les circonstances lui étaient tout à fait favorables; Arenales poursuivait son mouvement au milieu des populations péruviennes et s'ouvrait partout passage, malgré la faiblesse de sa colonne; Guayaquil, par où auraient pu venir des secours de Quito, s'était déclarée indépendante et le protégeait contre toute attaque de la part du général Aymerich (9 octobre); lord Cochrane, par un coup de main hardi, s'emparait, dans la rade même du Callao, de la frégate l'*Esmeralda*, armée de quarante canons et pourvue de munitions de toute espèce; Pezuela attendait encore les renforts qu'il avait demandés à l'armée du Haut-Pérou; c'eût été le moment ou jamais de faire un mouvement contre Lima. Mais il semble que les deux chefs s'étaient donné le mot pour ne point se compromettre dans une action décisive; l'un et

l'autre restèrent dans l'inaction, et presque tout l'hiver de 1820-1821 se passa dans une expectative vraiment inconcevable.

Les seuls événements importants qui marquèrent cette campagne furent la désertion d'un bataillon tout entier dit *de Numantia*, composé de Venezolains, qui s'unit à l'armée chilienne; le soulèvement de la province de Trujillo, qui sous la direction de son gouverneur, le marquis de Torretagle, proclama l'indépendance; la soumission des provinces où Arenales avait soufflé le feu de l'insurrection, et qui furent réduites par les troupes royales; enfin l'avortement de nombreuses conspirations tramées dans les provinces du Haut-Pérou, au milieu même de l'armée de Ramirez, lesquelles furent étouffées non sans de grandes difficultés par les lieutenants de ce général.

Spécialement préoccupé de la conservation de la capitale, le vice-roi Pezuela craignait avant tout de se dégarnir au centre, et redoutait de poursuivre un ennemi qui, maître de la mer, pouvait facilement se transporter à une grande distance sur une côte d'une étendue de près de 600 lieues; sous l'empire de cette préoccupation, il laissa Saint-Martin prendre racine dans le pays, sans le jeter dans l'Océan, et cette première faute devait être, avec le temps, fatale à la domination espagnole.

Les principaux officiers de l'armée, parmi lesquels se distinguaient déjà au premier rang Canterac et Valdès, réclamaient avec insistance l'abandon de la capitale et un choc décisif contre les Chiliens réunis à Aznapuquio; Pezuela se refusant à obtempérer à ces deux réclamations, malgré l'avis favorable d'une junte militaire qui s'était formée à Lima, souleva contre lui un mécontentement presque général. Les amis de la constitution de 1812, et ils étaient nombreux dans l'armée du Pérou, avaient vu avec peine l'obstination

de Pezuela à ne point proclamer cette constitution et à en retarder jusqu'au mois de septembre la promulgation; beaucoup déclaraient qu'on ne pouvait plus avoir confiance en lui comme représentant du nouveau régime constitutionnel que l'Espagne s'était donné. A la fin, ils s'enhardirent tous jusqu'à demander au vice-roi de se retirer, se fondant sur ce que les périls dont sa propre famille était entourée l'empêchaient désormais de remplir les devoirs de simple général, auxquels il devait exclusivement se consacrer vu la difficulté des circonstances. Pezuela voulut d'abord résister à la sommation qui lui était faite; mais en présence de la volonté unanime des officiers, il se décida enfin à se démettre de son autorité, se prépara à quitter le Pérou et résigna le commandement entre les mains du successeur désigné dans le pli de prévoyance, qui était l'ancien général en chef de l'armée du Haut-Pérou, don José de La Serna (29 janvier 1821).

Il semblait que le nouveau vice-roi, appelé dans de semblables circonstances à ces hautes fonctions, n'aurait rien de plus pressé que de mettre en œuvre le plan soumis à la junte militaire; des mois cependant se passèrent encore avant qu'on pût le réaliser : il fallait purger d'ennemis les plateaux de l'intérieur où l'on pensait à s'établir, approvisionner le fort du Callao qu'il était dangereux d'abandonner, mettre en sûreté les nombreuses familles compromises à Lima pour la cause de l'Espagne, et tout cela ne pouvait être l'œuvre d'un jour. L'arrivée du commissaire envoyé par le gouvernement constitutionnel de Madrid permit aussi un moment d'espérer qu'une combinaison serait trouvée qui permît de mettre fin à la lutte par la voie des négociations. On signa un armistice; des conférences furent ouvertes à Punchauca; il y eut même une entrevue entre Saint-Martin et La Serna. Mais au moment où les deux par-

ties paraissaient le mieux se trouver d'accord, la divergence absolue du but auquel chacun tendait se dévoila dans toute son énergie; et bien que Saint-Martin eût accepté pour le Pérou la nomination d'un prince de la famille royale d'Espagne, ses propositions furent rejetées par cela seul qu'elles impliquaient l'indépendance de cette contrée.

La situation à Lima n'était plus tenable pour La Serna et son armée; sous l'influence des proclamations de Saint-Martin, sous l'action incessante de ses agents, grâce aux efforts assidus d'un Péruvien distingué nommé Riva Aguero, le pays s'était peu à peu détaché partout de l'administration royale et avait tendu à se grouper autour de Saint-Martin; ce dernier était devenu le centre réel de toutes les affaires, et l'armée espagnole se trouvait déjà plus étrangère que la sienne au Pérou. Des guérillas interceptaient partout ses communications; elle ne pouvait ni se procurer des aliments ni s'assurer des recrues. Dans cet état, l'abandon de la capitale fut enfin décidé, et le 6 juillet 1821 les troupes espagnoles, après avoir laissé un détachement important dans les forts du Callao, entreprirent une longue marche à travers les Andes pour s'établir dans les provinces de Jauja et de Cuzco, que le colonel Valdès, vainqueur à Asaura, avait complétement pacifiées après avoir forcé Arenales et ses partisans à les évacuer.

Saint-Martin, qui depuis son débarquement avait toujours affecté une conduite généreuse et débonnaire envers l'élément espagnol, qu'il espérait grouper autour de lui, fit son entrée dans Lima le 9 juillet; son premier acte fut de faire proclamer solennellement l'indépendance du Pérou par une assemblée de notables; puis il se fit reconnaître par la municipalité de Lima en qualité de gouverneur politique et militaire, tout en faisant comprendre qu'il avait pris de lui-même l'autorité suprême et ne permettrait à aucune réunion

ou corporation de s'assembler sans son autorisation préalable ; il se déclara ensuite protecteur du Pérou, et s'empressa de se constituer un ministère. Ses efforts tendirent ensuite à corrompre les officiers de la flotte et de l'armée expéditionnaire; il fit distribuer entre ses principaux lieutenants 5 millions de réaux qu'il obtint du conseil municipal de Lima, et fit à lord Cochrane la demande formelle d'entrer avec sa flotte au service du Pérou et de vendre ses vaisseaux à cet État. Ce dernier, loin d'accéder à cette proposition, comprit dès lors toutes les intentions de Saint-Martin; il commença à se mettre sur ses gardes, cessa d'agir d'accord avec lui, et n'eut plus d'autre pensée que de se dégager lui-même de la situation compromettante dans laquelle il se trouvait engagé. Tous les hommes animés d'intentions vraiment patriotiques en arrivèrent également à oublier les anciens services que Saint-Martin avait rendus à la cause de l'indépendance ; et sur le point d'atteindre le but qui avait été le rêve des efforts de toute sa vie, ce triste ambitieux, quand il pouvait si facilement recueillir de la gloire et de la considération, n'obtint de toutes parts qu'un juste mépris et une ignominie bien méritée. Son chef d'état-major, Las Heras, officier buenos-ayrien d'une bonne réputation, s'empressa de l'abandonner pour ne pas rester dans une direction où les ressources de son pays étaient si malheureusement employées à l'élévation d'un seul homme. Les Péruviens, qui avaient compté un instant sur la convocation d'un congrès national, portèrent avec impatience le nouveau joug qu'on venait leur imposer sous le faux prétexte d'une vaine indépendance. Les marins de la flotte demandèrent avec instance le payement de leur solde et manifestèrent leur intention d'abandonner le protecteur du Pérou sitôt qu'ils auraient reçu le prix auquel ils avaient droit.

Saint-Martin, dont le caractère taciturne avait été jusqu'alors difficile à pénétrer, essaya en vain de faire tête à l'orage quand il eut déchiré le voile sous lequel il avait jusqu'alors caché ses intentions; son ambition s'était manifestée beaucoup trop tôt; il n'avait pas encore jeté dans le pays de racines suffisantes pour absorber tout en lui-même.

Peut-être si la guerre avec l'Espagne eût été terminée, le peu de libéralisme des Péruviens les aurait-il rendus facilement aptes à se soumettre au joug; mais lorsqu'il avait besoin de tous, il était souverainement ridicule à Saint-Martin de prétendre s'imposer dès l'origine.

Les Espagnols, en se retirant de l'autre côté de la cordillère des Andes, ne se considéraient pas comme vaincus; ils possédaient encore le Callao; le vice-roi et un corps important étaient installés sans entraves dans des provinces pleines de ressources; une armée fortement organisée dominait tout le Haut-Pérou, et des détachements de cette même armée occupaient sur la côte les provinces d'Arequipa, Tacna et Arica.

S'il eût été doué de la puissante énergie de Bolivar, Saint-Martin, sans se laisser endormir dans les délices de Lima, eût poursuivi avec la plus grande énergie toutes les opérations de la guerre ; mais toute son initiative était exclusivement consacrée à l'installation de son autorité personnelle, et il laissa les Espagnols reprendre en peu de temps des avantages auxquels ils étaient eux-mêmes bien loin de s'attendre.

Une expédition tentée par Miller contre les places d'Arequipa et Arica n'amena aucun résultat; les efforts de cet aventurier furent déjoués par les colonels La Hera et Espartero placés en observation dans ces deux postes, et il dut revenir à Lima sans avoir retiré d'autres bénéfices de ses courses hardies qu'un butin considérable qui enrichissait,

il est vrai, ses marins, mais les rendait en même temps odieux à toute la population sédentaire.

Le siége avait été mis par lord Cochrane et par Saint-Martin devant la ville du Callao, qui résistait à toutes leurs tentatives. Le vice-roi La Serna y avait concentré les caisses de l'Etat, des armes et des munitions de toute espèce; toutes les familles dévouées à la cause royaliste y avaient en outre cherché un asile. Il semblait que tous les sacrifices devaient être faits pour que le blocus établi devant cette cité fût maintenu avec la plus excessive rigueur et qu'aucun secours ne pût y pénétrer. Et cependant le général Canterac, nommé général en chef de l'armée espagnole, à la place de Ramirez que le délabrement de sa santé obligeait à abandonner ces fonctions, et don Cayetano Valdès, promu au grade de chef d'état-major, parvinrent à s'introduire dans son enceinte après une expédition très-habilement dirigée. Ces deux officiers, après avoir fait traverser les Andes à leur petite colonne, composée de 3 000 soldats, surent manœuvrer avec assez d'audace et de talent au milieu d'un corps de 10 000 hommes pour traverser le Pérou dans toute sa largeur, et arriver sans rencontrer d'obstacles sérieux depuis Jauja jusqu'au Callao (10 septembre). Déjà réduits aux plus tristes extrémités, les défenseurs de cette place se croyaient obligés à une prochaine capitulation, quand l'arrivée des généraux Canterac et Valdès vint relever leur courage et leurs espérances. Cependant, s'ils avaient pu rompre le blocus, ces deux officiers n'étaient pas en état de fournir les provisions qui faisaient défaut à la ville assiégée ; à peine arrivés, ils durent songer à la retraite, et bien que le Callao fût obligé de capituler le 19 septembre et de se soumettre à Saint-Martin, leur heureux retour dans les vallons de Jauja contribua beaucoup à relever dans tout le Pérou le prestige de la cause espagnole (1er octobre 1821).

L'administration de Saint-Martin, ses essais de despotisme monarchique, ses démêlés avec lord Cochrane contribuèrent aussi à faire rapidement regretter à Lima l'ancien gouvernement des vice-rois.

Comme ils ne s'étaient pas ralliés avec assez d'empressement à sa propre cause, tous les Espagnols, d'abord traités avec assez de ménagement par le protecteur, lui étaient bientôt devenus suspects. Aussi ne purent-ils se montrer dans la rue ni en manteau ni après le coucher du soleil; les riches virent leurs biens confisqués, les pauvres furent éloignés; un ministre spécial, Monteagudo, eut pour mission de les persécuter. L'organisation de ce système commença à jeter le désarroi dans toutes les classes sociales au milieu desquelles les influences et les intérêts purement espagnols avaient les racines les plus profondes. Le désordre fut au comble quand on vit le protecteur fonder un ordre du Soleil, modifier les blasons de l'ancienne noblesse, convertir les titres de Castille en titres du Pérou, employer de violents artifices financiers pour se procurer des ressources, ruiner les propriétaires en enrôlant leurs esclaves, laisser circuler des proclamations en faveur de l'empereur Joseph, manifester enfin hautement, par des actes publics et une grande pompe extérieure, l'intention de ceindre la couronne impériale.

Dans le moment où Canterac et Valdès, à la tête de leur petite colonne, parvinrent à se rapprocher du Callao, Lima, quoique pourvue d'une garnison importante, resta pendant plusieurs jours sous le coup d'une forte panique. Saint-Martin lui-même craignit de se voir chassé de sa capitale, et, s'abandonnant à une vaine terreur, il se décida à envoyer à Ancon tous les trésors de l'Etat et tous les capitaux des familles compromises avec lui. Instruit de ce fait, lord Cochrane, qui désapprouvait hautement une semblable

faiblesse, songea à profiter de cette occasion pour obtenir le payement des sommes qui lui avaient été jusqu'alors refusées pour le maintien de son escadre. Sitôt qu'il fut informé de l'existence à Ancon du trésor de l'Etat sur un navire marchand, il se hâta d'accourir du Callao au port où ce navire était ancré, et s'empara des richesses de Saint-Martin, qu'il distribua à ses marins. Ce dernier essaya de tous les moyens pour obtenir la restitution de cet argent ; ses efforts furent inutiles, et il se vit obligé de montrer contre mauvaise fortune bon cœur, tant que l'escadre de lord Cochrane lui fut indispensable pour la reddition du Callao. Mais dès que fut signée la capitulation de cette place, il communiqua à l'amiral anglais l'ordre d'abandonner les côtes du Pérou, le 6 octobre 1821. Celui-ci obéit avec empressement : il renvoya une partie de son escadre vers les eaux du Chili, tandis que l'autre faisait voile dans la direction de Guayaquil afin de poursuivre jusque sur les côtes du Mexique deux frégates espagnoles la *Prueba* et la *Venganza*, qu'on disait s'y être réfugiées.

Délivré désormais d'un auxiliaire importun qui lui rappelait trop vivement sa dépendance vis-à-vis le gouvernement chilien, Saint-Martin chercha de plus en plus à prendre racine dans le Pérou et consacra tous ses efforts à se faire accepter d'un côté par les populations de cette contrée, de l'autre par les hommes d'Etat qui dirigeaient dans les pays voisins la cause de l'indépendance. Son attention fut surtout attirée vers le nord, où il voyait poindre l'étonnante influence de Bolivar, dont il se considérait comme le rival, et qu'il espérait même éclipser. Il lui proposa une entrevue à Guayaquil, et se rendit lui-même dans cette cité avec l'espérance de l'y rencontrer vers la fin de janvier 1822 ; mais Bolivar était loin de voir avec satisfaction l'édifice monarchique dont on essayait si maladroitement la construction à

Lima; soit par jalousie, soit par une profonde intelligence des tendances de tout le continent américain, il avait recommandé au général Sucre, qui se trouvait déjà à Guayaquil, de conserver une attitude indépendante vis-à-vis tous les partis; lui-même refusa d'abandonner les environs de Popayan, où il organisait une expédition contre la présidence de Quito, et Saint-Martin dut revenir à Lima sans avoir pu réaliser l'entrevue à laquelle il attachait tant de prix.

Pendant son absence, la partie du Pérou déjà indépendante avait été administrée par l'ancien gouverneur de Trujillo, le marquis de Torretagle, qui avait exagéré encore les mesures violentes inaugurées contre les Espagnols. Saint-Martin lui abandonna à son retour l'autorité civile, et confia le commandement des troupes au général Alvarado; il ne voulait garder pour lui-même que le prestige de la couronne et l'éclat de l'autorité suprême. C'est à cette époque qu'il eut le bonheur d'acquérir, grâce à la lâcheté de leurs commandants, les deux frégates la *Prueba* et la *Venganza*, et la corvette l'*Alexandre*, qui formèrent la base de la marine péruvienne (fin février). Animé par ce succès, il se proposa de chasser les Espagnols de la partie sud du Pérou qu'ils occupaient toujours, et prépara, pour la diriger sur les deux vallées de Pisco et d'Ica, une expédition de 3000 hommes qu'il plaça sous les ordres de don Domingo Tristan.

La Serna, qui avait établi le centre de son administration à Cuzco; Valdès, qui dominait tout le Haut-Pérou et les territoires particulièrement menacés; et Canterac, qui maintenait son armée dans la vallée de Jauja, n'eurent pas plutôt connaissance de cette expédition projetée, qu'ils songèrent à envoyer un corps de troupes capable de s'aventurer dans les pays situés au sud de Lima, et de détruire le corps de Tristan après avoir coupé ses communications avec la capitale. L'ha-

bile général Canterac, dont l'éclatant mérite dans cette guerre a été justement apprécié aussi bien par les amis que par les ennemis de la cause qu'il représentait, quoiqu'il eût à traverser encore une fois la cordillère des Andes, voulut se charger lui-même de cette opération ; et il y réussit si bien, que le corps de Tristan fut complétement battu dans les environs d'Ica, que cette ville et celle de Pisco retombèrent aux mains des royalistes, et qu'une puissante réaction, à la suite de cette défaite, commença à se manifester en faveur de la cause espagnole dans tout ce pays, dont les esprits étaient si essentiellement changeants (7 avril 1822).

Le protecteur eut bientôt compris la difficile position dans laquelle le plaçait le revirement d'opinion produit par cet échec; il crut pouvoir y résister en autorisant son ministre Monteagudo à pousser jusqu'aux dernières limites le système de répression contre les Espagnols. C'est alors que furent commis les horribles attentats qui ont à jamais terni la réputation que Saint-Martin avait acquise par ses premiers exploits. Dans une seule nuit, celle du 4 mai 1822, tandis que les amis du protecteur étaient conviés à Lima à un bal splendide, Monteagudo faisait arrêter plus de six cents personnes appartenant aux classes les plus élevées, les obligeait à partir pour le Callao, imposait des rançons considérables à ceux qui sollicitaient avec instance de ne pas être arrachés aux larmes de leurs familles, et faisait ensuite embarquer sans pitié aussi bien ceux qui avaient consenti à l'expatriation que ceux qui avaient cru s'en épargner la douleur par un sacrifice pécuniaire. L'impression produite dans tous les esprits par cette nuit fatale ruina pour toujours l'influence de Saint-Martin, que d'éclatants succès sur les Espagnols auraient pu seuls maintenir. Mais déjà l'on n'attendait plus de lui aucun résultat favorable : la nouvelle de la victoire de Sucre sur le général Aymerich à Pichincha

venait de se répandre, et cet événement, qui garantissait contre toute hostilité la partie septentrionale du Pérou, fixait les yeux de toute la contrée sur le fondateur de la république colombienne (mai 1822).

Un dernier espoir restait à Saint-Martin, celui de captiver la faveur de Bolivar et d'obtenir de lui un concours sérieux; aussi s'empressa-t-il d'accourir une seconde fois à Guayaquil, sitôt qu'il eut appris la présence de Bolivar dans ce port, où il était acclamé par les populations, que la défaite du général Aymerich et la proclamation de l'indépendance du Quito avaient remplies de joie. Il serait curieux de connaître au juste les détails secrets de la conférence qui eut lieu à Guayaquil entre le libérateur du Chili et celui de la Colombie. En raison de leur caractère et de leurs tendances, on peut facilement se figurer ce qui s'y passa; néanmoins les négociations qu'ils échangèrent sont toujours restées un mystère, et tout ce qu'on peut induire des faits qui leur succédèrent, c'est que Saint-Martin, dont le rôle était déjà complétement fini, ne tarda pas à se persuader que, tout en le recevant avec empressement, Bolivar entendait prendre à son égard le rôle d'un maître et non celui d'un auxiliaire : il se convainquit si bien de cette disposition, qu'il crut sa vie en danger et voulut retourner en toute hâte à Lima.

Mais déjà il était trop tard : les violences de Monteagudo avaient exaspéré la population; ce ministre avait été arrêté et banni par le conseil municipal de Lima (juillet), et Saint-Martin, à son retour, pour se faire supporter, jugea nécessaire de convoquer pour le 20 septembre un congrès péruvien dont il avait jusqu'alors ajourné la réunion. Lorsque les élus inaugurèrent leurs travaux au jour désigné, il affecta d'ouvrir en personne la première session et de résigner toutes ses fonctions entre leurs mains, mais dans l'espérance qu'on le rappellerait immédiatement pour les

exercer. Ce fut en vain ; on lui offrit les pouvoirs de généralissime, mais rien de plus. Alors, désespéré, dégoûté, dit-il dans une proclamation, de l'injustice avec laquelle il avait été accusé d'aspirer au trône du Pérou, il s'embarqua définitivement pour le Chili, et abandonna pour toujours une terre ingrate qui refusait de se donner à lui pour prix de l'indépendance qu'il disait lui avoir apportée.

Les membres du congrès péruvien ne se montrèrent pas à la hauteur de la tâche difficile qu'ils avaient à remplir, celle de constituer une nation nouvelle : ils remirent le pouvoir exécutif aux mains d'un triumvirat à la présidence duquel ils appelèrent le général Lamar, ancien gouverneur du Callao, renégat de la cause espagnole ; et au lieu de presser vivement la lutte contre La Serna et ses troupes, ils consacrèrent leurs séances à de vains débats et à d'inutiles discussions. Toutes leurs espérances étaient fixées sur une nouvelle expédition déjà commencée par Saint-Martin avant sa chute et confiée à son lieutenant Alvarado, lequel devait débarquer dans les environs d'Arica et d'Yquique, prendre à dos le général Valdès établi à Arequipa, et pénétrer, si faire se pouvait, jusque dans les provinces du Haut-Pérou, où le général Olañeta avait à étouffer de nombreuses insurrections partielles en faveur de la cause de l'indépendance ; mais une cruelle déception leur était réservée de ce côté.

Au point fixé pour son débarquement, au port d'Arica, Alvarado (27 novembre) trouva en face de lui le général Valdès, bien disposé à le recevoir, instruit à l'avance de tous ses mouvements et confiant dans l'arrivée prochaine de don José Canterac, le vainqueur d'Ica, que n'arrêterait point la nécessité de traverser à nouveau les Andes. Valdès, par ses grandes qualités, son courage, sa constance dans les épreuves les plus difficiles, avait gagné l'estime et l'affection

des soldats; il obtenait d'eux les efforts les plus pénibles. Dès qu'il eut connaissance du débarquement d'Alvarado, il essaya d'abord de l'arrêter lui-même à Tacna (1er janvier 1823); mais l'infériorité de ses ressources le condamnait à la défensive. Il se borna alors à entraîner à sa suite l'armée expéditionnaire sur la route de Moquehua, par où devait déboucher le général Canterac, en défendant le terrain pied à pied; il n'engagea de lutte sérieuse avec ses adversaires que quand il se sentit appuyé sur ses derrières. Alvarado se laissa d'abord battre par lui dans une première journée à Torata (19 janvier), où les regards de l'armée commencèrent à se fixer sur le colonel Baldomero Espartero, qui, par une brusque attaque, mit en déroute, dès le commencement de la lutte, la légion péruvienne, et resta sur le champ de bataille pendant toute la durée de l'action, bien que son sang coulât en abondance de deux dangereuses blessures. Le lendemain 20, les troupes de Canterac étant unies à celles de Valdès, une seconde mêlée s'engagea dans les environs de Moquehua; et cette fois la fortune se déclara en faveur des troupes espagnoles d'une manière tellement décisive, que toute l'armée d'Alvarado fut mise en complète déroute, que le général en chef lui-même ne songea plus qu'à se rembarquer pour la capitale, et que quelques débris de l'expédition purent à peine échapper en se réfugiant les uns à Ybo et les autres à Yquique.

A la nouvelle de ce désastre, la désolation s'empara des esprits à Lima; on y rappela d'abord le général Arenales, qui aurait dû envahir la vallée de Jauja et empêcher Canterac de courir au secours de son collègue; puis bientôt, mécontentes de la conduite du triumvirat, les troupes péruviennes firent savoir au congrès que l'administration organisée par lui ne leur inspirait aucune confiance; elles demandèrent avec arrogance que le pouvoir fût remis aux mains de

l'homme qui paraissait le mieux défendre depuis quelques années les vrais intérêts du pays, le Péruvien don José de La Riva Aguero (26 février).

Celui-ci accepta le pouvoir qui lui fut offert, malgré l'opposition qu'il avait à attendre du congrès, et malgré les difficultés qui surgissaient de tous côtés autour de lui; et à sa louange il faut dire que, si le Pérou eût été à même de conquérir par lui-même sa liberté, il y fût parvenu sous sa direction. Mais il n'y avait pas dans le pays d'éléments suffisants pour tenir tête aux énergiques défenseurs de la cause espagnole. Ce triomphe ne pouvait être obtenu que par un appui étranger, et l'opinion désignait déjà dans Bolivar l'homme prédestiné qui devait achever l'œuvre définitive de l'affranchissement du Pérou.

Les principales mesures prises par La Riva Aguero pour remédier aux conséquences du désastre de Moquehua furent les suivantes : appeler à son aide les Colombiens déjà établis à Guayaquil, pousser les gauchos du Tucuman à envahir le Haut-Pérou, réclamer du Chili l'envoi d'une nouvelle expédition à Arica, mettre en état de défense le fort du Callao, fomenter des insurrections dans les districts de la Paz et de Potosi, approvisionner la flotte péruvienne et la charger du blocus des ports occupés par les royalistes, mettre enfin sur pied toute une nouvelle armée, dont il confia le commandement au chef militaire à qui il devait son élévation, le général Santa Cruz.

Bolivar était trop vivement désireux de mettre enfin le pied sur le territoire péruvien pour ne pas accueillir avec empressement les ouvertures de Riva Aguero. Il dirigea tout de suite sur le Callao une division de 3000 Colombiens et envoya à Lima le général Sucre, chargé de la double mission de représenter la Colombie auprès du congrès péruvien, et de diriger, s'il en était besoin, les opérations militaires.

Quoiqu'à peine âgé de trente ans, ce jeune général, issu d'une riche famille de négociants à Cumana, avait déjà acquis dans les guerres du Venezuela et de la Nouvelle-Grenade une grande renommée; plein de courage, doué d'une rare intelligence, d'une physionomie agréable, à la fois guerrier, diplomate et homme d'Etat, il avait toutes les qualités requises pour bien remplir le rôle qui lui était confié, et qui exigeait une souplesse spéciale pour se captiver les hommes; Bolivar n'aurait pu faire un meilleur choix, d'autant plus qu'il savait pouvoir compter sur le dévouement de son jeune ambassadeur, et l'avait déjà mis à l'épreuve dans plus d'une grave circonstance.

Établi avec ses Colombiens au Callao, Sucre contribua à aire dégarnir la capitale de troupes et à conseiller le départ pour Arica du général Santa Cruz avec presque toute l'armée péruvienne; puis quand Lima fut dégarni (23 mai), il fit comprendre que ses soldats étaient l'unique force capable de résister au général Canterac dont on annonçait l'arrivée prochaine, et sans se déplacer, malgré l'hostilité qui régnait entre Riva Aguero et le congrès, il fut choisi par l'un et par l'autre comme chef suprême des armées péruviennes, cinq jours après l'entrée de Canterac dans la capitale, qui ne lui avait offert aucune résistance (23 juin). Après un tel désintéressement de leur part, les patriotes du Pérou croyaient pouvoir compter sur un effort vigoureux de la part du général Sucre, et espéraient de lui une bataille décisive sous les murs mêmes du Callao, que les Espagnols étaient venus assiéger; mais celui-ci avait intérêt à faire peser sur les Péruviens le principal fardeau de la guerre, et jugeant qu'il forcerait Canterac aussi sûrement à abandonner la capitale en se réunissant au général Santa Cruz, il s'embarqua pour le Sud, se dirigeant vers Quilca. Ce mouvement eut bien les résultats qu'il en attendait : à peine connut-il ce départ,

Canterac s'empressa de lever le blocus du Callao, reparut à Lima, enleva de cette cité toutes les machines de la monnaie, et détermina une nouvelle émigration de nombreuses familles dans les vallées de Jauja et de Cuzco. Il se hâta ensuite de se rendre au quartier général du vice-roi La Serna, afin de coopérer pour sa part à la longue et importante campagne contre les généraux Santa Cruz et Sucre, qui était déjà entamée dans les provinces méridionales du Pérou (23 juillet).

La fortune s'était montrée, dès l'origine, très-favorable à l'expédition de Santa Cruz ; le débarquement s'était opéré sans difficulté à Yquique; puis la garnison d'Arica s'étant laissé envelopper, les Péruviens avaient pénétré dans le port, s'y étaient installés, et avaient occupé la ville de Tacna à laquelle elle sert de port, comme le Callao à Lima, Yslay à Arequipa et Ylo à Moquehua. Bientôt toute la partie située à l'ouest des Andes avait été complétement détachée de l'autorité royale; et même le port de Quilca, où devait débarquer le général Sucre avec ses Colombiens, avait été occupé par un détachement d'indépendants. Une fois ces premiers succès obtenus, Santa Cruz avait décidé la traversée de la cordillère, et lui-même s'était avancé jusqu'au Desaguadero et avait occupé la ville de la Paz (7 août), tandis qu'un de ses lieutenants, le colonel Gamarra, marchait, dans la direction d'Oruro, contre les troupes du Haut-Pérou, commandées par Olañeta.

La situation était critique pour les troupes royales ; car, tandis qu'elles étaient ainsi assaillies du côté de la mer, le commandant des troupes buenos-ayriennes envahissait le Haut-Pérou par Jujuy et Salta, Arenales levait dans le Tucuman un corps de gauchos, et on attendait une nouvelle armée chilienne dans les environs d'Arica.

Mais cette brave armée espagnole du Pérou, quoique

abandonnée à ses seules ressources par la métropole, ne désespérait jamais d'elle-même ; elle trouva dans son dévouement une énergie suffisante pour faire face à tant de dangers, et ramena la fortune sous ses drapeaux, grâce surtout aux marches étonnantes que Canterac et Valdès ordonnèrent à leurs soldats, afin d'en décupler le nombre par la rapidité des mouvements [1]. Le vice-roi La Serna, dans ces circonstances, voulut se mettre lui-même à la tête de ses troupes ; il concentra ses forces à Puno, décidé à opposer une barrière invincible aux Péruviens déjà maîtres du Desaguadero, et, conservant seulement un petit corps de cavalerie dans la direction d'Arequipa, il appela auprès de lui à marches forcées et Canterac, et Valdès, et Olañeta. Valdès se présenta le premier et annonça sa présence dans un premier combat, livré à Zepita, dont l'issue fut indécise, mais qui était pour les Espagnols un véritable triomphe, vu l'infériorité de leur nombre (25 août). Une fois réunis, La Serna et Valdès remontèrent le Desaguadero pour tendre la main à Olañeta et couper les communications du colonel Gamarra avec son général en chef ; ils ne purent réussir dans cette dernière tentative, et Gamarra rejoignit le corps de Santa Cruz ; mais, en revanche, l'armée du Haut-Pérou s'incorpora à celle du vice-roi, et les Espagnols se trouvèrent en forces pour opposer une résistance au général Santa Cruz. Dès lors celui-ci, trop aventuré dans l'intérieur des terres, privé de ressources, se jugea hors d'état de continuer sa marche aventureuse ; il donna le signal de la retraite, qui, par le seul effet de la fatigue et du découragement, ne tarda pas à se convertir en une déroute complète ; son armée se composait de 7 000 hommes au moment de sa réunion avec Gamarra ; elle se débanda avec une rapidité ex-

[1] Pendant cinquante-sept jours, les soldats de Canterac et de Valdès firent, durant cette campagne, plus de 7 lieues par jour.

traordinaire, et à son retour à Moquehua, de l'autre côté de la cordillère, les Péruviens n'avaient pas sous les drapeaux un effectif de plus de 800 hommes (22 septembre).

Il semble que le général Sucre aurait pu apporter par sa seule présence un concours très-efficace à l'armée expéditionnaire; mais, bien observé par Canterac, il se contenta de quelques mouvements de peu d'importance dans les environs d'Arequipa, et il apprit la destruction de l'armée de Santa Cruz avant d'avoir pu signaler sa présence par la moindre tentative. Pour sauver l'honneur des armes, plutôt que dans une espérance de succès, il voulut avant de se rembarquer disputer aux Espagnols la possession d'Arequipa; mais il lui fallut se retirer et abandonner de nouveau à Canterac et à Valdès toutes les provinces du Pérou méridional, conquises par eux pour la troisième fois (15 octobre). Le vice-roi avait de nouveau triomphé de la dangereuse coalition organisée contre lui, et donné aux Américains une nouvelle preuve de la supériorité de ses soldats et de la discipline européenne.

Malheureux sur le champ de bataille, les Péruviens manifestaient également leur impuissance à s'organiser : ils avaient trouvé dans Riva Aguero un chef national, actif, intelligent, plein de ressources et d'initiative; au lieu de le seconder efficacement, ils ne songèrent qu'à miner son autorité et s'empressèrent de lui susciter toutes sortes d'obstacles et de difficultés. Le congrès, dont la majorité lui était hostile, essaya de le renverser, et il fallut que lui-même, pour se défendre, pendant son séjour à Trujillo, où le gouvernement péruvien s'était retiré durant l'occupation de Lima par Canterac, en prononçât la dissolution. Le congrès fut remplacé (17 juillet) par un sénat composé de dix membres, qui put fonctionner avec assez de régularité tant que la capitale se trouva aux mains des Espagnols; mais le jour

où ils l'abandonnèrent, l'autorité étant retombée aux mains du marquis de Torretagle, celui-ci réunit immédiatement les députés du congrès dissous à Trujillo, qui d'un commun accord destituèrent Riva Aguero et le déclarèrent coupable de haute trahison, sous prétexte de négociations entamées avec le vice-roi La Serna (19 août).

Dès lors le Pérou était pour Bolivar, suivant ses propres expressions, un *champ bien sarclé; il pouvait faire tout ce qu'il voulait* : aussi s'empressa-t-il d'accourir, autorisé du reste par le congrès colombien à user de toutes les ressources de la Colombie pour opérer l'affranchissement de cette contrée. Il fit son entrée à Lima le 1er septembre, fut accueilli avec enthousiasme par la multitude et obtint du congrès péruvien le pouvoir suprême dans les affaires politiques et militaires. Riva Aguero, retiré à Trujillo au milieu de quelques troupes qu'il croyait lui être dévouées, était le seul homme qui pût lui faire obstacle ; mais en présence des dangers causés par la défaite de Santa Cruz, l'opinion publique préférait se jeter dans les bras d'un sauveur, plutôt que de poursuivre plus longtemps le rude apprentissage de la liberté qu'on venait d'inaugurer. L'ancien président ne tarda pas à être abandonné par tous ceux qui l'entouraient ; il fut vendu par un des principaux officiers, et il eut de la peine à échapper à la peine de mort prononcée contre lui ; il dut, le 25 novembre, se réfugier à Guayaquil, d'où il s'embarqua pour l'Europe, laissant Bolivar seul maître des affaires et seul en mesure de poursuivre et de terminer la longue lutte que nous venons de raconter (25 novembre).

Ainsi, au moment où l'intervention française remettait en Espagne le pouvoir absolu aux mains de Ferdinand VII, le vice-roi du Pérou n'était plus un puissant monarque, riche en ressources de tout genre, maître du Pacifique, disposant de trésors considérables, d'une escadre imposante et

d'armées nombreuses ; c'était un simple général, obligé de vivre sur les provinces qu'il occupait, assailli de tous côtés, n'ayant à compter que sur le dévouement, le courage et l'énergie de ses soldats, qui jusqu'ici, il faut le dire, ne lui avaient fait défaut en aucune occasion.

Quel changement durant cette période de 1820 à 1823 ! Et combien Ferdinand devait avoir à se repentir de n'avoir pas concentré toutes ses forces dès l'origine sur ce seul pays ! Il pouvait, en reprenant le pouvoir, prolonger la lutte ; mais l'unique résultat auquel il fallait tendre désormais était de sauver au moins la belle armée qui avait combattu si vaillamment pour la cause de l'Espagne, et de la ramener saine et sauve dans la Péninsule avant que la misère et de continuelles souffrances, accrues encore par les jalousies et les rivalités des chefs, vinssent la condamner à des humiliations imméritées.

Quant au Pérou, il était déjà perdu pour l'Espagne ; en présence d'un nouvel adversaire qui allait prendre en main la direction des affaires et qui groupait autour de lui tout l'élément américain, la continuation de la lutte n'était qu'un acte de témérité et de vaine obstination.

Mexique.

Grâce au calme dont il jouissait sous l'administration du vice-roi Apodaca, le Mexique n'avait pas eu à redouter que l'expédition de l'île de Leon fût dirigée contre lui ; sur le vaste territoire qui composait cette vice-royauté, il y avait bien encore des chefs de bande qui soutenaient la lutte au nom de l'indépendance, comme Guerrero, Asensio et Montès de Oca ; mais leurs efforts, quoique soutenus avec vaillance et énergie, étaient beaucoup trop isolés pour exciter la

moindre crainte chez le représentant de Ferdinand VII, qui pouvait leur opposer jusqu'à trente-cinq régiments.

Les malheureux patriotes qui ne voulaient pas se soumettre à l'autorité de la métropole et refusaient le pardon qu'on leur offrait étaient partout traqués comme des bêtes fauves et obligés de se réfugier dans les recoins les plus éloignés des terres chaudes pour n'être pas atteints par les nombreux détachements lancés à leur poursuite.

Apodaca, étant parvenu à rallier à l'indulto plus de 30 000 rebelles, se flattait d'avoir rétabli par ce moyen la paix et la tranquillité dans le pays confié à son commandement. Le travail reprenait, les communications étaient redevenues plus faciles, et des convois d'argent avaient pu être dirigés presque sans escorte de Mexico à la Vera Cruz, comme aux époques normales (janvier et février 1820).

Mais tandis qu'à la surface l'autorité du représentant de la couronne espagnole paraissait s'être solidement raffermie, un travail latent s'était opéré dans toutes les classes de la population. L'élément créole, dont le vice-roi avait été obligé de se servir même dans l'armée afin de réprimer les factions, s'était persuadé de sa prépondérance ; en contribuant à rétablir l'ordre dans le pays, il ne prétendait nullement avoir abdiqué son plan d'indépendance ; il voulait seulement atteindre le but sans se compromettre dans une longue série de désordres qui peut-être ne profiteraient qu'à la race indienne. Une commune entente s'était établie à tous les degrés de l'échelle sociale entre les fonctionnaires et les administrés, les juges et les plaideurs, les prêtres et leurs paroissiens, les écrivains et leurs lecteurs, les jeunes gens et les vieillards, les soldats et leurs officiers, contre tous les Européens. Les Mexicains ne se révoltaient pas contre l'autorité du vice-roi, mais ils formaient bande à part ; il y avait entre eux comme une conspiration ouverte

et unanime en faveur de l'indépendance nationale ; et de même qu'une répression absolue avait été inefficace à cause du grand nombre des révoltés, de même la longanimité et la temporisation restaient impuissantes en présence d'une opposition universelle et systématique.

C'est sur ce terrain ainsi préparé qu'arrivèrent de la Péninsule les ordres de la junte constitutionnelle formée à Madrid le 9 mars 1820, et ordonnant au Mexique la proclamation de la constitution de 1812. L'Audience, le parti gothique, les fonctionnaires de la Péninsule avaient encore bien présente à l'esprit la recrudescence de libéralisme patriotique qu'avait produite, en 1812, l'application de cette même constitution ; aussi à peine connut-on à Mexico les événements de la Péninsule et les ordres reçus par Apodaca, qu'une grande agitation commença à s'emparer des esprits : les vrais amis de l'Espagne, sous aucun prétexte, ne voulaient entendre parler de la constitution ; ils en considéraient la promulgation comme l'arrêt de mort de la domination espagnole ; les Mexicains, au contraire, demandaient avec instance l'exécution immédiate des ordres venus de Madrid.

Apodaca avait des raisons spéciales pour ne pas mettre d'empressement à obéir aux ordres de la junte madrilène : le roi Ferdinand VII avait quelquefois songé à s'enfuir au Mexique, sous l'impression des premières craintes que lui causèrent les succès du parti constitutionnel ; et il avait recommandé au vice-roi de lui conserver avec soin cet asile pur de toute constitution.

Ainsi retenu par les désirs de Ferdinand, par la volonté bien arrêtée de l'Audience, par les passions de ses compatriotes, Apodaca employa tous les moyens possibles pour reculer l'époque de la promulgation; mais il échoua dans toutes ses tentatives : les Mexicains proclamèrent eux-mêmes

la constitution dans tous les principaux centres, et comme il recevait en même temps de Madrid l'ordre formel d'établir la liberté de la presse, de permettre les réunions électorales, de faire nommer les députations provinciales et de laisser élire les députés aux Cortès, le vice-roi se trouva bientôt obligé de la mettre lui-même à exécution, mais ce fut à son corps défendant.

Plus tard, après avoir fait cette concession, loin de travailler efficacement, suivant le désir des Cortès espagnoles, à prouver aux Américains par des institutions libérales l'intention bien arrêtée de les traiter désormais sur le même pied que les péninsulaires, Apodaca favorisa par-dessous main toutes les manœuvres tentées à Mexico contre la constitution par les ennemis du libéralisme. Ces ennemis étaient nombreux : d'une part, l'Audience, auxiliaire toujours dévouée de la monarchie absolue, et mécontente elle-même du vice-roi, parce qu'il n'avait pas osé se mettre en désaccord avec les ordres révolutionnaires venus de Madrid, et parce qu'il avait consenti à faire reconnaître la constitution; d'autre part, le clergé supérieur, uniquement occupé de la conservation de ses richesses et de son influence, qui avait défendu à outrance la cause de l'Espagne tant que celle-ci s'était montrée hostile aux idées révolutionnaires, mais qui songea aussitôt à s'en détacher quand il apprit les dispositions dont étaient animées les Cortès de 1820. Jusqu'alors cette partie du clergé avait été presque unanime à défendre les liens qui attachaient le Mexique à la métropole; mais alors un grand changement se manifesta chez elle : dans la crainte des mesures radicales que pouvaient tenter contre elle les Cortès de Madrid, elle commença à penser qu'elle trouverait peut-être plus de sécurité auprès d'un gouvernement indépendant sur lequel elle exercerait une influence directe; il se forma dans son

sein deux courants bien distincts, tous deux conservateurs, mais l'un tendant la main aux Espagnols et l'autre voulant se rapprocher des indépendants et les aider à constituer une nationalité distincte.

L'ardeur des réactionnaires à Mexico était si vive, qu'une association vigoureuse, assez semblable à notre congrégation de Paris sous la Restauration, put s'organiser, sous la direction de deux chanoines du couvent de la Profesa, avec la seule idée de renverser la constitution de 1812 ; digne pendant de ces malheureuses sociétés apostoliques qui partout en Europe faisaient alors une si rude guerre à la liberté. L'association de la Profesa parvint à étendre dans tout le Mexique un vaste réseau de conspiration; elle tenait la capitale entre ses mains; l'évêque de Puebla s'était placé hardiment à sa tête dans cette cité importante. Secondée par les prêtres sur tout le territoire, tandis qu'elle faisait miroiter devant les patriotes l'espoir d'une prochaine indépendance, elle groupait autour d'elle les Espagnols en se posant comme le plus ferme soutien de la monarchie absolue. Apodaca, dont elle favorisait les inclinations secrètes, n'avait garde de s'opposer à ses développements; rassuré, en voyant à sa tête les personnages les plus influents du clergé, il ne la considérait que comme le plus utile auxiliaire de son gouvernement. Elle était consultée dans tous les actes un peu importants, et elle était peu à peu devenue l'âme même de la vice-royauté ; car si elle avait quelques allures indépendantes, elle se montrait en même temps passionnée pour Ferdinand VII et pour le pouvoir absolu.

Lorsque cette association eut suffisamment étendu dans le pays ses ramifications, c'est-à-dire vers la fin de 1820, elle crut le moment arrivé de mettre enfin en jeu toutes ses batteries, et de déclarer solennellement l'abolition au Mexique de la constitution de 1812. Le vice-roi, on le sa-

vait d'avance, était favorable à ce coup d'État ; mais il y allait de sa vie et de son honneur qu'il parût avoir la main forcée : car les Cortès étaient encore puissantes à Madrid, et une désobéissance formelle à leurs décisions pouvait avoir les plus graves conséquences. Pour parer à cet inconvénient, on imagina, suivant le programme suivi dans l'île de Leon par Riego et Quiroga, de susciter un mouvement militaire et de faire proclamer tout d'abord par l'armée elle-même son refus d'obéir à la constitution.

Le vice-roi essayerait un instant de lutter contre le vœu général, puis il manifesterait au nom du bien public le regret profond avec lequel il donnait satisfaction aux désirs des populations, et la mère patrie ne pourrait jamais lui reprocher une mesure imposée par la nécessité. Mais qui chargerait-on de la mission difficile de faire entendre le premier cri d'opposition ? qui serait chargé de lever l'étendard de la réaction ? Serait-ce un officier péninsulaire ? serait-ce un créole ? Il y aurait eu évidemment peu de profit pour les partisans de la réaction à charger de ce soin un Espagnol ; car les Mexicains, qui avaient acclamé avec ardeur la constitution, n'auraient rien attendu d'un général péninsulaire se levant au nom de la monarchie absolue contre son représentant légitime. Mais une impression toute différente était produite si l'impulsion était donnée par un officier supérieur issu d'une famille mexicaine et exerçant un grand ascendant sur les troupes créoles. On chercha longtemps sur qui fixer les regards ; enfin on s'adressa au colonel Yturbide, et on crut avoir trouvé en lui l'instrument convenable pour frapper le grand coup.

Ce colonel avait depuis dix ans participé à toutes les luttes de l'armée royale contre les factions ; il était redouté par les patriotes, aimé par les troupes créoles déjà habituées à son commandement ; nul ne pouvait mettre en doute son cou-

rage, mis à l'épreuve en maintes circonstances; sa moralité était douteuse, car un procès était pendant contre lui à cause des exactions et des concussions dont il s'était rendu coupable comme gouverneur militaire de la province de Guanajuato ; mais c'était là un péché véniel pour les royalistes, et l'assesseur Bataller, malgré les plaintes formulées contre le colonel, traînait facilement le procès en longueur. D'un autre côté, Yturbide affectait depuis quelque temps un zèle excessif pour tous les exercices religieux; on savait qu'il communiait fréquemment, qu'il faisait dans les églises acte de présence assidue, enfin que journellement dans sa famille on débitait le rosaire avec ferveur. Rien ne pouvait convenir davantage aux chefs de la Profesa; ils appelèrent auprès d'eux le colonel Yturbide et lui communiquèrent le grand plan dont l'exécution allait lui être confiée : on devait le nommer général en chef de l'armée située entre Mexico et Acapulco, et mettre en même temps à sa disposition un trésor de 700 000 pesos, destiné en apparence aux îles Philippines; armé de ces ressources, il devait faire son pronunciamiento ; la Profesa et le vice-roi se chargeaient du soin de terminer le drame par l'abolition définitive de la constitution.

Sous le masque de la dévotion, Yturbide cachait un grand ambitieux; déjà une fois il avait révélé son ardent désir d'attirer sur lui l'attention, en faisant fusiller (1814) un vendredi saint trois cents excommuniés, et en rendant publique la lettre officielle où il se vantait de cet infâme exploit. Quoique riche et indépendant par sa position, il poursuivait avec acharnement une carrière qui l'obligeait à tirer incessamment l'épée contre ses compatriotes. Jusqu'alors il avait évité de s'engager ouvertement avec les indépendants, mais il était en rapport avec leurs principaux chefs au moyen d'une dame distinguée de la haute société mexicaine, avec qui il entretenait d'étroites relations; pleine d'ardeur et

d'enthousiasme, cette femme remarquable, quoique déjà assez avancée en âge, exerçait encore par ses attraits un charme irrésistible. Elle eut par son amant communication du plan qui lui était proposé, et elle lui conseilla de profiter de l'occasion pour jouer dans son pays le beau rôle de Bolivar en Colombie; elle fit plus, elle prépara elle-même les voies, les moyens, et c'est par son initiative que le licencié don Juan José Espinosa de los Monteros prépara le fameux programme révolutionnaire connu sous le nom de *plan d'Yguala*, dont nous aurons bientôt à parler. Jamais occasion plus favorable ne pouvait se présenter : sur 35 régiments qui composaient la force armée de la vice-royauté tout entière, 11 étaient composés de soldats péninsulaires et 24 d'indigènes; l'influence que les royalistes accordaient à Yturbide prouvait qu'il était jugé capable de grouper ces derniers autour de lui. Toute la difficulté consistait à savoir si les patriotes consentiraient à s'unir à lui contre les péninsulaires.

Dès les premiers jours de janvier 1821, Yturbide était déjà installé en qualité de commandant en chef de l'armée du Sud; ses fonctions lui imposaient l'obligation de poursuivre avec acharnement l'un des chefs des patriotes, Guerrero, celui qui avait maintenu l'étendard national avec le plus d'opiniâtreté. Au lieu de s'acharner à sa poursuite, Yturbide s'arrangea de manière à entrer en négociations avec lui; il accepta une entrevue et écouta avec bienveillance les propositions qui lui furent faites. Ce premier succès obtenu, il communiqua à ses troupes la mission qui lui avait été donnée, et leur manifesta son intention de se déclarer ouvertement pour la cause de l'indépendance. Ses insinuations ayant été accueillies avec empressement, il se rendit, le 24 février 1821, à la tête de son quartier général dans la ville d'Yguala, et il y publia son programme, dont les bases principales étaient

les suivantes : la Nouvelle-Espagne se déclarait indépendante et se transformait en monarchie limitée, dont la couronne impériale était offerte d'abord au roi Ferdinand et à ses frères, puis, au cas où ils la refuseraient, à quelque autre prince d'une des familles régnantes. Toute distinction entre Européens et Américains, entre blancs et gens de caste devait cesser ; tous ceux qui se déclaraient en faveur de l'indépendance devaient, sans distinction de nationalité, conserver leurs places et dignités ; la religion catholique devait être la religion d'État exclusive et les droits de l'Église seraient maintenus. L'armée devait s'engager à défendre les trois garanties, c'est-à-dire l'indépendance, la religion et l'union (note B). C'était un plan bien médité, très-habilement conçu, propre à rallier les esprits et ayant le grand avantage d'assurer une solution qui paraissait facile à l'état d'anarchie dont le pays se sentait menacé depuis la proclamation de la constitution de 1812.

Aussi arriva-t-il qu'il fut accueilli partout avec un enthousiasme indicible. Dès qu'il en eut connaissance, Guerrero, donnant un généreux exemple de conciliation, vint avec ses vieilles bandes s'unir au nouveau libérateur. Son exemple fut suivi par d'autres chefs ; on vit reparaître tout à coup, sortant du fond des déserts, où depuis longtemps on croyait qu'il avait désarmé, un des patriotes les plus obstinés, Guadalupe Victoria, et son premier acte fut de se ranger sous le nouveau drapeau. A ces ralliements inespérés, qui donnaient tout de suite une grande valeur à sa cause, Yturbide put joindre en peu de temps l'adhésion d'éléments essentiellement conservateurs ; partout dans les campagnes et les villes l'opinion publique se déclarait en sa faveur : dans l'armée, dans le clergé, dans l'administration, des hommes importants témoignèrent de leur volonté de s'attacher à son sort. La révolution, sans qu'une goutte de sang eût été ré-

pandue, se trouva effectuée d'un bout à l'autre de la Nouvelle-Espagne.

Tous ceux qui dans la société de la Profesa appartenaient au parti exclusivement gothique virent avec douleur la tournure qu'Yturbide avait donnée à leur coup d'État réactionnaire; mais les créoles conservateurs, le clergé lui-même, rassurés par les promesses qui leur étaient faites dans le plan d'Yguala, se remirent bientôt de leur première impression, et en présence de l'attitude générale du pays, au lieu de comprimer le mouvement, ils cherchèrent à l'exploiter à leur profit.

Le vice-roi avait été trompé : il s'était rendu par cette erreur à la fois suspect aux Espagnols libéraux qui connaissaient son antipathie pour la constitution, et au tiers parti absolutiste et gothique, qui l'accusait, pour ne pas les avoir devinées, d'avoir contribué aux menées d'Yturbide. Aussi n'inspirait-il plus aucune confiance aux Espagnols ! ceux-ci, voulant dans une situation difficile un chef énergique à leur tête, le déposèrent violemment et nommèrent à sa place un officier d'artillerie, le général Novella, de qui ils attendaient des mesures efficaces (1er juillet).

Cette décision tardive devait être complétement inutile ; le feu de la sédition s'était en effet propagé dans tout le Mexique avec une extrême rapidité: Acapulco s'était soulevée en faveur d'Yturbide; lui-même mettait le siége devant Puebla; Victoria s'était approché des murs mêmes de la capitale; les troupes espagnoles n'avaient pu rentrer dans Orizaba et Cordoba, après les avoir quittées pour se diriger sur la capitale ; près de Vera Cruz, le capitaine Santa Anna avait organisé une colonne indépendante qui s'était jetée dans les montagnes de Perote non loin de Jalapa ; enfin le colonel Bustamante avait dans le bajio de Guanajuato fait prisonnier le représentant du vice-roi, et toutes les troupes de

cette province avaient spontanément proclamé l'indépendance.

Quatre mois s'étaient à peine écoulés depuis la proclamation du plan d'Yguala, et à l'exception de Mexico et de Vera Cruz, toutes les villes du Mexique s'étaient prononcées en faveur d'Yturbide; elles étaient devenues trigarantes, c'est-à-dire qu'elles étaient complétement détachées de la métropole, sous la condition que le Mexique formerait une monarchie indépendante dans laquelle les Espagnols et les Américains seraient traités sur un pied parfaitement égal.

L'armée du Libérateur venait de s'emparer de la ville de Puebla après un siége assez long (1er août 1821), quand on apprit l'arrivée à la Vera Cruz d'un nouveau vice-roi nommé Juan O'Donoju, envoyé, disait-on, de la Péninsule avec une mission de paix et de conciliation. Aussitôt, sans lui laisser le temps de communiquer avec les autorités de Mexico, Yturbide voulut entrer en conférence avec lui; il lui demanda une entrevue, l'obtint à Cordoba, expliqua avec chaleur son plan d'Yguala, et se déclara tout prêt à signer un traité sur ces bases. O'Donoju, à son départ d'Espagne, avait été autorisé à faire des concessions; il trouvait à son arrivée le pays tout entier aux mains des indépendants; il crut faire une œuvre méritoire, et il le faisait sans aucun doute, en acceptant un état de choses auquel il se sentait impuissant à porter remède. Il accueillit donc les propositions d'Yturbide et signa avec lui le traité de Cordoba (27 août), confirmation définitive du plan d'Yguala.

Par ce traité, la Nouvelle-Espagne était considérée comme un empire souverain et indépendant; Ferdinand VII, et à son défaut l'un des infants espagnols, était appelé à en occuper le trône avec le titre d'empereur constitutionnel; une junte provisoire gouvernementale devait être formée; une régence de trois individus devait exercer provisoirement le

pouvoir exécutif; des Cortès seraient réunies pour former une constitution, la propriété était déclarée inviolable. Quiconque voudrait émigrer hors du pays était autorisé à le faire en emportant tous ses biens, sans autre entrave que de payer certains droits d'exportation; enfin les troupes espagnoles évacueraient la capitale moyennant une honorable capitulation (note C).

O'Donoju croyait, en signant une semblable convention, agir en homme d'État clairvoyant et sage; il ne réussit, vis-à-vis de ses compatriotes, qu'à s'attirer leur mépris et à se faire accuser de trahison; l'aveu de sa faiblesse a toujours été un des sacrifices les plus sensibles au peuple espagnol, trop habitué à être flatté et adulé par ses écrivains et ses gouvernants; au lieu de voir dans cette transaction la fin d'une guerre ruineuse, le terme d'un état de choses périlleux qui ne pouvait amener avec le temps que de plus tristes complications, il ne voulut y apercevoir qu'une surprise passagère, une trahison ou une maladresse de diplomate. Vaine colère de petits esprits.

Le traité de Cordoba était une nécessité. Ni Ferdinand VII ni le congrès espagnol ne lui donnèrent leur approbation; mais il ne s'exécuta pas moins réellement dans toutes les stipulations qui étaient contraires à l'Espagne, et leur refus de le ratifier ne servit qu'à accroître ce qu'il pouvait avoir pour leur nation de funeste, en la privant de toutes les compensations qui lui avaient été réservées.

Un mois après la signature de la paix, les troupes d'Yturbide firent leur entrée dans Mexico, et une junte provisoire dont faisait partie O'Donoju fut élue avec la mission de gouverner le pays (27 septembre). Novella avait hésité quelque temps à faire sa soumission; mais il lui était impossible de méconnaître l'autorité légitime du nouveau vice-roi, et il avait dû se retirer en faisant con-

naître à l'armée la nécessité où elle était d'évacuer la capitale.

Cette évacuation était déjà entièrement effectuée, quand une mort subite vint enlever O'Donoju à la difficile situation qu'il s'était créée (8 octobre), et fit passer le commandement aux mains d'un général très-recommandable, don Pascual Liñan, que son mauvais sort à la fin d'une carrière bien remplie condamnait au triste rôle de ramener en vaincu dans la Péninsule les derniers restes d'une brillante armée.

A peine eut-il fait son entrée à Mexico, Yturbide, appuyé sur une grande partie de l'armée et du clergé, et s'appliquant à capter la faveur de la populace, commença à jouer le rôle de maître absolu. Il nomma lui-même les trente-six membres de la junte consultative et s'attribua la présidence de la régence; il se fit nommer généralissime et grand amiral et affecta de s'entourer de toute la pompe d'un monarque. Aussi dès l'origine une partie de la population se trouva-t-elle prévenue contre lui, et dès les premiers jours de l'indépendance une forte opposition commença à se manifester contre ses desseins dans le sein de la junte même qu'il avait nommée.

Ce n'était point pour servir de marchepied à un Yturbide que des hommes comme Guerrero, Victoria et Bravo avaient pendant des années lutté avec acharnement contre la domination coloniale de l'Espagne. Ces hommes exerçaient une grande influence sur l'opinion par l'énergie de caractère qu'ils avaient déployée et par les services qu'ils avaient rendus ; mais leurs tendances républicaines étaient odieuses à la grande masse des officiers et des fonctionnaires, habitués à jouir des faveurs et des priviléges d'une administration toute-puissante ; aussi ne purent-ils tout d'abord faire triompher leur manière de voir : le courant de l'opinion était

exclusivement favorable au promoteur du plan d'Yguala : c'est lui qui était réellement maître de la situation, et il songea à l'exploiter jusqu'aux dernières limites.

Une insurrection des troupes espagnoles qui avaient évacué Mexico et qui, en attendant le moment de s'embarquer, séjournaient encore dans les montagnes qui séparent cette capitale de la côte, eût été pour lui un incident précieux : en renouvelant les terreurs de la classe moyenne et de la populace, en faisant apprécier l'utilité de son intervention, elle eût servi à rehausser son prestige et fourni une excellente occasion de se faire acclamer empereur. Des efforts furent donc tentés afin de pousser à bout les débris de l'armée royale que Liñan entraînait avec difficulté vers les points d'embarquement; il fut question d'enlever leurs armes à tous les soldats qui n'avaient pas été vaincus. Liñan, par son attitude et sa décision, parvint à faire respecter la capitulation et facilita le départ d'une première division (21 mars) ; la seconde se laissa entraîner par des chefs maladroits et indiscrets et tenta, dans les premiers jours d'avril, de rétablir l'autorité royale dans toute sa plénitude. Yturbide envoya aussitôt des troupes contre elle, obligea les mutins de se rendre à discrétion, et sans qu'on pût l'accuser d'avoir violé la capitulation, put donner au peuple de Mexico le spectacle de ramener en prisonniers dans la capitale ces mêmes soldats qui pendant si longtemps avaient causé l'effroi et la terreur des leperos (6 avril 1822).

Après ce dernier incident, à l'exception de la forteresse de San Juan d'Ulloa, où s'était enfermé le général Davila, sans vouloir prêter l'oreille à aucune négociation, il ne restait plus dans toute la Nouvelle-Espagne un coin de terre occupé par les soldats espagnols : le Yucatan et le Guatemala avaient même suivi l'exemple de la vice-royauté : l'un avait renvoyé purement et simplement à la Havane son capitaine

général; dans l'autre, le représentant de la Péninsule, Gainza, avait fait cause commune avec les créoles, et d'accord avec l'archevêque avait déclaré lui-même l'indépendance du pays et son union avec la Nouvelle-Espagne.

Ainsi les partis, dès le lendemain du traité de Cordoba, étaient en état au Mexique, sans avoir à redouter aucune pression extérieure, de travailler solidement à l'établissement d'un bon gouvernement, et de choisir le système définitif qui convenait le mieux à la nouvelle nation. Par malheur, trop peu préparés à la liberté qui leur était soudainement octroyée, ils ne surent pas se faire les concessions nécessaires en vue du bien public ; ils restèrent tranquillement en présence pendant quelques mois sous le prétexte d'attendre des nouvelles de Madrid, qui devaient leur apprendre si le gouvernement espagnol accordait définitivement sa sanction au traité de Cordoba et si Ferdinand VII ou l'un de ses frères acceptait la couronne qui lui était offerte; quand ils surent la décision prise par les Cortès, le 13 février 1822, de déclarer ce traité nul et non avenu, et qu'ils voulurent travailler efficacement à leur organisation politique, il était déjà trop tard : pendant leur longue abstention, ils avaient laissé prendre à Yturbide une position supérieure, et celui-ci se trouva assez fort pour imposer sa loi.

Le 18 mai 1822, malgré l'opposition du congrès, qui, bien que composé d'éléments conservateurs, ne s'était point montré dès l'origine favorable à Yturbide, une bande de sous-officiers et de soldats, suivie d'une foule de leperos, l'acclama dans les rues de Mexico et le proclama empereur sous le nom d'Augustin Ier.

Il y eut le lendemain une séance extraordinaire des Cortès convoquée par le Libérateur : sur 162 députés, 94 seuls consentirent à voter sous la pression d'une multitude enivrée

et séduite ; et encore sur ces 94, une minorité de 15 voix déclara que les députés n'avaient pas pouvoir pour sanctionner une semblable élection. On passa outre, et élu empereur par 77 voix, Yturbide déclara qu'il agissait contraint et forcé, mais enfin qu'il se soumettait à la volonté du peuple.

Parvenu au pouvoir suprême contre la volonté calme et réfléchie des représentants de la nation, et à l'aide d'un coup d'État, l'usurpateur ne devait pas s'attendre à rencontrer un instrument docile dans le congrès dont il avait humilié la majesté. Aussi dès le lendemain de son installation le pouvoir législatif travailla-t-il par son attitude à recouvrer la prépondérance qui lui avait été enlevée : il opposa d'énergiques barrières aux dépenses inouïes que l'empereur réclamait pour son armée et au faste ridicule dont il voulait s'entourer ; et il chercha autant qu'il fut en lui à empêcher les exactions commises contre toutes les caisses publiques où se trouvaient les dépôts des particuliers. Ainsi privé des moyens d'organiser la corruption sur une grande échelle pour se procurer des partisans, l'usurpateur proposa d'abord au congrès de réduire le nombre de ses membres, puis sur son refus le déclara dissous (31 octobre), établissant à sa place une junte constituante spécialement chargée de préparer une nouvelle loi électorale et d'élaborer un projet de constitution.

La nation mexicaine supportait avec dégoût la triste situation où elle se voyait réduite, quand on apprit qu'un officier mécontent, Santa Anna, avait arboré à Vera Cruz le drapeau de la république, et qu'une partie des troupes employées au siége du château de San Juan d'Ulloa s'étaient rassemblées autour de lui. Aussitôt les patriotes se hâtent de profiter de cette circonstance. Victoria accourt auprès de Santa Anna et relève son moral trop facilement abattu par

un premier insuccès. Bravo et Guerrero abandonnent la capitale pour retourner dans les provinces du Sud afin d'y organiser un nouveau centre d'insurrection (janvier 1823). Cette prise de boucliers effraya les conservateurs, et ils se décidèrent à rétablir l'autorité du corps législatif. Trois généraux envoyés contre Santa Anna, à la tête de trois colonnes différentes, s'abouchèrent ensemble près de Casa Mata, décidèrent entre eux le rétablissement du congrès, et s'empressèrent de faire part de leur décision à l'empereur.

En apprenant cette nouvelle, Yturbide songea d'abord à une énergique résistance; puis, abandonnant cette ligne de conduite et se croyant nécessaire, il se décida à convoquer le congrès dissous et à présenter son abdication (19 mars).

Les députés surent habilement tirer parti de l'étrange situation qui leur était faite; au lieu d'accepter l'abdication, ils déclarèrent nulle et non avenue l'élection qui leur avait été arrachée par la force, prononcèrent l'exclusion du trône de la famille des Bourbons, et, une fois ces résolutions prises, attendirent avec calme les généraux qui avaient commencé le mouvement insurrectionnel, dans l'espérance de le faire tourner à leur profit.

Ceux-ci avaient été loin de s'attendre à un revirement aussi complet, qui dépassait leurs désirs, car ils étaient tous les trois partisans du système monarchique; cependant ils se soumirent aux décisions du congrès, qui chargea du pouvoir exécutif un triumvirat composé des trois personnages considérés comme l'expression la plus sincère des partis dominants : Bravo, Victoria et Negrete. Quant à Yturbide, après avoir présenté son abdication, il s'était embarqué pour l'Europe et avait été cacher dans la ville de Livourne le souvenir de son élévation éphémère et le regret de sa chute rapide. Dès lors le pays se trouva entraîné nécessairement dans la voie de la république; le malheureux essai

qu'on venait de faire avait justement degoûté de la monarchie ; on se décida au Mexique à suivre l'exemple des autres colonies de l'Amérique, et l'opinion, d'accord sur ce point capital, commença à se préoccuper exclusivement de la question de savoir si l'organisation du pays devait être fédérale ou unitaire.

C'est sur ce point de vue que les esprits se divisèrent : on se demandait s'il devait exister une forte administration centrale, ou si chaque province, à l'exemple des Etats-Unis, constituerait un Etat spécial avec ses corps législatifs et sa propre administration.

Le premier congrès, qui avait eu une existence si agitée, composé en grande partie de conservateurs était plutôt favorable à l'établissement d'un seul Etat, sur le modèle des gouvernements européens ; quoique rétabli dans la plénitude de ses droits après sa conférence de Casa Mata, il n'osa point cependant résoudre de lui-même cette grave question, et laissa ce soin à un second congrès, dont il facilita l'avénement en proposant la loi électorale au moyen de laquelle il fut élu.

Dans celui-ci, les fédéralistes se présentèrent avec une majorité imposante et voulurent signaler leur triomphe en proclamant la république fédérative.

Au moment où les Français pénétraient à Cadiz sous les ordres du duc d'Angoulême, le second congrès mexicain commençait à discuter l'acte constitutif dans lequel devait être proclamée à la face de l'Espagne et de l'Europe entière l'indépendance des provinces qui constituaient auparavant la Nouvelle-Espagne. Guatemala avait voulu se séparer d'elles, et à l'exception de la province de Carapus, qui à cause de ses relations commerciales maintint de plein gré ses relations avec le Mexique, il s'était constitué en Etat indépendant sous le nom d'Amérique centrale. Toutes les autres pro-

vinces, même le Yucatan, donnèrent leur adhésion à l'acte constitutif, et par leur commun accord se trouvèrent définitivement organisés les *Etats-Unis du Mexique*, appelés à une tout autre destinée que ces autres États-Unis leurs voisins, habités par la race anglo-saxonne, dont ils cherchaient en ce moment même à imiter les institutions.

Les troupes espagnoles occupaient toujours à cette époque le château de San Juan d'Ulloa et continuaient à gêner par cette occupation les transactions commerciales du port de la Vera Cruz.

Politique suivie à l'égard de l'Amérique par le gouvernement espagnol de 1820 à 1823.

Après avoir jeté un rapide coup d'œil sur tous ces événements, il nous reste à rendre compte de l'attitude prise à l'égard des colonies par tous les différents pouvoirs qui se succédèrent à Madrid durant la période constitutionnelle.

Ferdinand, pour sa part, ne varia jamais dans sa ligne de conduite : la répression à outrance était à ses yeux le seul moyen de répondre aux tendances des colonies ; ajoutant tout l'orgueil castillan aux prétentions d'un descendant de Louis XIV, il s'indignait à la seule idée de ne plus pouvoir répéter cette phrase pompeuse par laquelle il se plaçait au-dessus de tous les monarques du monde : *le soleil ne se couche jamais dans mes Etats.*

Moins dominés par des vues ambitieuses et égoïstes, les bons citoyens qui depuis le 9 mars 1820 jusqu'à l'ouverture des Cortès dirigèrent le char de l'État sous le nom de junte gouvernementale, tombèrent dans un excès qui ne fut pas moins fatal à l'Espagne que la rigueur excessive de Ferdinand : ils se persuadèrent naïvement, comme les députés de 1810 et 1812, que la proclamation du régime constitutionnel

ferait immédiatement tomber les armes des mains des patriotes insurgés, et que la seule annonce des modifications politiques introduites dans la Péninsule amènerait la pacification des colonies.

On a peine à croire à un pareil enfantillage, mais cette pensée est mise au grand jour dans des documents d'une telle importance, et prouvée par des faits si nombreux, que la contester, ce serait se refuser à l'évidence. Dans le discours du roi à l'ouverture des Cortès en 1820, dans le mémoire où la junte a consigné tous les principes qui présidèrent à son administration, la même idée est développée sur tous les tons. « La constitution de 1812 est appelée l'Iris de paix de toute la race espagnole de l'ancien et du nouveau continent; soumises à ses lois justes et sages, les colonies auront à cœur elles-mêmes de faire partie d'une nation libre et généreuse; sous l'empire de la constitution, il n'y a plus de métropole et de colonies : c'est un seul et même peuple régi par les mêmes lois, et animé par les mêmes intérêts. »

Quelles que fussent leurs espérances intimes, des hommes d'État d'une véritable portée ne s'en seraient pas exclusivement rapporté à la haine des Américains pour le système absolu et au désir qui s'était répandu chez eux de jouir d'institutions libérales : ils auraient compris qu'en outre des questions intérieures, un intérêt bien entendu poussait les colonies à réclamer leur indépendance, et que par suite il n'y avait avec elles que deux partis à prendre : ou les vaincre par un grand déploiement de forces, ou s'assurer leur sympathie et de grands avantages commerciaux par des concessions opportunes.

Les hommes de la junte crurent avoir assez fait en envoyant en Amérique, à la place de la grande armée préparée à Cadiz, le décret qui annonçait la convocation des Cortès et l'ordre aux généraux qui soutenaient alors la guerre avec

le plus d'opiniâtreté, à Pezuela et à Morillo, d'arrêter autant que possible l'effusion du sang et d'entamer des négociations avec les rebelles.

Les avantages que pouvaient retirer les Américains de l'envoi de députés aux Cortès étaient tout à fait illusoires : le décret du 20 mars, tenant lieu de la distance, établissait que, jusqu'à l'arrivée des députés élus suivant les conditions du pacte constitutionnel, les pays d'outre-mer seraient tous représentés par trente suppléants ; or ces suppléants, élus par des originaires d'Amérique résidant pour la plupart depuis très-longtemps dans la Péninsule, ne pouvaient représenter sincèrement les vœux et les intérêts des habitants des colonies, et le nombre de voix qui leur était assuré leur paraissait aussi bien peu proportionné au chiffre de leur population.

Le décret convoquant les Cortès ne produisit donc pas toute l'impression qu'en attendait la junte ; quant aux ordres communiqués à Morillo et à Pezuela, ils ne servirent qu'à entraver les opérations militaires, sans produire aucun résultat sérieux. Ces deux fonctionnaires, nourris des idées de Ferdinand, systématiquement opposés à toute transaction avec les colons, n'obéirent aux ordres de la junte qu'avec une extrême répugnance ; malgré les résistances si énergiques qu'ils éprouvaient, ils mettaient leur gloire à ne pas s'avouer vaincus et considéraient comme mauvais Espagnol quiconque croyait possible l'émancipation des colonies; les succès obtenus par Buenos-Ayres et par le Chili ne les avaient point convaincus : les colons étaient pour eux des rebelles, et il n'y avait point à entrer en pourparlers avec eux.

On conçoit que de semblables dispositions chez les représentants de l'autorité rendaient à l'avance impossibles ces élans de sympathie, cet amour, cette fraternité, au

moyen desquels la junte croyait possible le rétablissement de la concorde.

Il y eut, à la suite des ordres venus de Madrid, des négociations suivies entre Morillo et Bolivar en Colombie, et entre Pezuela et Saint-Martin au Pérou. Ces dernières n'aboutirent point d'abord et furent reprises postérieurement; les autres produisirent la convention de Trujillo, qui doit bien moins être considérée comme un armistice sérieux que comme une manœuvre habile employée par deux habiles généraux : par l'un, pour accroître ses forces par une trêve nécessaire, afin de recommencer plus tard la lutte dans de meilleures conditions; par l'autre, pour sortir honorablement d'une situation difficile dans laquelle il ne voulait pas rester plus longtemps compromis (septembre 1820).

Il avait été convenu dans le traité de Trujillo que des commissaires seraient envoyés de la Péninsule à la colonie, et que d'autres se rendraient de Caracas à Madrid pour traiter, chacun de leur côté, les grandes questions à résoudre; mais rien n'avait été préjugé sur le point essentiel : l'indépendance. Pendant longtemps, les deux chefs n'avaient même pu entrer en rapport, par suite de la volonté bien arrêtée chez l'un de ne pas reconnaître cette indépendance si désirée, chez l'autre de ne rien concéder avant qu'elle fût admise en principe.

Dans les Cortès de 1820, à l'exception de la phalange des suppléants américains, la plupart des députés partageaient sur ce point l'opinion de Morillo; ils avaient le 17 septembre voté une amnistie générale. Sur la liberté du commerce, bien qu'à propos du tarif des douanes ils eussent déclaré qu'il ne fallait pas y songer en Amérique, ils auraient accordé des concessions s'ils avaient pensé rallier par ce moyen les colonies; mais quant à l'indépendance en elle-même, ils refusaient d'en entendre parler; ils accueillirent fort mal

les deux commissaires colombiens Revenga et Echevarria, envoyés par le congrès d'Angostura pour s'entendre avec le gouvernement espagnol, parce qu'ils insistaient hautement sur la reconnaissance de leur patrie comme État indépendant.

Que pouvaient tenter d'utile les diplomates avec une semblable base de négociations? Rien, absolument rien. Aussi, tandis qu'en Colombie la convention de Trujillo, loin de conduire à une paix définitive, était dénoncée par Bolivar, et qu'à Madrid on remettait leurs passe-ports aux deux ambassadeurs colombiens, tous les efforts du négociateur don Manuel Abreu pour amener une réconciliation entre Saint-Martin et La Serna échouaient à Punchauca et ne servaient qu'à retarder de quelques jours l'évacuation de Lima par l'armée espagnole.

Les suppléants étant peu à peu remplacés par quelques députés propriétaires venus directement des colonies, l'opinion des Cortès de 1820, malgré la répugnance avec laquelle elles abordaient ce grave sujet, se trouva enfin appelée à se prononcer. Un membre nommé Magarino demanda la nomination d'un comité chargé d'indiquer les mesures propres à mettre un terme à la guerre, et sa proposition fut d'autant plus opportune qu'on reçut au même moment les nouvelles du soulèvement d'Yturbide, et que la crainte de perdre le Mexique, après avoir déjà perdu Buenos-Ayres, le Chili et la Colombie, produisit tout à coup sur les esprits une profonde impression (avril 1821).

Le comité fut effectivement nommé ; il fut composé d'Américains et d'Espagnols, et se mit à l'œuvre dans l'intention de formuler quelques propositions (mai et juin 1821). C'est pendant qu'il se livrait à ses travaux préparatoires que le gouvernement se décidait à envoyer de l'autre côté de l'Atlantique les deux généraux O'Donoju et Cruz Mourgeon,

en leur donnant des instructions moins sévères et moins répressives que toutes celles qui avaient été envoyées jusqu'alors à leurs prédécesseurs.

La deuxième session ordinaire des Cortès devait finir le 30 juin; les travaux du comité devaient donc être poussés avec vivacité si l'on voulait arriver à une solution; mais il semble que personne ne voulait assumer devant le pays la responsabilité d'aucun acte important sur ces matières. Le comité abandonna au gouvernement le soin de présenter des propositions à l'ouverture de la nouvelle session, sans même vouloir se prononcer sur un plan très-intéressant qui avait été présenté par quarante-cinq députés américains.

Fortement excités par les événements qui s'étaient accomplis au Mexique dans le commencement de 1821, ceux-ci avaient pris en effet une attitude bien dessinée : ils s'étaient groupés sous la direction de Molinos del Campo, de Navarrete et de Zabala, et ils demandaient pour les colonies une vie à part qui eût été une indépendance réelle et effective, sans briser néanmoins tous les anciens rapports qui existaient depuis si longtemps entre la métropole et les colonies. Ils soutenaient à juste titre que la constitution ne pouvait être appliquée en Amérique comme dans la Péninsule, que les lois faites à Madrid ne pouvaient être introduites dans les colonies, que celles-ci ne jouissaient d'aucun des bienfaits d'un peuple libre, que, par exemple, la responsabilité des fonctionnaires y était inconnue; ils proposaient de former en Amérique trois sections législatives : une pour le Mexique, une seconde pour la Colombie, une troisième pour le Pérou, Buenos-Ayres et le Chili; d'instituer, dans chacune de ces sections, une délégation choisie par le souverain, avec son ministère, son conseil d'État et son tribunal suprême spéciaux; les mêmes lois qui régis-

saient le commerce de l'Espagne avec ses colonies s'appliqueraient au commerce de celles-ci entre elles.

Ce plan était assez conforme aux bases du programme d'Yguala ; malgré son importance, il ne fut pas jugé digne d'un examen approfondi.

Dès que les Cortès se réunirent une troisième fois en session extraordinaire (24 septembre 1821), elles ne tardèrent pas à avoir connaissance du traité de Cordoba signé par O'Donoju et Yturbide; cette nouvelle, loin de les faire réfléchir, ne fit qu'accroître leur irritation. Un de leurs premiers actes fut d'exclure les suppléants qui représentaient les districts dans lesquels on ne pouvait pas ou on ne voulait pas faire les élections. Puis, sous le prétexte que la constitution s'opposait formellement à tout démembrement du territoire, elles feignirent, suivant l'avis de Toreno, de se considérer sans droit à reconnaître l'indépendance d'aucune colonie américaine : c'était le même prétexte sous lequel le roi cachait depuis deux ans son système de répression à outrance.

Quand le gouvernement se présenta pour formuler les propositions qu'il devait soumettre, les seules concessions qu'il fût disposé à faire étaient l'octroi de la liberté du commerce, l'abrogation de certains articles de la constitution, l'ajournement des résolutions relatives aux couvents et au régime ecclésiastique, et l'acceptation d'une médiation étrangère. Le comité ne jugea pas ces propositions dignes d'être discutées et conclut, pour sa part, à l'envoi de commissaires chargés de s'entendre directement avec les colonies.

Cette motion fut approuvée, et le gouvernement (c'était alors le ministère Martinez de la Rosa qui était au pouvoir) fut autorisé à envoyer des plénipotentiaires en Amérique ; mais en même temps, comme pour ôter d'avance tout caractère à ces négociateurs, le congrès, sur la proposition du comte de Toreno, décida que le traité de Cordoba serait

déclaré nul et non avenu, que le gouvernement devrait se maintenir avec vigueur dans tous les centres coloniaux restés fidèles, et qu'une note diplomatique serait adressée aux diverses puissances pour leur faire comprendre que toute reconnaissance partielle ou générale de l'indépendance des colonies serait considérée comme un acte de violation des traités (13 février 1822).

La note fut en effet adressée ; mais déjà le 8 mars 1822, avant de la recevoir, le président des États-Unis, Monroe, avait obtenu du congrès de Washington l'autorisation de reconnaître les colonies espagnoles ; il hésita quelque temps à s'en servir vis-à-vis du Mexique, parce qu'il ne voulait pas sanctionner le régime monarchique qu'Yturbide avait eu la prétention d'y introduire ; cependant l'année ne s'était pas écoulée qu'il avait solennellement reconnu l'État de Colombie; son exemple ne devait pas tarder à être suivi par l'Angleterre.

Parmi les commissaires que le gouvernement espagnol avait dû envoyer en Amérique en exécution du décret du 13 février, deux avaient été dirigés sur Buenos-Ayres : c'étaient le magistrat Pereira et le colonel Robles. Leur arrivée dans cette cité vers le commencement de 1823 coïncida avec la propagation en Amérique de la nouvelle de l'intervention française. Aussitôt, dans cette cité intelligente, surgit l'idée d'acheter à prix élevé cette indépendance que l'orgueil castillan se refusait à accorder, alors même qu'elle eut été déjà conquise les armes à la main. On fit offrir, par des voies détournées, aux Cortès espagnoles la même somme qui avait été votée par la Chambre des députés en France pour leur faire la guerre (100 millions de francs), à la seule condition de reconnaître solennellement tous les faits consommés. Ces préliminaires amenèrent entre Pereira et Robles d'un côté et le gouvernement buenos-ayrien de l'autre,

le 4 juillet 1823, la signature d'un armistice de dix-huit mois, pendant lequel une parfaite harmonie devait exister entre la métropole et ses colonies, le commerce devait être rétabli entre elles, et la bannière buenos-ayrienne reçue dans les ports espagnols comme la bannière de Castille sur les bords du rio de la Plata.

Semblable convention, si elle avait été ratifiée par les Cortès et surtout par la volonté générale du peuple espagnol, aurait pu avoir sur les événements la plus grande influence; mais elle fut connue trop tard, quand déjà l'expédition du duc d'Angoulême avait obtenu ses premiers succès, et ni les Cortès réunies à Cadiz n'eurent assez de résolution pour l'accepter, ni le vice-roi La Serna ne consentit à y donner son adhésion et à l'appliquer au Pérou.

C'est pour traiter de l'approbation de ces bases préliminaires que les deux officiers supérieurs Las Heras, au nom de Buenos-Ayres, et Espartero, au nom de l'armée du Pérou, tinrent dans la ville frontière de Salta une conférence dont nous avons déjà parlé; Espartero, de la part du vice-roi, mettait pour condition à son acceptation la retraite immédiate de la division des Andes, corps buenos-ayrien qui opérait depuis longtemps avec les troupes du Chili, et la reconnaissance de l'autorité royale dans le Pérou. Las Heras ne pouvait souscrire à ces conditions, mais il insistait pour se rendre au Cuzco afin de traiter directement avec La Serna, se disant autorisé à lui faire des offres réelles qui mettraient certainement fin à la guerre. Les nouvelles d'Europe, annonçant les succès de l'intervention française, le prochain rétablissement de la monarchie absolue, et par suite le retour au système de répression à outrance, empêchèrent qu'il ne fût donné suite à ces premières démarches, et les négociateurs se séparèrent sans avoir pris aucune décision utile (note D).

Quant aux deux commissaires espagnols envoyés à Buenos-Ayres, Pereira et Robles, ils eurent non-seulement la douleur de voir leur œuvre repoussée par les Cortès, mais encore des lettres de change qui leur avaient été envoyées de Cadiz par le gouvernement constitutionnel ayant été protestées, ils se trouvèrent privés des ressources les plus nécessaires à leur subsistance et perdirent bientôt tout crédit vis-à-vis des Buenos-Ayriens par le fait de la restauration du régime absolu qui annulait leurs pouvoirs.

C'est pendant leur réunion à Cadiz, au moment le plus critique de leur situation, que les Cortès de 1822 furent appelées à donner leur avis sur la question des colonies. Le 2 août 1823, quand déjà on pouvait connaître le traité signé à Buenos-Ayres, la commission chargée par elles d'examiner les affaires d'outre-mer déposa sur le bureau un rapport avec les conclusions suivantes :

« Les gouvernements de fait des provinces dissidentes seront invités à envoyer des plénipotentiaires à un point neutre d'Europe, que désignera le gouvernement espagnol, à moins qu'ils ne préfèrent les envoyer dans la Péninsule, et un armistice sera immédiatement signé avec ceux qui se décideront à envoyer ces plénipotentiaires.

« Le gouvernement espagnol, de son côté, nommera un ou plusieurs plénipotentiaires autorisés à stipuler toute espèce de traités sur les bases les plus convenables, sans exclure même, en cas nécessaire, celle de l'indépendance.

« Les traités n'auront d'effet et de valeur qu'après avoir reçu l'approbation des Cortès. »

Si le rapport eût été approuvé, on voit que les Cortès de 1822 auraient déjà fait un grand pas; et malgré l'impuissance à laquelle elles étaient déjà réduites, elles auraient produit une grande impression sur l'opinion publique et facilité toute espèce de transaction que voudraient consentir

les gouvernements postérieurs. Il n'y eut pas, malheureusement, dans l'assemblée de Cadiz assez de bon sens et de jugement pour apercevoir l'intérêt bien entendu de l'Espagne. Malgré les sages indications de la commission, malgré les bonnes raisons exposées par les députés Varela et Santos Suarez, malgré les efforts d'Isturiz et de Galiano, qui les premiers avaient compris la nécessité de mettre fin à une lutte fatale et de déclarer l'indépendance de l'Amérique, il suffit de quelques vaines paroles d'Arguelles et de quelques observations du ministre de la marine pour que le rapport de la commission fût repoussé par 54 voix contre 43 (note E).

Jusqu'au dernier moment, les Cortès ne voulaient pas se montrer plus raisonnables que le roi dans cette question des colonies espagnoles, où s'engouffraient impitoyablement depuis quinze ans toutes les ressources de la malheureuse Péninsule.

CHAPITRE II

AYACUCHO.

(1824 à 1826.)

La nouvelle du rétablissement de l'absolutisme en Espagne produit une grave scission dans l'armée espagnole du Pérou. — Bolivar essaye de rallier à la cause de l'émancipation des colonies espagnoles les principaux généraux de l'armée du Nord. — Conduite de La Serna et de ses officiers. — Les Espagnols s'emparent du Callao et de Lima. — Insurrection d'Olañeta contre le vice-roi dans le Haut-Pérou. — Le général Geronimo Valdès est envoyé par La Serna contre Olañeta; il est arrêté au milieu de ses succès par la nouvelle que la cavalerie espagnole a été mise en déroute par Bolivar à Junin. — Concentration des troupes de Canterac et Valdès sous le commandement du vice-roi. — Bataille et capitulation d'Ayacucho. — Conséquences de ces graves événements. — Le Pérou s'affranchit définitivement de la domination espagnole. — Vaine tentative du dernier vice-roi Pio Tristan. — Expédition de Sucre contre Olañeta. — Mort de ce chef. — Siége du Callao. — Belle résistance de Rodil. — Capitulation (1826). — Les Chiliens s'emparent de l'île de Chiloé (1826). — Derniers efforts des bandes espagnoles de l'Araucanie. — Prise du château de San Juan d'Ulloa par les Mexicains. — Expédition du général Barradas en 1829; sa mauvaise issue. — Coup d'œil sur les diverses républiques formées dans les domaines américains de l'Espagne. — Le seul Brésil résiste dans l'Amérique du Sud à l'établissement du système républicain.

Au milieu des fatigues et des pénalités sans nombre qu'avait eu à supporter l'armée du Pérou, elle s'était conduite jusqu'alors avec un dévouement et un courage dignes des plus grands éloges. La retraite de Pezuela ayant remis l'autorité suprême entre les mains du vice-roi La Serna, et la direction effective des opérations militaires ayant été confiée à deux militaires aussi distingués que Canterac et Gero-

nimo Valdès, elle avait traversé avec un rare bonheur les difficiles années de 1820, 1821, 1822 et 1823. Ce n'était pas cependant que les éléments de décomposition et de désordre manquassent parmi ces braves soldats abandonnés par la métropole au milieu de populations ennemies : une sourde rivalité existait depuis l'origine entre les chefs qui avaient fait la guerre sous le commandement des Abascal, des Goyonèche et des Pezuela suivant les anciennes habitudes militaires de la monarchie espagnole, et ceux qui avaient été envoyés de la Péninsule lors de l'expédition de Morillo, après avoir lutté, sous les ordres de lord Wellington, contre les vétérans de Napoléon. Ces derniers, naturellement disposés à exalter leurs exploits, habitués à une discipline sévère, comprenant les grandes opérations stratégiques, s'étaient rendus odieux à beaucoup de leurs compatriotes en ridiculisant leur manière de combattre et le peu de portée de leurs plans de campagne. A cette première cause de division entre des Espagnols chez qui la plus noble rivalité se transforme si facilement en une odieuse envie, venaient s'ajouter les divisions politiques et religieuses ; le système constitutionnel avait des partisans sincères au milieu de l'armée du Pérou, et il n'avait pas été possible à Pezuela, malgré son ardent désir d'empêcher la promulgation de la constitution, de mener ses projets à terme : les ordres des Cortès avaient été respectés, grâce à l'attitude prise par les officiers supérieurs, et La Serna, mis en possession de l'autorité royale, s'était montré plein de déférence quant aux instructions qu'il avait reçues des divers gouvernements qui s'étaient succédé dans la mère patrie ; mais au milieu de l'atmosphère qu'on respirait à Lima, à Cuzco, à Potosi, à Oruro, parmi tous les anciens fonctionnaires dont les familles s'étaient enrichies à l'ombre des faveurs de la vice-royauté, il s'était maintenu un noyau composé d'ardents

défenseurs de la monarchie absolue, qui communiquaient secrètement avec Ferdinand VII et avec ceux de ses agents chargés de poursuivre tant à l'intérieur de la Péninsule qu'au dehors le renversement du système constitutionnel. Le brigadier Ramirez, l'ancien commandant en chef de l'armée, avait été longtemps le chef de ce parti ; après lui, la direction suprême en était passée aux mains d'un ancien contrebandier, élevé rapidement par Pezuela aux premiers grades de l'armée, devenu riche par un système de pillage savamment organisé dans les districts du Haut-Pérou, continuant, dans les postes élevés qu'il occupait, de se livrer à de vastes opérations commerciales, ayant des correspondances établies à Buenos-Ayres et dans les divers ports du Pacifique, et conservant d'étroites relations avec la cour de Madrid. Ce personnage était le général Olañeta, chargé depuis plusieurs années déjà de maintenir l'obéissance dans le Haut-Pérou, ambitieux jaloux d'arriver à la vice-royauté et assuré d'avance de l'obtenir le jour où la monarchie absolue serait complétement rétablie dans la Péninsule.

Autour de lui s'étaient rangés tous les militaires jaloux du mérite et des talents déployés par La Serna, Canterac, Valdès et par les officiers qui s'étaient brillamment distingués sous leurs ordres, tels qu'Espartero, Rodil, Loriga, Carratala, Monet, Ferraz, la Hera. Tandis que dans la vallée du Jauja et de Cuzco, l'œil incessamment fixé sur les événements qui se passaient à Lima, au Callao et dans les pays colombiens, l'armée espagnole vouée à la rude tâche de reconquérir le Pérou s'épuisait en fatigues incessantes pour soutenir avec honneur le drapeau castillan, l'entourage d'Olañeta, moins préoccupé de la cause nationale que de la satisfaction de ses ambitions personnelles, s'acharnait à contrarier toutes les dispositions du vice-roi, blâmait sa conduite dans toutes les circonstances, l'accusait de vouloir

organiser un État indépendant, se mettait directement en communication avec les diverses autorités américaines, donnait une fausse couleur à toutes les négociations entamées à Buenos-Ayres et à Lima, se faisait passer enfin à Madrid pour l'unique centre vraiment dévoué à la cause espagnole, le seul sur lequel Ferdinand VII pût réellement compter pour assurer sa souveraineté.

Tant que la cause constitutionnelle se maintint en Espagne, malgré la protection dont Olañeta jouissait auprès du roi, La Serna put faire respecter son autorité; il avait connaissance des plans tramés contre lui, et pour les déjouer, il avait même eu le soin dans les dernières campagnes du Bas-Pérou contre Tristan, Alvarado et Santa Cruz, de retirer à Olañeta une partie de ses forces pour organiser une armée dite *du Sud*, dont le commandement avait été confié à Valdès, tandis que Canterac conservait le commandement de celle du Nord.

Mais par une réaction naturelle, en raison de la situation politique qu'ils avaient prise l'un et l'autre, tous les événements qui se passaient dans la Péninsule, et dont la nouvelle arrivait au Pérou courrier par courrier, tendaient à accroître l'influence d'Olañeta, à diminuer celle de La Serna et de ses amis. Le jour arriva où la réaction blanche prétendit asseoir sa domination dans l'armée du Pérou et se superposer à tous les défenseurs du régime constitutionnel; au milieu d'officiers tous désireux d'atteindre le plus haut degré de la fortune par un coup de main, habitués à toutes les émotions du jeu le plus effréné, avides de décorations, de dignités, de riches emplois, les événements de la Péninsule devaient forcément déterminer une violente secousse qui pût donner satisfaction à tous ceux qui depuis longtemps s'étaient déclarés adversaires de la constitution de 1812.

Il ne fallait pas un grand degré de sagesse et de lumière

pour se convaincre à l'avance que la moindre scission dans l'armée espagnole, le jour où elle se traduirait par un refus de concours à l'œuvre commune, serait le terme fatal de l'affranchissement définitif du Pérou ; mais il y a des partis toujours prêts à sacrifier le bien de la patrie à leurs mesquines passions. Dignes émules des bandes de la foi qui escortaient dans la Péninsule les bataillons de la Sainte-Alliance, les apostoliques du Pérou devaient s'insurger contre le vice-roi choisi pendant le régime constitutionnel, dût cette fatale insurrection enlever à l'Espagne le dernier pays qu'elle possédât encore sur le continent américain.

Bolivar, qui était doué d'un coup d'œil rapide, sagace et profond, et qui de plus avait une parfaite connaissance des questions politiques qui travaillaient l'Espagne, n'était pas homme à apercevoir une nouvelle chance de succès, et à ne pas chercher aussitôt à en tirer profit.

Manœuvrant avec perfidie au milieu des éléments péruviens réunis à Lima autour du congrès qui avait condamné à mort Riva Aguero et élevé à la présidence un certain marquis de Torretagle, espèce d'ivrogne débauché privé par lui-même de toute initiative, il avait bientôt réussi à faire accepter sa dictature. Une constitution avait bien été votée par ce congrès, mais on en avait d'avance suspendu tous les articles qui pouvaient gêner le dictateur dans l'exercice de ses fonctions. Tant qu'il eut à redouter Riva Aguero et le corps d'armée péruvien concentré à Trujillo, Bolivar affecta une grande sévérité vis-à-vis des Espagnols et ne craignit pas de considérer comme une trahison les communications diplomatiques échangées à la suite des conventions signées à Buenos-Ayres par Pereira et Robles. Mais lorsque la défection du colonel Lafuente eut laissé soumis à son influence le Pérou tout entier, il reprit pour son propre compte les négociations de Riva Aguero, par l'intermédiaire du mi-

nistre de la guerre Berindoaga, qui fut envoyé auprès du vice-roi La Serna. La mission de ce personnage était de faire comprendre aux principaux officiers espagnols, dont les opinions constitutionnelles étaient connues, le danger que leur faisait courir la réaction de 1823 ; il devait leur exposer que jamais Ferdinand VII ne leur pardonnerait la retraite de Pezuela, qu'une mission secrète avait probablement été confiée à Olañeta, appelé à prendre bientôt entre ses mains les rênes de la vice-royauté ; que non-seulement leurs biens étaient compromis, mais que leur vie même était exposée ; qu'au contraire un bel avenir s'ouvrait devant eux s'ils voulaient aider à l'affranchissement du Pérou ; que le nouveau président Torretagle, le libérateur Bolivar leur assuraient à l'avance les plus hautes positions sociales dans le nouvel État ; qu'ils avaient ainsi les meilleures raisons d'abandonner la cause d'une métropole ingrate pour donner la liberté à une colonie disposée à une vive gratitude.

Certes, ces insinuations étaient de nature à faire impression sur des hommes abandonnés depuis plusieurs années à leurs seules ressources en face d'une nation cherchant à affermir son indépendance ; elles furent cependant repoussées avec un noble désintéressement par tout l'entourage de La Serna, et sans s'illusionner sur le rôle difficile qu'ils avaient à remplir, les dignes généraux auxquels elles furent adressées, Canterac, Loriga, Monet, les rejetèrent avec dédain, décidés avant tout à accomplir leur devoir, quel que fût le prix qu'ils eussent à attendre d'un monarque comme Ferdinand VII, quels que fussent les obstacles que leur annonçassent les tendances d'Olañeta.

La fin de 1823 et le commencement de 1824 se passèrent au milieu de toutes ces intrigues et de ces pourparlers, sans aboutir à aucun résultat sérieux : Bolivar établi à Lima, occupé à réorganiser l'ancienne coalition intentée par Riva

Aguero; Olañeta préparant déjà dans le Haut-Pérou les éléments d'une scission fatale; La Serna, à Cuzco, groupant autour de lui toutes les forces de l'ancienne vice-royauté; Canterac, à la tête de l'armée du Nord, disputant le passage des Andes aux forces colombienne et péruvienne qui menaçaient de le franchir sans avoir fait jusqu'alors aucune tentative sérieuse; et Valdès avec l'armée du Sud surveillant toute la côte depuis Yquique jusqu'à Islay, et forçant au rembarquement une expédition chilienne de 2 500 hommes envoyés tardivement comme renfort au général Santa Cruz.

Au mois de février, un incident inattendu vint remettre le Callao et même Lima entre les mains des Espagnols : parmi les troupes auxquelles Bolivar avait confié la garde des châteaux forts du Callao il se trouvait un régiment de nègres buenos-ayriens, très-mécontents depuis longtemps d'être soumis à l'autorité du dictateur colombien; sous le prétexte de réclamer l'arriéré de leur solde, ces nègres se mirent en état de rébellion ouverte, pillèrent la ville confiée à leur garde, et une fois libres de toute autorité, craignant les conséquences de leur conduite, se mirent en relations avec le brigadier Rodil, chef du corps de troupes espagnol le plus rapproché de leur résidence, et se décidèrent à lui livrer le Callao. Connaissant bien l'importance de cette place, Rodil, qui avait de l'énergie et de la détermination, prit sur lui-même d'envoyer auprès des insurgés son chef d'état-major Alaix avec toutes les ressources dont il pouvait disposer; il demanda ensuite les ordres du vice-roi, et une fois autorisé par La Serna, qui sans hésiter dirigea aussitôt vers la capitale une brigade aux ordres du général Monet, il pénétra dans la forteresse, dont il reprit possession au nom de l'Espagne. La terreur et la confusion que cet incident produisit dans Lima sont faciles à concevoir; Bolivar se hâta de courir au nord pour concentrer ses troupes à Trujillo, à

Cuença et à Guayaquil; le président Torretagle, abandonné à lui-même par le congrès qui s'était dissous après avoir nommé Bolivar dictateur absolu, se rapprocha des Espagnols et leur facilita l'entrée dans Lima (29 février).

C'était un coup de fortune bien inattendu pour la cause de Ferdinand VII, et l'on comprendra sans peine l'émotion générale que cet événement dut produire dans tout le Pérou; il permit au vice-roi de tenter un recrutement considérable dans le pays, afin de réparer les pertes nombreuses que les dernières campagnes avaient faites parmi ses vieux soldats; mais l'insurrection d'Olañeta, qui prit alors de très-vastes proportions, vint détruire toutes les espérances qu'on avait pu concevoir.

Jusqu'au 4 février, le général en chef du Haut-Pérou avait caché ses plans sous le fallacieux prétexte d'une simple mésintelligence avec les deux gouverneurs de Potosi et de Charcas, les généraux la Hera et Maroto; mais à cette date, ayant appris le premier les événements accomplis à Cadiz le 1er octobre 1823, il change soudain d'attitude, et dans une proclamation adressée à son corps d'armée, sous l'invocation de Dieu et de la sainte religion, il refuse l'obéissance au vice-roi, et tend à se déclarer autorité souveraine dans tout le Haut-Pérou. Ses deux ennemis la Hera et Maroto s'échappent avec peine des deux cités qu'ils occupaient; les autres gouverneurs, depuis longtemps déjà secrètement travaillés, se rangent autour de lui, et du jour au lendemain le vice-roi, déjà si épuisé, se trouve privé de toutes les ressources des provinces situées au sud du Desaguadero.

L'émotion fut grande dans l'armée du Pérou à cette triste nouvelle, qui atténua profondément la joie causée par la prise de possession du Callao. A l'instant, Valdès quitta les environs d'Arequipa pour faire rentrer dans l'obéissance le général rebelle; il se fit précéder par une proclamation qui

reconnaissait l'autorité absolue de Ferdinand VII, afin d'ôter tout prétexte aux machinations ambitieuses d'Olañeta ; mais ce dernier s'était déjà trop avancé pour reculer : il persista à ne point vouloir reconnaître la vice-royauté de La Serna, et la guerre civile ne fut pour le moment évitée qu'au moyen d'une convention signée à Tarapaya, suivant laquelle Olañeta restait chef indépendant de tous les pays situés au sud du Desaguadero, le pouvoir de La Serna restant limité spécialement aux provinces du Pérou proprement dit.

Tandis que les deux partis, à l'ombre de cette convention, attendaient avec impatience les ordres de la Péninsule, on reçut à Cuzco la nouvelle que Ferdinand VII, rentré dans la plénitude du pouvoir absolu, avait confirmé les pouvoirs de La Serna ; dès lors tout l'échafaudage d'Olañeta était renversé ; des ordres lui furent adressés d'avoir à résigner son autorité entre les mains de Valdès, et sur son refus ce général fut chargé d'entreprendre contre lui des opérations militaires. Elles commencèrent le 29 juin, et ce dut être une satisfaction bien grande pour les Péruviens de voir s'entretuer avec le plus terrible acharnement ces mêmes soldats qui avaient pour mission de les réduire.

Olañeta avait à sa disposition 4 000 hommes de troupes péninsulaires et s'était capté en même temps l'affection d'une masse assez considérable de Péruviens ; la résistance fut donc énergique, et il y eut plusieurs mêlées sanglantes caractérisées autant par l'énergie déployée des deux côtés que par l'héroïsme du général Valdès : ce dernier s'exposait à tous les dangers afin d'épargner un peu de sang, et le lendemain d'une victoire obtenue au prix des plus grands sacrifices il offrait aux vaincus, les larmes aux yeux, une généreuse clémence pour conserver à la patrie quelques-uns de ses soldats dont elle allait avoir un si pressant besoin. Le succès se déclarait partout en faveur de l'autorité du vice-roi,

quand les troupes de Valdès furent tout à coup rappelées au Nord, et quand ce général reçut l'ordre d'abandonner tout le Haut-Pérou à Olañeta, sans s'acharner davantage à sa poursuite. Il se hâta d'obéir, et par une de ces marches rapides auxquelles ses soldats étaient habitués, il reparut tout à coup à Cuzco au moment où on le croyait plus engagé dans les environs de Potosi et d'Oruro.

Son concours était devenu absolument nécessaire à Canterac pour résister aux nombreux ennemis qui s'avançaient contre lui. En effet, Bolivar, immédiatement après l'entrée des Espagnols à Lima, avait réuni une armée assez importante dans le nord de cette capitale, et peu à peu faisant venir de nombreux renforts de Colombie, appelant à son aide tous les patriotes, s'aidant des contingents chilien et buenos-ayrien, il s'était senti assez fort pour prendre l'offensive. Il songeait cette fois à traverser lui-même le plateau des Andes et à venir chercher le vice-roi La Serna dans ses propres cantonnements. Canterac avait d'abord marché hardiment audevant de lui, croyant avoir raison des llaneros de Venezuela avec la même facilité qu'il avait jusque-là triomphé des Chiliens et des Péruviens ; mais sa cavalerie, sur laquelle se fondaient ses principales espérances, avait été mise en déroute à Junin, et c'est alors que la vice-roi avait envoyé exprès sur exprès à Valdès afin de pouvoir opposer, en concentrant ses forces, une résistance énergique à ce terrible ennemi (fin août). On s'attendait dans le camp espagnol à voir Bolivar poursuivre avec acharnement les conséquences de son premier succès à Junin, lorsqu'on apprit tout à coup qu'il avait donné à son armée l'ordre de prendre ses quartiers d'hiver au sud-ouest de Cuzco, et que lui-même se dirigeait sur Lima, libre de toute occupation, afin d'y assurer son autorité et d'obtenir de nouveaux renforts de la Colombie. Ce départ, coïncidant bientôt avec l'arrivée

de Valdès, rendit quelques espérances au vice-roi La Serna, qui, ayant sous sa main toutes ses troupes disponibles, voulut prendre lui-même le commandement en chef de l'armée et prit la responsabilité des opérations militaires, en s'aidant des lumières des deux généraux qui jusqu'alors en avaient supporté tout le fardeau.

Il pouvait compter à peu près sur un effectif de 10000 hommes ; mais parmi eux le nombre des vieux soldats péninsulaires avait déjà considérablement diminué ; les rudes campagnes des années précédentes, celle qu'on venait d'exécuter dans le Haut-Pérou avaient créé dans tous les corps des vides nombreux qu'on avait remplis en enrégimentant des créoles et des Indiens, qui n'avaient aucune connaissance de la guerre, aucune force morale pour en supporter les dangers et les fatigues. Et tandis que la composition de ces vieilles troupes s'était ainsi modifiée d'une manière aussi triste, la qualité des adversaires avait subi des changements dans un sens tout opposé : les vieilles troupes colombiennes, habituées depuis tant d'années à la plus rude guerre contre les soldats de Morillo, avaient remplacé les bandes péruviennes de Saint-Martin dénuées de toute consistance.

Bolivar, en se retirant, avait laissé le commandement en chef des troupes au général Sucre. Il lui avait recommandé de ne pas quitter les lignes qu'il occupait ; mais ce dernier, ayant appris la marche de La Serna et de l'armée de Valdès (10 octobre), craignit d'être forcé dans ses positions, et d'accord avec ses principaux officiers, Lara, Cordoba, Miller, Necochea, il se mit en mouvement afin de ne pas être coupé de la grande route royale de Cuzco à Lima.

Pendant plus d'un mois les deux armées réunies manœuvrèrent à quelques lieues de distance l'une de l'autre au milieu d'un pays très-montagneux, soumises aux plus rudes privations, et paraissant hésiter à résoudre dans une action

décisive le grand problème de l'indépendance du Pérou. Mais enfin le 8 décembre, réduites toutes deux aux dernières extrémités, et l'impatience des soldats ne pouvant être contenue plus longtemps, les généraux se décidèrent à engager la lutte, et la plaine d'Ayacucho fut le théâtre choisi par eux pour vider ce noble débat. De l'aveu des écrivains espagnols eux-mêmes, Sucre ne commandait pas à plus de 7 000 hommes ; ses adversaires pouvaient lui en opposer jusqu'à 9 000 et avaient en outre une artillerie bien supérieure.

Une noble rivalité dominait dans l'armée patriote entre les divers contingents américains, exceptionnellement réunis sous la bannière du grand Libérateur ; chacun sentait instinctivement l'importance extraordinaire du combat qui allait s'engager, et le matin du jour solennel où la lutte s'engagea les âmes furent fortement émues par une détermination énergique du général Cordoba, qui poignarda son dernier cheval devant les lignes de l'armée, en témoignant par cet acte de son irrésistible détermination de vaincre ou de mourir. Dans l'armée royale dominait au contraire la tristesse : les derniers combats engagés contre Olañeta avaient rempli d'amertume les cœurs de tous les officiers, et un sombre pressentiment s'emparait de leur âme à la vue de ces nouveaux soldats américains qui leur rappelaient si tristement ces vieux soldats péninsulaires dont ils remplissaient si imparfaitement la place et qui avaient tous succombé loin de leur sol natal.

Un ravin profond séparait les deux armées dans la plaine d'Ayacucho ; il avait été décidé dans l'état-major du vice-roi que la droite serait occupée par le général Valdès, que le général Monet tenterait au centre le passage du ravin, et que le général Villalobos opérerait à gauche, tandis que la cavalerie, descendant d'une hauteur, viendrait appuyer

le mouvement du général Monet, qui serait également soutenu par l'artillerie.

Telles étaient les dispositions prises ; mais dans l'action les ordres du vice-roi furent mal exécutés. Valdès engagea sa division avec son ardeur habituelle, mais en se pressant un peu trop; à la gauche un officier imprudent, prenant une mauvaise direction, tomba sur le centre ennemi et fut complétement battu par le général Cordoba. Désireux de réparer ce premier échec, le général Monet donna l'ordre à sa division de franchir le ravin, avant que la cavalerie eût eu le temps de descendre des hauteurs où elle était installée. Il en résulta que le général Cordoba, tournant contre lui toutes ses forces pour lui opposer une barrière infranchissable, se trouva même assez puissant, en s'aidant de l'avantage de sa position, pour obliger à une retraite difficile, qui se changea vite en dispersion, deux bataillons qui avaient pu traverser le ravin.

Sur ces entrefaites, deux escadrons de dragons et deux autres de grenadiers étaient enfin descendus des hauteurs ; le général Ferraz, qui les commandait, reçut ordre de charger avec ces forces, sans perdre un instant, les huit escadrons indépendants qui soutenaient le général Cordoba dans son attaque contre Monet. Ferraz obéit, et par une charge bien exécutée essaya d'enfoncer les masses de cavalerie qui se trouvaient en face de lui ; mais les llaneros de Venezuela, avides de se distinguer en présence des cavaliers du Pérou et des gauchos de Buenos-Ayres, opposèrent une résistance invincible, et les quatre escadrons du général Ferraz furent obligés de se retirer en désordre ; cet incident produisit la déroute complète du centre et de la gauche espagnols.

Une espérance restait encore : avec les bataillons de Gerona et de Ferdinand VII, Canterac pouvait disposer d'une réserve, et s'il ralliait tous les corps dispersés, s'il

pouvait attendre la mise en ligne de la cavalerie, en faisant jouer l'artillerie, en s'appuyant sur Valdès vainqueur à l'extrême droite, il avait encore des chances de rappeler la fortune sous ses drapeaux. Par malheur, ces bataillons étaient presque exclusivement composés de recrues; Gerona, conduit par Canterac, abandonna son chef et se débanda avant d'être attaqué par l'ennemi; Ferdinand VII, conduit par le vice-roi lui-même, fit à peine quelque résistance et ne chercha point à dégager La Serna qui tomba prisonnier aux mains du vainqueur. Quant à l'artillerie, elle fut prise tout entière avant d'avoir pu être mise en jeu.

Dès lors toute chance de succès avait disparu; Valdès fut entouré par tous les corps ennemis, débarrassés des forces qui leur avaient été opposées; en peu de temps son corps fut totalement écrasé; la déroute devint alors générale et prit de telles proportions, qu'on put regarder l'armée royale comme anéantie. Nous avons signalé plusieurs fois la disposition d'esprit des Indiens, toujours prêts à embrasser le parti du vainqueur; tous ceux qui étaient enrégimentés de force dans l'armée espagnole, et le nombre en était très-grand, profitèrent avidement de l'occasion qui leur était offerte pour se débander et retourner au sein de leurs familles.

Canterac et Valdès, réfugiés sur une hauteur à quelque distance du champ de bataille, employèrent toute leur autorité pour grouper autour d'eux les fuyards; à peine purent-ils réunir 200 hommes; tout le reste de l'armée, se condamnant aux plus rudes privations dans les plateaux solitaires, préféra chercher le salut dans la fuite. Les patriotes avaient perdu environ 1 000 soldats, et à ce prix ils achetaient une victoire complète et décisive, entraînant avec elle l'anéantissement de la seule armée qui fût en état de faire respecter le pavillon espagnol sur le continent américain.

Avide de confirmer son succès, en mettant un terme à la

lutte, le général Sucre se hâta de faire proposer une capitulation aux deux généraux, qui cherchaient à organiser un centre de résistance ; ses propositions furent admises, examinées et enfin signées, quoique avec douleur, par tous les officiers qui avaient échappé au désastre, mais sentaient déjà, après un si grand échec, l'impossibilité absolue de continuer la lutte.

Voici quelles furent les conditions de la capitulation : les vaincus avaient la vie sauve ; la conservation de leurs biens leur était garantie ; les indépendants s'obligeaient à payer le rapatriement à tout individu de l'armée espagnole qui demanderait à retourner dans la Péninsule ; ils accepteraient dans les rangs de l'armée péruvienne avec les mêmes grades tous ceux qui demanderaient à en faire partie ; nul ne pourrait être poursuivi pour opinions émises et faits accomplis avant la capitulation ; des subsides étaient promis pour la subsistance de ceux qui capitulaient, jusqu'au jour de leur embarquement. En revanche, tous les pays encore occupés par les troupes royales devaient être remis aux indépendants, leurs garnisons étant appelées à jouir de tous les avantages que nous venons d'indiquer.

Telle est la convention qui mit fin à la longue lutte des colonies de l'Amérique du Sud contre leur métropole. Comme elle sanctionnait pour les Espagnols l'abandon définitif d'un but qu'ils poursuivaient à outrance sans se résoudre à calculer s'ils avaient la force nécessaire pour l'atteindre, elle produisit le plus grand découragement dans la Péninsule. Tant que la lutte continuait, les divers gouvernements espagnols, profitant de la distance, avaient toujours laissé croire que l'armée du Pérou était en état de maintenir en toutes circonstances l'autorité royale dans l'ancienne vice-royauté de Lima et de Cuzco ; on avait consolé par ses succès la nation des pertes successives du Venezuela, de la

Nouvelle-Grenade et même du Mexique; mais il n'y avait plus de compensation à offrir après Ayacucho. Il fallait prendre son parti de la perte définitive de toutes les provinces du continent américain et accepter cette douleur avec résignation.

C'est dans les grandes crises qu'apparaît réellement la force morale des nations; si en 1825 le peuple espagnol, au lieu de subir encore la pression des événements de 1823, avait joui d'une certaine liberté, il se serait élevé dans son sein des voix consciencieuses pour lui faire comprendre que la bataille d'Ayacucho était le terme fatal d'une longue guerre qui l'épuisait depuis dix-huit ans sans aucun résultat; que cette armée vaincue s'était couverte de gloire pendant des années et devait être reçue avec enthousiasme loin d'être regardée avec dédain; que les vrais coupables de ses désastres étaient les hommes qui de Madrid fomentaient des désordres dans son sein et lui imposaient l'héroïsme, en la laissant dénuée de toute ressource; enfin qu'en perdant l'Amérique, l'Espagne se trouvait obligée d'exploiter son propre territoire et devait désormais demander au travail exclusivement les richesses qu'elle avait jusqu'alors tirées de ses colonies.

Telle eût été la voix d'une presse libre parlant à un peuple d'hommes; au lieu d'un semblable langage, Ferdinand VII donna l'ordre de ne considérer la bataille d'Ayacucho que comme une surprise malheureuse due à l'incapacité des généraux; c'était un échec fortuit que plus de peine et d'efforts auraient transformé en succès. L'armée vaincue avait compromis l'honneur des armes castillanes, et les officiers si fiers de leurs longs exploits devaient être accueillis avec froideur par la nation, comme des hommes qui n'ont pas rempli tous leurs devoirs. Ainsi, en sacrifiant ces malheureux débris d'une lutte impossible, la fierté espagnole

s'épargnait l'humiliation d'avouer son impuissance à garder ses colonies, et se réservait pour l'avenir l'espérance d'une nouvelle conquête. Aveuglement fatal qui, en rendant toute une nation ingrate envers ses plus valeureux soldats, en l'empêchant de bien juger les événements passés, l'exposait sans profit à de nouveaux sacrifices, la détournait d'un examen consciencieux de ses propres ressources et l'éloignait de la seule voie qui peut la conduire à la prospérité, la régénération par le travail intérieur.

Les conséquences de la capitulation d'Ayacucho furent immédiates, comme elles étaient nécessaires. Ce fut en vain que le gouverneur du Cuzco, instruit de la captivité de La Serna, essaya d'organiser un centre de résistance, en groupant autour de lui tous les fuyards et en réunissant tous les chefs civils et militaires de l'ancienne administration royale; ce fut en vain qu'on tomba d'accord sur le choix d'un nouveau vice-roi, et que le nouvel élu, le maréchal de camp Pio Tristan, essaya encore une fois de relever le prestige de l'ancienne autorité péninsulaire : tous ces efforts furent inutiles. Le dernier jour était arrivé.

Sucre pénétra dans Cuzco (14 décembre 1824) sans rencontrer la moindre résistance, et se conquit par la clémence l'affection de ces mêmes populations qui avaient pendant plusieurs années identifié leurs intérêts à ceux de la métropole; à Puno, le corps du général Maroto se révolta contre son chef et rendit de lui-même la liberté à tous les prisonniers indépendants qu'il gardait en ôtage. Pio Tristan comprit l'inutilité de toute nouvelle lutte à main armée, et se décida à traiter directement avec Bolivar afin d'obtenir des conditions favorables pour les derniers défenseurs de la cause royale; il y réussit malgré l'irritation que devait produire dans l'esprit du Libérateur le refus de Rodil d'accepter la capitulation en évacuant le Callao; et lui-même,

afin de conserver ses biens, se décida à prêter serment de fidélité au gouvernement péruvien.

La plupart des généraux et des officiers abandonnèrent le Pérou dès les premiers jours de janvier 1825, aux termes de la capitulation d'Ayacucho. Il ne resta bientôt plus en présence de Bolivar que les troupes d'Olañeta et la garnison du Callao.

Les principaux efforts du Libérateur se portèrent naturellement sur le Haut-Pérou, car si Olañeta, maintenant délivré de tout contradicteur, établissait fortement son autorité dans ces riches provinces, il pouvait encore offrir un noyau assez compacte à des renforts venant de la Péninsule. Après avoir occupé pendant quelque temps la ville de Cuzco, le général Sucre prit donc la direction du sud et ne tarda pas à pénétrer par Oruro dans les provinces soumises au général espagnol. Celui-ci chercha à résister au torrent en éparpillant ses forces et en évitant une action générale : la défection se glissa rapidement dans ses rangs ; aucun chef ne voulait rester plus longtemps sous les ordres d'un traître cause d'un si affreux désastre; les soldats étaient indignés contre lui, et dans une petite mêlée qui s'engagea à Tumurla, le 1er avril 1825, un d'eux dirigea contre lui un coup de fusil qui le blessa mortellement, et vengea par cet attentat, qu'on pourrait appeler *châtiment mérité*, les maux sans nombre que ce misérable avait causés à ses concitoyens. Le général Sucre, après cet incident, fut accueilli dans tout le Haut-Pérou avec un enthousiasme frénétique; le pays tout entier se déclara en sa faveur, et le nom de *Bolivie* qu'il prit dès cette époque témoigne encore aujourd'hui de la satisfaction générale avec laquelle fut accueillie son armée libératrice.

Restait encore la garnison du Callao; là les forces espagnoles, concentrées dans un espace étroit, bien pourvues de

vivres, commandées par un général énergique, abritées derrière une forteresse en bon état, pouvaient offrir quelque temps une résistance sérieuse et donner le temps à la métropole de tenter un dernier effort, si elle en avait la puissance. Il faut rendre cette justice au brigadier Rodil chargé de la défense du Callao, il conserva cette dernière ressource à sa patrie plus longtemps même que ne l'exigeaient les lois les plus sévères de l'honneur militaire; car tous ses efforts, les sacrifices mêmes qu'il imposa à une population affamée, les souffrances sans nombre qu'eut à supporter une garnison décimée par le typhus et le scorbut furent des actes de dévouement complétement inutiles. Le 11 janvier 1826, Rodil, qui n'avait pas voulu accéder à la convention d'Ayacucho malgré les ordres qui lui avaient été transmis de la part de Canterac par le commandant Gascon, dut signer lui-même une capitulation; il sortit avec les honneurs de la guerre des murailles du Callao, et obtint pour tous ses officiers et soldats le rapatriement dans la Péninsule aux frais du gouvernement péruvien; sa belle défense, les nombreuses sorties tentées avec succès par son chef d'état-major, le colonel Alaix, consolèrent un peu les militaires espagnols du revers d'Ayacucho; mais il y avait là des forces vives qu'il eût été plus prudent de ménager pour la mère patrie.

La résistance de Rodil eût pu amener quelques résultats avantageux, si elle avait été favorisée par une escadre envoyée dès le commencement de 1824 par le gouvernement royaliste dans les eaux du Pacifique. Cette escadre, commandée par le capitaine de navire Guruceta, se composait du vaisseau *el Asia* et des deux brigantins l'*Aquiles* et la *Constante*; mais des ressources insuffisantes avaient été mises à sa disposition et la laissaient hors d'état de rendre le moindre service. Déjà le gouverneur de Chiloé, pour la

ravitailler, avait dû se priver de toute espèce de provisions, et l'escadre était restée durant trois mois dans les eaux de cette île sans se hasarder à reprendre la mer. Rodil, au Callao, put lui fournir quelques ressources au moyen desquelles elle tint tête à la flotte péruvienne; mais sitôt qu'il apprit la défaite d'Ayacucho, le chef d'escadre Guruceta se sentit perdu, comprenant qu'il n'avait aucun appui à attendre des derniers représentants de la cause espagnole au Pérou; il ne songea plus qu'à mettre à la voile pour Manille, afin de trouver chez le gouverneur des Philippines les secours qui lui étaient refusés sur les côtes du Pacifique. Cette résolution était déjà tardive, car un esprit de mutinerie s'était emparé de tous ses équipages, et par la trahison de ses marins la malheureuse Espagne se vit encore condamnée à perdre ces trois derniers débris de sa puissance maritime. A la suite d'une dispute qui s'était engagée entre un contremaître et un officier de l'*Asia*, les marins de ce vaisseau se mirent en rébellion ouverte dans les environs des îles Mariannes; ils s'emparèrent de tous leurs officiers et les déposèrent à terre; puis ils obligèrent le capitaine de la *Constante* à les conduire sur les côtes de Mexico, où ils livrèrent l'un des brigantins et le vaisseau à la nouvelle république mexicaine. Les officiers de l'*Aquiles*, informés à temps de la révolte de l'*Asia*, s'étaient empressés de gagner le large; mais en pleine mer l'esprit de sédition ne put être plus longtemps contenu par eux; ils furent massacrés, et les insurgés livrèrent le brigantin au gouvernement du Chili. La perte de cette escadre, qui aurait pu favoriser d'une manière si puissante la défense de Rodil, permit à l'amiral Guise, commandant en chef des deux escadres péruvienne et chilienne, d'établir un blocus étroit autour du Callao, et fut sans nul doute la cause la plus efficace de la reddition définitive de cette forteresse.

En outre du Callao, les Espagnols occupaient encore en 1826, sur les côtes du Pacifique, un point important dans l'île de Chiloé. Avec cette persistance et cette opiniâtreté qui forment un des traits distinctifs de son caractère, Bolivar insista auprès du gouvernement chilien pour qu'ils fussent délogés de cette position ; et accédant à ses vœux, le général Freire, à la tête d'une expédition chilienne, se présenta, le 8 janvier 1826, en face de San Carlos, le chef-lieu de l'île. Le gouverneur Quintanilla essaya encore de résister, comme il l'avait déjà fait plusieurs fois avec succès ; mais il fut abandonné de tous ses partisans et réduit, le 19 janvier 1826, à signer une capitulation qui rendit enfin les Chiliens maîtres de cette île qu'ils ambitionnaient depuis si longtemps.

Le colonel Seniosain, à la tête d'une faible colonne de vieux soldats espagnols, avait aussi continué à tenir la campagne dans l'Araucanie, en s'aidant du concours de quelques tribus indiennes, particulièrement des Peguenches ; désireux d'en finir avec lui, les Chiliens lui donnèrent connaissance des événements d'Ayacucho, puis de la reddition du Callao, puis de la soumission de l'île Chiloé, espérant l'amener à mettre bas les armes ; mais il fallut, pour le décider à prendre ce parti, l'intervention amicale de personnes étrangères qui lui manifestèrent l'impossibilité absolue d'être secouru ; encore ne céda-t-il qu'après deux ans de lutte persistante ; enfin, le 22 avril 1828, il sollicita et obtint du gouvernement chilien d'être ramené dans la Péninsule, avec quelques compagnons survivants de ses longs travaux, qui avaient partagé toute son existence d'aventures et de souffrances.

Au Mexique, le château de San Juan d'Ulloa resta entre les mains des Espagnols jusqu'en 1826 ; et grâce à la possession de cette place, ils contribuèrent à rendre plus dangereuses pour la république diverses tentatives du parti

monarchique afin de recouvrer le pouvoir, telles que le soulèvement de Bustamante à Guadalajara en 1824 et la descente d'Yturbide à Soto la Marina, descente qui se termina par l'exécution de ce malheureux général, qui ne pouvait se résigner à la perte de son éphémère couronne. Mais une fois établie la république fédérative sur le plan des Etats-Unis du Nord, et une fois investi de la présidence le plus persévérant des anciens chefs de guérillas, Guadalupe Victoria, le parti gothique de Mexico dut se résigner à la domination des patriotes. Son inertie ne dura pas plus de deux ans; il songea à profiter, au mois de décembre 1828, des désordres que causait l'élection du second président, en intervenant activement entre les prétentions des amis de Guerrero et de Gomez Pedraya, les deux concurrents à la présidence. Cette conduite excita contre lui l'animadversion publique et amena des mesures de rigueur contre ses principaux chefs; les leperos de Mexico se soulevèrent contre les péninsulaires, pillèrent et ravagèrent leurs maisons, tandis qu'une loi sévère ordonnait l'expulsion définitive de tous les Espagnols résidant au Mexique.

En apprenant les nouvelles rigueurs dont étaient victimes les derniers défenseurs de la cause péninsulaire, le gouvernement de Ferdinand VII fit préparer à la Havane une petite expédition de 3 000 hommes dont il confia le commandement au général Barradas; cette expédition mit à la voile de l'île de Cuba en juillet 1829 et débarqua au port de Tampico; mais l'absence de vivres, les chaleurs de la saison, les maladies contagieuses qui se développèrent dans la petite troupe ne tardèrent pas à la démoraliser, et les généraux Teran et Santa Anna la forcèrent à se rembarquer.

Tels sont les derniers incidents qui ont marqué l'abandon définitif du continent américain par les Espagnols. Dès lors toutes les républiques à l'origine desquelles nous avons

assisté prenaient dans l'histoire du monde leur vie propre et leur allure indépendante; vues d'abord avec répugnance par la majeure partie des puissances qui constituaient la Sainte-Alliance, elles arrivent peu à peu et successivement, sous le couvert des Etats-Unis et de l'Angleterre, à se faire reconnaître. L'intérêt commercial de ces deux grandes nations les poussa d'abord à leur tendre la main, puis l'explosion d'idées libérales produite par la révolution de 1830 vint consacrer enfin aux yeux de l'Europe entière leur émancipation définitive.

Jusqu'à l'arrivée au ministère de sir George Canning, le gouvernement anglais, dirigé par lord Castlereagh, sans s'opposer au mouvement remarquable qui se produisit en Angleterre en faveur des colonies révoltées, s'abstint cependant de toute démarche directe qui pût les favoriser ; nous l'avons même vu mettre obstacle par un bill spécial aux enrôlements volontaires organisés par les agents de Bolivar. Mais aussitôt que le congrès de Vérone eut décidé l'intervention de 1823, les ministres anglais se vengèrent sur l'Espagne elle-même des perfides manœuvres de Ferdinand VII. Par l'organe du duc de Wellington, ils avaient manifesté leur opposition à l'expédition du duc d'Angoulême; vaincus à Vérone par la fatale entente de l'empereur Alexandre et de M. de Chateaubriand, ils jugèrent opportun de reprendre le drapeau de la liberté, et au moment où leur politique semblait un instant éclipsée par celle des souverains coalisés de l'Europe continentale, ils prirent soudain par cette attitude une position supérieure. Comme conséquence immédiate de ce revirement, leurs dispositions à l'égard des colonies devinrent plus affectueuses, plus empressées; ils entrèrent en négociation avec les États-Unis, qui déjà avaient reconnu la Colombie, ils manifestèrent qu'il devenait urgent de reconnaître l'existence des États du Sud parce qu'on ne

pouvait réprimer la piraterie dans ces parages qu'en recourant à l'assistance des autorités locales ; ils se déclarèrent formellement décidés à la proclamer au cas où la France, enivrée par le succès de son intervention dans la Péninsule, prétendrait l'étendre aux colonies ; ils refusèrent enfin d'adhérer à un projet de congrès imaginé par M. de Chateaubriand pour aplanir ce qu'il appelait *le différend américain*.

Cette dernière idée, agitée fortement dans toutes les cours d'Europe, qui voyaient avec chagrin l'élément libéral et républicain s'établir avec force et énergie sur d'immenses territoires, eut en Amérique un contre-coup d'une portée extraordinaire. Elle produisit d'une part une tentative de fédération générale connue plus tard sous le nom de *congrès de Panama* ; et d'un autre côté elle décida les États-Unis à déclarer solennellement leur intention de ne pas permettre à l'Europe d'intervenir dans les affaires intérieures des continents américains, ceux-ci ne pouvant plus, disait le congrès, être considérés à l'avenir comme des territoires où une colonisation devait être entreprise par une puissance européenne quelconque.

Dès lors les souverains de la Sainte-Alliance, voyant se dresser en face d'eux l'opposition du grand peuple des États-Unis, appuyée par l'Angleterre, ne jugèrent pas prudent d'écouter les suggestions réitérées de Ferdinand afin qu'on soumît les colonies révoltées au même joug que les baïonnettes du duc d'Angoulême avaient imposé à la péninsule espagnole. Toutes les tentatives d'O'Falia pour obtenir à Paris la réunion d'une conférence qui étudierait cette question vinrent se briser contre le dégoût produit au dehors par la conduite du monarque espagnol et contre la crainte d'une lutte avec l'Angleterre et les États-Unis. Il ne se trouva aucune puissance pour appuyer l'Espagne dans ses protesta-

tions, le jour où Canning se décida à faire aux ambassadeurs étrangers la communication officielle (1er janvier 1825) que, sur la base de la reconnaissance des colonies comme États indépendants, des chargés d'affaires seraient envoyés de Londres en Colombie, au Mexique et à Buenos-Ayres.

Après cette manifestation du gouvernement anglais, la diplomatie dut considérer désormais l'indépendance des États de l'Amérique du Sud comme un fait accompli qui ne pouvait plus être mis en doute; triomphe décisif pour les amis de la liberté et du système républicain, qui n'ont pas encore su tirer de ces nouveaux alliés tout l'appui et tout le concours qu'ils peuvent en attendre.

On a essayé en France sous mille couleurs de nous présenter toutes les républiques de l'Amérique du Sud comme des nationalités impuissantes, condamnées à une anarchie permanente en raison de l'organisation qu'elles se sont donnée. Il y a même tendance à railler et à prendre en pitié leurs querelles intestines, leurs patientes recherches pour trouver la constitution qui leur convient.

La caricature s'acharnerait volontiers à ridiculiser l'esprit républicain qui les anime, comme si la vertu du patriote devait se calculer en raison de l'étendue de la patrie; mais ce sont là des points de vue étroits et mesquins qui proviennent le plus souvent soit d'une tendance injuste à nier la vitalité des races latines, soit d'une défiance excessive envers les institutions libérales et démocratiques. Bien autre eût été l'accueil fait par nos hommes d'État constitutionnels et doctrinaires à tout ce continent, si l'exemple du Brésil avait été suivi partout, et si la charte de Rio Janeiro avait été adoptée par tous les peuples d'origine espagnole ; mais ces politiques, habitués à ne voir sous la forme républicaine que le désordre et l'anarchie, sans y chercher ce qui y est réellement, le principe de toutes les vertus publiques, le germe de

toutes les grandeurs morales, ont voulu faire prendre en pitié ce qui donnait un démenti solennel à leurs fausses théories.

Aujourd'hui que nous sommes entrés dans des conceptions plus larges et plus élevées, et que sans nier les principes fondamentaux qui doivent présider au développement régulier des sociétés modernes nous aspirons à une organisation sérieuse et féconde du suffrage universel, soyons plus indulgents envers ces peuples pleins de jeunesse et d'ardeur, animés des meilleures intentions, et qui progressent depuis cinquante ans sous le drapeau de la république.

Que de leçons peut tirer la vieille Europe de leur histoire le jour où elle consentira à les étudier non plus sous l'empire de ses préjugés invétérés, mais en pénétrant jusqu'au fond dans les besoins, les tendances, les idées de leur organisation intime.

Il y a là une longue série d'études que nous jugeons de notre devoir de signaler à l'attention de nos lecteurs, car ces pays croissent et grandissent à vue d'œil, malgré les accusations de leurs détracteurs. Un mécompte récent prouve qu'il y a folie à prétendre les civiliser et les modifier à l'européenne : comme ils ont leur climat, leur population, leurs races, leurs traditions spéciales, ils peuvent avoir une organisation qui leur soit propre, sans s'écarter néanmoins des voies du progrès et de la civilisation.

Ils ont des tyrans, mais ils savent s'en défaire.

N'aimait-il pas la liberté de sa patrie, ce citoyen qui dans les rues de Santiago mourait de joie en apprenant la nouvelle de la victoire de Maypu ?

Il y a toujours des ressources là où existent de semblables sentiments, et quand on voit l'état de décadence dans lequel la monarchie espagnole, même constitutionnelle, a maintenu sa malheureuse métropole, qui aurait le droit de blâmer les

agitations de la liberté en Amérique au milieu desquelles ne cessent de croître et de prospérer ses anciennes colonies?

Certes toutes ne marchent point d'un pas égal, et le coup d'œil est bien différent si l'on jette les yeux sur Buenos-Ayres, le Chili et Venezuela, ou si l'on fixe l'attention sur l'Équateur et la Bolivie; mais avons-nous dans notre Europe deux contrées qui marchent d'un pas égal dans la voie du progrès? Et puis qu'est-ce qu'une période de quarante ans dans la vie des nations? Peut-on oublier que tous ces États sont nés d'hier, et serait-il juste de comparer leur organisation, là où ils ont encore tant de terres à défricher, avec celle de nos pays, où le terrain est entièrement réparti et où la population est si étroitement serrée?

L'émancipation des colonies espagnoles de l'Amérique du Sud est en définitive un des plus grands faits du dix-neuvième siècle; rien n'autorise à douter du grand avenir qui leur est réservé. En admettant dès l'origine les bases d'une large démocratie et d'une liberté sincère, elles ont fondé leur état social sur des principes solides et féconds. Qu'elles continuent à fuir le principe monarchique, car avec la tendance malheureuse des races qui les habitent à l'apathie et à l'indolence, la langueur et l'assoupissement ne tarderaient pas à remplacer les agitations un peu fébriles dont on se fait une arme si puissante contre la forme républicaine: ni la monarchie absolue ni la monarchie constitutionnelle n'excluent les troubles et les désordres; l'histoire de l'Espagne dans le courant de ce siècle en fournit une bien triste preuve.

LIVRE IV

RÉGIME ABSOLUTISTE ET CLÉRICAL

(1823-1833).

CHAPITRE I

LES VOLONTAIRES ROYALISTES.

(1er octobre 1823 au 16 septembre 1824.)

Excès de la réaction royaliste avant la soumission de Cadiz. — Efforts du duc d'Angoulême et de l'armée française pour les empêcher. — Ordonnance d'Andujar. — Décret de Puerto Santa Maria. — Don Victor Saez, ministre universel. — Proscription des libéraux. — Supplice de Riego.— Voyage du roi de Jerez à Madrid.— Ses conférences dans la capitale avec les ambassadeurs des diverses puissances. — Ministère de Casa Irujo; sa mort prématurée. — Calomarde est chargé du portefeuille de grâce et justice. — Le roi se refuse à suivre le parti apostolique dans ses exagérations; il ne rétablit pas l'inquisition. — Purifications; décret d'amnistie. — Conspiration du royaliste Capapé. — Tentative des libéraux à Tarifa sous la conduite de Valdès. — Le ministre Cruz est emprisonné. — Les volontaires royalistes triomphants par la nomination du général Aymerich comme ministre de la guerre. — Mort de Louis XVIII.

Des deux expéditions françaises de 1808 et de 1823, laquelle a été la plus fatale à l'Espagne, laquelle a engendré contre nous dans ce pays le plus de haine profonde, le plus de rancune violente?

Ce fut sans nul doute l'expédition de 1823.

Loin d'être pour l'Espagne une date fatale, 1808 rappelle à l'esprit des Espagnols une époque d'abnégation, de dévouement et de fièvre patriotique ; ce fut le signal d'une régénération politique et sociale. La nation était endormie sous le sceptre d'un favori et sous les préjugés d'un clergé fanatique ; on la croyait pour toujours condamnée à l'ignorance ; elle se réveilla soudain, et fit comprendre qu'elle aussi avait tressailli aux principes de 89, et qu'elle voulait prendre sa place au milieu des sociétés modernes régénérées. Sans doute nos armées répandirent la désolation dans bien des provinces, et au fond des villages plus d'un ancêtre à cheveux blancs a eu longtemps à raconter à ses petits-enfants les luttes sanglantes qu'il avait fallu supporter contre des envahisseurs détestés. Mais en même temps il répétait qu'avec les armées françaises on avait tout à coup entendu retentir dans la Péninsule la nouvelle des réformes intérieures ; des Cortès s'étaient réunies spontanément à Cadiz, et s'emparant des institutions que voulait imposer un roi intrus, elles avaient elles-mêmes songé à appliquer à l'Espagne les principes de liberté et d'égalité ; grâce à elles une constitution avait protégé pour quelque temps la nation contre le vieux système arbitraire et fanatique dont elle avait eu si longtemps à supporter le joug. Quelque reconnaissance était due aux envahisseurs, sans qui aucun de ces biens précieux n'aurait jamais été conquis.

Mais les pères de 1823, qu'ont-ils pu raconter à leurs enfants ? Jamais récit plus triste n'a pu sortir d'une bouche sincère, amie de son pays ; pour le Castillan fier de son indépendance, ami d'une liberté régulière, dévoué aux institutions nationales, à la grandeur et à la prospérité de sa patrie, 1823 rappelle à la fois toutes les hontes de l'asservissement extérieur, toutes les misères de l'anarchie et du despotisme intérieur.

L'armée française descend des Pyrénées pour venir au secours d'un roi parjure et traître, qui depuis trois ans ne cesse de mettre l'Espagne à feu et à sang afin de renverser une constitution qu'il a lui-même solennellement jurée ; elle parcourt triomphalement toute la Péninsule, achète les généraux et impose des capitulations à toutes les troupes nationales qui n'osent pas engager la lutte avec elle, et ne rencontre de résistance que dans les deux places de Barcelone et de Cadiz ; rien ne s'oppose à la volonté de son chef depuis Figuières jusqu'à Gibraltar. Il peut tout, de sa volonté dépend le sort et l'avenir du pays tout entier ; mais que fait-il alors ? Il déchaîne contre la nation ce monarque altéré de rancunes et de passions violentes, fauteur de tous les désordres, créateur de l'anarchie, et remet entre ses mains le pouvoir suprême, sans lui imposer la moindre condition, sans mettre la moindre entrave à son autorité. Il prépare à l'Espagne la période la plus triste de son existence, une époque de dix années ou aucun citoyen ne pourra émettre librement sa pensée, où le délateur, l'hypocrite, l'intrigant auront seuls le droit de parler et d'agir, où vingt mille exilés, élite de la nation, iront promener dans l'Europe émue le spectacle de leur infortune, où cent mille prêtres[1] exploiteront à leur aise une population déjà décimée, insuffisante pour l'agriculture et l'industrie, et où s'organisera enfin ce terrible parti carliste, capable au nom d'une fausse religion de soutenir la guerre civile pendant sept autres mortelles années.

Telle a été la belle œuvre de M. de Chateaubriand, œuvre antifrançaise, conçue à Vérone sous l'inspiration des sou-

[1] Minaño, qui avait à sa disposition les documents officiels, fixe à 184 316 le nombre des ecclésiastiques existant en Espagne en 1826 ; sur ce nombre, il y avait 61.327 hommes appartenant au clergé régulier, et 31 400 religieuses ; le reste constituait le clergé séculier.

verains de la Sainte-Alliance, et accomplie par le duc d'Angoulême, prince d'une insuffisance notoire, absolument incapable de comprendre la portée de l'expédition qu'il commandait. Que de fois l'image de Ferdinand VII poursuivant les libéraux avec la même rage que les empereurs romains déployaient contre les chrétiens a dû poursuivre dans ses rêveries l'auteur des *Martyrs* et du *Génie du christianisme* ! C'est peut-être à ce remords sanglant que nous devons la conversion de cet écrivain sur la fin de ses jours à la liberté et à la démocratie. Triste compensation, en présence des plaintes légitimes que peut adresser à notre chère France un peuple voisin qui a droit à toutes nos sympathies et a reçu de nous de si grandes blessures. Au moins si en 1830, lors de notre grand mouvement national, quand nous avons chassé la dynastie qui faisait de nous des séides de la Sainte-Alliance, nous avions su réparer l'énorme faute de 1823, nous aurions pu nous la faire pardonner ; mais à peine réveillé, le lion populaire fut endormi par le gardien peu scrupuleux à qui il avait confié ses destinées, et nous verrons Louis-Philippe consolider l'œuvre de Louis XVIII en retirant aux libéraux, pour prix d'une reconnaissance inutile, la protection qui avait dû leur être accordée le lendemain des journées de juillet en juste réparation des maux que nous leur avions causés nous-mêmes.

Les premiers actes de la régence organisée à Madrid après la proclamation d'Alcobendas n'avaient pas tardé à faire connaître la ligne politique qu'elle se proposait de suivre ; de même qu'en 1814 on avait refusé d'admettre rien de ce qui s'était fait pendant les six années écoulées à partir de 1808, de même en 1823 la régence répudiait tous les actes accomplis depuis le 7 mars 1820. De plus, remplie de ressentiment contre l'armée, à qui elle ne pouvait pardonner l'insurrection de l'île de Leon, elle ne tarda point à mani-

fester contre elle les plus injustes préventions ; elle réservait toutes ses faveurs pour les volontaires royalistes, à l'armement desquels furent principalement employées les premières ressources financières que lui accorda la générosité du gouvernement français.

Le duc d'Angoulême, le commissaire français M. de Martignac, dans leur ignorance des hommes et des choses d'Espagne, n'avaient pas compris dès l'origine la signification des noms qui composaient le conseil de régence; ils avaient accueilli, sans examiner leurs antécédents, les personnes qui leur avaient été désignées par les anciens conseils de Castille et des Indes, et que ceux-ci avaient eux-mêmes choisis sur un ordre secret émané du monarque. Ils ne reconnurent que trop tôt le piége dans lequel ils étaient tombés ; et lorsqu'ils pensaient avoir affaire à des citoyens éminents capables de représenter le pays en des circonstances difficiles, ils s'aperçurent qu'ils avaient remis le pouvoir aux mains d'un parti fanatique disposé à en abuser jusqu'à la dernière extrémité pour le triomphe de ses intérêts et la satisfaction de sa vengeance.

Nous avons déjà mentionné les premières mesures prises par la régence peu après sa nomination; ses actes subséquents ne firent que confirmer la ligne politique qu'elle avait annoncée. Au lieu de chercher à se faire accepter par Morillo et Ballesteros, qui représentaient dans le pays l'élément conservateur et modéré, en promettant certaines garanties, elle se déclara ouvertement contre eux et manifesta l'intention de ne pas laisser exécuter les capitulations qu'ils avaient signées avec les généraux français. Partout, dans toutes les cités où son pouvoir était reconnu, l'autorité était remise aux chefs des anciennes bandes de la Foi, et la populace était excitée contre les *nègres*. En vain les officiers français, jaloux de ne pas compromettre aux yeux de l'Europe le mérite de

leur triomphe, cherchaient à maintenir l'ordre, à assurer le respect des propriétés, la sécurité des familles, tous leurs avis étaient méprisés, leurs ordres même étaient désobéis; ces apostoliques qui avaient appelé l'étranger pour renverser la constitution prétendaient exploiter le sentiment national contre lui, afin de pouvoir à leur gré persécuter leurs ennemis et s'approprier leurs biens.

Le 23 juin 1823, la régence avait donné le signal des proscriptions par un décret condamnant à mort tous les députés qui avaient voté la déchéance du roi et sa translation à Cadiz; le 27 du même mois apparut un autre décret par lequel tous les fonctionnaires qui avaient exercé leurs emplois depuis 1820 étaient relevés de leurs fonctions; un tribunal inquisitorial, sous le nom de *junte de purification*, était installée avec la mission spéciale d'examiner la conduite suivie par chacun d'eux pendant le régime constitutionnel. Les causes étaient jugées sans appel et hors la présence du prévenu. Le 15 juillet, un nouveau décret avait supprimé aux militaires tous les grades obtenus depuis le mois de mars 1820; huit jours après, quiconque avait été milicien national ou avait appartenu à une société secrète était privé de ses pensions, solde, honneurs et emplois; enfin une allocution adressée à tous les volontaires royalistes leur promettait que leurs chefs ne failliraient pas dans la mission qu'ils s'étaient imposée de poursuivre jusqu'au dernier les ennemis dont ils venaient de triompher. Ainsi excités par la régence, les apostoliques se hâtèrent de mettre à exécution leurs projets : à Saragosse, en quelques jours, plus de 1 500 personnes furent traînées en prison; en Navarre, le Trapense s'érigeait en tribunal supérieur et faisait exécuter les sentences qu'il rendait lui-même contre les libéraux; dans la Castille et la Manche, des assassins parcouraient les villages, pillant les maisons, assassinant les agriculteurs,

violant les femmes, sous le prétexte de défendre la religion. A Manzanarès, à Cordoba, on enferma, après les avoir insultés, tous ceux qui, à tort ou à raison, passaient pour amis de la constitution. Un fonctionnaire nommé par la régence, à Zamora, ayant voulu s'opposer aux désordres de la multitude, fut frappé de dix-sept coups de couteau dans une émeute suscitée par l'évêque, et, enfermé dans un sombre cachot, il ne dut son salut qu'à l'intervention d'un général français.

Triste témoin de tant d'horreurs qui se répétaient successivement dans toutes les cités au moment où elles étaient abandonnées par les autorités constitutionnelles, l'armée française ne pouvait rester plus longtemps impassible ; nos soldats étaient désespérés d'avoir amené de semblables fléaux sur le pays qu'ils parcouraient. C'est pour leur donner satisfaction que, pendant son voyage de Madrid à Séville et à Cadiz, le duc d'Angoulême décréta, par une célèbre ordonnance datée d'Andujar, qu'à partir du 8 août 1823 les autorités espagnoles ne pourraient plus faire aucune arrestation sans l'autorisation du commandant en chef des troupes françaises du district où elles résideraient ; que tous les prisonniers détenus d'une manière arbitraire pour motif politique, et particulièrement les miliciens nationaux, seraient mis en liberté et restitués à leurs foyers ; enfin que tous les journaux et journalistes étaient placés sous l'inspection immédiate du commandant des troupes françaises (note A).

Le comte Guilleminot, en soumettant ce décret à la signature du duc d'Angoulême, accomplissait un acte politique d'une haute portée ; il pouvait encore à ce moment arrêter la réaction dans son élan désordonné ; mais, hélas ! il ne lui fut pas permis de le faire appliquer. Devant cet obstacle qui venait arrêter leur triomphe et leurs iniquités, les apostoliques éclatèrent en invectives ; la régence protesta solennel-

lement contre un décret qui brisait sa souveraineté ; elle ordonna à toutes les autorités qu'elle avait installées de n'en tenir aucun compte ; des dépêches furent adressées par elle aux souverains de la Sainte-Alliance, aux chefs du côté droit à Paris et aux directeurs de la congrégation ; enfin le comte d'Espagne et le Trapense déclarèrent que leurs troupes étaient disposées à appuyer la protestation.

Le duc d'Angoulême et le comte Guilleminot, mal conseillés par l'ambassadeur français M. de Talaru qui avait succédé à M. de Martignac, eurent la faiblesse de céder à la pression qu'on exerçait sur eux ; des explications publiques furent données dans des ordres du jour qui atténuaient toute la portée de l'ordonnance, et dès lors les apostoliques triomphants purent se livrer sans opposition à leur violence réactionnaire.

Après avoir ainsi manifesté sa faiblesse et son impuissance par cette fatale révocation de son décret d'Andujar, le duc d'Angoulême avait brisé lui-même le prestige que donnait à la France le triomphe de ses soldats. Aussi, lorsque sous les murs de Cadix il insista auprès de Ferdinand pour obtenir quelques garanties en faveur du peuple espagnol, il ne put obtenir de lui la moindre réponse à ses sollicitations même les plus pressantes. Ferdinand connaissait trop bien les sentiments intimes de celui qui allait bientôt porter la couronne de France sous le nom de *Charles X*, pour accorder une grande valeur aux démarches de son fils en faveur d'institutions plus ou moins libérales ; il attribuait ces démarches aux exigences politiques qu'inspirait à Louis XVIII la force du parti libéral en France, et ne se souciait point, pour sa part, de se replacer dans la triste situation qu'il avait eue à supporter pendant trois années et dont il apercevait enfin l'heureux dénoûment. Il entendait reprendre d'un seul coup son autorité tout entière et ne voulait par aucune

concession payer l'énorme service que venaient de lui rendre des troupes étrangères.

A peine eut-il débarqué à Puerto Santa Maria et se trouva-t-il en sûreté au milieu de l'état-major français, qu'il s'empressa d'indiquer la ligne de conduite qu'il se proposait de suivre ; il signa le 1er octobre 1823 le fameux décret du Puerto Santa Maria, triste pendant de celui de Valence en 1814, dans lequel il déclarait nuls et sans valeur tous les actes du gouvernement constitutionnel depuis le 7 mars 1820 jusqu'au 1er octobre 1823, et approuvait au contraire tous ceux de la junte d'Oyarzun et de la régence de Madrid (note B).

A ce décret succédèrent une condamnation à la peine de mort contre les trois régents Valdès, Ciscar et Vigodet ; une autre contre le général Ballesteros ; un décret défendant que, pendant le voyage du roi de Madrid à Cadiz, aucun individu ayant exercé une fonction de quelque importance ou ayant servi comme milicien national pendant le régime constitutionnel, pût s'approcher de lui dans un rayon de 5 lieues, et bannissant à perpétuité toutes ces personnes (on pouvait en évaluer le nombre à 100 000) de la capitale et des résidences royales ; plus tard, une disposition ministérielle ordonna que dans toutes les églises une cérémonie solennelle aurait lieu en réparation des profanations commises contre le saint sacrement pendant les trois dernières années, que des missions seraient célébrées dans toutes les juridictions ecclésiastiques, enfin que tous les prêtres favorables à la cause qui venait d'être renversée devraient être soumis dans tous les monastères à la plus étroite réclusion. Tous ces décrets étaient contre-signés par le ministre d'Etat de la régence, don Victor Saez, ancien confesseur de Ferdinand, envoyé par les apostoliques de Madrid en compagnie du duc d'Infantado avec la mission d'écarter du roi tous

ceux qui pourraient lui conseiller l'indulgence et la modération.

Don Victor Saez avait été nommé ministre universel, et il devait exercer ces fonctions jusqu'au retour définitif de la cour à Madrid. C'était un prêtre intolérant et fanatique, ennemi des lumières, désireux d'établir dans toute l'Espagne un régime théocratique; aussi les Français ne purent-ils se méprendre longtemps sur le rôle qui leur était destiné : ils comprirent aussitôt qu'aucune concession n'était à espérer d'un souverain ainsi entouré, et leur attitude, qui aurait dû être celle d'un maître énergique, sachant commander, se borna à être celle d'un allié découragé et mécontent.

Le duc d'Angoulême, qui avait d'abord reçu Ferdinand avec toute effusion sur le quai du Puerto, quand il eut appris les décrets prononcés contre les régents, permit à ses officiers de leur fournir toutes les ressources nécessaires pour échapper au sort qui les attendait, et favorisa de même l'évasion de Ballesteros; mais là se borna toute son opposition. Dans son vain orgueil, il s'imaginait faire assez en se maintenant à distance de l'étrange cour à qui il venait de rendre le pouvoir; et Ferdinand, non moins fier, s'estimait pour satisfait de n'avoir pas à témoigner trop d'empressement à un vainqueur à qui il était redevable d'un service qui lui imposait une reconnaissance inconnue à son cœur. Les deux princes eurent néanmoins une longue entrevue à Séville, et le duc d'Angoulême y essaya pour la dernière fois d'obtenir une amnistie générale et certaines garanties que Louis XVIII désirait ardemment, car il les considérait comme l'unique moyen d'assurer quelque durée à la restauration que son neveu venait d'effectuer. Ferdinand montra la même obstination, ce qui décida le prince à prendre les devants et à regagner rapidement Madrid d'abord, puis la capitale de la France, afin de dissimuler rapidement sous un

arc de triomphe la honte que l'avenir lui ménageait, quand l'histoire aurait à énumérer les scènes cruelles dont le sol espagnol allait être le théâtre.

A défaut des régents de Cadiz sauvés par les troupes françaises, les apostoliques avaient en leur pouvoir l'homme qui représentait le mieux la révolution de 1820, le malheureux général Riego, celui qui, après la journée du 7 juillet 1822, avait couvert la monarchie de son extrême popularité. Plus ses services avaient été grands alors, plus violente était la haine accumulée sur sa tête ; le monarque absolu pouvait-il jamais se retrouver en présence d'un sujet devant qui il avait tremblé et qui s'était montré généreux à son égard ? La régence décida que le jugement et l'exécution du malheureux Riego précéderaient de quelques jours la rentrée de Sa Majesté Catholique dans sa capitale; à cet effet, le fiscal demanda contre lui l'exécution du décret du 23 juin, et la cour des alcaldes se hâta d'obtempérer à ses vœux en prononçant la peine de mort (5 novembre). Le duc d'Angoulême était de passage à Madrid au moment où cette sentence était prononcée; un effort de sa part aurait pu sauver cette illustre victime ; cet effort ne fut même pas tenté, et Riego, complétement à la merci de ses ennemis, dut s'apprêter à payer de sa vie le rôle extraordinaire qu'il avait joué dans son pays depuis le 1er janvier 1820.

Combien en ce moment douloureux nous aimerions pouvoir dire que Riego supporta avec une héroïque résignation les injures, les cruautés, les infamies de tout genre dont il fut alors la victime; mais il nous faut confesser que ces cruautés arrivèrent à un tel excès, que le jeune général n'eut pas la force et le courage de les supporter : bien différent de Lacy, de Porlier, de Vidal, du jeune Bertran de Lis, qui tous étaient morts en héros, il tomba devant l'échafaud dans un triste état de prostration et d'abattement, et signa, dit-on,

une rétractation de toute sa conduite, que les ennemis de la liberté s'empressèrent de publier à profusion. La même multitude qui autrefois s'était acharnée à le poursuivre de ses acclamations assista avec un farouche empressement à ses derniers moments, et peu respectueuse en face d'un profond découragement, elle insulta par des cris acharnés de *Vive le roi absolu!* l'infortunée victime que pendant plusieurs années elle avait poursuivie de ces cris incessamment répétés : *Vive Riego! vive la constitution de* 1812 !

Sept jours après cette exécution, Ferdinand effectua son entrée triomphale dans Madrid : les volontaires royalistes avaient mis en œuvre tout ce qu'un zèle ardent pouvait leur suggérer pour donner à cette cérémonie un caractère de fête nationale, et malgré la terreur qui dominait une grande partie de la population, ils comptaient assez de partisans et furent assez secondés par la noblesse et le clergé pour paraître absorber en eux la représentation de tout le peuple espagnol.

Une fois rentré en possession de ses palais royaux, le premier soin du monarque fut de régulariser les proscriptions contre les libéraux et de systématiser la tâche que s'étaient jusqu'alors imposée spécialement les volontaires. A la place des assassins qui pénétraient de vive force dans les maisons des constitutionnels, la régence avait déja établi des commissions militaires exécutives, qui, sur une simple dénonciation, faisaient immédiatement arrêter les suspects. Déjà cent douze personnes avaient été arrêtées et fusillées par leur ordre ; on ne se contenta point de ce résultat. Une junte secrète d'État fut établie sous la présidence d'un inquisiteur, et reçut la mission de former un *indice* ou *registre général*, dans lequel chaque individu devait être classé suivant les opinions qu'il avait manifestées durant le régime constitutionnel. Fort heureusement, les

libéraux avaient eu le temps de s'éloigner d'une patrie aussi ingrate, et la plus grande partie d'entre eux pouvaient mépriser sur le sol hospitalier de la France et de l'Angleterre la rage et l'impuissance de leurs ennemis. Martinez de la Rosa, Galiano, Arguelles, Saavedra, pour ne citer que les plus illustres, étaient à l'abri du sort de Riego ; comme les derniers défenseurs de la constitution, Mina, Torrijos, Chapalangarra, Valdès, ils pouvaient préparer loin du sol natal les moyens de rendre à l'Espagne un peu de cette liberté qui venait de lui être ravie.

Les souverains de la Sainte-Alliance, et particulièrement Louis XVIII, ne pouvaient cependant regarder avec indifférence un état de choses qui déshonorait le système monarchique aux yeux de l'Europe civilisée ; les représentations du duc d'Angoulême, une lettre autographe du monarque français ayant également échoué, ce fut l'ambassadeur de Russie, le comte Pozzo di Borgo, qu'on chargea du soin de faire comprendre à Ferdinand qu'il fallait mettre un terme à de semblables représailles. Quoiqu'à regret, ce dernier se rendit enfin à des sollicitations qui commençaient à prendre un caractère d'ordres péremptoires. Il avait déjà suspendu le système des purifications ; le 2 décembre 1823, don Victor Saez ayant été relevé de ses fonctions, un nouveau ministère d'hommes plus modérés fut installé sous la présidence du comte de Casa Irujo ; le ministère de grâce et justice était donné au comte d'O'Falia, celui de la guerre à don José de la Cruz, les finances à don Luis Lopez Ballesteros, et la marine à don Luis Maria Salazar.

Le comte Pozzo di Borgo, après avoir obtenu ces nominations, après avoir arraché du roi la promesse d'une amnistie, s'empressa de retourner à Paris (14 décembre), croyant avoir rempli avec succès la mission qui lui avait été confiée ; mais il se trompait dans ses calculs, Ferdinand l'avait induit

en erreur en feignant de se soumettre aux volontés de la Sainte-Alliance. Les faveurs de la couronne furent distribuées avec prodigalité à tous les hommes qui avaient soutenu les principes de la régence de Madrid : don Victor Saez fut fait évêque de Tortose ; San Carlos, Villamil, Vargas, Gomez Calderon, Erro furent nommés conseillers d'État ; les Eguia, les Echevarri, les Quesada, Grimarest, Carlos O'Donnell furent récompensés par des titres et des décorations. La cour entière dut comprendre que, si les nations étrangères imposaient une barrière à l'œuvre de la réaction, les hommes qui l'avaient accomplie seraient toujours considérés comme les vrais et uniques soutiens de la monarchie. Il faudra, pour persuader Ferdinand des dangers auxquels l'expose le fanatisme des apostoliques, qu'il voie ceux-ci méconnaître sa volonté, se grouper autour de son frère et chercher à miner sa propre autorité. Alors seulement il comprendra la sagesse des observations de Louis XVIII ; et sentant lui-même la nécessité de satisfaire l'élément modéré du parti monarchique, il organisera entre ces deux tendances un système d'équilibre qui donne le principal caractère à toute la période des dix années de 1823 à 1833.

L'opinion publique espérait beaucoup du nouveau ministère, choisi par l'accord unanime des ambassadeurs étrangers. Il paraissait devoir exercer sur le monarque une influence assez salutaire ; mais à peine avait-il pris en main le timon des affaires, que la mort vint de nouveau laisser une place vacante dans son sein, et le roi, habile à se dégager de la pression qu'on avait exercée sur lui, donna le portefeuille d'État au comte d'O'Falia, et nomma pour celui de grâce et justice un nouveau personnage, appelé à la plus triste célébrité, partisan des apostoliques, ex-secrétaire de la régence de Madrid, don Francisco Tadeo Calomarde (17 janvier 1824).

Avec ce nouveau ministre, l'influence apostolique, qui

avait fait un instant place à l'élément modéré, reprit toute son importance dans la marche générale des affaires ; on acheva le licenciement des armées de Ballesteros et de Morillo, sans concéder aucune pension aux officiers renvoyés dans leurs foyers ; les hommes les plus ardents du clergé furent placés sur des siéges épiscopaux ; de nouvelles caresses, de nouvelles flatteries furent adressées aux chefs des bandes de la Foi et aux volontaires royalistes, qui constituaient alors l'unique force armée dont disposât le gouvernement, toujours protégé d'ailleurs par les troupes françaises qu'avait laissées le duc d'Angoulême sous le commandement du comte de Bourmont.

Cependant le comte d'O'Falia, Cruz et Ballesteros faisaient des efforts sincères pour relever la machine administrative, si violemment désorganisée par les événements qui s'étaient accomplis. Le général Cruz osa publier un règlement pour soumettre les volontaires royalistes à une organisation régulière, et le maintint en vigueur malgré leurs protestations et l'opposition du colonel des volontaires madrilènes, le général Aymerich ; il se décida à donner de l'emploi à d'anciens officiers, qui devaient être choisis par les inspecteurs de milices provinciales, rendit une partie de la solde à une classe nombreuse d'officiers qui végétait dans la misère la plus grande, ordonna une nouvelle levée de 36 000 hommes, manifesta son intention de réorganiser une armée. Le comte d'O'Falia cherchait à soulager la misère publique en ordonnant quelques travaux d'utilité publique et en améliorant les hôpitaux. Don Luis Lopez Ballesteros, dont le long séjour au ministère des finances a été signalé par d'abondantes et utiles mesures, travaillait activement à réunir les ressources dont l'Etat avait un si grand besoin ; il cherchait à rendre un peu de confiance aux capitalistes par la création d'une caisse d'amortissement, et appliquait tous ses efforts à remplir les

coffres de l'Etat en réorganisant toutes les anciennes contributions. Le roi se souvenait que la ruine des finances publiques avait été la première cause de la révolution de 1820, et durant cette seconde période, au lieu de négliger cette branche importante de l'administration, il maintiendra avec vigueur l'homme intelligent qu'il avait eu enfin le bonheur de rencontrer, et sur qui il pouvait se reposer du soin de soutenir le crédit public.

Chacun des nobles efforts de ces trois ministres était considéré par le parti apostolique comme une menace et une atteinte à ses prérogatives ; les volontaires et leurs chefs avaient tellement profité du désordre général, qu'ils espéraient le voir durer. Une société célèbre, celle de l'Ange exterminateur, avait étendu ses racines dans tout le pays sous la direction d'un ancien régent, l'évêque d'Osma, et animait d'un seul esprit tous les apostoliques de la Péninsule. Elle était en relations avec les principaux évêques, dont plusieurs lui devaient leur nomination ; elle étendait ses ramifications dans tous les couvents de moines ; et bien plus violente que la congrégation française, elle prêchait hautement l'extermination de tous les libéraux. Déjà on signalait dans ses principaux chefs une tendance spéciale à se rapprocher de l'héritier de la couronne, l'infant don Carlos, qu'on savait hostile aux tendances conciliatrices de la cour des Tuileries : c'est dans les salons de ce personnage, auprès de son épouse doña Francisca et de sa belle-sœur la princesse de Beira, mère de l'infant don Sébastien, qu'ils venaient chercher le mot d'ordre avant de poursuivre l'adoption de telle ou telle mesure. Ce manége n'échappait point à Ferdinand, et il eut pour résultat naturel de le pousser davantage vers l'élément modéré ; il se décida même, malgré les nombreuses réclamations des évêques, malgré les sollicitations des ténébreux amis qui l'entouraient, mal-

gré l'initiative prise par les évêques de Tarragone, de Valence et d'Orihuela, à ne pas rétablir l'inquisition et à accorder l'amnistie, conformément aux incessantes réclamations des ministres de Louis XVIII.

Il est facile de se faire une idée de l'impatience avec laquelle était attendu ce décret d'amnistie qu'on savait exigé par le gouvernement français; il fut enfin promulgué (20 mai 1824); mais le talent de Calomarde avait déployé toutes ses ressources pour qu'il apparût avec une masse d'exceptions telle, que, loin d'être une œuvre de clémence, il devînt entre ses mains un nouveau moyen de persécutions. Les catégories de personnes non comprises dans l'amnistie étaient au nombre de quinze, et étaient constituées dans des termes tellement généraux, que tout individu pouvait facilement y être inclus [1]. Le décret, déjà signé, resta

[1] Voici quelles étaient les quinze exceptions du décret d'amnistie :

1° Les auteurs des révoltes militaires de las Cabezas, de l'île de Leon, de la Corogne, Sarragosse, Oviedo et Barcelone;

2° Les auteurs de la conspiration tramée à Madrid pour obliger le roi à prêter serment à la constitution en mars 1820 ;

3° Les chefs militaires qui avaient coopéré à la sédition d'Ocaña, et particulièrement le lieutenant général Henri O'Donnell, comte de l'Abisbal ;

4° Les auteurs du mouvement qui décida la formation de la junte provisoire gouvernementale, et les membres de cette même junte;

5° Les auteurs de toutes les pétitions ou requêtes qui avaient demandé la déchéance du roi durant l'époque constitutionnelle;

6° Les membres des sociétés qui, avant l'abolition du régime, avaient demandé dans leurs sociétés la déchéance du roi, et ceux qui, depuis cette abolition, avaient formé des sociétés secrètes;

7° Les écrivains et éditeurs de livres où étaient attaqués les dogmes de la religion catholique;

8° Les auteurs des rébellions du 16 novembre 1820 et du 19 février 1823 ;

9° Les juges d'Elio et de Goffieux;

pendant quinze jours entre les mains du ministre de grâce et justice, pour qu'il eût le temps de faire emprisonner tous ceux qui avaient encore échappé à ses poursuites, et tandis que le pays croyait fini enfin le règne de la terreur blanche, de nouvelles exécutions lui apprenaient que la destruction de toutes les victimes mettrait seule un terme à ses fureurs.

Calomarde avait découvert en Aragon une conjuration tramée contre le gouvernement dans le but de rétablir l'inquisition, par un ancien chef des bandes de la Foi, nommé Capapé, assisté du capitaine général de Saragosse, le général Grimarest. Ce dernier fut immédiatement révoqué de ses fonctions, son complice fut arrêté et mis en jugement; mais il put prouver que dans toutes ses démarches il avait obéi à des ordres directs émanés de l'infant don Carlos, et le tribunal prononça plus tard l'absolution devant une révélation aussi grave. La cause de ce soulèvement était dans les tendances du ministère, que des évêques, comme ceux de Leon, de Tortose, de Valence, traitaient audacieusement de maçon et de communero; on pensa alors à donner de nouvelles garanties aux apostoliques, qui jalousaient spécialement tous ceux qui entraient dans les fonctions publiques sans appar-

10° Les assassins de Vinuesa, de l'évêque de Vich; les auteurs des massacres de Grenade et de la Corogne;

11° Les chefs de guérillas qui avaient lutté contre les armées royalistes et les troupes françaises leurs alliées;

12° Les députés qui votèrent la déchéance du roi à Cadiz le 11 juin 1823, les régents et le général commandant la place de Cadiz;

13° Les Européens qui avaient eu une part directe ou indirecte au traité de Cordoba;

14° Les membres du gouvernement constitutionnel qui avaient passé en Amérique pour y appuyer l'insurrection;

15° Les membres du gouvernement constitutionnel qui, réfugiés à l'étranger, y tramaient des conspirations contre la souveraineté de Ferdinand VII.

tenir à leur secte; le système des purifications fut rétabli sur la plus vaste échelle et fut appliqué à toutes les classes de la société. Les professeurs, les étudiants, les notaires, les avocats, les médecins, les chirurgiens, les femmes même pensionnaires de l'Etat furent soumises à cette indigne procédure, suivant laquelle toutes les ressources nécessaires à l'existence étaient enlevées à quiconque avait eu l'audace de désirer pour l'Espagne un régime constitutionnel.

Peu préoccupé d'une modification ministérielle qui avait substitué au comte d'O'Falia l'ambassadeur de Ferdinand à Londres, don Francisco Zea Bermudez (11 juillet), Calomarde inventa le 1er août un nouveau système pour continuer son œuvre de persécution. Un décret déclara que l'amnistie ne serait appliquée qu'aux membres des sociétés secrètes qui révéleraient la loge ou la société à laquelle ils avaient appartenu, de manière que pour chaque individu une infâme dénonciation devenait l'unique moyen de conserver l'existence et de résider au sein de sa famille; et le gouvernement, en faisant grâce à un dénonciateur, avait la compensation de découvrir de nouvelles victimes.

De telles dispositions, seulement dignes des temps de Tibère et de Caligula, devaient exciter chez des âmes ardentes et enthousiastes un vif désir de changement et de modification; mais quand les troupes françaises occupaient encore la Péninsule, quelle espérance pouvait-on concevoir d'une explosion quelconque sur un point isolé du territoire? Quelques émigrés crurent pouvoir la tenter, et le 3 août 200 patriotes, sous les ordres du colonel Valdès, débarquèrent à Tarifa, surprirent la garnison de cette petite ville et proclamèrent la constitution de 1812. Ils produisirent quelque agitation à Marbella et dans la sierra de Ronda; mais tandis que la terreur empêchait les populations de répondre à leur appel, les troupes espagnoles d'Algesiras,

les volontaires de Ronda, une brigade et une escadre françaises venaient mettre le siége devant Tarifa par mer et par terre. Valdès résista jusqu'à l'ouverture de la brèche et parvint à s'échapper avec la plupart des émigrés qui l'avaient accompagné ; l'unique résultat de cette malheureuse entreprise fut de donner aux apostoliques exaltés une nouvelle prépondérance et d'amener une recrudescence dans les proscriptions.

Le gouverneur d'Algesiras avait fait environ 200 prisonniers parmi ceux qui n'avaient pu accompagner Valdès dans sa fuite sur les côtes du Maroc; ils furent tous fusillés de trente en trente. Un décret condamna à mort quiconque débarquerait sur le territoire de la Péninsule avec l'intention d'y rétablir le système représentatif, et tout habitant du pays qui se dirigerait, même sans armes, au point de débarquement. Un effort pour organiser une insurrection dans la Castille amena de nouvelles exécutions à Madrid ; enfin le général Cruz fut emprisonné comme coupable d'avoir prêté la main à ces tentatives de rébellion ; son portefeuille fut donné (30 août 1824) au général Aymerich, à ce même colonel des volontaires madrilènes qui avait fortement critiqué les tentatives d'organisation essayées par son prédécesseur contre ce corps privilégié.

C'est au moment où les apostoliques, déjà irrités par la prison de Capapé, le refus de rétablir le saint-office et le décret d'amnistie, obtenaient enfin du roi la chute du ministre de la guerre, qui leur était spécialement odieux, et où l'action modératrice du gouvernement français allait de nouveau être plus nécessaire que jamais, que l'on apprit à Madrid la mort de Louis XVIII ; ce fut une nouvelle bien pénible pour tous ceux qui, à la suite de Zea Bermudez et d'O'Falia, cherchaient à faire rentrer la monarchie espagnole dans une voie de tranquille pacification et d'administration

régulière. On connaissait les tendances manifestées depuis longtemps par le comte d'Artois, qui devait monter sur le trône de France sous le titre de Charles X, et il était à craindre que la pression constante exercée jusqu'alors par les ministres français ne se modifiât dans un sens plutôt favorable aux idées de l'infant don Carlos, de Calomarde et d'Aymerich. Ferdinand, aveuglé par la passion, n'était pas à même d'apprécier la perte énorme que faisait la dynastie des Bourbons dans ce vieillard presque impotent, mais dénué de toute espèce de préjugés et qui savait faire au temps toutes les concessions qu'il réclame; il apprit avec une certaine satisfaction intérieure l'avénement d'un nouveau règne qui le délivrait d'un mentor trop sévère et trop puissant, et s'affermit davantage dans l'idée qu'il ne devait s'en fier qu'à sa propre sagesse pour conserver intacte son autorité (septembre 1824).

CHAPITRE II

CALOMARDE.

(Du 16 septembre 1824 au 1er janvier 1827.)

Les commissions militaires; époque dite *de Chaperon*.— Horrible terreur sous laquelle gémit le pays tout entier pendant plusieurs mois entre les décrets de Calomarde et les ordonnances d'Aymerich. — Prohibition des cachuchas. — Les *apaleadores*. — Supplice de Juan Martin, dit *el Empecinado*. — Décret sur les municipalités. — Efforts tentés auprès du roi par les royalistes modérés et les puissances continentales pour obtenir de lui un système de gouvernement moins tyrannique. — Ses résistances et ses contradictions. — Absolution de Capapé. — Exil de Cruz. — Renvoi d'Aymerich. — Maintien de Calomarde au pouvoir; portrait de ce personnage. — Le marquis de Zambrano devient ministre de la guerre et Llauder est appelé à l'inspection générale de l'infanterie. — Mission donnée à ce général de réorganiser l'armée; cette mission est expliquée par les événements de Portugal et l'attitude des apostoliques; leur mécontentement; leurs tendances. — Efforts pour rétablir l'inquisition. — Tentative de Bessières, et ramifications qu'elle avait en Catalogne.—Exécution de Bessières. — Junte consultative.—Chute de Zea Bermudez. — Nouveau conseil d'État.—Tentative des frères Bazan à Alicante.—Revue rétrospective sur l'histoire du Portugal depuis 1820 jusqu'à la mort de Juan VI. — Charte de don Pedro. — Premiers mouvements suscités par don Miguel. — Politique de Ferdinand vis-à-vis le Portugal. — Corps d'observation du général Saarsfield. — L'attitude de Canning, qui envoie des troupes en Portugal, déjoue tous les plans du gouvernement espagnol.

L'élévation du général Aymerich au ministère de la guerre vint confirmer aux yeux de tous les Espagnols le triomphe des volontaires royalistes; c'était lui qui, en sa qualité de colonel des volontaires madrilènes, avait protesté hautement contre les efforts de réorganisation du général Cruz ; puisque le pouvoir était remis entre ses mains, c'est que le souverain était décidé à confier exclusivement sa défense aux fanatiques partisans qui s'étaient enrégimentés sous l'éten-

dard de la monarchie absolue, c'est que la bride était de nouveau lâchée à toutes les représailles et au débordement de toutes les passions contre les constitutionnels et les libéraux.

Les commissions militaires se mirent à fonctionner avec une nouvelle activité ; aidées par une masse d'ordonnances dont le laconisme et l'hypocrisie égalent seuls la rigueur et la violence, elles avaient pouvoir de condamner à mort tous les coupables de lèse-majesté, c'est-à-dire tous ceux qui se déclareraient contre les droits du roi ou en faveur de la constitution. A l'aide de cette phrase ambiguë, on rendait coupables du crime de lèse-majesté tous les écrivains qui avaient publié quelque page où les droits de Ferdinand pouvaient être mis en doute ; tous ceux qui d'une manière quelconque avaient coopéré à la révolution de 1820 à 1823 ; tous ceux qui gardaient chez eux un exemplaire de la constitution, un portrait de Riego, un souvenir quelconque des illustres exilés qui vivaient sur la terre étrangère; tous ceux qui, par un cri, une parole même prononcée en état d'ivresse, manifestaient leur haine contre la tyrannie. Un décret daté du 9 octobre 1824, qui par un dernier sentiment de pudeur ne fut pas inséré dans la *Gazette officielle*, mais fut appliqué avec soin, supprimait devant les commissions militaires toute espèce de fueros, et livrait à ces tribunaux la vie de tous les citoyens. Des primes étaient données à la délation, et une police innombrable pénétrait dans toutes les familles afin de deviner le secret des consciences et de purger l'Espagne de tout élément libéral.

Ni l'âge, ni le sexe, ni la vertu, ni la pauvreté ne protégeaient contre ces terribles commissions; la richesse seule sauvait parfois de la mort. Celui qui avait quelque fortune achetait l'existence au prix de la plus grande partie de ses biens. Quelques-uns des jugements prononcés par ces com-

missions donneront une idée assez exacte de l'impression générale qui devait dominer dans le pays.

Juan Solana et Antonio Ferreti furent condamnés à mort à Murcie pour des expressions subversives ; Mariano et José Molina devaient subir la même peine parce qu'on avait trouvé chez eux une proclamation en faveur de la liberté. A Valence, Simon Alfaso subit la peine du *garrote* pour avoir crié *Vive la constitution !* en état d'ivresse, et Salvador Llorens la subit également pour avoir dit *Mort au roi !* La commission de Castille fit pendre Antonio Erraza parce qu'il avait été maçon. La commission de Madrid, dirigée par une bête féroce nommée Chaperon, qui acquit la triste gloire de donner son nom à toute cette époque, dépassait toutes ses rivales par le nombre de ses condamnations, la sévérité de ses arrêts. Elle envoyait au supplice tous ceux chez qui on trouvait les portraits de Riego, et aux galères les femmes et les enfants qui commettaient le crime de ne pas dénoncer leur mari ou leur père. Plus d'une dame, mêlée dans les infâmes prisons aux plus odieuses criminelles, mourut de désespoir au milieu de l'abjection injuste à laquelle elle se voyait réduite.

Chaperon, comme tous ces juges iniques qui consentent à se faire l'instrument dévoué d'une haine sociale, jouissait au milieu de la terreur que son nom inspirait, et sous la torpeur générale qu'elle avait créée. Il assistait aux exécutions en grand uniforme ; c'étaient pour lui des jours de fête, et, en une occasion, impatient d'activer le supplice d'un coupable (c'était un milicien national qui avait coopéré à la défense de Madrid, le 7 juillet, contre les gardes révoltés), il tira lui-même les jambes de la pauvre victime pendant déjà du gibet fatal, et, cet exploit terminé, se retira tout fier d'avoir accompli à la fois les fonctions de bourreau et celles de juge.

Il y avait autour de Ferdinand des hommes comme Ugarte, Aymerich, Calomarde pour vanter incessamment au souverain le mérite de Chaperon et de ses pareils; aussi ces montres se jugeaient-ils les maîtres suprêmes de la société ; il fallait être un favori spécial du monarque pour entrer en lutte avec eux, et encore qui pouvait jamais compter sur l'affection de Ferdinand? Vouloir arracher une seule victime à ces tigres altérés de sang, c'était s'exposer soi-même à tous les dangers.

Il ne reste presque pas de mémoires sur cette période douloureuse, où nul n'osait confier au papier les incidents qui aujourd'hui caractériseraient le mieux l'état général du pays ; voici cependant un trait qui permettra de juger de la vie de Madrid durant la triste époque de Chaperon.

La police de cette capitale avait emprisonné la femme d'un réfugié politique nommé Vittalba, sous le prétexte qu'elle avait chanté ou laissé chanter dans sa maison des chants patriotiques ; cette dame avait des enfants que sa captivité laissait plongés dans une profonde misère, et le récit de leurs souffrances, conté dans quelques salons, excita la sympathie de quelques cœurs généreux. On parvint à intéresser en leur faveur le jeune Fernandez de Cordoba, l'ancien défenseur de Cadiz en 1820 et le promoteur de la révolte des gardes du corps en 1822 ; c'était un personnage important, car tout en se défiant de la sympathie qu'il ressentait pour lui, Ferdinand, qui redoutait avant tout de tomber sous la tutelle d'un favori, écoutait cependant volontiers les plans du jeune Cordoba, souriait à ses exaltations un peu passionnées, et tolérait de lui, pour ses services rendus, une liberté d'allures que nul autre n'aurait osé se permettre. Cordoba savait que le président de la commission militaire s'était vanté publiquement de conduire au gibet la malheureuse mère qui gémissait déjà dans la prison loin de

ses enfants; il se hâta d'aller le trouver, et le hasard l'ayant mis en sa présence au centre même de la ville, à la puerta del Sol, il lui exposa en ce lieu même l'objet de sa réclamation. Chaperon connaissait bien la faveur dont jouissait au palais le jeune Fernandez de Cordoba, ami de Grijalva et de Zea Bermudez; mais il était habitué avec ses acolytes à voir dans cette phalange de courtisans les ennemis les plus acharnés de la secte réactionnaire dont il favorisait les rancunes. Aux premières paroles de Cordoba, il répondit avec violence que, malgré toutes les recommandations de la terre et du ciel, la pauvre femme serait conduite au supplice. Son interlocuteur n'avait pas encore perdu toute la générosité des premières années de la jeunesse; les paroles de Chaperon excitèrent chez lui une grande colère et donnèrent naissance à une querelle publique, à la suite de laquelle un ordre d'arrestation fut lancé contre Cordoba par le président de la commission militaire; mais à peine connu par le ministre de la guerre, ce dernier ordre fut révoqué, et tout ce que les royalistes modérés gagnèrent à cette tentative de Cordoba fut de pouvoir adresser au roi une représentation dans laquelle il était dit que « la justice administrée par les commissions militaires prenait de plus en plus le caractère d'une vengeance horrible et furieuse qui tenait le pays consterné; et que l'honneur des insignes militaires que portait le roi lui-même exigeait une prompte suppression de ces odieux tribunaux. »

Cet incident permet d'apprécier la terreur générale sous laquelle vivait la société, le degré de bassesse auquel la délation était arrivée, la balance que le roi tenait entre ses divers conseillers et favoris, la lutte constante des royalistes modérés et des apostoliques furieux, enfin la sauvage violence des juges et leur barbare inhumanité [1].

[1] Sous l'impression de la révolution commencée par le soulèvement

Madrid n'était pas le seul théâtre où la réaction exerçât ainsi son empire : le même système dominait toute la Péninsule. Partout les volontaires royalistes, appuyés sur les commissions militaires, faisaient sentir aux *nègres* et aux *verts* le poids de l'oppression la plus tyrannique. Dans les villes où se trouvaient encore quelques détachements de troupes françaises, ils osaient quelquefois, quoique toujours avec une certaine réserve, attaquer nos soldats isolés, en leur reprochant leur modération vis-à-vis des libéraux ; lorsque

de Riego en 1820, une secousse avait enfin été donnée aux esprits, et, parmi les jeunes gens, une phalange d'élite se vouait avec ardeur au culte des lettres, sous la direction de don Alberto Lista. Une académie s'était fondée sous le titre d'*Académie du myrte*, et de jeunes poëtes, parmi lesquels nous citerons Ventura de la Vega, Espronceda, Patricio de la Escosura, dirigés par leur maître vénéré, s'essayaient à rendre à leur bel idiome un peu de son ancienne splendeur. Sous le gouvernement de Ferdinand VII, semblable tentative était un crime ; il y avait un danger social dans cette aspiration intellectuelle. Aussi trouva-t-on un moyen de dissoudre cette académie ; plusieurs de ses membres furent incarcérés comme faisant partie d'une société secrète dite *numantine*. Vega heureusement était parent du ministre Zea Bermudez, et cette circonstance sauva les jeunes gens : après six mois de captivité, ils furent seulement condamnés à trois mois de réclusion dans un couvent. Espronceda, l'auteur futur du *Diablo mundo*, cette œuvre intraduisible, inimitable et bizarre, qui le place à côté des Byron et des Alfred de Musset, après avoir subi la peine à laquelle il était condamné, put abandonner l'Espagne et se réfugier à Gibraltar, pour commencer cette vie aventureuse qui devait le conduire à Lisbonne, Londres et Paris, et lui permettre de promener dans ces trois capitales son imagination vagabonde, sa démarche gracieuse et élégante, sa foi républicaine et son scepticisme religieux. Escosura, plus heureux, s'était enfui avant d'être arrêté ; il vint à Paris et à Londres consolider une instruction jusqu'alors trop superficielle. Lista lui-même jugea prudent de laisser passer l'orage, et, bien qu'il se fût toujours tenu à l'écart du mouvement politique, il se réfugia à Paris, où d'ailleurs se trouvaient déjà réunies toutes les relations chères à son esprit et à son cœur.

dès le 1er janvier 1825 nos troupes se concentrèrent dans les places auxquelles leur occupation devait désormais se borner, telles que l'île de Leon, Barcelone, Saint-Sébastien, Pampelune, Jaca, la Seo d'Urgel et Figuières, ils affectèrent de considérer comme emblème séditieux une espèce de casquette dite *cachucha,* que nos officiers avaient l'habitude de porter, et que certains libéraux avaient adoptée comme témoignage de reconnaissance pour l'attitude prise à leur égard. A Santander, il y eut quelques désordres à ce sujet; des citoyens qui portèrent cette casquette se virent maltraités publiquement, et la ville fut parcourue en tous sens par des misérables armés de gros bâtons, qui firent expier à la population par de cruelles violences la prétendue manifestation qu'elle s'était permise. Le bruit de cette échauffourée retentit à l'instant dans toute la Péninsule; les *apaleadores* renouvelèrent partout les scènes de Santander; le gouvernement défendit par une ordonnance l'usage des cachuchas, et dans cette puérile agitation les commissions militaires trouvèrent moyen d'atteindre une nouvelle série de victimes.

L'irritation des réactionnaires furibonds était d'autant plus grande contre tous les pauvres libéraux forcés de rester sur le territoire espagnol, que la marche des événements et la présence des troupes françaises avaient, comme nous l'avons vu, favorisé la fuite de tous les hommes un peu importants du régime constitutionnel. Avec son caractère haineux et méchant, Ferdinand aurait volontiers consenti à faire grâce à vingt victimes de Chaperon pour faire tomber, s'il avait pu, la tête d'un seul de ces députés qui avaient voté sa déchéance; mais ils étaient tous en sûreté sur la terre d'exil. On ne pouvait cependant se borner à des coupables de peu d'importance, le prestige de l'échafaud avait besoin d'être relevé par le haut rang des victimes. Le célèbre don Juan Martin, surnommé *el Empecinado,* un de ces

rares guerilleros de la guerre de l'Indépendance chez qui l'amour de la patrie dominait tous les autres sentiments, fut le héros jeté en pâture aux vautours affamés qui demandaient avec tant d'ardeur l'effusion du sang. Son attitude après 1814, la précipitation avec laquelle il était accouru à Cadiz pour défendre la constitution de 1822 étaient des motifs suffisants pour déchaîner contre lui toutes les haines; il se trouvait garanti par les capitulations passées avec les généraux français et se croyait peut-être protégé par la gloire dont il s'était couvert de 1808 à 1814. Mais les satellites de l'absolutisme n'étaient pas hommes à s'arrêter devant de telles considérations. Tandis qu'il vivait paisiblement retiré dans une petite propriété, au fond de la Vieille-Castille, à Roa, il se vit tout à coup emprisonné par ordre du juge de cette ville, animé contre lui d'une haine toute personnelle; on l'accusa d'avoir voulu prendre les armes contre le roi depuis sa mise en liberté; et le fanatisme des Castillans une fois excité par cette fausse accusation, l'ancien héros de l'indépendance se trouva transformé aux yeux de ses concitoyens en un vil hérétique. Par un excès de zèle, le corrégidor de Roa ne se contenta point de tenir son ennemi en prison : il fit fabriquer une cage de fer, et tous les jours de marché le malheureux Juan Martin était exposé aux outrages des paysans fanatiques, qui venaient à la fois s'extasier sur sa force herculéenne, l'accabler d'outrages et d'injures, et le blesser sans crainte avec les bâtons et instruments de labour qu'ils pouvaient introduire dans sa cage. L'esprit recule épouvanté devant tant d'horreurs, mais elles seules donnent une idée juste du fanatisme des hordes catholiques qui pesaient alors sur l'Espagne[1].

[1] *Estudios sobre elocuencia, politica, jurisprudencia historia y moral*, por don Salustiano de Olozaga. Madrid, san Martin y Jubera.

Quand les Castillans eurent assez joui de cet odieux spectacle, le juge se décida à prononcer la condamnation à mort, qui fut confirmée par la salle des alcaldes, malgré la noble opposition de deux magistrats qui refusèrent de s'associer à cette horrible vengeance. Le sort de la victime dépendait de Ferdinand ; la mère d'el Empecinado se jeta à ses pieds ; vaine humiliation. La France, dont l'honneur était intéressé au salut de ce guerillero, puisqu'elle le couvrait par une capitulation, intercéda aussi par l'entremise d'un de ses généraux ; tout fut inutile, et el Empecinado fut conduit au dernier supplice.

Il y marchait avec tout ce cortége hideux que l'inquisition a inventé, la robe noire, le grand bonnet, les chaînes de fer, monté sur un âne dont la marche patiente accroît toutes les angoisses du dernier moment, calme, résigné, après avoir dit adieu aux amis qui lui étaient restés fidèles, lorsque soudain la vue des hommes qui l'avaient tant fait souffrir réveilla chez lui ses anciennes habitudes de guerillero, son ardeur à la lutte et un violent désir de vendre chèrement sa vie. D'un seul mouvement, il parvint à briser les chaînes qui l'attachaient, et, s'en faisant une massue, il se précipita sur les volontaires qui avaient brigué l'honneur de le conduire à la potence. Tout le monde fuit devant lui, il va peut-être s'échapper, quand soudain le pied lui glisse : il tombe, et se retrouve de nouveau à la merci de ses ennemis. On l'attache, on se hâte de le conduire au pied du gibet ; il continue de résister, et comme il refuse de gravir lui-même l'escalier fatal, on l'attache avec une corde, sur l'ordre du juge, et son corps ainsi suspendu est lancé dans l'espace.

Quelles impressions devaient produire de semblables scènes sur des populations naturellement passionnées ! Les haines s'envenimèrent de plus en plus entre les familles ;

et comme le sang appelle le sang, de nouvelles victimes s'exposaient à la mort, les juges et les bourreaux mettaient encore plus d'empressement à les sacrifier. Sept francs-maçons surpris à Grenade dans une loge au moment de recevoir un néophyte furent condamnés et exécutés dans l'espace de trois jours.

Malgré le despotisme des princes des deux maisons d'Autriche et de Bourbon, il était toujours resté dans l'organisation sociale de l'Espagne un élément libéral qui avait survécu à tous les envahissements de la monarchie : c'était la libre élection par le peuple des autorités municipales. Calomarde résolut de détruire ce dernier débris des anciennes libertés du pays ; dans un décret daté du 17 octobre 1824, avec le but signalé hautement dans le préambule « de faire disparaître pour toujours du sol espagnol jusqu'à la plus lointaine idée que la souveraineté puisse résider ailleurs que dans la personne royale, » il établit que les habitants de chaque commune n'auraient que le droit de proposition, et que les audiences éliraient et choisiraient directement les autorités municipales entre les triples listes qui seraient présentées à leur choix. Les représentants de l'autorité judiciaire se trouvèrent par ce procédé maîtres suprêmes de l'action municipale, toujours si puissante en Espagne, et le ministre de grâce et justice, déjà si puissant, acquit par ce moyen une véritable prépondérance sur tous ses collègues. Ainsi Ferdinand VII, tout en feignant de respecter les anciennes lois fondamentales de la monarchie sur lesquelles reposaient tous ses droits, ne craignait pas de les briser solennellement et enlevait aux citoyens espagnols, après 1808 et 1820, des institutions séculaires que tous ses ancêtres avaient respectées.

Un semblable état de choses était par trop violent pour durer indéfiniment : d'une part, les royalistes modérés ne

cessaient d'agir auprès du roi pour le convaincre des dangers auxquels il exposait sa couronne en s'opposant à toute réconciliation; et d'autre part, la France et les puissances étrangères, honteuses de tous ces crimes dont elles étaient les premiers auteurs, pesaient avec une énergie croissante sur la volonté de Ferdinand, lui manifestaient leur mécontentement, le maintenaient dans un isolement complet, et lui répétaient sous toutes les formes qu'il compromettait par ses excès la tranquillité publique de l'Europe. Il parut enfin vouloir écouter leurs conseils : le 17 mars 1825, un de ses conseillers les plus impitoyables, Ugarte, fut éloigné de la cour et nommé ambassadeur en Sardaigne.

Cette simple mesure commença à alarmer les apostoliques, et pour calmer leurs fureurs, Calomarde publia, le 19 avril, un décret dans lequel le roi se déclarait décidé à conserver dans toute leur plénitude tous les droits de sa souveraineté, et à ne jamais établir aucune institution, sous quelque nom que ce fût, qui apparût en contradiction avec les anciennes lois et les coutumes espagnoles, en même temps qu'il manifestait que les puissances alliées ne lui conseilleraient jamais ni directement ni indirectement aucune innovation dans la forme de gouvernement. Un enthousiasme simulé et de nouvelles acclamations frénétiques furent la réponse des apostoliques à ce décret; mais cela n'empêchait point que les événements ne commençassent à tourner en faveur des royalistes modérés; le roi vacillait incertain, faisant aujourd'hui un pas en avant, demain un pas en arrière. Le ministre de la guerre, don José de la Cruz, reconnu innocent par le conseil suprême de la guerre, dût être mis en liberté; il fallut même récompenser sa conduite et l'élever au grade de lieutenant général; mais en même temps que cette justice lui était rendue, il fut banni du royaume à cause de son ancien règlement contre

les volontaires. Le conspirateur absolutiste Capapé, qui avait présenté au tribunal des lettres de don Carlos, fut, malgré sa culpabilité, déclaré innocent et renvoyé absous.

Ces deux actes prouvent quel prix attachait Ferdinand à ménager le parti réactionnaire furieux, car ils précédèrent de quelques jours seulement la détermination qu'il venait de prendre de mettre enfin un terme au système de proscription et de vengeance légale. Le public en fut informé le 13 juin 1825; il apprit que le terrible ministre de la guerre Aymerich était nommé gouverneur de la place de Cadiz, et que de grandes modifications étaient faites parmi les capitaines généraux dans le sens d'un royalisme plus modéré.

Ce fut un doux moment d'expansion pour la nation espagnole; elle apprit avec satisfaction la nomination du marquis de Zambrano comme ministre de la guerre, et respira un peu lorsque le 4 août une ordonnance déclara la suppression des commissions militaires et fit passer aux tribunaux ordinaires toutes les causes encore pendantes de leur décision.

Lorsqu'il céda par cette détermination aux sollicitations réitérées de Zea Bermudez et de Cordoba, Ferdinand aurait pu encore à cette époque recouvrer certain prestige aux yeux du pays s'il avait consenti à sacrifier son ministre de grâce et justice, don Tadeo Calomarde; mais, au contraire, plus ce dernier gagnait en impopularité et en exécration, plus il devenait cher au tyran, dont il avait deviné les plus étroites pensées.

Il est temps de nous arrêter un instant sur ce personnage; car c'est lui qui caractérise le mieux l'époque que nous traversons. Rien de plus modeste que ses origines; né d'une pauvre famille de laboureurs en Aragon, il était arrivé peu à peu, à force de volonté, avec les ressources de personnes charitables, et en se mettant lui-même au service

de familles plus riches, à terminer ses études universitaires. Dès ses plus jeunes ans, il s'était voué à la carrière de la magistrature, et suivant une anecdote assez plaisante, tandis qu'au sortir d'une réunion il accompagnait, une lanterne à la main, des amis de son maître, interrogé par eux sur le but auquel il tendait, il leur déclara qu'il serait ministre de grâce et de justice. Tous les moyens étaient bons pour un esprit comme le sien, qui de bonne heure avait entrevu dans l'affectation religieuse un élément important de succès; reçu avocat, il arrive à Madrid avec des lettres de recommandation pour un médecin ami de Godoy, et son premier pas est de se déclarer amoureux de la fille de ce médecin, malgré ses faibles attraits, afin d'entrer dans la secrétairerie des Indes à l'aide des protections qu'elle pouvait lui procurer. Le poste obtenu, il n'entendait pas épouser celle qui lui avait servi de marche-pied; mais Godoy l'y obligea avec la menace des galères, et ne lui facilita les premiers pas qu'au prix de cette union, qui, faite dans ces conditions, fut naturellement malheureuse. Au bout de très-peu de temps, les deux conjoints se séparèrent et restèrent toute leur vie isolés l'un de l'autre.

Pendant la guerre de l'Indépendance, Calomarde essaya d'arriver aux Cortès de Cadiz comme représentant de sa province, avec l'appui du ministre Sierra, dont il avait gagné la confiance, et qui l'avait graduellement élevé aux premiers emplois du ministère; il fut repoussé par ses concitoyens à cause de ses anciennes relations avec Godoy, et, dégoûté par cet échec de la souveraineté populaire, il se jeta avec ardeur au milieu des hommes qui à Cadiz défendaient l'autorité royale contre les tendances des constitutionnels. Il fut très-mêlé aux intrigues qui tendaient à donner la régence à l'infante doña Carlota, et lorsqu'en 1814 Lardizabal fut appelé aux affaires par le roi Ferdinand, Calomarde, en qualité de

secrétaire général du ministère de grâce et justice, fut son principal instrument. Pendant toute la période constitutionnelle, il s'était tenu soigneusement caché ; mais à peine les troupes françaises furent-elles arrivées à Madrid qu'on le vit reparaître comme secrétaire général de la régence, et c'est par ces importantes fonctions qu'il arriva peu à peu à se faire connaître du roi. Dès qu'il se trouva en contact avec lui, une étonnante harmonie s'établit entre eux : sceptiques au fond tous les deux, ils étaient bien décidés à se faire des passions religieuses un instrument actif pour le maintien de l'autorité royale ; chacun entendait tirer profit personnel à son avantage exclusif de leur étroite relation : Calomarde pour amasser de grands biens et s'assurer une opulence princière, le roi pour faire exécuter ses pensées les plus intimes sans avoir même à les dévoiler. Il fallait donner confiance aux apostoliques tout en restant en garde contre leurs velléités de soulèvements armés et contre leurs prétentions à mettre sur le trône l'infant don Carlos. Mais Calomarde avait su se faire passer pour un des leurs, et tant qu'il resterait au pouvoir, les apostoliques ne pouvaient craindre la destruction complète de leur influence. D'un autre côté, pour plaire aux puissances étrangères, il fallait offrir quelques concessions aux royalistes modérés ; on leur accordait donc quelques portefeuilles, mais en même temps le ministre de la justice était chargé de surveiller, avec toutes les ressources d'une police nombreuse, toutes les tendances de ces hommes suspects, et le glaive de la royauté frapperait immédiatement qui que ce fût d'entre eux qui tendrait réellement à diminuer le moins du monde l'autorité monarchique. Tel fut donc le rôle destiné à Calomarde ; il était dans le ministère l'appoint donné par Ferdinand au parti apostolique ; il avait de plus pour mission de surveiller tous les royalistes modérés, et maître du secret royal qui consistait à diviser pour ré-

gner, il était chargé de l'application la plus difficile de ce principe.

En même temps que le marquis de Zambrano avait été appelé au ministère de la guerre en juin 1825, l'inspection générale de l'infanterie avait été confiée à un général distingué, don Manuel Llauder[1]. Ce dernier reçut la mission d'organiser ce corps de manière à ne jamais être l'appui du désordre, mais en même temps de manière à être en état d'opposer une résistance vigoureuse aux volontaires royalistes ; c'était là un symptôme décisif et qui prouvait que Ferdinand commençait à comprendre qu'il y avait danger pour lui à s'en rapporter exclusivement aux anciens alliés de l'invasion étrangère. Llauder se mit à l'œuvre ; mais sa tâche était bien difficile, car il venait après Aymerich, et toutes les démarches de ce ministre avaient eu pour objet de réduire à néant les premières tentatives de don José de la Cruz. Presque tous les officiers de quelque mérite étaient dans une situation dite *indéfinie*, c'est-à-dire privés de toute ressource, sans emploi et soumis aux jugements de purification. Toutes les influences étaient mises en œuvre à Madrid pour faire consacrer les grades donnés de leur autorité privée par certains chefs de bandes, et faire préférer ces distinctions à celles qui avaient été noblement acquises dans le sein de l'armée durant une longue carrière. S'appuyant sur la nécessité, sur les dangers qui s'annonçaient du côté du Portugal, sur l'insolence des volontaires royalistes, Llauder parvint à modifier l'esprit des juntes de purification et à faire admettre le mérite et les services rendus comme des conditions raisonnables pour être réintégré dans son emploi. Cette détermination rendit à l'Espagne une armée ; mais en détruisant d'un coup les prétentions d'une foule de volontaires

[1] *Mémoires du lieutenant général Llauder*, p. 29.

royalistes, elle poussa ceux-ci à des démarches violentes. Les liens qui unissaient cette masse d'agitateurs aux plus violents partisans du fanatisme religieux se resserrèrent tout à coup, et le mois d'août 1825 vit éclater un mouvement qui pouvait avoir les plus graves conséquences. Rangés autour du maréchal de camp Bessières, qui osa publier une proclamation dans laquelle le ministère était accusé de franc-maçonnerie, les volontaires levèrent à Brihuega, le 15 août, l'étendard de la révolte; appuyés d'abord par trois compagnies du régiment de cavalerie de Santiago en garnison à Getafe, qui furent entraînées contre la volonté des soldats par quelques-uns de leurs chefs, ils jetèrent l'épouvante dans la capitale et dans la cour. Ils comptaient que don Carlos aurait assez d'influence sur son frère pour exercer sur lui une pression décisive et l'obliger à modifier sa nouvelle ligne de conduite; mais leur calcul fut déjoué. Ferdinand prit la résolution de réprimer avec vigueur cette prise d'armes; il déclara coupables de haute trahison Bessières et ses amis, chargea le comte d'Espagne de les poursuivre à outrance, et voyant Madrid accueillir avec satisfaction ces mesures énergiques, se décida à ramener enfin à l'obéissance un corps qui depuis deux ans n'avait cessé d'opprimer la nation.

Le comte d'Espagne ne rencontra aucune difficulté dans l'exécution de la mission qui lui était confiée : à Brihuega, Bessières était déjà venu se heurter contre la résistance de cinquante provinciaux de Cuença, qui avaient été désarmés et qui n'avaient pas voulu se joindre à sa colonne; à Siguenza, la ville lui avait fermé ses portes et avait obstinément refusé de l'admettre dans ses murs. Dès qu'il eut connaissance des décrets rendus contre lui, il se jugea perdu et dispersa tous ses partisans, afin d'entreprendre la fuite avec plus de facilité; cette disposition ne l'empêcha point de

tomber entre les mains d'un des corps envoyés à sa poursuite, et dix jours après sa proclamation il se trouvait à Molina de Aragon entre les mains du chef qui lui avait été opposé.

Quelles relations avaient existé avant cette époque entre Bessières, don Carlos et le comte d'Espagne? Elles sont restées un mystère profond, et bien que tous trois appartinssent réellement au même parti, bien que la suite des événements ait montré que tous trois obéissaient aux mêmes inspirations, il est certain qu'en cette occasion le comte d'Espagne se montra avide de fusiller avec la plus grande célérité le prisonnier tombé entre ses mains, et d'empêcher par une exécution rapide toutes les procédures judiciaires qui auraient pu mettre en lumière les vrais initiateurs du complot.

Le mouvement était loin d'être isolé, car à Grenade trois officiers essayèrent aussi de soulever les troupes; à Sarragosse, le capitaine général eut à déployer la plus grande activité pour empêcher de graves désordres; et la ville de Tortose, surexcitée par son évêque don Victor Saez, faillit tomber entre les mains d'une bande de conjurés qui avaient tramé un complot pour s'emparer de la citadelle, et qui se décidèrent à la fuite après avoir échoué dans leur plan.

Ce qui rendait particulièrement dangereuse la tentative de Bessières, c'était la coopération secrète qu'il avait trouvée chez une partie du haut clergé, fanatique, mal disposé contre Ferdinand depuis l'avénement de Casa Irujo. En vain toutes sortes de flatteries lui avaient été adressées, en vain la grandesse avait été accordée au général d'un ordre mendiant, en vain l'évêque de Carthagène, connu pour ses penchants libéraux, avait été forcé de renoncer à sa mitre : les fougueux personnages placés à la tête des évêchés, l'ancien rédacteur du *Restaurador*, frère Martinez, devenu évêque de Malaga,

don Joaquim Abarca, consacré évêque de Leon, les archevêques de Tarragone et de Valence ne pardonnaient point au monarque vainqueur de se refuser à rétablir l'inquisition ; ils ne croyaient pas la victoire assurée tant que les bûchers n'étaient point rallumés : la société de l'Ange exterminateur, dans des réunions qui se célébraient en Catalogne, au monastère du Poblet, et auxquelles assistaient plusieurs centaines de prélats, fulminait l'anathème contre les tendances maçonniques du gouvernement. Leur audace était poussée à un point tel que, sans autorisation ministérielle, l'archevêque de Valence avait institué dans son diocèse un tribunal inquisitorial afin de recevoir *toutes les dénonciations de paroles et d'actes contre la foi.*

Après l'exécution de Bessières, le retour dans la capitale du comte d'Espagne et l'extinction des commissions militaires, le triomphe des royalistes modérés parut un instant assuré. Zea Bermudez obtint en septembre 1825 la création d'une junte consultative du gouvernement, composée de personnes animées des intentions les plus conciliatrices, et chargée de niveler le budget de l'État, d'améliorer le crédit de la nation et de rétablir l'ordre dans toutes les branches de l'administration. Mais cette éclaircie fut de très-courte durée : le 24 octobre 1825, un nouveau décret substituait à Zea Bermudez le duc d'Infantado, de triste mémoire, et rétablissait la prépondérance absolue de Calomarde et de ses adhérents ; puis, deux mois après, 28 décembre 1825, la junte consultative était supprimée et ses attributions remises à un nouveau conseil d'État, composé de tous les principaux partisans de l'absolutisme le plus réactionnaire, l'archevêque de Tolède, le père Cirilo, l'évêque de Leon, le duc de San Carlos, Juan Bautista Erro.

Ce fut alors le tour des libéraux de perdre la patience ; deux frères, Antonio et Juan Fernandez Bazan, crurent le

moment favorable pour tenter un mouvement ; et, dans la nuit du 18 au 19 février 1826, ils débarquaient sur la côte d'Alicante, près du village de Guardamar, à la tête d'une petite colonne de soixante émigrés. Le point était mal choisi, et les éléments de l'expédition n'avaient point été suffisamment préparés : à la première nouvelle de ce débarquement, tous les volontaires d'Alicante, d'Elche et des villages voisins se précipitèrent sur la *sierra* de Crevillente, où les frères Bazan s'étaient internés, et une lutte inégale ne tarda pas à s'engager. Le résultat ne pouvait être douteux ; la colonne fut bientôt dispersée, et les malheureux qui la constituaient obligés de se rendre prisonniers ou de chercher le salut dans la fuite. Les deux frères ne songèrent plus qu'à vendre chèrement leur vie, et l'un d'eux, Juan Bazan, ayant été mortellement blessé, son frère Antonio essaya avec ses pistolets d'abord de lui épargner l'angoisse des derniers instants, puis de se brûler la cervelle : la poudre, mouillée, ne produisit point l'explosion ordinaire, et les volontaires eurent l'insigne joie de ramener Antonio prisonnier à Orihuela, quoique dans l'état le plus lamentable, criblé de blessures et déjà sur le point d'expirer. Ses ennemis ne voulurent point cependant se priver de la joie de le conduire au supplice, et le 4 mars on le fusilla sur le même brancard où on l'avait conduit, sans que le malheureux eût la force physique de lever la tête pour faire face au plomb meurtrier, comme il en avait le courage moral. Aucun de ses compagnons qui avaient été faits prisonniers ne fut épargné : le sang de vingt-huit nouvelles victimes vint rougir la plage d'Alicante.

Il semble que ce facile succès ait donné une nouvelle force au parti apostolique : les purifications furent partout reprises avec une grande ardeur ; de nouvelles faveurs furent concédées aux volontaires ; l'enseignement des univer-

sités et des séminaires fut abandonné aux moines ; on confia aux jésuites les colléges supérieurs ; les pratiques extérieures de dévotion prirent dans tout le pays une importance extraordinaire. L'année 1826 était exceptionnellement sainte, en raison du jubilé concédé par le pape à tous ceux qui visiteraient les églises ; et à l'instar de ce qui se passait en France, mais avec plus de superstition et d'idolâtrie encore, les processions et les missions paraissaient constituer l'occupation capitale de toute la population espagnole.

A ne considérer que l'état de choses intérieur, toutes les espérances du parti libéral paraissaient donc pour jamais anéanties ; mais, dans cette même année, il se passait au dehors et particulièrement dans un pays voisin des événements qui devaient bientôt les relever.

De même que la révolution de 1820 avait été saluée avec ardeur par les Portugais, de même qu'ils avaient avec empressement organisé tout un système d'institutions libérales, qu'ils avaient voté une constitution et cherché à faire un grand pas dans la voie de la révolution, de même les progrès de la réaction en Espagne pendant l'année 1822 avaient été scrupuleusement imités en Portugal. Là, tandis que le roi Jean VI, à son retour du Brésil, s'était facilement soumis aux exigences des Cortès, un parti considérable dirigé par la reine, sœur de Ferdinand VII, avait arboré hautement le drapeau de la monarchie absolue et, protégé par la marche générale des événements politiques dans l'Europe entière, s'était peu à peu mis en mesure de saper dans sa base la souveraineté nationale. Les fautes commises par les Cortès dans leurs rapports avec le Brésil, et qui avaient occasionné la déclaration d'indépendance de ce grand pays sous le sceptre de don Pedro, fils aîné de Jean VI, avaient produit la plus douloureuse impression parmi les patriotes qui comprenaient le coup fatal que ce démembrement causait

à leur nationalité. Un découragement profond s'était emparé des masses populaires, qui, le regard fixé sur l'Espagne, voyaient en même temps s'accomplir l'expédition du duc d'Angoulême.

Aussi, lorsqu'à l'exemple du baron d'Éroles en Catalogne, le comte Amarante, les Silveira, Teixeira et Souza levèrent dans la province de Tras os Montes le drapeau de la contre-révolution (dite *régénération*), leurs efforts un instant contrariés par un habile militaire, Luis da Rego, obtinrent ensuite un succès très-facile, quand ils eurent mis à leur tête le second fils du roi, l'infant don Miguel, poussé par la reine à détrôner son père, de la même manière qu'en 1808 Ferdinand à Aranjuez avait forcé Charles IV à l'abdication. Les Cortès ne surent pas se défendre contre ce parti puissant : ballottées entre les amis du roi qui ne se montrait point hostile à l'application de la constitution, et les patriotes qui auraient voulu organiser une étroite alliance avec les libéraux espagnols, elles éloignèrent systématiquement les seuls hommes qui auraient pu défendre leurs prérogatives et furent obligées de se dissoudre elles-mêmes, sans engager de lutte sérieuse. Jean VI, acclamé par les troupes, se retrouva en possession du pouvoir absolu, sans avoir fait aucun effort pour atteindre ce résultat, sans même le désirer; car les passions violentes dont étaient animés la reine et l'infant don Miguel lui inspiraient une véritable terreur ; il avait conscience d'avoir plus à redouter sa propre famille que les patriotes les plus exaltés.

En effet, à peine toutes les garanties constitutionnelles eurent-elles disparu, qu'il se vit sous la pression de tous les héros de la régénération, avides d'exploiter à leur profit le mouvement réactionnaire. Il fut obligé d'accorder les positions les plus importantes à des hommes qu'il considérait comme ses ennemis mortels, et d'affecter une réconciliation

publique avec la reine, pour laquelle il éprouvait une grande répulsion. En vain le ministre Pamplona chercha-t-il à imposer une barrière puissante à ces apostoliques portugais, en s'appuyant sur les ambassades étrangères, particulièrement sur celles de France et d'Angleterre, qui auraient pu lui être de la plus grande utilité si elles avaient coopéré franchement à un but commun, mais ne lui apportèrent aucun appui, divisées comme elles l'étaient d'intérêt et de tendances. Don Miguel, se sentant chaque jour plus appuyé, put se juger assez fort pour pousser le cri d'extermination contre les francs-maçons, à l'instar de la société de l'Ange exterminateur du Poblet. Le 30 avril 1824, il lança une proclamation dans ce sens ; les troupes se mirent en mouvement à son appel ; tous les ministres furent arrêtés, le roi fut retenu prisonnier dans son palais, et le système de terreur se trouva définitivement institué par la nomination d'une commission chargée de punir tous les suspects.

L'ambassadeur anglais à Lisbonne était alors le général Beresford, qui jouissait d'une grande célébrité en raison de la part qu'il avait prise à la guerre de l'Indépendance et des hautes fonctions qu'il avait exercées pendant tout le temps de l'occupation du Portugal par l'armée anglaise. Grâce à ce prestige, on lui confia dans ce moment difficile le commandement suprême de l'armée (7 mai), et à peine s'en vit-il en possession, que, dégageant complétement le roi de l'influence française soutenue par M. Hyde de Neuville, il l'entraîna à bord du vaisseau de ligne anglais le *Windsor-Castle*. Jean VI, par cet appui énergique, recouvrant sa liberté d'action, défendit qu'on obéît aux ordres de l'infant don Miguel, le manda auprès de lui à bord du vaisseau et fit relâcher toutes les personnes qui avaient été arrêtées depuis le 30 avril. Devant les dispositions des troupes, devant l'enthousiasme de la population, l'infant comprit la nécessité

de céder; il se présenta devant son père, fit amende honorable, demanda et obtint la permission d'aller à l'étranger, et quitta le Portugal pour se rendre à Vienne.

Malgré sa déroute et l'absence de son chef, le parti apostolique continua, sous la direction de la reine, de causer les plus grands embarras aux ministres de Jean VI, pendant les deux dernières années de son règne (1824 à 1826); soutenu par les puissances orientales, il influait dans toutes les déterminations, et prévoyant le jour où la mort du roi laisserait le trône vacant, il préparait d'avance ses forces pour y faire monter le prince exilé, dans lequel il avait placé toutes ses espérances. Suivant les lois du pays, l'empereur don Pedro était l'héritier légal du roi Jean VI; mais comme d'une part il possédait déjà la couronne du Brésil, et que de l'autre la séparation effective des deux pays venait d'être signée dans un traité solennel conclu sous le patronage de l'Angleterre, cette situation anormale et difficile ouvrait une porte commode aux prétentions de don Miguel. On s'occupait avec ardeur à Lisbonne, à Rio de Janeiro, à Londres et à Vienne de fixer les bases d'un traité de succession, lorsque Jean VI mourut (10 mars 1826), après avoir mis à la tête de la régence sa troisième fille, l'infante Isabelle-Marie, qui était restée toujours complétement étrangère aux intrigues de sa mère et de son second frère.

Dès qu'il eut appris l'événement qui l'appelait à ceindre la couronne du Portugal, l'empereur du Brésil don Pedro prit instantanément sa résolution : il renonça au trône portugais, qu'il céda à sa fille aînée Maria da Gloria, âgée alors de sept ans, et destinée à épouser son oncle don Miguel; en même temps il publia, de son propre chef, une charte constitutive pour le Portugal, rédigée sur le modèle de celle qu'il avait octroyée au Brésil, en mettant pour condition expresse à la validité de sa renonciation l'obligation pour

don Miguel de prêter serment de fidélité à cette charte, de se fiancer à Maria da Gloria et de s'engager à contracter mariage avec elle.

La régente Isabelle, protégée par une escadre anglaise qui stationnait dans les eaux de Lisbonne, ne se laissa point intimider par l'exaltation des partisans de Miguel; elle publia toutes les décisions royales de don Pedro, fit jurer la constitution (31 juillet) et la présenta au peuple enthousiasmé comme la promesse d'un nouveau règne, le gage de réconciliation de tous les partis; deux lettres adressées par don Miguel toujours absent à Vienne laissèrent croire qu'il se soumettait de plein gré aux dernières volontés du roi et aux dispositions de son frère.

Dans l'origine, une certaine tranquillité se maintint dans tout le pays; mais peu à peu les apostoliques portugais, s'étant mis en relations avec le gouvernement espagnol et sachant que de ce côté aucun appui ne leur ferait défaut, commencèrent à refuser de prêter serment de fidélité à la nouvelle charte. A Chaves, dans les provinces de Tras os Montes et de l'Alentejo, des troupes se déclarèrent pour don Miguel, passèrent la frontière, et loin d'être internées par les ordres du cabinet de Madrid, furent ravitaillées, pourvues d'armes et de munitions, et mises en état de reparaître bientôt avec plus d'assurance sur le territoire du Portugal.

Avec le système de gouvernement qu'il avait adopté, c'était en effet un danger permanent pour Ferdinand que l'existence sur les rives du Tage d'une charte constitutionnelle; en créant à Lisbonne un courant d'idées tout distinct de celui qu'il cherchait à établir à Madrid, elle allait réveiller les espérances des libéraux espagnols et leur assurer un point d'appui constant. Aussi, n'écoutant que sa passion et sans attendre la décision des grandes puissances, Ferdinand prit-il la résolution de ne pas reconnaître la régence; il

écrivit à la cour de Vienne, dont le premier ministre Metternich était favorable à ses vues, qu'il fallait envoyer tout de suite don Miguel en Portugal ; il commença à faire des préparatifs pour une intervention armée, et dans un manifeste péremptoire annonça son immuable volonté de maintenir en Espagne la pureté du régime absolu, quelles que fussent les innovations accomplies au dehors (août 1826).

La régence de Portugal pouvait compter sur le concours de l'Angleterre. En effet, informé des dispositions de Ferdinand, Canning avait songé aussitôt à en tirer profit pour prendre sa revanche de l'expédition de 1823; il s'empressa de reconnaître la régence, chargea son ambassadeur à Madrid d'appuyer toutes les demandes de l'envoyé portugais, et fit comprendre que les troupes espagnoles trouveraient en face d'elles les canons de la Grande-Bretagne, si elles se hasardaient à passer la frontière. Entravé par cette résistance, Ferdinand n'osa plus prendre une attitude aussi hardie et feignit un instant de condescendre aux justes réclamations de la régence de Lisbonne; mais ce n'était qu'une fausse manœuvre, calculée d'avance avec don Miguel, qui avait prêté serment de fidélité à la charte et célébré ses fiançailles avec sa nièce; car au moment même où s'échangeaient des protestations diplomatiques qui paraissaient sincères, les fils d'une vaste conspiration s'étendaient de toutes parts, une étroite alliance s'établissait entre les apostoliques d'Espagne et ceux de Portugal, et Calomarde et Ferdinand suscitaient une prise d'armes dont le but avoué était de renverser la charte de don Pedro et de reconnaître don Miguel comme monarque absolu (octobre 1826).

La nouvelle de la promulgation d'une charte en Portugal avait naturellement ranimé un peu les libéraux espagnols ; aussi vit-on jaillir sur divers points de la Péninsule quelques étincelles du feu souterrain qui agitait le pays. A Oli-

venza, 111 cavaliers du 4me régiment de cavalerie légère arborèrent l'ancien drapeau de Riego ; mais leur tentative n'eut aucun résultat, ils furent rapidement réduits à la fuite et allèrent s'abriter derrière les murs de la place portugaise de Yelves. A Malaga, les cruautés du général Campana furent cause de quelques désordres bientôt étouffés, et l'on vit apparaître passagèrement à Sarineña une bande de constitutionnels aux ordres de don Miguel Nogueras. Ce n'étaient vraiment que des étincelles; Ferdinand s'en servit cependant comme d'un prétexte pour justifier aux yeux de l'Europe la création d'un corps d'observation de 24 000 hommes établi sur la ligne du Tage, et dont le commandement fut confié au général Saarsfield.

La régence de Lisbonne ne se méprit pas un seul instant sur l'intention qui avait présidé à la formation de ce corps d'armée; elle comprit qu'il était exclusivement dirigé contre elle, d'autant plus qu'elle voyait chaque jour apparaître sur les frontières du nord et du sud des colonnes toutes formées qui étaient organisées par les capitaines généraux de Badajoz et de la Galice. Dans ce danger pressant, elle invoqua l'appui de l'Angleterre et demanda à cette puissance un concours effectif. Ferdinand aurait voulu que la France, renouvelant la faute de 1823, opposât son véto à une intervention anglaise; mais M. de Villèle était trop mécontent de la conduite suivie depuis trois ans par le gouvernement espagnol pour se laisser entraîner dans de nouvelles aventures ; loin de se mettre en opposition avec le gouvernement anglais, il appuya ses réclamations à Madrid. Dès lors Canning, n'ayant plus en face de lui que l'Autriche, se disposa à envoyer des troupes à Lisbonne, et le 25 décembre 1826 on apprit tout à coup qu'une armée anglaise avait débarqué sur les rives du Tage.

Ce fut une terrible nouvelle pour Ferdinand, dont tous

les plans machiavéliques se trouvèrent en un instant renversés. L'arrivée des Anglais donna une force considérable au gouvernement de la régence ; les généraux envoyés contre les apostoliques dispersèrent partout leurs bandes et les obligèrent à repasser la frontière ; il ne fut plus question pour le moment de la proclamation de don Miguel ; doña Maria da Gloria fut solennellement reconnue et jurée dans tout le Portugal, et le gouvernement espagnol se vit dans la nécessité de désarmer les mêmes rassemblements qu'il avait organisés et lancés sur le Portugal (janvier 1827).

En juste châtiment de l'indigne conduite qu'il avait tenue vis-à-vis de la France, le monarque espagnol fut abandonné par elle le jour où il réclama son assistance contre l'Angleterre. Quant aux souverains de la Sainte-Alliance, ils accablèrent d'injures le grand ministre qui posait enfin une digue à leurs prétentions surannées ; mais Canning, qui comprenait la puissance énorme qu'il assurait à l'Angleterre en en faisant le centre des aspirations libérales de toute l'Europe, sentait trop bien la portée et la grandeur de sa politique pour ne pas mépriser la vaine et impuissante colère qu'il venait d'amasser contre lui ; d'ailleurs l'enthousiasme qu'il excitait chez ses compatriotes et la gloire qui s'attachait à son nom étaient une brillante compensation aux reproches des cabinets de Vienne et de Madrid.

CHAPITRE III

LE COMTE D'ESPAGNE.

(Du 1er janvier 1827 au 11 décembre 1829.)

Exaspération des anciens chefs de bande de l'armée de la Foi. — Leurs relations avec l'infant don Carlos et avec Ferdinand. — Première explosion de la guerre dite *des Agraviados* au commencement de 1827. — Pardon octroyé par le roi. — Nomination du comte d'Espagne comme capitaine général de Catalogne. — Second soulèvement vers le mois d'août. — Création d'une junte provisoire de gouvernement à Manresa. — Soulèvement de Vich. — Tendances et projets des révoltés. — Voyage du roi en Catalogne. — Soumission de Manresa et de Vich. — Pacification de toute la province. — Ferdinand VII entre à Barcelone après le départ des troupes françaises; il laisse le commandement au comte d'Espagne (avril 1828). —Portrait de ce personnage; sa politique; son caractère; sa cruauté. — Ses violences contre les libéraux; il accorde indulgence et même protection aux apostoliques. — Souffrances inouïes de la Catalogne sous son administration.—A son retour de Barcelone à Madrid, Ferdinand parcourt avec la reine Amélie plusieurs provinces du nord de l'Espagne. — Accueil qui lui est fait. — Sa rentrée dans la capitale. — Mort d'Amélie (18 mai 1829). — Moment de prospérité passagère en 1828 et 1829 de toute la partie de la Péninsule placée en dehors de l'administration du comte d'Espagne, particulièrement dû aux sages mesures du ministre des finances. — Efforts de Ballesteros pour rétablir le crédit public. — Anciens impôts. — Budgets. — Bourse. — Banque de Saint-Ferdinand. — Exposition des produits de l'industrie. — Les emprunts Guebhard et Aguado. — Quatrième mariage de Ferdinand VII. — Il épouse Marie-Christine de Naples. — Arrivée de cette princesse à Madrid (11 décembre 1829). — Manœuvres du parti apostolique durant toute cette période.—Auto-da-fé du maître d'école Ripoll à Valence. — Réapparition momentanée des commissions militaires. — Triomphe de don Miguel en Portugal. — Impression causée en Espagne par la prépondérance que le côté gauche commence à prendre dans les Chambres françaises sur le côté droit.

Il importait beaucoup à la marche politique que voulait suivre Ferdinand de tenir en haleine les forces vives du

parti apostolique, c'est-à-dire tous les chefs de bandes qui avaient contribué à lui rendre le pouvoir absolu, et particulièrement les plus entreprenants d'entre eux, ceux qui sous la conduite du baron d'Éroles avaient soutenu la régence d'Urgel.

Au moment où il avait songé avec leur appui à envahir le Portugal, il avait envoyé des agents pour exciter leur ardeur martiale et leur faire comprendre qu'il comptait sur leur concours pour maintenir en Europe le triomphe de la religion catholique. Lorsque l'ambassadeur de France lui conseillait de modifier les tendances de son gouvernement, il lui répondait en disant qu'il obéissait à la volonté de son peuple en maintenant l'absolutisme dans toute sa rigueur, et qu'il ne résistait que trop aux exigences de l'opinion publique en refusant sa sanction au rétablissement de l'inquisition, qui lui était, disait-il, réclamé de tous côtés avec une insistance chaque jour plus vive.

Mais en jouant ainsi avec le fanatisme de partisans crédules et violents, Ferdinand courait un grand risque : celui de voir tourner contre lui les mêmes éléments qu'il avait excités, de les mécontenter en ne remplissant point toutes les promesses qu'il était obligé de leur faire, et de les voir se grouper autour d'une bannière spéciale.

Ce fut en effet ce qui arriva dans le courant de l'année 1827 : les réactionnaires de Catalogne, déjà irrités de l'exécution de Bessières, mécontents de l'issue des événements de Portugal, désespérés de la réorganisation de l'armée effectuée par don Manuel Llauder, inquiets des démarches réitérées des ambassadeurs étrangers pour faire modifier le système de politique intérieure, commencèrent à traiter publiquement Ferdinand d'ingrat, à l'accuser de tendre au régime constitutionnel, et se groupèrent tous autour de l'infant don Carlos, dont la dévotion excessive leur promettait

un absolutisme encore plus intolérant. Don Carlos prêtait-il l'oreille à ces suggestions et songeait-il à détrôner son frère? Il est permis d'en douter, malgré les lettres écrites à Capapé et les mystères de l'insurrection Bessières; l'affection qu'il portait à son frère, la rigidité de principes qu'il affectait, la sécurité avec laquelle il se considérait comme l'héritier légal de la couronne, son intérêt qui le poussait à respecter des droits qu'il comptait bientôt exercer en son propre nom, toutes ces considérations laissent supposer que lui-même ne dirigea jamais les conspirations dont le palais était le centre et qui tendaient à faire tomber le sceptre entre ses mains. Mais il est certain qu'il laissait accomplir autour de lui ce qu'il feignait de condamner ouvertement : son épouse, doña Francisca, était l'âme de tout un parti actif et remuant qui dépassait les tendances de Ferdinand VII et prêchait hautement le rétablissement même à main armée de l'inquisition.

Le roi, par ses espions, probablement par Calomarde lui-même, qui avait toujours affecté une extrême sympathie pour les amis de doña Francisca, était parfaitement au courant de ces menées; mais nous avons déjà expliqué comment il les exploitait au profit de sa politique personnelle, et s'en servait d'un côté pour remuer le Portugal, de l'autre pour s'opposer aux réclamations des ambassadeurs étrangers.

Les choses en étaient là, lorsqu'en décembre 1826 une fédération qui s'intitulait de *royalistes purs* osa répandre une proclamation ayant pour but de faire voir la nécessité d'élever au trône l'infant don Carlos. Ferdinand eut même le désagrément de voir dans l'enceinte de son propre palais un garde rendre en sa présence les honneurs royaux à son frère. On attribua naturellement aux libéraux émigrés le pamphlet émanant de la fédération des royalistes purs; mais

l'événement se chargea bientôt de démontrer que don Carlos avait déjà des partisans nombreux, prêts à lutter les armes à la main pour le placer sur le trône. Dès les premiers mois de 1827, des bandes commencèrent à se former dans les montagnes de Catalogne, et les chefs les plus connus, Ferri-cabras, Carnicer, Jeps dels Estangs, se parant du titre d'a-*graviados* ou mécontents, proclamèrent que le jour était venu où le roi, se laissant dominer par les maçons, avait besoin d'être de nouveau rendu à la liberté par les vrais défenseurs de la religion catholique.

On envoya immédiatement des troupes pour étouffer ce premier mouvement ; il y eut des escarmouches dans les environs de Tortose, dans les plaines de Tarragone, dans l'Ampourdan, dans le voisinage de Manresa et de Vich ; mais les bandes ne tinrent nulle part, quelques chefs furent fusillés pour l'exemple, et Calomarde crut venir à bout de cette dangereuse insurrection en offrant une amnistie générale à tous ceux qui reconnaîtraient leurs erreurs et mettraient bas les armes.

Il y eut à la suite de cette amnistie certaine hésitation dans la Catalogne ; mais l'évêque de Vich, le clergé de Manresa ayant présenté cette disposition royale comme une concession arrachée à Ferdinand par les plus dévoués partisans de l'absolutisme, les esprits s'exaltèrent à nouveau, et dans le mois d'août 1827 on apprit tout à coup que la ville de Manresa était entre les mains des chefs de bande, et qu'ils y avaient établi une junte provisoire de gouvernement.

Les manifestes qui émanaient de ce nouveau pouvoir s'accordaient tous à reconnaître encore Ferdinand VII pour roi d'Espagne ; mais ils étaient unanimes dans leurs plaintes contre son système de gouverner ; il s'entourait de maçons, il acceptait pour les emplois des anciens sectaires non purifiés ; il éloignait de l'armée les vrais défenseurs de

la cause royale, il ne rétablissait point l'inquisition. Un tel système ne pouvait durer plus longtemps ; le sort du monde catholique était remis une fois de plus aux chances de la guerre : les Catalans étaient appelés de nouveau à l'extermination des francs-maçons ; ils ne devaient déposer les armes qu'après en avoir fini avec tous les libéraux du sol espagnol. A côté des chefs de bande, se trouvaient à la tête du mouvement plusieurs prélats faisant partie du clergé supérieur : trois membres importants de l'Église régulière figuraient dans la junte de Manresa, et à Vich toutes les réunions des insurgés se tenaient dans le couvent des capucins, presque sous la direction immédiate de l'évêque.

L'émotion produite à la cour par ces nouvelles fut très-forte, car toutes les personnes influentes y avaient des relations avec les auteurs du soulèvement. Don Carlos, doña Francisca, Calomarde, fray Cirilo, le duc d'Infantado, Ferdinand lui-même avaient des correspondances plus ou moins suivies avec quelques-uns des personnages qui levaient alors l'étendard de la révolte : Jeps dels Estangs touchait une pension directe du roi ; Calomarde était l'idole du principal chef de Manresa, Sapères, dit *le Caragol*, et son nom était prononcé avec enthousiasme par les fauteurs de l'insurrection, comme celui de leur principal allié.

Le mouvement ne se bornait pas aux deux villes de Manresa et de Vich : toute la Catalogne était agitée ; on voyait affluer à Barcelone une foule de familles qui venaient y chercher un refuge contre l'excitation des campagnes ; l'audience de Saragosse annonçait que de grands efforts étaient tentés pour soulever tout le district d'Alcañiz ; le cri de rébellion avait été lancé à Vittoria et dans les plaines de la Castille ; enfin dans la province de Valence on signalait déjà plusieurs bandes armées.

En face d'un tel danger, Ferdinand, qui avait appris à régner, résolut de prendre une attitude énergique. Il fit marcher aussitôt sur la Catalogne toutes les troupes dont il pouvait disposer, et en donna le commandement au comte d'Espagne. Et tandis que cet habile et ferme général marchait directement sur les points où l'insurrection était concentrée, lui-même dans une proclamation opportune annonçait son intention d'aller examiner en personne la cause des inquiétudes de la Catalogne, sans autre compagnie que celle du ministre de grâce et justice (18 septembre 1827). Par un décret antérieur, la dissolution des bataillons de volontaires de Vich et de Manresa avait été décidée, et des ordres avaient été donnés pour que tous les révoltés sans distinction qui seraient pris les armes à la main fussent immédiatement jugés par des conseils de guerre.

Ces mesures étaient habiles, car elles détruisaient dans sa base le mensonge sur lequel s'appuyaient les principaux promoteurs du mouvement; en se présentant lui-même, uniquement accompagné du personnage en qui se résumaient les principales aspirations des apostoliques, Ferdinand opposait un démenti formel à ceux qui voulaient le faire passer comme privé de sa liberté et soumis à Madrid à un entourage maçonnique. Aussi, dès que la première nouvelle de son arrivée se répandit en Catalogne, le découragement commença à se manifester au milieu des rebelles; les chefs seuls essayèrent de se maintenir avec une certaine énergie; l'insurrection fut réellement domptée, et le comte d'Espagne n'eut qu'à recueillir les fruits d'une victoire gagnée à l'avance.

Dès le 8 octobre 1827, les portes de Manresa lui furent ouvertes; il entra dans cette ville sans coup férir, désarma le bataillon de volontaires royalistes, fit prisonniers quelques membres de la junte provisoire qui n'avaient pas eu

l'habileté de se mettre en lieu sûr, et commença ensuite la poursuite de Jeps dels Estangs. Ce chef hardi, à la tête de 1 500 hommes, essaya de résister dans les montagnes de Berga; mais, abandonné par ses gens, il dut bientôt se réfugier sur le territoire français. De Manresa, le comte se dirigea sur Vich, où il signala son entrée en ordonnant aux tambours, pour indiquer le mépris que lui inspirait la conduite de la population, de jouer sur leurs caisses un air alors très-populaire (*les Fèves vertes*), et en reprochant d'un ton plein de menaces à l'évêque, dont il baisa d'ailleurs l'anneau avec les témoignages du respect le plus fervent, sa conduite criminelle envers le représentant du pouvoir royal. Des colonnes parcourant en tous sens les montagnes achevèrent de disperser les derniers rassemblements, et le mois d'octobre n'était pas terminé que la pacification de la Catalogne pouvait se considérer comme entièrement assurée.

Quelle fut alors la conduite du roi et de Calomarde envers ces anciens amis devenus rebelles? Beaucoup, découragés dès la première proclamation qui avait promis l'oubli à ceux qui déposeraient immédiatement les armes, s'étaient empressés de faire leur soumission. On pensait que ceux-là seraient épargnés et que la sévérité royale s'exercerait uniquement sur certains chefs qui s'étaient compromis par des manifestations trop agressives. Mais l'expérience avait déjà prouvé que la justice était tout à fait inconnue aux chefs du gouvernement espagnol; ce ne fut pas la conduite des vaincus qui détermina à leur égard les dispositions du ministre. Ce qui importait principalement à Calomarde, c'était de faire disparaître tous les personnages avec lesquels il avait pu avoir des relations trop compromettantes, et de conserver vis-à-vis du clergé la même attitude de soumission qu'il avait toujours gardée, sans l'irriter par l'exercice

d'une juste sévérité. Le glaive de la loi tomba donc d'un côté sur les chefs qui avaient entre leurs mains des pièces et documents dont ils pouvaient faire à l'étranger un dangereux emploi, et de l'autre sur tous les individus de l'ordre civil et militaire qui avaient coopéré à l'insurrection : une indulgence extrême vint protéger les principaux coupables que couvrait l'habit ecclésiastique.

C'est ainsi que, le 7 novembre, deux chefs qui avaient pris les armes dans les environs de Tarragone furent fusillés, bien qu'ils se fussent soumis en temps opportun. Quelques jours après, les membres civils et militaires de la junte provisoire de Manresa subirent également le dernier supplice; un des chefs les plus hardis, El Carnicer Pixola, succomba à son tour, et après lui cinq autres rebelles qui exerçaient une certaine influence sur leurs compatriotes. Ferricabras obtint son pardon; quant à Jeps dels Estangs, il avait eu d'abord la précaution de se réfugier sur le territoire français; mais sa mauvaise étoile, peut-être des promesses d'indulgence, peut-être aussi le désir de rallumer la guerre civile, l'ayant ramené plus tard (février 1828) dans les montagnes de Catalogne, il y fut fait prisonnier et fusillé immédiatement, sans autre forme de procès; le chef chargé de cette exécution eut soin de s'emparer de tous ses papiers, qui compromettaient, paraît-il, bien des personnages de la cour, et il les envoya tout de suite au roi sans vouloir même en examiner le contenu.

Tandis que ces tristes exécutions répandaient l'intimidation dans les campagnes de Catalogne, Ferdinand, qui s'était d'abord transporté à Tarragone, dans le mois de septembre 1827, dans la seule compagnie de Calomarde, avait compris la nécessité pour lui de séjourner quelque temps au milieu des provinces catalanes. Il appela donc la reine Amélie, descendit à sa rencontre jusqu'à Valence, séjourna quelque

temps dans cette ville, qui devait lui rappeler si vivement les événements de 1814, et reparut à Tarragone immédiatement après que les chefs de la junte de Manresa eurent payé de leur tête l'effroi qu'ils lui avaient causé (24 novembre).

Ce n'était pas à Tarragone, mais à Barcelone qu'il se proposait de fixer momentanément sa résidence ; seulement, comme les troupes françaises occupaient encore cette grande cité, il fut convenu que des pourparlers s'établiraient sur-le-champ avec le gouvernement de Charles X pour son évacuation immédiate, et que le roi n'y entrerait qu'après que le comte d'Espagne en aurait pris possession en son nom. Le gouvernement français accueillit les ouvertures qui lui furent faites dans ce sens, et le 28 novembre nos troupes abandonnaient la capitale de la Catalogne, qu'elles avaient jusqu'alors préservée de tout système de rigueurs et de persécutions. Six jours après, Ferdinand y fit son entrée et fut accueilli avec empressement par la population barcelonaise, heureuse alors de voir terminée une guerre qu'elle avait craint de voir durer plus longtemps, quoique préoccupée déjà de certaines mesures provisoires prises dès son entrée par le nouveau capitaine général, le comte d'Espagne.

Ferdinand résida durant quatre mois dans la capitale de la Catalogne (décembre 1827 à avril 1828), et son séjour ne fut point signalé par la continuation de mesures sévères à l'égard de ceux qui venaient de prendre les armes contre lui. Bien loin de là, il fut facile d'observer que, les principaux chefs ayant été sacrifiés et la tranquillité rétablie, le souverain mettait le plus grand soin à rallier autour de lui ses anciens partisans ; tous les soldats de la dernière insurrection qui venaient offrir leurs services étaient immédiatement embrigadés dans les volontaires royalistes, dont l'or-

ganisation était suivie avec un soin tout minutieux. La municipalité, les principaux contribuables de Barcelone essayèrent par des fêtes de toute sorte de manifester à Ferdinand l'expression d'un culte monarchique très-fervent; mais ce monarque, affaibli par de fréquents accès de goutte, jouissait peu de ces représentations toujours uniformes qui exigent une constante mise en scène de la personnalité ; il aurait fallu pour le bien du pays un homme éclairé et actif, disposé à visiter toutes les fabriques, à s'enquérir de tous les besoins de cette cité laborieuse et entreprenante; les goûts de la reine Amélie l'entraînaient bien plutôt dans les églises et les couvents. D'ailleurs, bien différente de ces campagnards qui avaient arboré dans la montagne l'étendard de l'absolutisme, la population de Barcelone, comme celle de toutes les principales cités voisines de la côte, était imbue de sentiments républicains; la plupart des familles y vivaient exclusivement du commerce et de l'industrie, et ce n'était point au milieu de semblables éléments que pouvait se complaire le génie despotique et méfiant de Ferdinand VII. Il lui fallait bien plutôt une ville comme Madrid, exclusivement composée de militaires, d'employés, de courtisans et de domestiques, où la richesse de presque toutes les familles dépend exclusivement des faveurs que le souverain peut leur prodiguer.

Il était dans les habitudes de l'ancienne cour espagnole de considérer Barcelone comme une ville conquise qu'il fallait toujours maintenir sous un régime de terreur salutaire; pour elle, il n'y avait qu'un moyen de domination, la force ; et les troupes françaises ayant disparu, un général et une armée entière bien établie dans les forts qui dominent toute la cité, voilà les éléments sur lesquels Ferdinand se plut à compter pour faire respecter son autorité.

Le comte d'Espagne, depuis le triomphe qu'il avait rem-

porté sur Bessières, était devenu un personnage de la plus haute importance à la cour de Madrid; son passé militaire était brillant, plein d'actions d'éclat; lui et Morillo avaient été les généraux de division les plus distingués de la guerre de l'Indépendance, ceux sur qui Wellington se reposait le mieux de la parfaite exécution de ses plans. Plus tard, en 1823, il était entré avec les Français et avait coopéré efficacement à toutes les opérations en dirigeant le siége de Pampelune. Ferdinand pouvait donc se confier à lui pour maintenir son autorité; en le nommant capitaine général de la Catalogne au moment le plus sérieux de la guerre des *agraviados*, il lui avait délégué un pouvoir absolu par son décret du 9 septembre 1827, puisqu'il l'autorisait à modifier les sentences, à pardonner aux rebelles, à destituer tous les généraux, chefs, autorités et employés qui ne déploieraient pas un zèle suffisant, et enfin à commander en chef toutes les troupes et tous les volontaires royalistes de la province.

Ferdinand, à son départ, satisfait de l'attitude soumise, du zèle religieux et des tendances absolutistes qu'avait déployés avec soin devant lui le comte d'Espagne pendant tout son séjour, ne songea pas à modifier les conditions de son décret du 9 septembre, et au mois d'avril 1828 le capitaine général se trouva seul maître à Barcelone, investi directement par le roi de la plénitude du pouvoir dans toute la Catalogne.

Pour ceux qui connaissaient à fond le caractère sombre et dominateur de ce personnage, Français d'origine, issu de l'ancienne famille des comtes de Foix et de Comminges, ancien soldat de l'armée de Condé, animé contre notre révolution du plus profond ressentiment, parce qu'elle l'avait dépouillé de la haute position que sa naissance lui faisait espérer à la cour de Louis XVI, et ayant le mauvais goût de conserver contre la France les rancunes qui s'étaient amassées

dans le fond de son cœur contre ce qu'il appelait l'*étable révolutionnaire*, la Catalogne ne pouvait tomber sous une pire domination ; et cependant, pendant les cinq années que le comte d'Espagne commanda en maître à Barcelone, la triste réalité dépassa tout ce que l'imagination la plus déréglée aurait pu rêver : l'exercice de l'autorité suprême développa chez lui un besoin de se faire craindre et obéir que les difficultés de sa vie avaient jusque-là comprimé ; il aspira à devenir pour tous les Catalans l'objet d'une profonde terreur, et il y parvint si bien qu'aujourd'hui son nom n'est répété qu'avec effroi dans tout le pays où il exerça l'autorité la plus despotique ; il est un personnage légendaire, et ce sera longtemps encore le terrible Barbe-Bleue de toutes ces contrées.

Avait-il reçu mission spéciale du roi de mettre à exécution le programme du monastère du Poblet, en purgeant la Catalogne de tout élément libéral ? On ne le sait ; mais ce qui est certain, c'est qu'à peine abandonné à sa seule initiative, il se fixa ce programme et travailla à le mettre à exécution avec l'énergie la plus efficace. Tous les moyens furent mis en jeu ; on essaya de produire un soulèvement artificiel dans les bataillons de la milice nationale, des agents excitateurs furent disséminés dans les lieux publics pour provoquer au désordre ; des arrestations arbitraires furent opérées dans toutes les familles qui jouissaient de quelque crédit, enfin on mit en œuvre tous les moyens possibles pour fournir un prétexte plausible à des proscriptions semblables à celles qui avaient eu lieu dans toute l'Espagne, et que la présence des troupes françaises avait jusqu'alors épargnées à la Catalogne. La sagesse des Catalans les mit en garde contre toutes les provocations, et ils se maintinrent dans une tranquillité parfaite ; mais le comte d'Espagne était bien décidé à organiser

un système de terreur quand même, et il se chargea d'inventer l'occasion qui lui manquait.

Un certain Simó, libéral exalté qui avait eu quelques relations avec la partie la plus active de l'émigration espagnole en Angleterre et en France, avait dressé pour elle la liste de toutes les personnes un peu notables de la Catalogne, sur le concours desquelles il était possible de compter. La police s'étant emparé de ce Simó, il fut mis en relations avec le comte d'Espagne; à l'aide des listes qu'il avait fabriquées, en le conservant avec soin pendant quelque temps dans les prisons qu'il faisait remplir lui-même de toutes les personnes connues par leurs idées libérales, il devint facile de dresser le plan d'une fausse conjuration qui avait failli éclater.

Dès lors le comte avait le devoir imprescriptible de préserver la société entière contre les dangers qui la menaçaient; tout lui était permis. Il en profita tout de suite pour organiser un tribunal militaire déjà disposé à l'avance et composé de dignes émules de Chaperon; il y ajouta un défenseur dont la mission spéciale était de tenir lieu d'avocat à la malheureuse victime, sans jamais en remplir les fonctions. Puis le gouvernement de la ville et la direction de la police ayant été remis aux mains de réactionnaires fanatiques tels que le comte de Vilemur et Oñate, le système commença à fonctionner dans toute sa rigueur.

Tous les jours des arrestations nombreuses étaient opérées, et par escouade de trente et de quarante personnes à la fois on conduisait à la citadelle de Montjuich, pour les enfermer dans d'horribles cachots, tous ceux qui avaient été désignés par une infâme délation à la persécution du capitaine général et de ses acolytes. Toutes les classes étaient également frappées : militaires, négociants, magistrats, artisans, employés, nul n'était épargné. Une fois arrêtés, ils étaient

confinés dans leurs prisons pendant des mois entiers, et quand les membres de la commission militaire se présentaient enfin pour écouter la déclaration, ils ajoutaient le sarcasme et la raillerie aux maux de tout genre qui accablaient le prisonnier, et décidaient de son sort plutôt en vue des avantages pécuniaires qu'ils pouvaient tirer de lui, qu'en raison des actes qu'il avait commis.

Le comte d'Espagne aspirait à laisser un nom plus redouté encore que celui de Marat et de Trestaillon ; aussi quand des exécutions avaient lieu, plusieurs victimes étaient immolées à la fois ; une seule n'aurait pas satisfait sa fureur ni produit une suffisante impression. Le 19 novembre 1828, treize malheureux, parmi lesquels on comptait un colonel, un lieutenant-colonel, un capitaine, un lieutenant, deux sergents, trois caporaux, un professeur, un peintre, un employé, un industriel, furent fusillés ; les juges voulurent qu'après leur mort les troncs déjà mutilés de leurs cadavres fussent suspendus au gibet, comme si ce surcroît de cruauté pouvait augmenter encore l'effet de leur supplice. La même scène fut reproduite le 26 février 1829 sur onze victimes, et le 30 juillet de la même année sur neuf autres. Un certain intervalle était mis entre ces lugubres cérémonies, car ce qui importait, c'était de répandre la terreur, et l'on sait que l'attente cruelle d'une disgrâce qui vous est réservée est souvent plus difficile à supporter que la disgrâce elle-même.

Presque toutes les familles de Barcelone avaient dans les cachots de la citadelle quelqu'un de leurs membres ; lorsque le canon venait à retentir pour annoncer une de ces fatales exécutions, chacun tremblait, dans l'ignorance du sort qui était réservé à celui qu'il savait en danger ; les autres jours, la foule se pressait sur les quais de la ville, afin de voir les malheureux qu'on traînait aux galères et qui descendaient

de la forteresse les fers aux pieds, la tête rasée, accouplés à des malfaiteurs, pour être embarqués à fond de cale, sur des navires qui les emmenaient en Afrique sans leur laisser le temps de jeter un dernier adieu à leur famille.

La souffrance des prisonniers au fond de leurs cachots, où ils étaient privés d'air, exposés à toutes les injures du temps et à toutes les malpropretés, couverts de vermine, la plupart du temps privés de toute espèce de ration, devint telle que le suicide et la folie se développèrent parmi eux dans une proportion effrayante. On compta en peu de temps quinze tentatives de suicide, sur lesquelles sept réussirent, quoique menées à terme dans les conditions les plus difficiles : l'un s'était ouvert le crâne en se heurtant avec violence contre un clou qui se trouvait par hasard dans la prison ; l'autre s'était fait une incision dans la gorge avec un morceau de verre, le troisième s'était étouffé avec un os, un quatrième s'était déchiré les chairs jusqu'à attaquer une artère et parvenir enfin à répandre tout son sang.

On ne saurait se faire une idée de l'impression générale qui dominait à Barcelone pendant cette époque de terreur ; tous les lieux publics étaient déserts, car la moindre réunion était compromettante, et nul ne voulait s'exposer à arrêter les regards du tyran ; malheur à qui ne fréquentait point les églises ou n'affectait pas dans les temples une piété excessive ; c'était un crime de ne pas porter de rosaires ; et deux amis qui se saluaient dans la rue étaient des conspirateurs qui se donnaient des signaux. Du reste, le comte d'Espagne n'était pas seulement d'une violence impitoyable envers la population, il était avec les soldats d'une sévérité sans exemple, et dans sa propre famille exerçait le plus odieux despotisme. Si sa femme oubliait de lui faire servir un mets de son goût, elle était mise aux arrêts et pendant plusieurs jours il lui était interdit de sortir ; sa fille, quand

elle n'avait pas achevé la tâche qui lui incombait, devait faire sentinelle à la fenêtre de la chambre, un balai à la main; si son fils tardait trop le matin à se lever, des tambours introduits subrepticement le réveillaient en sursaut par une charge battue inopinément à coups redoublés. Telles étaient les habitudes de ce farouche soldat, dur envers lui-même et vis-à-vis de sa famille, à qui la haine des scènes de notre révolution a fait établir un régime qui, par sa longue durée, effraye bien plus encore l'imagination que notre Terreur de 93.

Pendant que la malheureuse Catalogne gémissait sous la domination de son digne lieutenant, Ferdinand VII avait parcouru avec pompe plusieurs des provinces septentrionales de la Péninsule, l'Aragon, la Navarre, les provinces basques et la Gastille; partout il avait été reçu avec enthousiasme par les bataillons de volontaires, qui voulaient répudier toute solidarité avec les rebelles de Manresa et de Vich, et tenaient par de bruyantes démonstrations à se faire toujours considérer comme les seuls vrais défenseurs de la monarchie.

Au mois d'août 1828, le roi était définitivement de retour dans sa capitale, satisfait d'avoir par ses démarches personnelles consolidé le maintien de son autorité; un voile épais fut jeté sur toutes les relations qui avaient pu exister entre don Carlos et les agraviados, comme si les deux frères avaient agi dans cette circonstance avec l'accord le plus parfait; et la cour paraissait rentrée dans un calme inconnu, quand la mort de la reine Amélie en 1829, permettant au roi de songer à un nouvel hymen, vint tout à coup créer de nouvelles difficultés; chacun s'était habitué déjà à considérer don Carlos comme le futur successeur de Ferdinand, dont la santé était très-altérée; une nouvelle reine qui assurerait au monarque une descendance directe

pouvait éloigner du trône celui qu'un parti impatient réclamait avec insistance.

Il y avait dans ces probabilités l'annonce des graves événements qui pendant de longues années devaient condamner la malheureuse Espagne à la guerre civile; mais à cette époque les hommes d'Etat seuls se préoccupaient de la future succession de Ferdinand; quant au reste du pays, façonné déjà à la servitude, la Catalogne exceptée, il essayait de guérir les plaies nombreuses qui, depuis le commencement du siècle, avaient envahi le corps social, ruiné l'administration, détruit le crédit public.

Parmi les divers ministres qui, depuis 1824, dirigeaient le timon de l'Etat, celui des finances, don Luis Lopez Ballesteros, s'était, dès l'origine, distingué par le goût du travail, une vive intelligence, des dispositions assez modérées, un vif désir de rétablir l'ordre et de rendre à son pays une certaine prospérité matérielle. N'oubliant pas les maux sans nombre qui étaient résultés pour lui du désordre financier des premières années de son règne, Ferdinand eut le tact d'apprécier les qualités de Ballesteros, et, se reposant sur lui du soin de diriger la branche importante qu'il lui avait confiée, il le maintint avec résolution dans son poste, malgré le mécontentement des apostoliques. Le pays ne tarda pas à ressentir les heureux effets de cette louable décision; en effet, les deux années 1828 et 1829 donnèrent quelques signes d'une prospérité matérielle qui commençait à reparaître en Espagne, et nous allons pouvoir enfin reposer notre attention des scènes de violence pour la diriger sur une suite d'efforts vraiment dirigés vers un but patriotique.

Ballesteros n'était pas un ministre de grande initiative; il avait conservé le respect des anciennes théories économiques, et se trouvait forcé, par sa difficile position, de fermer l'oreille aux idées progressives qui circulaient déjà à

cette époque en France et en Angleterre sur ces matières; mais il avait une grande volonté de bien faire, beaucoup d'application, un soin extrême de bien exécuter ce qu'il avait conçu, de l'esprit d'ordre, beaucoup d'économie, et, dans la situation où se trouvait l'Espagne, c'étaient précisément les qualités les plus désirables pour un bon ministre des finances. Une des malheureuses nécessités à laquelle il était réduit, c'était de renverser tout ce que les Cortès avaient établi pour revenir aux anciennes règles administratives; mais comme il avait assez d'intelligence pour comprendre ce qu'il y avait de bon dans les réformes accomplies, il sut, en les parant d'autres noms, les ressusciter sous des formes nouvelles et les faire accepter par l'esprit routinier de ses collègues.

A peine la régence de Madrid s'était-elle installée, qu'elle avait rétabli par un décret toutes les antiques contributions abolies par les Cortès; elle avait fait reparaître tous les vieux impôts qui, poursuivant la richesse dans ses recoins les plus cachés, grossissaient le trésor public aux dépens des fortunes particulières. Ce rétablissement était un malheur public, car il aurait bien mieux valu continuer sur les bases posées par les Cortès et songer uniquement à leur amélioration; mais c'était trop que de demander semblable innovation au génie de Ferdinand, et Ballesteros ne put songer qu'à tirer le meilleur parti possible des anciens tributs.

Il y parvint avec la plus grande difficulté, et on jugera de l'extrême pauvreté à laquelle l'Espagne était déjà arrivée, si l'on songe que tous les produits du trésor pendant l'année 1824 n'atteignirent pas 100 millions de francs : les douanes ne produisirent que 74 millions de réaux, les rentes provinciales (impôts sur la consommation), 83; les octrois, 42; le sel, 43; le tabac, 41; le papier timbré, 12; les loteries, 11 millions de réaux. Les 74 millions restant pour

parfaire les 380 millions de réaux provenaient d'une quarantaine de tributs différents, inventés successivement par les administrations précédentes pour faire face à des besoins immédiats et pressants; c'était un système très-cher et très-compliqué, mais ayant l'avantage d'être pratiqué depuis longtemps; aussi le pays, ennemi de la novation, s'y résigna-t-il sans trop de difficulté.

Avec un budget aussi restreint, Ballesteros devait faire face aux dépenses suivantes, que jamais il ne put diminuer :

Famille royale............	48	millions de réaux.
Ministère d'État..........	13	—
Grâce et justice...........	8	—
Outre-mer	2	—
Finances.................	55	—
Marine	38	—
Guerre...................	350	—
Total...........	514	millions de réaux.

Loin de là, nous le verrons obligé de consacrer à l'amortissement de la dette publique une somme qui atteignit jusqu'à 177 millions, de sorte qu'en ajoutant des frais supplémentaires de perception non compris dans le budget, c'est en chiffres ronds à 700 millions qu'on doit estimer la dépense annuelle de l'Etat pendant les dix dernières années du règne de Ferdinand VII.

L'exercice 1824 ne donna, comme nous l'avons vu, que 380 millions de recettes; 1825 fut à très-peu de chose près égal; mais à partir de 1826 on commença à noter une certaine amélioration, et le développement successif des rentes de l'Etat permet d'évaluer à 550 millions le revenu moyen du gouvernement espagnol pendant toute la période.

Rien n'était venu remplacer dans la péninsule espagnole la perte des anciennes remises d'Amérique, car Cuba et

Puerto Rico n'avaient point pris alors l'importance dont elles jouissent aujourd'hui, et ces deux colonies, sans rien coûter à la métropole, ne pouvaient rien faire de plus pour elle que d'alléger le budget de la marine en en prenant certaines charges sous leur responsabilité exclusive.

Il y avait donc un déficit constant dans le budget de l'Etat, déficit qui en dix ans devait s'élever à la somme de 1 500 000 000 de réaux; aussi fallut-il que le ministre des finances appelât sans cesse à la ressource des emprunts, et il est naturel que dans une semblable situation les capitalistes n'aient consenti à prêter qu'en stipulant pour leurs créances des avantages considérables. Ballesteros trouvait en face de lui d'autant plus de difficultés, qu'en ne reconnaissant pas les emprunts des Cortès, Ferdinand s'était aliéné sur les places de Paris et de Londres une foule de gens dont la fortune avait été compromise par cette inique détermination. Grâce à l'appui du gouvernement français, toutes les difficultés furent vaincues; dès son arrivée à Madrid, le duc d'Angoulême avança d'abord à la régence, au nom du trésor français, 43 millions de réaux; on laissa ensuite négocier à Paris un emprunt de 334 millions, approuvé par un décret du roi, en date du 8 octobre 1823; et cet emprunt, d'abord émis en partie par Guebhard, puis repris avec succès par Aguado, fit entrer 180 millions dans les coffres du trésor espagnol. Les négociations ne s'arrêtèrent point là, car les besoins étaient chaque année plus urgents, à mesure que la reprise des affaires faisait reparaître dans la Péninsule les réclamations pendantes contre le gouvernement espagnol, et que les juntes de purification rendaient aux militaires et aux employés leurs soldes et pensions. On émit donc sur la place de Paris jusqu'à 780 millions en 5 pour 100, et Aguado, profitant avec habileté du grand mouvement financier qui se produisit en France dans les

dernières années de la restauration, parvint à les placer sans trop de difficulté. Enfin, sous le prétexte de convertir des bons des Cortès de 1810, des crédits de Hollande et d'autres titres qui pesaient sur le marché, on obtint les ressources supplémentaires pour combler le déficit en émettant 62 autres millions en 5 pour 100, et 666 en 3 pour 100. Toutes ces émissions réunies représentent un total de 1 842 000 000, auxquels il reste encore à ajouter 60 millions reconnus à l'Angleterre comme dette nationale, et 278 millions reconnus également à la France avec le même caractère.

Par ces quelques chiffres, on voit que l'intervention française en 1823 n'a pas été seulement l'œuvre de nos soldats, et que l'Espagne eut aussi recours à nos capitaux. Du reste, Ballesteros s'efforça de justifier la confiance que mettaient en lui les capitalistes français; dès son entrée au ministère, il avait ordonné une séparation rigoureuse dans toute l'administration espagnole de la perception des recettes et de l'ordonnancement des dépenses; il avait obtenu, par la création des deux intendances de l'armée et de la marine, que la lumière se fît dans ces deux grands centres, où venaient depuis des siècles s'enfouir tous les revenus de l'État; plus tard, il imposa au clergé, malgré ses réclamations, un subside de 10 millions, qu'il aurait dû porter jusqu'à 30, puisqu'il avait pour cela l'autorisation du pape; il força à contribuer les provinces basques et la Navarre, qui s'abritaient derrière leurs fueros pour ne pas concourir aux charges de l'État; il établit une caisse d'amortissement, à laquelle furent affectés certains produits, et qu'il chargea du payement des intérêts de la dette; il ouvrit le grand livre de la dette publique; il obtint du roi qu'aucune fonction ne serait accordée dans les diverses carrières, tant que le trésor public aurait des *cesantes*[1]

[1] Employés inoccupés ayant droit à la demi-solde.

à sa charge, et que le gouvernement s'abstiendrait d'accorder aucune pension à titre gratuit ; enfin il remplaça le vote du budget par un travail administratif, préparé à l'avance au ministère des finances, discuté au conseil des ministres, présenté ensuite à la sanction royale, et d'une exécution obligatoire pour tous les fonctionnaires de l'État.

Certes, il y avait là des garanties sérieuses, et elles eurent tout de suite l'important résultat d'éveiller dans tout le pays une certaine activité qui se traduisit aussitôt par l'accroissement du revenu. Elles furent consolidées par de sages décrets, qui décidèrent la création d'un Conservatoire des arts et métiers, celle d'une junte spéciale pour le développement de l'industrie, l'établissement d'une bourse à Madrid, l'ouverture d'une exposition des produits industriels, la déclaration de Barcelone comme port de dépôt, de Cadiz comme port franc, et l'établissement d'un Code de commerce qui commença à fonctionner dès le 1er janvier 1829.

Ce sont ces décrets qui doivent faire pardonner à Ballesteros plusieurs dispositions encore calquées sur les habitudes de l'ancien régime, par lesquelles il accordait à des négociants le droit de faire entrer en franchise une certaine quantité de cotonnades, et imposait dans un moment de disette un droit à l'entrée sur les céréales, afin de s'assurer quelques ressources pour les guerres d'Amérique. Tous les contrats de ce genre passés avec les traitants de l'époque sont marqués au coin du monopole le plus injuste, et ne peuvent s'expliquer que par les grandes nécessités auxquelles il fallait pourvoir.

On a également critiqué avec beaucoup d'amertume le traité passé avec l'ancienne banque San Carlos, par lequel une somme de 40 millions effectifs fut livrée aux actionnaires de cet établissement, moyennant la remise de 309 millions en titres contre l'État, de réalisation alors im-

possible, sous la condition que ces 40 millions formeraient le capital d'une nouvelle banque dite de *Saint-Ferdinand.* Pour nous, sans entrer dans les circonstances au milieu desquelles ce traité fut mis à exécution, et qui facilitèrent sans doute d'une manière extraordinaire l'enrichissement de certains individus, nous croyons que Ballesteros rendit un immense service à son pays en assurant l'existence d'un établissement financier qui, réduit à la plus déplorable situation, était devenu incapable de satisfaire à aucune des nécessités du crédit public. On a toujours très-mal compris en Espagne le rôle des banques; au lieu d'en faire un appui sérieux de l'industrie, on en fait une arme entre les mains du gouvernement pour pomper tout le numéraire des particuliers; c'est l'État qui avait été le principal auteur de la ruine de l'ancienne banque San Carlos. Or Ballesteros retirait de la circulation un nombre considérable de titres; il s'assurait un auxiliaire puissant en créant sous un nom nouveau une banque qui, délivrée de tout compromis, pouvait par son crédit, en un moment donné, lui être d'un grand secours; à tous ces points de vue, l'opération était excellente, et elle constitue à nos yeux l'un des meilleurs titres de ce ministre, bien que dans les statuts du nouvel établissement on n'ait pas su élever une digue contre les exigences de l'État, ni assurer le moindre appui à l'industrie et au commerce (note C).

Si l'on songe que tous les emprunts Aguado étaient émis entre 50 et 60 pour 100 et chargeaient pour l'avenir l'Espagne d'un poids excessif, il est évident que la prospérité de 1828 et de 1829 devait être passagère; néanmoins elle fut un fait positif. Toutes les classes de l'État se trouvant enfin payées, après avoir cessé de l'être, on vit se manifester partout un bien-être tout à fait inconnu, et le pays, malgré la politique de Calomarde, malgré les atrocités du

comte d'Espagne, reprit tout à coup un certain aplomb. Tant les véritables nations ont la vie dure, et tant il est vrai qu'il ne faut jamais désespérer, même des plus tristes situations (note D).

C'est au milieu de la joie générale que causait l'espérance de jours meilleurs qu'un décret royal (24 septembre 1829) vint annoncer que Ferdinand avait demandé en mariage Marie Christine de Naples, sa nièce, jeune princesse dont on vantait les charmes et l'esprit, sœur de la duchesse de Berry et de l'infante Charlotte, épouse de don Francisco. Les apostoliques avaient cherché par tous les moyens à détourner Ferdinand de cette union, car Christine passait pour libérale, et si elle avait une succession directe, ils voyaient s'écrouler en un instant tout l'échafaudage qu'ils avaient bâti sur l'arrivée de don Carlos au trône. Mais l'infante Charlotte avait triomphé de tous leurs efforts ; en vantant les charmes de sa sœur qu'elle condamnait à un hymen aussi disproportionné, en faisant venir un portrait séducteur, en exaltant devant le vieux monarque la grâce et le mérite de celle qu'elle lui destinait, elle avait irrité les désirs de Ferdinand, et ce monarque infirme, goutteux, ennuyé d'un veuvage qui ne comptait pas encore cinq mois, avait voulu contracter l'union au plus vite. Calomarde, promptement mis au courant de la situation d'esprit du roi, n'avait eu garde de contrarier sa volonté, et par cette conduite s'était aliéné une seconde fois l'esprit des apostoliques, déjà mécontents de lui à propos de la guerre des agraviados. Le conseiller d'État Labrador avait été aussitôt envoyé à Naples ; les contrats matrimoniaux avaient été rapidement signés entre les parties, et le 10 décembre 1829, la princesse Christine, appelée à jouer un si grand rôle dans l'histoire contemporaine, avait été acclamée à Madrid comme souveraine d'Espagne, au milieu de l'enthousiasme

lè plus sincère. Elle était jeune et belle, et il n'est pas de plus beau titre à l'admiration de la race espagnole; puis on disait tout bas qu'elle était facilement accessible aux idées des temps modernes, qu'à son passage en France elle avait accueilli avec empressement les émigrés qui s'étaient présentés à elle, et avait promis spontanément de faire de nobles efforts pour leur faciliter la rentrée dans la patrie; ces propos, ces aspirations, une vague espérance qui dominait alors les esprits créèrent à Christine dès son arrivée sur le sol espagnol une grande popularité, et font une date importante du jour de son mariage et de son entrée dans la capitale de la Péninsule.

Il fallait bien que les libéraux cherchassent autour du trône un sérieux point d'appui, car tant que Calomarde conserverait le portefeuille de grâce et justice, ils n'avaient à attendre aucune espèce de pitié. A mesure que Ferdinand avançait en âge et que les infirmités commençaient à le dominer, ce ministre était de plus en plus le maître de la situation : les instances du gouvernement français ne lui avaient pas permis de rétablir l'inquisition, mais cependant il avait laissé brûler à Valence, par un tribunal inquisitorial que l'archevêque de cette ville avait créé de sa propre autorité, un maître d'école nommé Antonio Ripoll, dont l'austère vertu, les qualités éminentes, la profession de foi hautement philosophique et déiste font une des plus nobles victimes que le fanatisme ait jamais immolées (31 juillet 1826). Plus tard, au mois d'août 1827, Calomarde avait absorbé dans son ministère toutes les fonctions de la police; après la guerre des agraviados, il avait assimilé aux nobles les volontaires royalistes, en les exemptant de la honte de la potence; en juillet 1828, il avait obtenu un instant le rétablissement des commissions militaires, qui ne tardèrent pas à être suspendues; enfin il avait pu éloigner de Madrid

le comte O'Falia, ambassadeur à la cour de France, qui, prévoyant déjà les événements de juillet 1830, voulait que le roi se mît en garde contre un triomphe prochain du parti libéral de l'autre côté des Pyrénées. Le comte d'Espagne favorisait puissamment son système de politique en opprimant tous les esprits libres et indépendants de la Catalogne, et en rendant une nouvelle vigueur aux volontaires royalistes que l'insuccès de la guerre des agraviados avait un instant abattus. Jusqu'aux événements de Portugal avaient tourné complétement en sa faveur ; l'infant don Miguel, appelé par une disposition de son frère à exercer la régence sitôt qu'il aurait accompli sa vingt-cinquième année, avait réclamé l'exercice de ses droits aussitôt que le terme fixé était arrivé ; l'Angleterre l'avait laissé sans défiance prendre la régence ; mais à peine les rênes du pouvoir étaient-elles entre ses mains, qu'il avait levé le masque, s'était déclaré monarque absolu et avait été reconnu immédiatement par Ferdinand, malgré l'opposition des cabinets de Londres et de Paris.

Il n'y avait que l'état de l'opinion publique en France qui pût vraiment alarmer Calomarde et ses partisans ; chez nous, en effet, le parti libéral depuis l'avénement de Charles X avait pris peu à peu un ascendant remarquable.

Pendant la session législative de 1827, la discussion sur une loi restrictive de la liberté de la presse, l'insurrection de la Grèce, un projet de loi sur le jury, une revue de la garde nationale terminée par les cris : *A bas les ministres!* des désordres à Paris qui avaient nécessité l'intervention armée de la troupe avaient violemment agité les esprits. On avait beaucoup remarqué une lettre adressée au duc d'Orléans, dans laquelle on conseillait à ce prince de prendre en main la cause du parti libéral et de se faire le chef d'une révolution semblable à celle qui avait amené sur le trône

d'Angleterre la famille d'Orange. La chute du cabinet Villèle, la nomination du ministère Martignac, de nouvelles élections étaient venues encore accroître l'agitation; enfin la minorité du côté droit dans la Chambre de 1828 avait causé une véritable alarme dans toutes les cours de la Sainte-Alliance. Connaissant le caractère de Charles X, les souverains étrangers prévoyaient qu'il ne supporterait pas longtemps le système de concessions libérales au moyen duquel le ministère Martignac se maintenait en bonnes relations avec une Chambre dont les tendances étaient hostiles aux idées de la congrégation; ils virent leur prévision justifiée, quand ils apprirent, en novembre 1829, la formation d'un nouveau cabinet exclusivement composé d'hommes du côté droit, sous la présidence du prince de Polignac ; mais en même temps, exactement informés de l'accueil fait par le pays tout entier à ces nouveaux gouvernants, ils frémissaient à l'idée de l'explosion révolutionnaire qui paraissait imminente, et des immenses conséquences qu'elle pouvait avoir sur la politique générale de l'Europe.

CHAPITRE IV

JUILLET 1830.

(Du 11 décembre 1829 au 11 décembre 1831.)

La nouvelle des événements de juillet à Paris vient surprendre Ferdinand VII au moment le plus calme de son règne. — Création d'une école de tauromachie. — Fondation du Conservatoire de musique. — Attitude prise par Ferdinand VII vis-à-vis le roi Louis-Philippe, et politique de ce monarque pour l'obliger à une reconnaissance immédiate. — Tentative des émigrés. — Ils se divisent en deux corps, dont l'un doit opérer dans les Pyrénées et l'autre en Andalousie. — Appui qu'ils trouvent à l'étranger, en France et en Angleterre. — Les banquiers libéraux. — Mendizabal. — Une junte provisoire est formée à Bayonne. — Appui du gouvernement français. — Les principaux chefs : Mina, Torrijos, Chapalangarra, Valdès. — Entrée de diverses colonnes d'émigrés dans les provinces septentrionales. — Prise du fort de Vera. — Tentative de Mina sur Irun. — Dispersion de toutes ces colonnes. — Ferdinand effrayé reconnaît Louis-Philippe, qui change immédiatement d'attitude. — Les émigrés sont internés dans l'intérieur de la France. — Expédition de Torrijos sur Algesiras; elle est repoussée. — Manzanarès pénètre dans la sierra de Ronda. — Mouvement à Cadiz. — La brigade de marine de San Fernando. — Le gouvernement parvient à réprimer toutes ces tentatives. — A la suite de cette agitation, il recommence à nouveau son ancien système de rigueurs et de persécutions. — Fermeture des Universités. — Torrijos est attiré à Malaga par le capitaine général Gonzalez Moreno. — Il tombe dans le piége qui lui est tendu. — Sa mort et celle de ses cinquante-deux compagnons. — Tristesse profonde causée par cette hécatombe.

Nous touchons enfin à l'année 1830, à cette date mémorable où la France se réveille de son triste désastre de 1815 et reprend aux yeux de l'Europe étonnée la noble et digne attitude que lui avait fait perdre la désolante invasion des alliés sur son saint territoire. Attristée par les sanglantes

persécutions que nous avons eu à raconter, par l'odieux triomphe du fanatisme et du régime absolu, notre âme commence à s'épanouir quand les journées de juillet viennent enfin déchirer d'une manière solennelle les traités de 1815 et briser définitivement le pacte signé sur les ruines de notre patrie par les souverains de la Sainte-Alliance.

Trois journées suffisent au peuple de Paris pour apprendre à l'Europe que le dogme de la souveraineté populaire n'a pas disparu de la conscience des nations, et que le dix-neuvième siècle, loin d'abjurer l'héritage de la Révolution française, songe avant tout au contraire à le consolider et à le développer sur des bases plus larges et plus durables.

Le mieux ne doit pas être l'ennemi du bien. Et quoique les conséquences de la révolution de 1830 ne puissent satisfaire un esprit vraiment libéral; bien que Louis-Philippe, dans un ardent désir de paix, auquel d'ailleurs nous devons notre prospérité industrielle et commerciale, n'ait pas su toujours tenir avec assez de vigueur le drapeau de la France; bien que son principal ministre, M. Guizot, n'ait jamais su correspondre au sentiment national, et par sa fiction du pays légal ait renfermé la voix du pays dans des parlements étroits, à vues mesquines et égoïstes, dont les membres n'avaient qu'un instinct : s'enrichir; qu'un but : résister follement au fantôme de l'anarchie; malgré l'atmosphère de corruption qui pèse sur toutes les dix-huit années du gouvernement de juillet; malgré tout cela néanmoins, cette époque, comparée à celles qui précédent et qui suivent, restera toujours dans l'histoire de notre pays comme une intéressante période, véritable exorde des destinées futures qui nous attendent.

Ce qui à nos yeux lui donne un si grand relief, c'est l'effort unanime de la génération pour constituer dans notre France un corps complet d'institutions libérales, qui, en sa-

tisfaisant à la fois le sentiment national, fût susceptible d'ouvrir devant nous une marche régulière et pacifique vers un progrès normal. Le nom de république n'est rien, si la chose n'existe pas; et toute organisation politique où la souveraineté nationale pourra s'élever du peuple jusqu'aux sphères élevées du pouvoir sera toujours préférable à une organisation monstrueuse dans laquelle l'action violente du pouvoir central sera dissimulée sous des formes vicieuses qui masquent le despotisme en ayant l'air de concéder aux citoyens une grande somme de droits politiques.

Le mouvement de juillet, au lieu de faire participer aux affaires de la France, qui sont aujourd'hui les affaires de l'Europe entière, la masse du pays, eut le grand tort de concentrer le pouvoir dans une certaine fraction, dans une seule classe, la classe moyenne; tout le reste n'existait point pour le parti doctrinaire, et bien étudié, le système représentatif tel qu'il nous le présentait n'était encore réellement qu'un jeu de bascule au moyen duquel le roi et ses ministres, en exploitant à leur profit toutes les forces de la centralisation, pouvaient maintenir leur pleine autorité sous la condition de faire participer aux avantages de la position un nombre très-restreint de personnages influents dans chaque localité.

Il y avait pour les paysans, pour les ouvriers, une injustice notoire à faire de la seule richesse la base de tous les droits politiques; en donnant à tous le conseil de s'enrichir, on produisait dans les esprits une fièvre fatale qui devait amener une corruption déplorable, et avec elle le dégoût de la liberté et la disposition à la servitude. Sans doute les conditions de l'état social moderne facilitent beaucoup à chacun les moyens d'améliorer sa position; mais l'homme simple, probe, loyal, ami de la patrie, content d'une position modeste et sachant s'y maintenir avec tranquillité d'âme,

est un citoyen tout aussi digne de respect que le fou et le pétulant qui exposent facilement leur honneur pour courir après la fortune, et ont le bonheur de triompher à ce jeu périlleux.

La révolution de 1848, qui vint plus tard, n'est pas une simple catastrophe, un accident fortuit, comme se sont plu à la baptiser ceux qu'elle avait surpris au faîte des grandeurs : proclamée au cri de *vive la réforme!* elle fut la protestation éclatante de la France contre le cercle étroit dans lequel le parti doctrinaire voulait resserrer la vie politique du peuple français; elle fut la déclaration solennelle de la capacité politique des classes ouvrières, et la preuve positive pour les hommes d'Etat qu'ils doivent désormais faire participer le peuple entier aux grandes scènes de la vie nationale, et ne pas considérer la bourgeoisie comme son unique représentant.

Les événements qui se sont passés après cette révolution semblent donner raison à ceux qui jugeaient à cette époque que la France n'était pas encore assez avancée pour un régime républicain; mais le maintien du suffrage universel, qui a résisté à toutes les commotions, qui est entré dans les mœurs, qui s'est consacré par une longue application, est un fait solennel qui établit aux yeux du penseur et la nécessité suprême de la révolution de 1848 et la ruine définitive du système doctrinaire.

Il faut à un pays, pour qu'il vive tranquille et avec une confiance suffisante dans l'avenir qui lui est réservé, une organisation politique fondée sur des principes rationnels dont il puisse se justifier à lui-même l'excellence et l'utilité. Le talent des doctrinaires, leur remarquable confiance en eux-mêmes, le ton absolu et dogmatique de leurs écrits avaient presque persuadé à l'opinion que le système de monarchie représentative imaginé par eux était le seul vraiment ra-

tionnel dont l'application pût être proposée à la nation française. Ils avaient fait un lit commode à tous les esprits paresseux qui songent plutôt à exploiter la politique qu'à en résoudre les difficiles problèmes; sur toute question venant à surgir, le mot du chef d'école était aussitôt prononcé, et l'exclusivisme d'une secte ne permettait pas aux idées démocratiques et républicaines de prendre dans la sphère du pouvoir l'importance qu'elles acquéraient chaque jour dans la société.

Les doctrinaires commirent toujours envers les républicains la mauvaise action de considérer leurs théories comme exclusivement anarchiques, comme si dans le domaine de la pensée il y avait une alliance indissoluble entre le désordre et le principe de la république. Injustice fatale qui a poussé plus tard la France à chercher l'ordre tout à fait en dehors de la liberté, et à remplir d'amertume par cette tendance déplorable aussi bien les partisans de la monarchie représentative appuyée sur des institutions libérales, que les républicains préoccupés de la difficile tâche d'assurer à la fois et le régime des lois et l'application des grands principes proclamés par la Révolution. Ces deux fractions, placées aujourd'hui à côté l'une de l'autre, et qui ont reçu toutes deux de si fortes leçons des événements, ont à reprendre la tâche interrompue en 1851; puissions-nous de leur concours réciproque voir enfin sortir le système politique national vraiment propre à notre chère France, et vraiment digne d'être présenté comme type à toutes les nations voisines qui attendent de nous le modèle à suivre!

Toutes les fâcheuses tendances des doctrinaires ne se dévoilèrent que peu à peu, et dans les premiers mois qui succédèrent aux journées de juillet 1830, un touchant accord, trop peu durable, exista entre La Fayette et Louis-Philippe. Ce fut un moment d'enthousiasme, de prosélytisme, de foi

dans la révolution; tous les peuples avaient les yeux fixés sur Paris et attendaient merveilles des héros de juillet. La Pologne, la Belgique, l'Italie s'agitèrent dans leurs chaînes; que feraient l'Espagne et le Portugal, contrées encore indépendantes, mais toutes deux misérables victimes du parti apostolique? Parviendraient-elles à secouer le joug l'une de son vieux monarque goutteux, l'autre de son jeune tyran, despotes raffinés qui se jouaient de la vie de leurs sujets, et trouvaient auprès d'eux un clergé hypocrite et cruel pour les lancer dans la voie des persécutions?

Ferdinand VII fut surpris par la révolution de juillet dans le moment le plus calme et le plus prospère peut-être de tout son règne; il était parvenu à chasser du territoire espagnol tout l'ancien parti libéral militant, et la tâche accomplie par lui-même à Madrid avait été perfectionnée à Barcelone par son digne acolyte, le comte d'Espagne. Grâce au développement du crédit public, au goût banal des capitalistes français pour les emprunts publics, aux soins du ministre Ballesteros, toutes les classes de l'Etat se trouvaient payées, et un bien-être général se ressentait dans toute la nation. La mauvaise issue de la guerre des agraviados avait tempéré les violences du parti apostolique; le moment semblait venu où l'on pouvait songer à ces améliorations matérielles et progressives dont le pays avait particulièrement besoin. Il eût fallu alors un Charles III pour profiter de ce rayon de lumière, afin de déterminer en Espagne un mouvement régénérateur; mais, en fait d'institutions nouvelles, la seule qui vînt à l'esprit de Ferdinand et de Calomarde fut la création d'une école de tauromachie. Au moment où l'ignorance, la paresse, le fanatisme, l'absence de toute industrie avaient besoin d'être partout vaincus, le pouvoir central ne trouvait d'encouragements à donner et de mérite à récompenser que pour les courses de taureaux et le célè-

bre espada Pedro Romero. Ferdinand consacra à cette innovation un soin tout particulier; tout le reste l'intéressait peu, et ce fut avec peine qu'il consentit, sur la prière de sa nouvelle compagne, la reine Christine, à fonder un conservatoire de musique, destiné à populariser dans la péninsule espagnole toutes ces magnifiques partitions musicales qui sont une des grandeurs et une des joies de la civilisation du dix-neuvième siècle.

Ce n'était pas que les avertissements eussent manqué à Ferdinand sur les dispositions d'esprit qui se manifestaient en France. Son ambassadeur à Paris, le comte O'Falia, avait pressenti la tempête et aurait voulu qu'on s'en préservât par des concessions opportunes; mais Calomarde avait traité ces sages avis de vision chimérique, et l'ambassadeur avait dû retourner à son poste sans qu'aucune confiance eût été donnée à ses sinistres prédictions, que partageaient avec plus d'intelligence les autres souverains de l'Europe.

Ce fut donc un coup de foudre pour la cour de Madrid que la nouvelle des événements accomplis à Paris les 26, 27 et 28 juillet. Quand on y apprit le triomphe du peuple et bientôt après la fuite de Charles X et la nomination de Louis-Philippe Ier comme roi des Français, il y eut un moment de stupeur. On comprit aussitôt que l'absolutisme avait perdu en Europe son plus solide appui, et que désormais, au lieu de trouver au dehors une coopération efficace contre le libéralisme intérieur, une pression extérieure très-forte allait être exercée au profit des idées modernes.

La première impression fut de tenter une résistance sérieuse; Ferdinand conserva avec soin auprès de lui M. de Saint-Priest, l'ambassadeur de Charles X, promit un accueil bienveillant aux émigrés qui songeraient à fuir le territoire français et à soulever nos départements du Midi; il appela en Espagne le maréchal Bourmont et la duchesse de

Berry, il manifesta l'intention de ne pas reconnaître Louis-Philippe, et se mit en communication en ce sens avec les souverains étrangers.

Mais la reconnaissance de l'Angleterre, celle de l'Autriche, celle de la Prusse vinrent successivement refroidir ses premières inspirations : Ferdinand dut s'avouer à lui-même que le nouveau pouvoir constitué à Paris avait dès son avénement une puissance bien supérieure à toute celle dont il disposait ; ce n'était pas en menaçant, c'était en le flattant et en s'adressant à son intérêt dynastique et égoïste qu'il fallait se le rendre sympathique. A la politique de menace on ne tarda donc point à substituer celle des concessions, et ce revirement intelligent parvint à sauver le trône de Ferdinand VII des secousses de la révolution de juillet.

Dès la première nouvelle de la victoire du peuple parisien, les vingt mille Espagnols qui fuyaient à l'étranger les rigueurs de Calomarde avaient tous tressailli d'espérance ; l'enthousiasme général qui les dominait les avait bientôt portés à se réunir, à s'entendre, à se grouper. En Angleterre et en France, deux comités se formèrent pour prendre en main l'initiative d'un mouvement armé ; on pensa que les libéraux français considéreraient comme un devoir de briser en Espagne l'œuvre factice du duc d'Angoulême, et l'on songea tout de suite à organiser des centres d'action qui pussent leur donner un concours efficace.

En Angleterre, le général Torrijos, le brigadier Palarea, l'ancien député aux Cortès Flores Calderon se chargèrent de préparer une expédition destinée à l'Andalousie et réunirent des fonds dans ce but spécial.

En France, Calatrava, Isturitz, Galiano, Vadillo, Vicente Sancho, quoique partagés entre eux par de grandes différences d'opinions, formèrent à Bayonne une junte spéciale, qui prit le nom de *junte pour le soulèvement de l'Espagne*

contre la tyrannie. Ces personnages furent mis en contact, par l'intermédiaire de l'actif patriote Mendizabal, avec les mêmes banquiers libéraux qui avaient déjà émis les emprunts des Cortès de 1820 à 1823; les uns et les autres avaient également intérêt à réparer la faute commise par Ferdinand VII le jour où il avait refusé de reconnaître ces mêmes emprunts. MM. Ardoin, banquiers de Paris, crurent au succès de l'entreprise et avancèrent généreusement quelques fonds pour les premières dépenses. Grâce à eux, le général Espoz y Mina, qui était accouru aussitôt en France du fond de sa retraite, et qui à Paris avait reçu du maréchal Gérard, de La Fayette, de Laffitte la promesse de secours réguliers, commença à équiper une petite colonne, et bientôt il se trouva à la tête de cinq à six cents hommes, avec lesquels il menaça la frontière des provinces basques.

La troupe de Mina n'était pas la seule qui se fût formée sous l'impression des journées de juillet; plusieurs autres avaient été organisées par des chefs distingués, tels que Chapalangarra, Mendez Vigo et le colonel Valdès. Le simple bon sens indiquait la nécessité d'une action commune, et Espoz y Mina avait donné assez de gages à la cause de la liberté pour que son commandement pût être accepté avec pleine confiance; mais l'indiscipline est un des caractères les plus saillants du génie espagnol; chaque chef voulut agir seul, au risque même de nuire au but commun.

La junte de Bayonne s'attendait à chaque instant à recevoir les secours que le maréchal Gérard, La Fayette, Laffitte avaient promis; mais ces secours n'arrivaient point. Chaque jour qui s'écoulait venait amortir la force du premier élan communiqué aux esprits dans le mois de juillet; les ministres de Louis-Philippe, reconnus par une partie de l'Europe et se sentant trop redoutés, songeaient déjà plus à se

faire supporter qu'à se faire craindre ; ils avaient tendu la main aux émigrés quand la propagande révolutionnaire leur paraissait la seule force sur laquelle ils pussent compter ; mais à présent qu'ils entraient dans le concert des gouvernements européens, ils songeaient plutôt à répudier tout pacte avec les révolutionnaires étrangers.

Le 25 septembre 1830, Ferdinand, bien au courant de la situation, signait déjà les lettres qui accréditaient le comte d'O'Falia comme ambassadeur auprès de Louis-Philippe ; mais il lui recommandait expressément de ne les présenter que le jour où il aurait obtenu la promesse formelle que, loin de favoriser tout mouvement en Espagne, le gouvernement français y apporterait au contraire tous les obstacles en son pouvoir.

Entre les mains du nouveau cabinet français, les émigrés espagnols, défenseurs de la liberté de leur pays, n'étaient qu'un instrument politique à l'aide duquel devaient être vaincues les velléités de Ferdinand en faveur de la branche aînée des Bourbons ; dans l'origine, argent, secours, appui, tout leur était promis ; bientôt on se contenta de permettre des réunions, des approvisionnements d'armes et de munitions, de donner des passe-ports, d'accorder des feuilles de route. Cela dura jusqu'au jour où l'on connut la reconnaissance effective de Louis-Philippe par le monarque espagnol. Dès que ce résultat fut obtenu, loin d'être dirigés sur la frontière, on interna les émigrés et l'on donna au cabinet de Madrid la sécurité qu'il ne serait plus attaqué de ce côté.

Que pouvait désirer de plus Ferdinand ? Disposant de toutes les ressources de l'Etat, il n'avait guère à redouter quelques colonnes de 400 à 500 hommes, auxquelles il pouvait opposer tout un corps d'armée ; ce qu'il devait craindre, c'était la volonté du peuple français de réparer l'attentat commis en 1823 contre la liberté de l'Espagne. Il ne se

trouva pas en 1830, dans les conseils de la France, une voix éclairée pour signaler ce devoir, et le calcul des nouveaux ministres, joint à l'égoïsme de Louis-Philippe, abandonna les malheureux émigrés à la haine de leur persécuteur.

Tandis qu'ils attendaient avec impatience des secours et des renforts qui ne venaient point, le cabinet de Madrid était mis au courant, par une publicité anticipée, des efforts dirigés contre lui. Aussi put-il à son aise prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face au péril. Don Manuel Llauder fut envoyé en Navarre et Fournas en Aragon, afin de prendre le commandement des troupes. Dans un décret, daté du 1er octobre, Ferdinand remit ensuite en vigueur toutes les mesures les plus sévères de 1824 ; quiconque fournirait aux rebelles des armes, des munitions, des vivres ou de l'argent, ou se mettrait par correspondance en communication avec eux, serait condamné à mort.

Le premier chef de colonne qui entra sur le territoire espagnol fut le colonel de Pablo, surnommé Chapalangarra, l'ancien défenseur d'Alicante en 1823. A peine eut-il passé la frontière qu'un corps de royalistes se présenta en face de lui à Valcarlos; confiant dans l'auréole qui s'attachait à son nom, il se présenta sans défense au-devant d'eux, voulut les haranguer et les attirer sous ses drapeaux. Les royalistes répondirent par une décharge à son allocution patriotique; il tomba sous leurs coups, et, laissant entre leurs mains ce triste trophée, ses compagnons disparurent aussitôt et ne songèrent plus qu'à repasser la frontière pour s'unir à d'autres colonnes[1]...

[1] Parmi les Espagnols qui accompagnèrent Chapalangarra se trouvait le poëte Espronceda; il eut la douleur d'assister aux derniers instants de son ami. A l'inspiration qu'ils excitèrent en lui, on doit les vers touchants et sublimes dans lesquels il a raconté cet héroïque et inutile dévouement.

Quelques jours après, 13 octobre, le colonel Valdès entrait en Navarre à la tête de 800 hommes, et son exemple était immédiatement suivi par la colonne principale, qui se présentait sous les ordres de Mina lui-même en face de Vera. La garnison de ce fort, composée principalement de douaniers, s'était retirée sur la seule nouvelle de son arrivée. Mina prit possession de Vera, chercha à s'y fortifier, y appela pour le défendre les débris de la petite troupe de Valdès, qui, mal reçue par la population de Navarre, s'était rapidement dispersée ; puis, après s'être créé ce faible refuge, il s'aventura avec quelques-uns de ses compagnons du côté d'Irun, pour se mettre au courant des dispositions du pays. A peine s'était-il éloigné de Vera, que le général Llauder s'était présenté devant ce fort et en avait commencé l'attaque ; à la suite d'une défense très-vive, les émigrés durent reconnaître leur infériorité ; quelques-uns parvinrent à regagner la frontière, un grand nombre furent faits prisonniers : c'étaient autant de victimes destinées à l'échafaud, grâce au décret du 1er octobre et aux ordres péremptoires transmis à Llauder (27 octobre 1830).

Mina fut rapidement prévenu du désastre, et courut les plus graves dangers avant de pouvoir se réfugier sur le territoire français ; il fut poursuivi dans les montagnes, traqué au moyen de chiens de chasse dont il entendait les hurlements au fond d'une caverne où, mourant de faim, il avait cherché un refuge ; enfin il eut le bonheur d'échapper à cette active persécution dirigée contre lui par un chef royaliste des plus passionnés, don Santos Ladron ; et à peine rentré en France, il se trouva exposé à toutes les rigueurs de l'administration française, qui voulait l'éloigner de la frontière et l'obligea même de force à remonter jusqu'à Bordeaux.

Les autres chefs qui opérèrent en Aragon et en Catalogne,

Plasencia, Mendez Vigo, San Miguel, Milans, n'obtinrent pas de résultats plus brillants. Leurs exploits se bornèrent à de vaines incursions sans aucun profit; les provinces par où ils avaient pénétré étaient particulièrement dominées par le parti apostolique, et ce n'était point là qu'ils pouvaient trouver quelque coopération. Un chef de bande, nommé Bordas, essaya aussi en Galice de susciter un soulèvement; il réunit sous ses ordres jusqu'à 70 hommes, mais se laissa mettre en déroute, et cet insuccès amena la dispersion de la troupe; lui-même put s'échapper, et il évita ainsi l'échafaud sur lequel montèrent plusieurs de ses compagnons.

Il semble qu'un insuccès aussi complet était de nature à paralyser toutes les entreprises des émigrés et à jeter parmi eux le découragement; il n'en fut rien cependant. Leurs efforts, à partir de novembre 1830, se portèrent de préférence sur le midi de l'Espagne, et les amis de Torrijos furent ceux qui poursuivirent avec le plus d'acharnement la lutte contre Ferdinand VII. Dès le mois de janvier 1831, le général Torrijos s'était transporté à Gibraltar; de là, il envoya à Algesiras quelques émissaires qui furent fusillés; lui-même débarqua sur la côte avec 200 hommes, mais faute de point d'appui dut remettre promptement à la voile pour Gibraltar (29 janvier 1831). Peu après, dans le village de los Barrios, ses agents proclamaient ouvertement la constitution, tandis que l'ex-ministre Manzanarès pénétrait dans les montagnes de Ronda avec un corps de 300 hommes, qu'un mouvement était tenté à Cadiz, et qu'à San Fernando un bataillon de marine entraînant avec lui deux compagnies de la garnison de Cadiz arborait l'étendard de la constitution (3 mars 1831). Le mouvement paraissait assez bien conçu, et pendant les quelques instants qui suivirent la mort du gouverneur de Cadiz, nommé Hierro, on put croire à

un certain succès ; mais la population gaditane avait trop souffert depuis longues années pour être capable d'un nouvel élan. Elle se soumit sans difficulté aux nouvelles autorités qui furent envoyées pour remplacer le gouverneur ; dès lors, le bataillon de marine qui s'était révolté dans l'île dut abandonner ses cantonnements et chercher à se réunir à la colonne de Manzanarès. Il fut poursuivi par le général Quesada et obligé de mettre bas les armes ; ses chefs gagnèrent la côte et allèrent chercher un asile au Maroc. Pendant ce temps, la colonne de Manzanarès, par les fatigues et des rencontres successives avec les volontaires de Ronda, se trouvait réduite à une vingtaine d'hommes ; lui-même donna le signal de la dispersion et entreprit de chercher un refuge à Gibraltar. Trahi par deux misérables chevriers, qui avaient abusé de sa confiance et voulaient le livrer à ses ennemis, il put châtier lui-même un de ces deux criminels dénonciateurs, mais fut assassiné par l'autre, et sa mort contribua sans doute à éviter celle de ses compagnons d'infortune qui avaient partagé tous ses périls ; ils furent sauvés de l'échafaud grâce à la générosité du général Quesada (fin mars 1831). Malgré cet insuccès, Torrijos, réfugié à Gibraltar, ne se découragea point, et il continua à ourdir des trames secrètes dans toute l'Andalousie pour s'y créer des partisans et préparer une nouvelle insurrection.

D'après le caractère bien connu de Ferdinand et de Calomarde, la rigueur et la persécution pouvaient seules avoir raison d'adversaires aussi actifs et aussi persévérants ; elles avaient donc été de nouveau pratiquées avec tout leur appareil de police, de commissions militaires, de délations et de supplices imaginé dès 1823. C'est à cette période que se rattachent le triste supplice du libraire Miyar à Madrid ; l'exécution à Grenade d'une jeune dame

appartenant aux classes les plus élevées de la société, et particulièrement appréciable par ses belles qualités morales, doña Mariana de Pineda[1], coupable d'avoir brodé un drapeau de soie verte; celle de Torre de la Chica, celle de Torrecilla, accusés d'entretenir des correspondances avec les émigrés. Comme toujours, plus la persécution était violente, plus l'ardeur des libéraux enflammés par le succès de juillet devenait irrésistible. Une nouvelle génération se déclarait en leur faveur, et dans le procès de Miyar nous voyons déjà impliqué un jeune avocat, don Salustiano de Olozaga, appelé à jouer un rôle important dans l'histoire politique de son pays. La jeunesse était franchement et ouvertement favorable aux idées libérales; et telle était sa détermination, que Calomarde jugea nécessaire de fermer les Universités et de renvoyer dans leurs familles tous ceux qui aspiraient à suivre l'enseignement public; aux yeux du ministre, il valait mieux que la jeunesse restât complétement ignorante, si elle devait apprendre dans les écoles à aimer la tolérance et à détester le fanatisme.

L'ardeur de la police allait si loin dans sa lutte contre les libéraux, qu'elle ne se bornait point à prévenir les conspirations; elle allait jusqu'à les exciter, afin de trouver une occasion de sacrifier de nouvelles victimes. Nous avons laissé Torrijos en observation à Gibraltar. Tant que ce patriote

[1] Ce douloureux événement, rehaussé par l'éclatant courage de doña Mariana à ses derniers instants, est devenu légendaire en Espagne et fait le sujet de nombreuses complaintes que chantent souvent les aveugles dans les bas quartiers des grandes cités espagnoles. L'imagination des poëtes, l'art des peintres se sont efforcés de le dramatiser. Le catholicisme eût fait une sainte de doña Mariana : que la révolution sache en conserver le noble souvenir pour maintenir les âmes dans cette trempe sacrée qui seule peut nous garantir de la superstition et du despotisme.

énergique et constant resterait en sûreté dans cette enceinte, le gouvernement de Madrid ne se jugeait pas en possession tranquille de l'autorité ; des plans furent donc imaginés pour l'attirer sur le territoire espagnol, et des émissaires furent envoyés avec la mission expresse de faire luire à ses yeux l'espoir d'un soulèvement prochain dans la province de Malaga. Le capitaine général résidant dans cette cité, don Vicente Gonzalez Moreno, s'était chargé de tenter l'intrigue ; il devait, par de faux intermédiaires, promettre au chef des libéraux l'appui d'une partie de l'armée, et après l'avoir attiré ainsi par ces moyens odieux, envoyer immédiatement à la mort cet ennemi obstiné.

Gonzalez Moreno remplit sa mission avec la plus noire perfidie et obtint un succès complet : croyant enfin avoir atteint le but de ses nobles fatigues, Torrijos mit à la voile de Gibraltar pour les environs de Malaga dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre 1831, à la tête de cinquante-deux compagnons fidèles, parmi lesquels on comptait l'ex-député don Manuel Flores Calderon, l'ancien ministre Fernandez Golfin, un colonel d'artillerie, Lopez Pinto, et un jeune Anglais qui avait consacré sa fortune au triomphe de cette noble cause, Robert Boyd. Le débarquement eut lieu à quelque distance de Malaga; mais à peine les patriotes avaient-ils mis le pied sur ce sol ingrat, qu'ils comprirent qu'ils avaient été victimes d'une horrible manœuvre. Moreno avait réuni des forces considérables; il entoura les émigrés dans l'édifice où ils s'étaient établis et les obligea à se rendre à discrétion (5 décembre 1831). Six jours après, sur un ordre arrivé de Madrid avec une vitesse étonnante, ces cinquante-deux victimes étaient fusillées et venaient accroître la liste déjà si longue des martyrs de la liberté espagnole (11 décembre 1831).

La trahison de Moreno, le nombre des condamnés, leur

mérite, leur courage aux derniers moments, la lâcheté de l'évêque de Malaga qui osa féliciter le roi de sa clémence au moment où il refusait de faire usage de son droit de pardon, causèrent dans toute la Péninsule une tristesse profonde ; comme l'attitude de la reine Christine, dont nous aurons bientôt à parler, avait commencé à éveiller dans tout le pays de nouvelles aspirations, nul ne put comprendre comment l'effusion d'un sang si précieux avait pu même paraître nécessaire.

La municipalité de Malaga a aujourd'hui élevé sur une des places publiques de cette ville un monument aux mânes du général Torrijos ; elle a bien fait de manifester ainsi par ce témoignage public l'horreur que doit causer à tout bon citoyen la mort de cette illustre victime. Trois hommes furent les vrais auteurs de cet assassinat : Ferdinand, Calomarde et Moreno ; et comme ils furent complices dans le crime, ils doivent être associés dans l'exécration qu'il inspire. On ne nomma plus dès lors le capitaine général Gonzalez Moreno que *le bourreau de Malaga*[1]. Mais ce surnom

[1] Voici la dernière lettre écrite par le général Torrijos à sa femme, la veille de son exécution :

« Ma Louise bien-aimée,

« Je vais mourir, mais je vais mourir comme les braves. Tu sais mes principes, tu sais comme je leur suis toujours resté fidèle ; au moment de périr, je place mon sort dans la miséricorde divine, et je ne fais que peu de cas de l'opinion du vulgaire. Cependant avec cette lettre tu recevras tous les papiers relatifs à notre capitulation, pour que tu voies combien j'ai toujours été loyal dans la carrière que les circonstances m'ont tracée, et que j'ai voulu être victime pour sauver mes compagnons.

« Je crains de n'avoir pu y parvenir, mais pour cela je ne me repens pas. De la vie à la mort il n'y a qu'un pas ; et ce pas je vais le franchir tranquille de corps et d'esprit.

« J'ai demandé de commander moi-même le feu de l'escorte ; je

ne lui appartient pas légitimement à lui seul, il doit aussi être étendu à Calomarde et Ferdinand, qui, du fond des résidences royales, ordonnaient l'effusion du sang humain avec une tranquillité et un calme qui aujourd'hui encore font frissonner.

serais content d'obtenir cette faveur. Si on me la refuse, je me soumets d'avance à tout, et que la volonté de Dieu s'accomplisse.

« Sois sûre que jusqu'à mon dernier souffle je t'ai aimée de tout mon cœur. Songe que cette vie est misérable et passagère, et que, pour longtemps que tu me survives, nous nous retrouverons dans le séjour des justes, où bientôt j'espère aller, et où sans doute tu reverras un jour celui qui te reste dévoué jusqu'à la mort.

« J.-M. DE TORRIJOS. »

CHAPITRE V

CHRISTINE ET DON CARLOS A LA GRANJA.

(Décembre 1831 à octobre 1832.)

De la succession au trône suivant les lois espagnoles. — La loi salique de 1713. — Pragmatique sanction de 1789. — Dispositions prises par Ferdinand durant la première grossesse de la reine Christine. — Naissance de la princesse Isabelle et de l'infante Marie-Louise. — Testament de Ferdinand. — Conduite de don Carlos. — Intrigues dirigées par doña Francisca et par la princesse de Beira. — Rôle de Calomarde. — Efforts de Christine pour se faire des partisans. — L'influence du parti apostolique est prédominante dans le palais. — Grave maladie de Ferdinand. — Situation respective de Christine et de don Carlos à la Granja. — Le ministre de Naples, Calomarde et le comte d'Alcudia. — Abattement de Christine. — Un codicille abrogeant la pragmatique sanction est arraché à Ferdinand en un moment où on le croit moribond.—Rétablissement du roi et arrivée à la Granja de l'infante Charlotte. — Formation d'un parti dit *christino*. — Chute de Calomarde. — Nomination d'un nouveau ministère (octobre 1832). — La reine Christine est nommée gouvernante générale du royaume pendant la maladie du roi (6 octobre). — Expédition en Portugal de don Pedro contre Miguel.— Les banquiers français et les émigrés espagnols, en présence des événements futurs qu'annonce la mort prochaine de Ferdinand VII, se lancent dans cette entreprise. — Concours donné à don Pedro par Mendizabal et Mina. — Prise d'Oporto.

De temps immémorial les femmes étaient appelées en Espagne à occuper le trône, quand venait à manquer la succession mâle directe, de préférence à tous les collatéraux. Isabelle la Catholique, Jeanne la Folle, qui régnèrent par leur propre droit et exercèrent le pouvoir en qualité de reines, non en qualité de régentes, attestent la perpétuité de

cet usage jusqu'à et pendant l'époque de la maison d'Autriche.

Lorsque Philippe V, sous la protection de Louis XIV, inaugura le règne de la dynastie des Bourbons, dominé par le désir d'assurer pour toujours à cette famille la conservation de la couronne et d'empêcher qu'un mariage ne la fît passer entre les mains d'une race rivale ou ennemie, il songea à détruire cet usage et à introduire dans la Péninsule la loi salique établie en France. Par un décret du 10 mai 1713, soumis à l'approbation du conseil d'Etat et du conseil de Castille, et approuvé par eux, quoique non sans difficulté, transformé ensuite en loi fondamentale du royaume par sa présentation aux Cortès, il fixa de la manière suivante les titres de ses descendants :

« Le prince des Asturies, Louis, mon très-aimé fils, est appelé à me succéder; à sa mort, son fils aîné, mâle légitime, puis ses fils et descendants mâles, issus de mâles légitimes et par ligne droite, tous nés de mariage légitime, suivant l'ordre de primogéniture et le droit de représentation, conformément à la loi de Toro; à défaut de fils aîné du prince et de tous ses descendants mâles, issus de mâles, qui doivent succéder dans l'ordre indiqué, la succession appartiendra au second fils mâle légitime et à ses descendants mâles issus de mâles légitimes. Au cas où viendraient à manquer intégralement toutes les lignes masculines du prince, de son enfant et de mes autres fils et descendants légitimes mâles, issus de mâles; si, par conséquent, il n'y a plus de mâle légitime de ma descendance entre les mains de qui la couronne puisse tomber en raison des appels antérieurs, alors seront appelées à la succession la fille et les filles du dernier mâle régnant, de celui en qui vient finir la descendance mâle et dont la mort détermine la vacance du trône, pourvu qu'elles soient nées en légitime mariage, l'aînée étant tou-

jours préférée à la cadette, et les droits de chacune passant à leurs enfants » (note E).

Ce n'était pas la loi salique dans toute sa simplicité, excluant formellement les femmes du trône; Philippe V n'aurait pu faire admettre cette exclusion dans le pays d'Isabelle la Catholique. Mais c'était un état qui donnait tant d'avantages à la descendance mâle, qu'il était presque permis de supposer que jamais une descendante de Philippe V ne pourrait transmettre comme un fief la couronne d'Espagne à une autre famille; et tel était le but auquel tendaient Louis XIV et Philippe V, peu préoccupés d'ailleurs des préventions favorables qui pouvaient exister en Espagne touchant la succession féminine.

La plus grande partie du dix-huitième siècle se passa sous le règne de la maison de Bourbon, sans que personne songeât à modifier en quoi que ce soit l'acte décisif de Philippe V, qui avait fixé l'ordre de succession au trône d'Espagne; mais à l'avénement de Charles IV, deux circonstances importantes poussèrent à obtenir sur ce point spécial une nouvelle décision des Cortès. Contrairement à une des clauses de l'acte de 1713, Charles IV n'était pas né et n'avait pas été élevé en Espagne : cette circonstance pouvait être invoquée contre lui, et les habiles ministres qui tenaient alors les rênes de l'Etat, Campomanes et Florida Blanca, étaient jaloux d'effacer autant qu'il dépendait d'eux cette tache originelle. Puis la famille royale, par deux de ses rejetons, l'infante doña Carlota, mariée au prince du Brésil don Juan, et l'infant don Gabriel, marié à doña Mariana de Portugal, avait jeté de profondes racines à Lisbonne, et les hommes d'Etat prévoyants apercevaient dans le lointain une éventualité possible qui permettrait l'union de toute la Péninsule sous le même sceptre. Ces dispositions, combinées avec les préventions en faveur de la succession féminine, qui jusqu'alors

avaient toujours existé en Espagne, déterminèrent en 1789 un acte important, qui avait pour but de modifier complétement l'acte de Philippe V.

Les Cortès, réunies à Madrid le 30 septembre 1789, sur la proposition du comte de Campomanes, adressèrent au roi la demande suivante :

« Sire, la loi 2 du titre V de la partida II dispose tout ce qui s'est observé de temps immémorial et doit s'observer en ce qui concerne la succession de ces royaumes.... Les Cortès demandent à Votre Majesté que, malgré la nouveauté contenue dans l'acte de Philippe V, vous ordonniez qu'on observe et qu'on garde perpétuellement dans la succession de la monarchie cette coutume immémoriale ; qu'elle soit publiée comme loi et pragmatique faite et signée au milieu des Cortès, et que procès-verbal soit dressé de cette résolution, aussi bien que de la dérogation de l'acte de Philippe V.

« La loi 2 du titre V de la partida II établissait que le droit à l'héritage appartenait d'abord aux descendants en ligne directe ; qu'à défaut de postérité mâle la fille aînée était appelée à la succession ; que si le fils aîné venait à mourir, laissant une postérité mâle ou féminine, ses enfants, fils ou fille, étaient appelés à la succession ; qu'à défaut de tous ces héritiers, la succession passait au plus proche parent » (note F).

Comme cette détermination des Cortès avait été prise à la requête des ministres de la couronne, et comme il y avait accord unanime entre le gouvernement et les députés de la nation, le roi répondit à la sollicitation des Cortès par la promesse de publier la pragmatique sanction dans les formes requises; mais la crainte de susciter à sa politique quelques embarras avec la famille royale de France le détermina à ne pas la promulguer immédiatement, et cette pragmatique non publiée resta entre les mains du pouvoir royal

comme un de ces instruments légaux qu'une habile prévoyance garde à sa disposition pour un cas d'extrême nécessité.

Nous avons vu, à propos de la constitution de 1812, que les Cortès de Cadiz, fidèle écho de leurs devancières de 1789, avaient maintenu les droits de la succession féminine, donnant ainsi une preuve éclatante du fidèle attachement que gardait la nation à ses anciens usages.

Pendant le long règne de Ferdinand, la question de succession s'était déjà présentée à ses yeux, en 1817, quand la reine Isabelle de Bragance mit au monde la princesse Marie-Isabelle-Louise. Mais les médecins ayant annoncé que cette enfant ne vivrait pas, et la mort l'ayant enlevée à l'âge de six mois, on jugea plus prudent de ne prendre aucune décision sur ce point délicat; la même politique fut suivie avec une certaine apparence de fondement pendant la seconde grossesse de la jeune reine; on prévoyait déjà que la nation avait fondé en vain sur elle de grandes espérances, et qu'elle succomberait avant d'avoir atteint le terme prescrit par la nature. Plus tard, la stérilité de la reine Amélie vint donner une consistance chaque jour plus grande aux droits que l'acte de Philippe V et la pragmatique de 1789 attribuaient également à l'infant don Carlos; mais le jour où fut signalée la grossesse de la reine Christine, la question prit à l'instant une gravité extraordinaire; si cette princesse mettait au monde un fils, aucun doute ne pouvait exister : il était l'héritier direct de la couronne. Mais si c'était une fille, quel serait l'ordre de succession? Suivrait-on l'acte de Philippe V ou la pragmatique non promulguée de 1789? Les amis de don Carlos prétendaient que la question même ne pouvait pas être posée; les Cortès de 1789 n'avaient pas le pouvoir, suivant eux, de lui contester un droit qu'il avait acquis par le fait même de sa naissance antérieure à la prag-

matique (29 mars 1788). Aux termes des lois fondamentales de l'Espagne, il était l'unique héritier de la couronne si la reine Christine mettait au monde une fille, de même que la naissance d'un fils le dépouillait de son privilége.

On ne saurait nier, tant que la pragmatique n'était pas publiée, que la prétention de don Carlos ne fût conforme à la législation même du pays ; mais ses droits disparaissaient le jour même où la volonté royale, ajoutant la promulgation à la décision déjà prise par les Cortès de 1789, viendrait donner force de loi à cette dernière.

Aussitôt donc qu'apparurent les premiers symptômes pouvant faire présager à Ferdinand une succession directe, les droits de don Carlos à la couronne d'Espagne devinrent dans le palais et parmi toute la nation l'objet de l'attention générale ; les apostoliques, qui fondaient sur son avénement de grandes espérances, se mirent à surveiller avec le plus grand soin tous les actes de la couronne qui pouvaient porter préjudice à l'objet de leur prédilection ; et par une réaction naturelle tous ceux qui aspiraient à une modification de la politique dans un sens plus modéré et plus libéral se trouvèrent d'accord pour éloigner l'éventualité fâcheuse dont ils se sentaient menacés. Il ne fallut pas à la reine Christine un long séjour à Madrid pour comprendre qu'elle n'avait à attendre pour elle et pour ses enfants qu'une hostilité systématique de la part des royalistes apostoliques, tandis qu'au contraire tous les modérés et tous les libéraux avaient intérêt à lui tendre la main, à la servir et à l'aider.

Profitant de sa jeunesse et de sa beauté, de l'ascendant que son mérite lui donnait sur Ferdinand, de la présence du roi et de la reine de Naples, ses père et mère, Christine obtint de son époux, quatre mois après la célébration de son mariage, le 29 mars 1830, la promulgation de la pragmatique sanction de 1789, et par cette habile mesure, à laquelle

Calomarde lui-même donna sa signature au grand chagrin des apostoliques, toutes les incertitudes furent levées. La succession légalement devait passer à la descendance directe de Christine, qu'elle mît au monde indifféremment un fils ou une fille.

Pour mieux manifester sa volonté, et afin de ne laisser aucun doute sur ses intentions royales, qui dans une monarchie absolue comme la sienne devaient avoir un si grand poids, Ferdinand, tourmenté d'ailleurs par de fréquents accès de goutte, et croyant déjà sa fin prochaine, voulut consigner dans un testament solennel ses dernières dispositions. Le 12 juin 1830, en présence du ministre de grâce et justice, de plusieurs de ses collègues et des témoins imposés par la loi, il consigna ainsi l'expression de ses derniers vœux. La reine Christine était nommée tutrice et curatrice de ses enfants; elle devait, en qualité de régente et de gouvernante, administrer le royaume jusqu'à ce que l'aîné d'entre eux eût atteint l'âge de dix-huit ans; un conseil de régence devait l'aider à prendre les graves déterminations; ce conseil était composé des personnages suivants : le cardinal Marco, le marquis de Santa Cruz, le duc de Medina Cœli, Castaños, le marquis de las Amarillas; le doyen du conseil de Castille, don José Maria Puig; et le ministre du conseil des Indes, don Francisco Javier Caro. En cas d'absence, de maladie ou de mort, leurs fonctions devaient être remplies par les autres personnages choisis à titre de suppléants suivant l'ordre dans lequel ils étaient nommés : don Tomas Arias, le duc d'Infantado, le comte d'Espagne, don José de la Cruz, Nicolas Garelly, et don José Maria Hevia y Noriega; le comte d'O'Falia, et à son défaut Zea Bermudez, devait exercer les fonctions de secrétaire de ce conseil de régence, appelé à administrer directement le royaume en cas de décès de la reine Christine. En même temps qu'il désignait ainsi comme hé-

ritier direct du royaume le fils ou la fille issue de son mariage légitime, Ferdinand lui léguait également l'intégralité de ses biens, parmi lesquels il signalait un dépôt de 500 millions de réaux[1] fait à la banque de Londres, dont il distrayait seulement le cinquième en faveur de sa veuve.

Il y a lieu de s'étonner, en parcourant la liste des membres choisis par Ferdinand pour constituer le conseil de régence, de l'importance qu'il accordait déjà à cette époque à l'élément modéré; Castaños, le marquis de las Amarillas, don José Maria Puig, Caro étaient des Espagnols indépendants qui, tout en respectant les traditions de leur pays, avaient prouvé par toute leur existence qu'ils ne sympathisaient pas avec les excès d'une réaction violente; ils étaient membres titulaires du conseil de régence; Ferdinand reléguait, au contraire, parmi les suppléants les personnages les plus marquants du parti apostolique, et il donnait le maniement des affaires, c'est-à-dire le secrétariat du conseil, aux deux représentants les plus marquants du royalisme modéré : le comte d'O 'Falia et Zea Bermudez.

De telles nominations prouvent combien son esprit était déjà préoccupé des prétentions dangereuses de don Carlos et des efforts de son parti. Lorsque vint au monde la princesse Marie-Isabelle (10 octobre 1830), conformément à ces déterminations, Ferdinand ordonna que les honneurs consacrés par l'étiquette en faveur du prince des Asturies lui fussent immédiatement rendus; il aurait voulu par ces témoignages irrécusables assurer ainsi à sa descendance le trône qu'il occupait, mais il avait contribué lui-même à donner en Espagne une force extraordinaire aux apostoliques, et il ne dépendait plus de lui de diriger à son gré toute

[1] D'où provenait ce capital, que l'historien ne peut s'empêcher de comparer avec la détresse du trésor espagnol?

la force de ce parti : son frère s'en était emparé et l'exploitait déjà à son profit personnel.

Don Carlos, en présence de la conduite du roi à son égard, manifestait aux yeux de ses partisans la ferme intention de ne contrarier en rien la volonté de Ferdinand VII de son vivant; mais en même temps il maintenait avec conviction morale tous ses droits, et soutenait que son père lui-même n'aurait pu lui enlever les avantages qui lui incombaient par le fait seul de sa naissance. Telle était la ferme attitude dans laquelle il se maintenait; moins prudentes dans leurs démarches et dans leurs actions, sa femme doña Francisca et sa belle-sœur la princesse de Beira transmettaient avec énergie à tous leurs fidèles partisans la passion dont elles étaient animées. Elles échauffaient les imaginations, excitaient les dévouements et promettaient des récompenses à quiconque les aiderait à atteindre l'objet de leurs vœux, en même temps qu'elles affectaient toujours une profonde sympathie pour les zélés défenseurs de la religion catholique et du régime absolu.

En face de ces deux princesses énergiques et altières, la situation de la reine Christine au palais était très-difficile, quoiqu'elle y fût appuyée par sa sœur la princesse Charlotte, femme de l'infant don François de Paule; elle chercha à se faire des partisans, soit au sein de l'armée, soit parmi les volontaires royalistes eux-mêmes. Ses premières démarches dans cette direction ne furent pas couronnées de succès; elle dut s'avouer à elle-même que l'influence de don Carlos était très-puissante dans tout le palais, et qu'il exerçait une action prédominante sur tous les principaux personnages de l'Etat.

En vain elle essaya par une flatterie adroite de se concilier par un serment secret les chefs des principaux régiments en leur offrant des bannières brodées par elle-même;

en vain la naissance d'une seconde fille, Marie-Louise (30 janvier 1832), vint-elle assurer par un nouveau gage la succession directe de Ferdinand; en vain avait-elle obtenu la suppression de l'ignoble potence et son remplacement par un genre de supplice plus rapide et causant moins de souffrances, tout annonçait autour d'elle que don Carlos était considéré comme le futur maître des destinées de la nation espagnole. Comme jusqu'à ce jour elle n'avait donné aux libéraux aucun gage, comme par aucune disposition elle n'avait encore manifesté son intention de s'appuyer sur eux, elle ne pouvait guère compter que sur quelques courtisans adroits, habiles à prévoir les vicissitudes de la politique et ménageant en elle une force vive qui pouvait, suivant les circonstances, être appelée à disposer un jour du pouvoir. Si elle avait pu empêcher les exécutions de Pampelune après le désastre de Vera et la terrible fusillade de Malaga, peut-être l'alliance déjà pressentie entre elle et l'élément libéral se serait-elle cimentée; mais tout se bornait encore à des espérances, à des aspirations, et au moment même où ils espéraient par la force, avec les ressources du dehors, triompher du système de Ferdinand, les libéraux se souciaient peu d'un lien qui les aurait compromis avec sa famille; ils furent plus accessibles à la transaction, quand l'abandon du gouvernement français, la dispersion des émigrés, les triomphes de Llauder et de Gonzalez Moreno, l'attitude des populations les eurent persuadés que le succès de la révolution de juillet en France n'avait pas modifié leur propre situation, et qu'il leur fallait vaincre avec leurs seules ressources.

Calomarde pendant ce temps cherchait au palais à se faire l'arbitre de la situation; confident du roi, mais au fond favorable au parti apostolique, qui seul pouvait le maintenir au pouvoir, il aspirait, sans froisser directement la volonté

de son maître, à se faire pardonner la conduite qu'il avait tenue à l'époque de la guerre des agraviados et au moment de la promulgation de la pragmatique sanction. En attendant que les circonstances lui fournissent une occasion favorable de se faire bien venir de don Carlos, il avait soin de faire confier les principaux postes de l'État à des hommes qui lui fussent entièrement dévoués : le ministre d'État, Gonzalez Salmon, bien disposé en faveur de la reine, étant venu à mourir, il avait conseillé au roi de lui donner pour successeur un personnage tout à fait soumis à son influence, le comte d'Alcudia (janvier 1832). L'arrivée de cet homme d'État dans le ministère, combinée avec les craintes que l'expédition de Torrijos avait fait concevoir à Ferdinand, avaient complétement détourné le monarque de la voie de modération dans laquelle il était entré avant juillet 1830; les commissions militaires fonctionnaient avec une nouvelle activité, et le nombre des victimes excitant l'esprit de spéculation, un décret était venu régler les droits dont les moines pouvaient jouir sur les suaires des condamnés.

Calomarde était d'autant plus puissant que les facultés intellectuelles de Ferdinand déclinaient chaque jour davantage sous l'influence de la maladie : les attaques de goutte devenaient de plus en plus fréquentes; le roi changeait en vain de résidence pour trouver la santé; il traînait son mal avec lui. Quoiqu'il ne fût âgé que de quarante-huit ans, on s'attendait à chaque instant à le voir s'éteindre dans l'un quelconque des violents accès de son mal, et cette incertitude au milieu des violentes passions qui s'agitaient autour de lui maintenait toute la cour dans un état de surexcitation continue.

Dans les premiers jours de juillet 1832, les médecins annoncèrent que la maladie avait pris un caractère alarmant, et que la vie du roi était vraiment menacée; la cour était

alors réunie à la Granja; gravement préoccupée de voir arriver sitôt le moment fatal, la reine ne quittait pas le chevet du lit de son époux, et surveillait elle-même tous les soins que nécessitait la gravité de son état. Don Carlos, doña Francisca et la princesse de Beira avaient accompagné leur frère et beau-frère ; l'infant Sébastian, nouvellement marié à la princesse Amélie, se trouvait également auprès d'eux avec sa jeune épouse.

Peu à peu, pendant les mois de juillet, d'août et les premiers jours de septembre, l'état du monarque empirant, on vit se dessiner à la Granja l'influence croissante des amis de don Carlos. Tandis que la partie du palais où ce prince était installé se trouvait assaillie par une foule de courtisans empressés à rendre leurs hommages à ceux qu'elle considérait comme les futurs dépositaires de l'autorité; que doña Francisca se donnait déjà publiquement des airs de reine; que ses principaux conseillers, l'évêque de Leon, le jésuite Carranza, disposaient déjà des plus hautes fonctions de l'Etat, Christine, presque abandonnée auprès du malade, se voyait réduite à l'isolement. Enervée par les soins qu'elle avait elle-même prodigués à son époux, effrayée de la responsabilité qui pesait sur elle, privée des conseils énergiques qui auraient pu relever son moral dans ces tristes circonstances, elle se laissait aller au découragement et se sentait impuissante à vaincre les obstacles qui paraissaient devoir empêcher l'avénement de sa fille au trône d'Espagne.

Elle en vint bientôt jusqu'à supposer que ses jours et ceux de ses enfants étaient en danger au cas où le roi viendrait à exhaler le dernier soupir ; et, dans le désir de faciliter au moins sa libre sortie pour une terre étrangère, elle supplia le roi de faire prendre les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de sa dernière volonté. Exauçant sa prière, Ferdinand fit appeler le 17 septembre au chevet de son lit le

ministre de grâce et justice et lui demanda quelles mesures il comptait prendre à ses derniers moments. C'était une difficile situation pour ce ministre, qui déjà dans ses combinaisons égoïstes avait fait pencher la balance en faveur de don Carlos devant l'unanimité des courtisans. Calomarde déclara qu'à son avis le royaume entier se déclarerait immédiatement pour don Carlos, qu'il serait acclamé par les volontaires royalistes et par l'armée, et que la succession directe ne pourrait être soutenue que de l'aveu et du consentement de l'infant lui-même, si une part lui était faite dans la direction de l'Etat. Ses raisons furent appuyées par l'évêque de Leon, et le roi confia au comte d'Alcudia le soin de préparer un décret qui, durant sa maladie, assurait le maniement des affaires à la reine Christine, en lui donnant pour conseiller l'infant don Carlos.

De la chambre royale le comte d'Alcudia passa aussitôt dans les appartements de ce prince et lui communiqua le projet de décret : don Carlos, par quelques mots très-brefs, refusa la position qui lui était faite.

En présence de ce refus, Calomarde conseilla au roi d'élever l'infant à la dignité de corégent de la reine Christine, sous la condition qu'il s'engagerait formellement à soutenir les droits d'Isabelle. Ferdinand et son épouse accueillent cette combinaison; le comte d'Alcudia rédige alors un nouveau décret dans ce sens et le porte à l'infant, dont la réponse nette et catégorique fut que sa conscience et son honneur ne lui permettaient pas d'abandonner les droits que Dieu lui-même lui avait concédés.

Devant une semblable attitude de son beau-frère, Christine ne pouvait plus mettre en doute l'opposition absolue que rencontrerait l'exécution des dispositions testamentaires de Ferdinand. Un dernier espoir lui restait : le corps diplomatique; elle s'adressa à l'ambassadeur de Naples An-

tonini, en qui elle croyait pouvoir placer sa confiance en sa qualité d'envoyé de sa propre famille ; mais là encore, loin de trouver le moindre appui moral, elle ne rencontra qu'un nouveau motif de découragement. La cour de Naples, de même que le cabinet de Paris, était hostile à la pragmatique sanction, et l'ambassadeur avait ordre de mettre tout en œuvre pour la faire annuler : l'intérêt dynastique des Bourbons dominait, pour ces hommes d'Etat, toute autre considération politique.

On était arrivé au 18 septembre et l'état du roi annonçait un dénoûment prochain. Calomarde, l'évêque de Leon et le comte d'Alcudia, sous le prétexte du bien public, conspirent ensemble pour obtenir du roi un codicille par lequel il abrogeait la pragmatique sanction de 1789. Ferdinand, sur le lit de mort, affaibli par la maladie, se retourne auprès de Christine et cherche dans ses yeux l'explication de la mesure qu'on veut lui arracher ; la reine ne s'y oppose pas ; affaiblie et découragée, elle donne foi aux allégations de ses plus mortels ennemis, et laisse enfin signer par son époux le document fatal, puis reprend auprès de lui son triste office de garde-malade, croyant par cette abnégation, qui pouvait priver sa fille du trône, avoir conquis au moins la paix et la tranquillité de l'âme.

Par cette habile manœuvre, Calomarde espérait se réhabiliter aux yeux du parti apostolique et recouvrer la confiance de don Carlos. Cet acte cependant n'était pas légal, car le roi seul ne pouvait abroger une pragmatique dont la principale vertu résidait dans le vote des Cortès. Aussi, quand le codicille fut adressé à Madrid aux personnages qui devaient concourir à sa promulgation, et qui se trouvaient en dehors de l'atmosphère de la Granja, il fut accueilli avec la plus grande réserve. Le doyen du conseil de Castille, don José Maria Puig, le ministre de la guerre marquis de Zam-

brano refusèrent de lui donner cours jusqu'à la mort du roi, et s'opposèrent autant qu'il fut en leur pouvoir à la publicité anticipée que s'efforcèrent de lui donner les carlistes.

Après la signature du codicille, Ferdinand resta quelque temps dans un sommeil léthargique qui pouvait presque se confondre avec la mort; les médecins ne désespéraient pas encore, mais employaient des remèdes de plus en plus énergiques qui brisaient toutes les forces du malade. On était convaincu au palais que sa dernière heure était arrivée ; et tandis que les serviteurs de Christine préparaient silencieusement les bagages de leur maîtresse, qui avait résolu de fuir à l'étranger, les courtisans saluaient publiquement don Carlos du titre de Majesté, lui décernaient à l'avance le surnom de *Pieux*, s'empressaient auprès de doña Francisca et de la princesse de Beira qui ne cherchaient point à dissimuler leur extrême allégresse, et saluaient enfin dans l'évêque de Leon et le père Carranza les prochains ministres du nouveau règne théocratique.

Sur ces entrefaites, et tandis que le roi résistait à la maladie avec une énergie qui permettait déjà de compter sur un rétablissement au moins temporaire, se présente à la Granja l'infante Charlotte, la femme de l'infant don François de Paule, princesse d'un esprit décidé et très-passionnée pour sa sœur, dont elle avait préparé le mariage ; instruite de la tournure qu'avaient prise les événements, elle comprend aussitôt que Christine a été victime des menaces d'intimidation dirigées contre elle, et sans même réfléchir à la portée de ses actes, entraînée par un noble sentiment, elle entreprend par sa seule énergie de sauver la succession directe. Elle commence à rendre à sa sœur toute la force morale qu'elle avait perdue, puis elle appelle dans la chambre royale le ministre Calomarde, lui reproche avec véhémence son indigne conduite, et va même, dit-on, jusqu'à lui appli-

quer un soufflet, que le ministre reçut avec une certaine humilité, en répétant ce mot resté célèbre : « Des mains blanches ne déshonorent pas[1]. » Le comte d'Alcudia est également blâmé des fausses terreurs qu'il a répandues. On attaque avec véhémence la peinture de l'Espagne, telle qu'elle avait été faite par ces deux personnages, assistés de l'évêque de Leon, et sitôt que Ferdinand peut sortir de son état léthargique, il est prévenu des manœuvres frauduleuses au moyen desquelles le codicille a été arraché à sa signature.

La décision de la princesse Charlotte changea comme un coup de théâtre la disposition générale des esprits ; quand on apprit à Madrid le délaissement dans lequel était restée à la Granja la reine Christine, il y eut dans les classes élevées une explosion de sentiments chevaleresques en sa faveur ; les jeunes gens appartenant aux plus grandes familles allèrent lui offrir leurs services à la Granja, et il se forma aussitôt autour de sa personne le noyau d'un parti qui, de son nom, s'intitula hautement *christino*. Calomarde se sentit perdu et comprit que désormais sa fausse situation n'était plus tenable. A peine reprit-il l'usage de la parole, le roi s'enquit immédiatement de l'impression qu'avait causée dans le pays la nouvelle de son mal, et en apprenant qu'aucun soulèvement n'avait eu lieu en faveur de don Carlos, il prit la décision de maintenir le trône à sa descendance directe.

Une véritable révolution s'était accomplie au chevet du monarque, et les résultats commencèrent à s'en faire sentir aussitôt qu'il y eut certitude que la santé de Ferdinand se raffermirait au moins pendant quelque temps. On songea à

[1] Suivant les christinos, l'infante Charlotte arracha des mains de Calomarde l'original même du codicille et le déchira en petits morceaux ; suivant les carlistes, Calomarde put le soustraire à sa fureur, et jusqu'à ses derniers moments, même en exil, le garda en son pouvoir sans jamais vouloir s'en dessaisir.

éliminer successivement de tous les hauts postes de l'Etat les partisans avoués ou secrets de l'infant don Carlos, et les ministres coupables furent, comme de raison, les premiers sacrifiés. Le 1er octobre 1832, un décret signé par Ferdinand déchargea de leurs portefeuilles Calomarde et le comte de Alcudia, Salazar, et Ballesteros lui-même, qui s'était tenu sagement à l'écart; et il appela don Francisco Zea Bermudez au ministère d'Etat, don José Cafranga à celui de grâce et justice, don Angel Laborde à la marine, et don Victoriano de Encina y Piedra aux finances. Le ministre de la guerre, marquis de Zambrano, qui avait manifesté son opposition à la promulgation du codicille, était remplacé aussi à la guerre par don Juan Antonio Monet; mais loin de tomber en disgrâce, on lui confiait dans ces difficiles circonstances le poste important de capitaine général de la Nouvelle-Castille.

Cinq jours après, quand le nouveau ministère se trouva définitivement constitué, un nouveau décret, plus explicite encore que le précédent, accordait à la reine seule la signature pour tout le temps de la maladie du roi. Christine tenait entre ses mains l'autorité suprême, avec le droit de l'exercer dans le but avoué d'assurer à sa fille le trône d'Espagne.

On se fera facilement une idée de l'impression douloureuse avec laquelle les carlistes, tout à l'heure si assurés du succès, durent assister à ce revirement inattendu; la retraite de Calomarde fut surtout pour eux un coup fatal, car ce ministre, tout en paraissant rester fidèle à Ferdinand, préparait avec la plus dangereuse sagacité tous les éléments nécessaires pour que don Carlos fût reconnu sans difficulté. A la tête des capitaineries générales les plus importantes se trouvaient des hommes comme Eguia, le comte d'Espagne, Gonzalez Moreno, José O'Donnell, amis dévoués

du parti apostolique ; les places les plus fortes étaient occupées par d'anciens chefs de bande, comme Sampère, Romagosa, Santos Ladron ; et la police entière du royaume fonctionnait exclusivement en haine des libéraux, en faveur des carlistes. Tout cet échafaudage si habilement construit allait être renversé d'un coup, et peut-être Ferdinand vivrait-il assez pour donner aux christinos tout le temps d'organiser pour eux-mêmes le pouvoir central.

Calomarde, déchargé du ministère, avait été d'abord relégué par le roi dans son village natal, à Olva d'Aragon ; il s'y rendit et y vécut quelque temps d'une manière ostensible ; mais ses manœuvres secrètes, ses relations avec tout le clergé espagnol faisaient de lui un personnage trop dangereux. Le ministère décida qu'il serait enfermé dans la citadelle de Minorque et privé de toute communication avec le dehors ; un silence complet aurait dû précéder l'exécution de cette mesure, mais elle fut divulguée. Calomarde fut prévenu à temps par de hauts prélats ; il s'enfuit d'Olva, resta caché pendant quelque temps dans le couvent des franciscains de Hijar, puis parvint enfin, sous un costume de moine et à force de corruption, à se réfugier sur le territoire français. L'ex-ministre établit sa résidence à Toulouse, où il vécut jusqu'en 1842, triste, affecté, mécontent de lui-même, également odieux aux deux partis qui allaient se disputer le triomphe en Espagne, et n'ayant su conquérir pendant sa longue traversée au pouvoir que la haine de ses concitoyens et le mépris de la postérité.

Aucune agitation vraiment sérieuse n'avait eu lieu dans les provinces pendant les graves moments où Ferdinand VII avait passé pour mort. La Castille avait été remuée par des circulaires du capitaine général José O'Donnell, ostensiblement favorables à don Carlos ; en Catalogne, le comte d'Espagne avait chargé le colonel Segarra de parcourir tous les

villages pour leur annoncer prématurément la grande nouvelle; à Carthagène, un régiment tout entier avait été harangué ouvertement contre la succession directe par son chapelain. Mais là s'étaient bornés tous les témoignages de l'effervescence publique.

Des événements non moins graves s'étaient accomplis en Portugal, et par l'action immédiate qu'ils exerçaient sur les destinées de l'Espagne ils méritent de fixer notre attention. Depuis 1828, l'infant don Miguel était revêtu dans ce pays de l'autorité suprême; d'abord investi des fonctions de régent, aux termes de la charte octroyée par son frère don Pedro, il avait abusé de son autorité pour miner peu à peu le terrain ; et dès que le moment lui avait paru opportun, il s'était approprié l'exercice complet de la souveraineté et avait forcé sa nièce, doña Maria da Gloria, à se réfugier en Angleterre, où ses droits avaient été pleinement reconnus par le gouvernement anglais. Les provinces de terre ferme s'étaient soumises à don Miguel, mais dans les îles Açores l'autorité de la jeune reine s'était maintenue, et de là les chartistes, ou partisans de don Pedro, continuaient à inquiéter leur adversaire. Ferdinand s'était empressé de reconnaître officiellement celui qui lui rendait le service de détruire à Lisbonne le régime constitutionnel, et quoique son exemple n'eût pas trouvé d'imitateurs en Europe, où don Miguel était généralement considéré comme un usurpateur, le cabinet de Madrid persistait dans cette voie, qui seule lui semblait conforme à ses véritables intérêts.

Tous les diplomates espagnols accrédités auprès des puissances étrangères, O'Falia à Paris, Zea Bermudez à Londres, Cordoba à Berlin, avaient pour mission de faire accepter le nouveau souverain par toutes ces cours, et de le faire peu à peu admettre dans le concert européen ; mais, pour faciliter ce résultat, il eût fallu que don Miguel se résignât à suivre

un système politique régulier et modéré ; loin de là, sans aucun ménagement pour les personnes et les propriétés, furieux de l'opposition qu'il rencontrait de toutes parts, il remplissait les prisons, traînait aux galères une partie de la population, et suivait à Lisbonne le triste exemple que lui donnait le comte d'Espagne en Catalogne. Aussi la terreur était-elle l'unique base de son autorité, et pouvait-on justement supposer que le moindre effort parviendrait à le renverser.

Déjà deux fois l'usurpateur avait eu à subir une rude humiliation ; d'abord il lui avait fallu céder aux exigences de l'Angleterre ordonnant la mise en liberté de quelques-uns de ses nationaux. Plus tard, sur son refus d'accorder à M. Casimir Périer les justes réclamations qu'il lui adressait au nom de la France, l'amiral Roussin avait forcé l'entrée du Tage, avait fait prisonnière dans ses propres eaux toute l'escadre portugaise, avait éteint le feu des forts qui la protégeaient, et devant les quais de Lisbonne avait contraint les ministres de don Miguel à venir signer sur son vaisseau une convention qui assurait à la France la réparation de tous les torts dont elle se plaignait légitimement.

Les malheureux Portugais, qui n'avaient point à leurs dispositions les canons de la France et de l'Angleterre, attendaient avec impatience un sauveur ; mais ils étaient tellement démoralisés par les persécutions, qu'ils se sentaient eux-mêmes incapables du moindre effort. Un événement inespéré ayant décidé l'empereur don Pedro à abdiquer en faveur de son fils, la couronne du Brésil vint cependant les tirer tout à coup de leur torpeur.

Ce prince, naturellement disposé pour les entreprises aventureuses, avait gardé au fond de son cœur un profond ressentiment contre son frère don Miguel pour avoir expulsé du Portugal sa fille doña Maria et renversé la charte qu'il

avait établie. Sous cette impression, à peine eut-il assuré la couronne du Brésil sur la tête du successeur qu'il avait choisi, qu'il s'embarqua pour l'Europe, décidé à tenter la force des armes pour rétablir doña Maria à Lisbonne.

Don Pedro se rendit d'abord à Paris, où il fut favorablement accueilli par le gouvernement français et par les émigrés espagnols et portugais. Les mêmes hommes qui, après 1830, avaient fait de si vains efforts pour envahir l'Espagne septentrionale jugèrent facilement exécutable le projet de don Pedro et lui offrirent leur concours pour mener à bien son entreprise, dans la pensée que le triomphe de la liberté en Portugal rejaillirait forcément sur l'Espagne. Le général Espoz y Mina offrit généreusement l'appui de son ardent courage, de son active persévérance et de sa vieille expérience; Mendizabal mit en œuvre sa dévorante activité et le don spécial que la nature lui avait donné pour trouver des ressources de tout genre. Grâce au prestige qui en peu de temps à Londres et à Paris vint entourer l'entreprise de don Pedro, sous la seule garantie de la régence installée dans les îles Açores, un emprunt de 100000 livres sterling fut souscrit par la maison Ardoin; des navires furent achetés, une petite escadre fut bientôt en état de mettre à la voile; quelques régiments furent équipés, et une expédition, organisée d'abord à Plymouth, puis à Belle-Isle, se dirigea sur les Açores, d'où, au mois de juillet 1832, elle se transporta enfin sur les côtes du Portugal.

Don Pedro commandait lui-même l'expédition; il comptait beaucoup de partisans dans la cité d'Oporto, et entretenait des relations avec le chef qui la gouvernait. Il n'eut qu'à se présenter (8 juillet), et la ville fut immédiatement et sans défense remise entre ses mains. L'importance d'Oporto, la seconde cité du royaume, donnait une grande valeur à ce premier succès; mais son exemple ne fut pas suivi par le

reste du pays : l'armée resta fidèle à don Miguel, et celui-ci se trouva bientôt assez fort pour enfermer son frère dans les murs d'Oporto et le bloquer par terre et par mer. En outre de ses ressources personnelles, il croyait pouvoir compter sur un corps d'armée que le gouvernement espagnol avait mis en observation à la première nouvelle du débarquement des constitutionnels, et dont il avait de nouveau confié le commandement au général Saarsfield ; mais les événements de la Granja contribuèrent à éloigner ce corps de la frontière, et une des principales divisions qui le composaient, celle du général Pastor, fut instantanément rappelée dans les environs de Madrid : elle était chargée d'assurer l'exécution des décrets qui remettaient le pouvoir aux mains de Christine.

Pendant près d'une année, les deux frères devaient rester face à face l'un de l'autre à la tête de leurs partisans respectifs : l'un maître nominal du royaume entier et cherchant à subjuguer la ville rebelle autour de laquelle il avait établi un blocus rigoureux ; l'autre appuyé sur la seule cité d'Oporto, à la tête d'une petite armée d'environ 6 000 hommes, décidé à sortir triomphant de la difficile entreprise dans laquelle il s'était engagé.

Les partisans de don Pedro avaient compris que le seul moyen de triompher était d'attirer de divers côtés à la fois l'attention de l'adversaire, afin de faciliter à leurs propres partisans, disséminés dans tout le territoire, les moyens de s'unir et de s'entendre ; aussi, tandis que le père de doña Maria se maintenait dans Oporto, on préparait soigneusement en Angleterre une nouvelle expédition destinée aux Algarves et à l'Alentejo ; les préparatifs ne devaient en être achevés que dans la seconde moitié de l'année suivante. D'ici là les esprits restaient en suspens en Portugal entre don Miguel et doña Maria, comme ils commençaient déjà à l'être en Espagne entre don Carlos et Christine.

CHAPITRE VI

LE DESPOTISME ÉCLAIRÉ DE ZEA BERMUDEZ.

(Du 16 octobre 1832 au 29 septembre 1833.)

Christine sent la nécessité de s'appuyer sur le parti libéral pour triompher des prétentions de don Carlos. — Décret d'amnistie. — Ouverture des Universités. — L'évêque de Leon est renvoyé dans son diocèse. — Llauder en Catalogne remplace le comte d'Espagne. — Séditions diverses par lesquelles le parti apostolique manifeste son mécontentement : au Ferrol, à Santiago, à Valence, à Madrid, à Leon. — Organisation d'une régence secrète. — Le roi reprend la signature et donne sa sanction à tous les actes de la reine Christine. — Il modifie le ministère dans un sens moins libéral, mais il prend certaines précautions contre les menées de don Carlos. — Ligne politique suivie par Zea Bermudez; son despotisme éclairé. — Envoi en Portugal de Luis Fernandez de Cordoba; rôle difficile que ce diplomate a à remplir. — Protection constante accordée à don Miguel par le gouvernement espagnol. — Ferdinand lui demande de rappeler à Lisbonne la princesse de Beira. — Il y consent. — Don Carlos manifeste le désir d'accompagner sa belle-sœur. — Son départ en Portugal. — Correspondance échangée entre les deux frères. — Proclamation de l'infante Isabelle comme princesse des Asturies. — Protestation officielle de don Carlos. — Alliance de don Miguel et de don Carlos. — Ils identifient leur cause à celle des apostoliques. — Succès obtenus par don Pedro et triomphe définitif de son expédition. — Ses troupes entrent victorieuses à Lisbonne. — Efforts des partisans de don Carlos en Catalogne, dans les provinces basques, à Madrid. — Les libéraux se maintiennent dans un état d'observation. — Mort de Ferdinand VII. — Sa longue administration n'aboutit qu'à l'organisation de tous les éléments d'une guerre civile de sept années.

La chute de Calomarde avait été le signal d'une modification complète non-seulement dans la marche du gouvernement, mais encore dans les tendances générales de l'opinion publique en Espagne.

En effet, tandis que Ferdinand, éclairé sur les intentions de son frère et sur les dispositions du parti apostolique, avait compris que sa descendance directe aurait à subir de leur part une terrible attaque, un généreux mouvement avait entraîné à la Granja, auprès de Christine, les principaux représentants de la haute aristocratie qui aspiraient à un système politique plus éclairé, plus conforme aux progrès des sociétés modernes. Ce premier symptôme annonçait que le parti libéral tout entier consentirait à prendre sous sa protection la fille de Ferdinand VII, pour peu que certaines concessions lui fussent accordées.

Il ne manqua point de conseillers intelligents auprès de la reine Christine pour lui faire comprendre cette situation, et leurs avis donnèrent naissance à deux décrets qui reçurent dans la Péninsule deux accueils bien différents. Ils excitèrent la plus extrême allégresse chez tous ceux qui, de près ou de loin, se rattachaient au grand parti libéral, et ils soulevèrent au contraire la fureur de tous les apostoliques, comme annonçant enfin la dernière heure de leur longue domination.

L'un de ces décrets ordonnait la réouverture des Universités, fermées depuis le mois d'octobre 1830; l'autre accordait une amnistie générale, sans autre exception que celle des députés qui avaient voté la déchéance du roi à Séville et de ceux qui avaient commandé une force armée contre la souveraineté royale. Et encore la régente, dans son décret, avait-elle manifesté que cette exception n'était faite qu'à son plus grand regret : on pouvait induire de ses paroles que, si la volonté de Ferdinand restait hostile à la rentrée de ces quelques émigrés, la sienne à l'avance leur était déjà complétement favorable (note G).

Ces deux actes furent les gages de l'alliance qu'offrait aux libéraux la descendance directe de Ferdinand; ils détermi-

nèrent immédiatement dans les esprits un mouvement irrésistible et vinrent donner un nouveau caractère aux événements.

L'armée se déclara presque tout entière en faveur de Christine, et de tous côtés cette princesse reçut des protestations de dévouement, la plupart sincères ; la plus notable fut celle de l'inspecteur général d'infanterie, vice-roi de Navarre, don Manuel Llauder, le vainqueur de Vera, qui, placé depuis huit ans à la tête de la plus nombreuse partie de l'armée, contribua beaucoup par son empressement à décider tous les colonels de régiment à suivre l'impulsion qu'il leur donnait. Quant aux vingt mille émigrés qui sur la terre étrangère supportaient avec peine les douleurs de l'exil, ce fut avec des transports de joie qu'ils accueillirent une décision aussi inespérée ; avides de retourner pour la plupart au sein de leurs familles, et pressentant la gravité des événements qu'allait occasionner la mort de Ferdinand VII, ils se hâtèrent de repasser la frontière, et leur seule présence devait relever l'état général de l'opinion publique, si abattue par neuf ans d'un despotisme ininterrompu.

Non contente de prendre des dispositions légales, Christine s'occupa également des mesures administratives au moyen desquelles elle pouvait briser les chaînes dont l'avait enveloppée le génie astucieux et prévoyant de Calomarde. Elle se hâta d'éloigner du palais l'évêque de Leon, dont l'énergie et la décision étaient à redouter ; la capitainerie générale de la Galice fut enlevée à Eguia et donnée à don Pablo Morillo, comte de Carthagène ; celle de la Vieille-Castille fut retirée à José O'Donnell, dont les manœuvres à Valladolid avaient été remarquées pendant tout le mois de septembre ; Gonzalez Moreno fut remplacé à Grenade et Malaga par l'ancien ministre de la guerre de 1820, le marquis de las

Amarillas. La superintendance de la police fut donnée au brigadier constitutionnel San Martin, l'ancien vainqueur de las Platerias ; on enleva aux chefs de bande les forteresses dont la garde leur avait été si malicieusement confiée ; on supprima l'inspection générale des volontaires royalistes; enfin on résolut d'enlever au comte d'Espagne et à ses deux compagnons Villemur et Oñate le gouvernement de la Catalogne.

Cette dernière opération était la plus importante, la plus grave et la plus difficile à exécuter; pendant ses cinq années de domination, le comte d'Espagne avait eu le temps de grouper autour de lui tous les éléments de ce même parti carliste qu'il avait dompté en 1827 ; en déployant ses instincts sanguinaires contre les libéraux, il avait bientôt rallié autour de lui le clergé fanatique, les campagnes intolérantes, les anciens chefs de bande et tous les volontaires royalistes : ces éléments étaient tous entre ses mains. Songerait-il à résister et oserait-il le premier arborer la bannière de don Carlos ?

Après avoir longtemps cherché à qui elle pourrait confier la difficile mission de remplacer le comte d'Espagne et de diriger désormais la Catalogne dans une voie administrative favorable à ses vues, Christine fixa les yeux sur don Manuel Llauder, Catalan d'origine, et déjà compromis en sa faveur par une énergique proclamation, en lui recommandant de ne pas perdre un seul instant avant de prendre possession de son nouveau poste. Llauder comprit toute l'importance de la mission qui lui était confiée, se rendit en poste de Pampelune, où il résidait, à Madrid, puis de Madrid à Barcelone, évita avec bonheur une embuscade qui lui était tendue, et se présenta dans la capitale de la Catalogne avant que le comte d'Espagne, incertain, troublé, se fût encore arrêté à aucune détermination (18 décembre 1832). Déjà

Llauder s'était fait reconnaître par ses nouveaux administrés, et déjà la ville commençait à se persuader qu'elle était enfin délivrée du tyran qui l'avait tant fait souffrir, lorsque le comte entreprit par une démarche hardie de décider ses partisans à un mouvement. Mais au lieu des acclamations qu'il attendait, ce fut une tempête d'imprécations qu'il déchaîna contre lui; Llauder eut les plus grandes peines à l'arracher à la haine générale dont il était l'objet; il fallut lui donner asile dans la citadelle, puis sur un navire de guerre, et l'expédier ensuite à la citadelle de Mayorque, d'où il eut plus tard le bonheur de s'échapper. Ce fut un beau moment pour Barcelone de se sentir enfin délivré du monstre qui l'avait opprimée si longtemps; et Llauder, en administrateur habile, profita avec talent de cette allégresse enthousiaste pour transformer radicalement toute l'organisation du pays, enlever les armes aux apostoliques, organiser des milices urbaines, et, ce qu'on commit la faute de ne faire nulle part ailleurs, supprimer les bataillons de volontaires royalistes.

Nulle part les apostoliques n'eussent été en meilleure situation qu'en Catalogne pour commencer les hostilités; et on ne peut comprendre que par l'absence de toute direction l'abandon qu'ils firent en cette circonstance des ressources de toute cette province, qu'ils avaient réellement entre leurs mains. Ailleurs ils se montrèrent plus hardis, quoique sans aboutir à aucun résultat : au Ferrol, à Santiago, à Valence, particulièrement à Leon, où, sous la direction de l'évêque, les bataillons de volontaires royalistes se mirent en rébellion ouverte, et durent prendre la direction de la frontière après avoir vu leur tentative déjouée par l'énergie des autorités et l'hostilité des populations. Dans la capitale, ils pouvaient compter sur la coopération des mêmes gardes, à qui était confiée la protection de la famille royale; et afin de pouvoir

garantir sa propre personne contre leurs machinations, Christine dut consentir à ce que de nombreuses éliminations fussent faites dans ce corps privilégié. Cette mesure avait un dangereux résultat, celui de former immédiatement le noyau d'une faction ennemie ; mais, en somme, il valait mieux avoir ces ennemis devant soi que de s'abandonner à leur douteuse fidélité.

Don Carlos persistant à ne vouloir donner lui-même aucune direction à ses partisans tant que son frère vivrait, tous ces mouvements étaient le fruit unique de l'exaltation de certains personnages trop pressés de se mettre en avant ; ils eussent été prématurés s'ils n'avaient été nécessaires pour la bonne issue de sa cause ; mais il est évident qu'en perdant toutes les positions qu'ils occupaient, les apostoliques se privaient de tous les avantages dans la lutte prochaine. Beaucoup d'amis de don Carlos pensaient d'une tout autre manière que lui ; aussi, tandis qu'il affectait une extrême fidélité à son frère, sous l'initiative de doña Francisca et de la princesse de Beira, une régence secrète, composée du général José O'Donnell, de l'évêque de Leon et du général des jésuites, prenait en main la direction générale du parti apostolique et commençait la lutte ; et une autre junte, dont faisaient partie les comtes de Negri et de Prado, les généraux Grimarest et Maroto, et l'intendant Marco del Pont, préparait à la fois un mouvement dans les montagnes de Tolède et une insurrection dans l'enceinte même de la capitale.

Toutes ces agitations n'auraient eu aucune gravité réelle, si, persistant avec conviction dans la ligne qui avait été inaugurée, le gouvernement avait continué à rallier autour de lui tous les amis des institutions libérales ; mais pouvait-on attendre de Ferdinand une sérieuse et ferme résolution de persister dans cette voie ? Les deux décrets des

Universités et de l'amnistie avaient même dépassé à ses yeux la mesure des concessions qu'il songeait à faire ; à peine eurent-ils été promulgués et eurent-ils produit leur effet, que des circulaires et des mutations inopportunes vinrent arrêter l'exaltation des esprits, contenir l'enthousiasme et refroidir l'ardeur générale en faveur de la succession directe.

Ce fut d'abord, le 15 novembre 1832, un manifeste dans lequel la reine elle-même menaçait du glaive de la loi tous ceux qui acclameraient une autre forme de gouvernement que la monarchie *seule et pure*, telle que Ferdinand l'avait héritée de ses ancêtres. Ce fut ensuite le remplacement des deux ministres qui accusaient les aspirations les plus libérales, Cafranga et Monet, par deux personnages rattachés plus intimement à l'ancienne politique du souverain, Francisco Fernandez del Pino, et l'ancien ministre de la guerre, don José de la Cruz.

L'inspirateur de ce manifeste et la cause réelle de ces modifications ministérielles était le principal personnage de la nouvelle situation, l'ancien ambassadeur à Londres, Zea Bermudez. Nous avons vu qu'il fut mis en possession du principal portefeuille et appelé à devenir le véritable chef de l'Etat, dès que le roi eut repris la signature des mains de la reine Christine, dont il avait au reste approuvé tous les actes, et à qui il s'était plu à donner des témoignages publics de sa satisfaction pour la manière dont elle avait administré pendant sa maladie (4 janvier 1833). Cet homme d'Etat, dont les théories plaisaient vivement à Ferdinand, avait inventé un mot pour caractériser le nouveau système par lequel on voulait décider la nation à accepter la succession directe. *Despotisme éclairé*, telle était pour le monarque la formule du nouvel ordre de choses qui devait remplacer le système de Calomarde ; c'était, chose curieuse, un retour complet aux anciennes théories de ce favori détesté, de ce

prince de la Paix auquel le fils de Charles IV avait voué une haine mortelle. Zea Bermudez plaçait l'autorité monarchique au-dessus de tout, se déclarait disposé à la soutenir avec la plus grande énergie aussi bien contre les apostoliques furieux que contre les libéraux, et ne craignait pas d'annoncer une opposition irréconciliable à toute innovation politique et religieuse; mais sur le terrain des réformes administratives, il reconnaissait que l'Espagne avait besoin d'une direction plus éclairée, plus conforme au progrès des lumières. S'emparant d'une idée qui avait été répandue avec succès par un publiciste distingué, Javier de Burgos, dans un mémoire qui avait acquis une grande notoriété en 1825, il proposa au roi la création d'un ministère spécial du progrès (fomento), qui fut confié au comte d'O'Falia, et dont les attributions excessivement étendues devaient comprendre à la fois tout ce qui avait rapport à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, aux travaux publics, à l'instruction, à la presse, aux postes, aux établissements de bienfaisance, à l'administration des municipalités, à leur gestion financière, aux théâtres, etc...

Il n'y avait dans le système de Zea Bermudez que des approbations à donner à ses tendances de réforme administrative; jamais pays n'avait eu plus besoin de ministres spécialement occupés de développer son bien-être sous tous les aspects, moral, intellectuel et matériel; mais autant ce système eût été habile et adroit en 1815 et 1824, au commencement des deux grandes périodes de la domination absolue de Ferdinand, autant il devait être impuissant et inefficace quand tout annonçait une nouvelle crise politique, une lutte sérieuse entre les deux grands principes de la monarchie absolue et de la révolution.

Comment les apostoliques pourraient-ils accueillir un ministre qu'ils accusaient de travailler contre eux dans l'avenir,

alors même qu'il paraissait dans le présent décidé à soutenir le *statu quo?* Comment les libéraux pourraient-ils appuyer un homme d'Etat qui se déclarait solennellement hostile à toute innovation politique, alors que les institutions qui régissaient le pays étaient partout dirigées contre la liberté?

Ferdinand et Zea Bermudez se condamnaient, par la ligne qu'ils avaient choisie, à rester tout seuls au milieu d'un pays divisé en deux grandes factions, à se faire également haïr de l'une et de l'autre, et à préparer une terrible guerre civile en excitant jusqu'au dernier degré leurs désirs et leurs passions.

Nulle part l'inconvenance de ce système n'apparaît d'une manière plus évidente que dans les relations extérieures avec le Portugal, où les deux partis se trouvaient déjà en présence les armes à la main. Zea Bermudez prétendait se maintenir ouvertement favorable à la cause de don Miguel, dont le despotisme n'avait certes rien d'éclairé; il se séparait, en agissant ainsi, de tout l'élément libéral et constitutionnel, qui faisait ouvertement des vœux pour don Pedro, qu'aidaient de toutes leurs forces Mina et Mendizabal, deux des principaux représentants de l'émigration. Zea avait senti la nécessité d'avoir à la cour de Lisbonne un représentant très-actif et très-intelligent, qui pût le tenir au courant de tous les événements dont le Portugal était alors le théâtre, et ses yeux s'étaient fixés sur don Luis Fernandez de Cordoba, dont nous avons eu souvent occasion de rappeler la faveur auprès de Ferdinand. Le rôle de cet ancien militaire devenu diplomate était difficile : il devait modérer autant qu'il serait en son pouvoir les instincts fanatiques et cruels de don Miguel; continuer les efforts du gouvernement de Ferdinand VII pour amener à le réconcilier avec les cours de Paris et de Londres, toujours mal disposées contre lui;

détacher autant que possible ce monarque du parti apostolique, sur lequel se fondaient toutes ses espérances, et empêcher qu'une alliance trop intime, qu'on apercevait déjà, ne s'établît entre lui et l'infant don Carlos. Cordoba, doué d'un esprit souple et adroit, parvint dans l'origine à persuader le souverain auprès duquel il était accrédité de la nécessité d'un système plus modéré et de quelques concessions aux exigences des cabinets étrangers. Mais au moment où il croyait l'avoir détaché déjà avec quelque succès de son alliance intime avec les apostoliques, une circonstance que les exigences de sa propre cour vinrent à produire rejeta complétement don Miguel entre leurs mains et détermina l'alliance intime entre lui et don Carlos, qu'il avait cherché si justement à empêcher. C'est que la force des choses était très-supérieure à la mission impossible qui lui avait été confiée.

Justement mécontent de la conduite tenue pendant les événements de la Granja par la princesse de Beira, Ferdinand ordonna à son ambassadeur à Lisbonne d'insister auprès de don Miguel pour qu'il rappelât auprès de lui cette infante portugaise. Cordoba dut obéir à cet ordre et obtint en effet le rappel sollicité ; mais le caractère et les relations de la princesse étant connus, l'unique fruit que l'on devait retirer de cet acte impolitique était de faire dominer l'influence des amis de don Carlos dans la cour de Lisbonne et de donner au prétendant espagnol une action très-puissante sur la marche des événements en Portugal. La princesse de Beira devait annuler immédiatement tous les efforts de Cordoba.

Si mal combiné déjà par le monarque espagnol, cet événement vint encore se compliquer par le fait d'une résolution prise par don Carlos ; l'ancienne intimité des deux fils de Charles IV avait subi, comme il est facile de le conce-

voir, une forte atteinte depuis le mariage de Christine et la naissance de la princesse Isabelle. Les deux frères gardaient bien encore dans tous les détails de la vie privée la même apparence de tendresse et de bonne harmonie qu'ils avaient su conserver jusque-là au milieu de toutes les péripéties de leur existence, mais au fond il y avait entre eux une hostilité qui rendait déjà la vie commune insupportable. La révocation officielle du codicille par lequel le 18 septembre avait été abrogée la pragmatique sanction de 1830, révocation effectuée le 21 décembre 1832 dans un acte public auquel le roi s'était efforcé de donner la plus grande solennité, en consolidant les droits d'Isabelle, avait exaspéré l'irritation contenue de son adversaire (note H).

Aussi, désireux de rompre enfin la situation compromettante où il se trouvait au palais, ne pouvant plus influer sur la marche politique, depuis que le roi lui-même avait repris la signature et que Christine assistait à tous les conseils, sachant qu'il était l'objet spécial de l'attention de Ferdinand, ne voulant pas en outre assister à une cérémonie qu'on annonçait comme prochaine : la proclamation d'Isabelle comme princesse des Asturies et future reine d'Espagne au sein des Cortès, et aussi calculant qu'en dehors de la cour il lui serait plus facile de rallier tous ses partisans et d'organiser un centre d'action, don Carlos songea à accompagner la princesse de Beira en Portugal et demanda à son frère l'autorisation de la reconduire lui-même à Lisbonne avec toute sa famille. Cette autorisation lui fut accordée, et Cordoba se trouva avoir en face de lui (mars 1833) tous les membres de la famille royale espagnole et portugaise qui avaient fait de leur cause celle de tout le parti apostolique dans la péninsule ibérique. Il n'était pas douteux que don Miguel, entraîné déjà par ses propres instincts, céderait immédiatement à une pression énergique qui paraissait lui apporter en

même temps un concours très-précieux pour l'avenir, et qu'il se détacherait peu à peu des faibles liens par lesquels Zea Bermudez cherchait à le rattacher à sa politique. Ce fut en effet ce qui arriva : à peine installé à Ramalhao, lieu qu'il avait choisi pour sa résidence, don Carlos entra en communications suivies avec don Miguel, qui était à la fois son neveu et son beau-frère, obtint de lui une coopération efficace, active et puissante pour préparer la revendication de ses droits, et contracta avec lui des engagements très-étroits, malgré les efforts de Cordoba, qui recevait l'ordre contradictoire de maintenir à la fois les meilleures relations avec don Miguel et de s'opposer à une alliance trop intime entre ce prince et l'infant espagnol. Des menaces suivies d'exécution auraient pu seules permettre à Cordoba de faire respecter ses conseils ; comme, loin de menacer, il affectait toujours les meilleures intentions, don Miguel le laissait dire, passait outre et persévérait avec soin dans la ligne de conduite qui lui paraissait la seule vraiment avantageuse, en vue de la mort prochaine de Ferdinand et de l'avénement probable de don Carlos au trône d'Espagne.

Cependant, par une conséquence naturelle, le même changement de résidence qui venait accroître les forces du parti apostolique en Portugal contribua beaucoup à les débiliter à Madrid, au sein même du gouvernement espagnol. Le décret d'amnistie reçut une nouvelle amélioration par de nouvelles prescriptions qui facilitèrent aux émigrés et aux non-purifiés les moyens de rentrer en possession de leurs biens, soldes, pensions, décorations et honneurs (22 mars 1833). Le nom de Cortès, jusque-là presque interdit, fut de nouveau répété avec empressement sitôt qu'on vit apparaître (4 avril 1833) une ordonnance royale qui, pour la proclamation de l'infante Isabelle, convoquait pour le 20 juin prochain, dans l'église de San Geronimo de Madrid, tous les prélats, grands,

nobles titrés et les députés des cités et des villes ayant droit de vote aux Cortès. Cette convocation n'était nullement une satisfaction aux besoins modernes : le gouvernement ne se préoccupait point d'assurer la représentation exacte du pays et ne voulait pas appeler les vrais députés de la nation pour lui en faire connaître les doléances; il ne songea qu'à appeler à une cérémonie publique tous ceux qui, suivant les anciennes lois de la monarchie, suivant celles, par exemple, qui avaient présidé à la convocation de 1789, avaient droit et mission d'assister aux anciennes Cortès; les représentants convoqués ne devaient pas se réunir pour délibérer, présenter des cahiers, faire des pétitions et observations : ils devaient proclamer et jurer; rien de plus. Malgré tout, néanmoins, le décret fut accueilli avec enthousiasme, et la nation, comme jalouse de se cacher à elle-même les maux qui la menaçaient, songea à manifester par de grandes réjouissances publiques la part qu'elle prenait à un événement qui avait pour but de fixer son avenir et qui le fixait positivement, quels que fussent les embarras que les régences entraînent avec elles.

La cérémonie solennelle eut lieu le 20 juin 1833; on avait invité nominativement tous les prélats, grands et nobles titrés sur la sympathie desquels on savait pouvoir compter, et le nombre en était suffisant pour faire supposer qu'ils étaient la représentation de leur classe. De la famille royale, l'infant don Francisco et l'infant don Sebastian n'hésitèrent pas à prononcer le serment qui leur fut demandé; don Carlos n'avait garde de quitter sa résidence de Ramalhao pour assister à un acte semblable : lui et ses amis n'y voyaient qu'une occasion de compter leurs véritables adhérents, et un mot d'ordre de rigoureuse abstention avait été donné à tous leurs partisans. De grandes fêtes auxquelles le public s'associa avec empressement, non-seulement à Madrid, mais

dans toutes les capitales de province, rehaussèrent aux yeux du peuple l'importance de cette cérémonie et entourèrent dès son berceau la jeune héritière de tout le prestige de la vieille monarchie.

A mesure que Ferdinand accumulait les actes légaux en faveur de la descendance directe, il attachait une importance de plus en plus grande à obtenir l'acquiescement de son frère à sa volonté souveraine ; quoique déjà prévenu par les événements de la Granja, il lui adressa par l'intermédiaire de l'ambassadeur Cordoba un ordre royal pour lui demander quand il comptait reconnaître lui-même l'héritière déjà proclamée. Don Carlos, mis en demeure, profita de l'occasion pour prendre aux yeux du public l'attitude définitive de prétendant.

Il écrivit directement à son frère une lettre qu'il s'empressa de rendre publique et où se trouvaient ces quelques lignes :

« Tu désires savoir si j'ai ou non l'intention de reconnaître ta fille comme princesse des Asturies. Que je souhaiterais pouvoir le faire ! Ma conscience et mon honneur ne me le permettent pas. J'ai des droits si légitimes à la couronne, du moment où je te survis et où tu ne laisses pas de postérité mâle, que je ne saurais ne pas en tenir compte : ces droits, Dieu me les a donnés quand il a voulu que je naquisse, et Dieu seul peut me les enlever en t'accordant un enfant mâle, ce que je voudrais autant et peut-être plus que toi-même ; en outre, je défends les droits de tous ceux qui sont appelés après moi. Je me vois donc obligé de t'envoyer la déclaration ci-jointe, que je te fais en toute formalité à toi et aux autres souverains, à qui j'espère que tu la communiqueras. Adieu, mon très-cher frère de mon cœur ; je suis toujours à toi, je t'aime toujours, tu es toujours présent dans les prières de ton très-aimant frère.

« CARLOS. »

La déclaration était ainsi conçue :

« Sire,

« Moi, Carlos-Marie-Isidore de Bourbon, infant d'Espagne, intimement convaincu de mes légitimes droits à la couronne d'Espagne, dans le cas où je vous survivrais sans que vous laissiez de fils mâle, je dis que ma conscience et mon honneur ne me permettent pas de jurer et de reconnaître d'autres droits, et je le déclare ainsi.

« Votre affectionné et fidèle vassal,

« L'infant don CARLOS. »

Ramalhao, 29 avril 1833.

En réponse à cette déclaration, Ferdinand écrivit à son frère que, sans songer à violenter sa conscience, il lui défendait nonobstant de revenir en Espagne, *pour des raisons de la plus haute politique, en considération des lois du royaume*, qui, disait-il, le disposaient ainsi *expressément, et pour sa propre tranquillité, qu'il désirait autant que le bien de ses peuples*. Il lui accordait une autorisation pour entreprendre de suite un voyage aux Etats pontificaux, le priant de l'informer des points qu'il aurait choisis pour s'embarquer et pour y fixer sa résidence, et mettait à sa disposition un navire de guerre pour l'y conduire. Se basant sur le principe que les gouvernements étrangers ne doivent pas intervenir dans le régime intérieur de l'Etat, il manifestait en outre ne pouvoir communiquer sa déclaration aux souverains étrangers. Les formules de salutation étaient toujours pleines de tendresse et respiraient une affection qui faisait un curieux contraste avec le fond même de l'écrit. Don Carlos se soumit au bannissement qui lui était imposé, mais il n'entrait pas dans ses plans d'abandonner le Portugal ; aussi à peine eut-il reçu l'ordre de se rendre en Italie, qu'il se préoccupa des moyens de ne pas l'exécuter. Il ne voulait pas refuser ouvertement

à son frère une obéissance qu'il avait toujours affecté lui devoir, mais il inventa une foule de prétextes pour ne pas se rendre à son désir. La correspondance qui s'établit entre les deux frères à cette occasion, et qui a été publiée, n'est, de la part de l'infant, qu'une série d'inventions successives pour excuser son séjour en Portugal, et de la part du roi qu'une réfutation des vains prétextes mis en avant et un effort constant pour éloigner tous les obstacles qui s'opposaient au départ.

Don Carlos prétextait d'abord le manque d'argent, puis l'impossibilité de se transporter à la côte à cause du choléra, puis la nécessité d'assister aux fêtes du corpus à Mafra, puis le besoin de se rendre à Coïmbre auprès de don Miguel ; cette dernière raison mit le comble au mécontentement de Ferdinand, qui commença à laisser le ton de l'amitié fraternelle pour prendre celui du roi mécontent ; il voulut que son frère décidât positivement s'il entendait oui ou non obéir ; mais tout ce qu'il obtint, ce fut une réponse fière et dédaigneuse de don Carlos, que, s'il abandonnait le Portugal, il aurait l'air d'un fugitif ayant commis une mauvaise action ; qu'il ne pouvait pas accepter cette honteuse situation, et que s'il était coupable il demandait à être jugé suivant les lois du royaume (juillet 1833) (note I).

A partir de cette époque, don Carlos est un chef de parti, tout à fait en opposition avec son souverain ; et bien qu'il se donne encore l'apparence de ne point vouloir susciter la guerre civile avant la mort de son frère, dans sa petite cour de Ramalhao, puis à Mafra, puis à Coïmbre commencent à affluer autour de lui tous les personnages qui ont refusé leur serment à la princesse Isabelle. Des brochures incendiaires partent de là dans toutes les directions pour répandre le doute dans les esprits sur la légalité des dispositions testamentaires de Ferdinand; quelques hommes actifs s'occu-

pent déjà de l'organisation de corps armés ; le baron de los Valles est envoyé en France et en Angleterre afin de persuader leurs deux gouvernements de la justice des prétentions de l'infant espagnol.

Le succès définitif de don Miguel en Portugal eût été pour les apostoliques le présage d'un facile triomphe en Espagne, et ils y comptaient d'une manière presque absolue, quand l'événement vint donner un heureux démenti à leurs espérances. Nous avons laissé l'ancien empereur du Brésil, devenu simple duc de Bragance, don Pedro, soutenant avec énergie dans les murs d'Oporto la cause de sa fille doña Maria (20 juin 1833) ; il résistait depuis une année déjà, quand lui arrivèrent enfin les secours attendus depuis si longtemps, que l'activité de ses partisans, l'habileté de Mendizabal et le concours des libéraux étrangers étaient parvenus à réunir en Angleterre. Don Miguel avait cru, en voyant le pays ne répondre par aucune démonstration aux premiers efforts de son frère, qu'il lui serait aisé de triompher, surtout si l'armée d'observation commandée par le général Saarsfield et organisée par le gouvernement espagnol venait à son secours. Toutefois dans l'origine il se crut assez fort pour réduire lui-même la ville d'Oporto, et il n'insista pas avec trop d'énergie auprès de Ferdinand pour obtenir une intervention armée qui aurait suscité les plus graves difficultés avec la France et l'Angleterre. Il continuait donc avec ses seules ressources le blocus d'Oporto, quand arrivèrent à don Pedro les renforts si impatiemment attendus ; dès ce moment la fortune sembla se déclarer ouvertement contre don Miguel, et une série de désastres vinrent mettre les ressources du Portugal au service de la cause constitutionnelle.

Oporto fut d'abord convenablement ravitaillé, se trouva en mesure de résister à toutes les attaques et devint bientôt

au nord du royaume un foyer d'agitations, d'où s'élancèrent dans toutes les directions des agents et des émissaires dont la libre sortie ne pouvait déjà plus être empêchée.

L'escadre venue d'Angleterre au secours de cette cité remporta ensuite un avantage considérable et inespéré sur la flotte portugaise. Composée de 1 vaisseau de ligne, de 2 frégates, de 2 corvettes, de 2 brigantins et de 5 avisos à vapeur, et commandée par le capitaine anglais sir Charles Napier, elle rencontra en pleine mer, à la hauteur du cap Saint-Vincent, les navires que don Miguel avait envoyés contre elle; la situation du marin anglais était des plus désavantageuses, et tout semblait conspirer contre lui : l'infériorité relative de son escadre, le peu d'aptitude de ses gens à la vie de mer, l'insuffisance de ses ressources de tout genre; mais son audace et sa ténacité suppléèrent à tous ces inconvénients. Il osa attaquer la flotte portugaise, et celle-ci non-seulement se laissa mettre en déroute, mais encore elle fut capturée par son heureux vainqueur (5 juillet 1833).

Tandis que sir Charles Napier, par ce coup d'éclat, attirait sur lui l'attention publique, les amis de don Pedro mettaient enfin à exécution le plan sagement médité qu'ils avaient conçu de soulever le sud du royaume en lançant un petit corps d'armée dans les Algarves; jusque-là les opérations militaires avaient été concentrées aux environs d'Oporto; l'arrivée de 2000 hommes dans les Algarves, et bientôt après dans l'Alentejo, força don Miguel à diviser son armée déjà bien diminuée par suite de nombreuses désertions, et étendit dans tout le Portugal le feu de la guerre civile. Le général Villaflor, qui commandait les troupes libérales, vit bientôt se ranger sous son drapeau presque tous les corps qui étaient envoyés contre lui; il marcha alors directement sur Lisbonne, renversa le 23 juillet, dans les environs de Setubal, une colonne de 6000 hommes qui es-

sayait quelque résistance, et bientôt appelé dans la capitale par les partisans de don Pedro, il y put déclarer d'une manière solennelle le rétablissement de la charte sous le sceptre de doña Maria da Gloria.

Rapidement informé de ce succès, don Pedro s'empressa d'accourir à Lisbonne, et, prévenant l'arrivée de sa flotte, qui ne put se présenter que le 22 septembre, il recevait déjà le 15 août, dans le palais d'Ayuda, l'ambassadeur d'Angleterre chargé au nom de son gouvernement de remplir auprès de la nouvelle régence les fonctions de ministre plénipotentiaire.

Ainsi, tandis que don Carlos, pour contracter une alliance offensive avec don Miguel, prenait vis-à-vis de son frère Ferdinand la situation d'un infant rebelle, son mauvais sort enlevait à ce même moment la couronne des mains de son allié et rendait inefficace l'appui auquel il avait manifesté attacher tant de prix; de Coïmbre, où ils étaient installés, les deux infants chefs du parti apostolique de la Péninsule, appuyés par le général Bourmont, aidés par les légitimistes français, devaient songer à la fois à reprendre Lisbonne et Oporto sur les troupes libérales, en attendant le moment décisif où la mort de Ferdinand, qui s'annonçait comme très-imminente depuis la fin de juillet, permettrait de susciter la guerre civile en Espagne (septembre 1833).

Du reste, dans beaucoup de provinces déjà s'annonçaient les symptômes précurseurs de vives agitations.

En Catalogne, un chef de bandes nommé Tey avait hautement arboré la bannière de don Carlos; appuyé sur une force de volontaires royalistes, il essaya de soulever toute la principauté contre la domination de Llauder; on le fit prisonnier et il fut exécuté, mais ses partisans n'en continuèrent pas moins la propagande qu'ils avaient entreprise. Le pays était inondé de brochures carlistes qui passaient la

frontière en trompant la surveillance de la police ; tous les anciens chefs de 1827, profitant de l'amnistie de 1832, étaient revenus dans le pays et l'agitaient à nouveau dans le même esprit qui leur avait déjà mis une fois les armes à la main.

Dans les provinces basques et dans la Navarre, les agents de don Carlos exploitaient, avec la plus grande habileté, l'idée que seul il pouvait être favorable aux anciens fueros de ces contrées, et qu'obligée de s'appuyer sur les amis de la constitution, la reine Isabelle serait forcée tôt ou tard d'en décréter l'abolition pour les satisfaire. Alarmée par ces rumeurs, l'opinion publique se montrait favorable aux prétentions de l'infant, et quoique la députation générale de Biscaye, au pied de l'arbre de Guernica, eût reconnu solennellement la princesse des Asturies, un observateur attentif aurait facilement deviné que l'influence de son rival y était prépondérante.

A Madrid, un mouvement avait été sur le point d'éclater, lorsque la police prévenue put faire arrêter à temps les principaux membres de la junte carliste, trahis par le chef qui avait été chargé de soulever la province de Tolède. Les comtes de Negri et de Prado, le général Grimarest, le maréchal de camp Maroto, l'intendant del Pont avaient été traduits devant un tribunal ; ils furent bannis de la cour et envoyés dans des places fortes. Leur condamnation n'empêcha point une sédition militaire d'éclater le 30 juillet, mais elle en arrêta les conséquences. Les soldats de la garde royale qui avaient achevé leur engagement demandèrent à être renvoyés dans leurs foyers : le gouvernement accéda à leur demande et la sédition s'apaisa immédiatement.

Pendant ce temps, les libéraux cherchaient aussi de leur côté à s'organiser de manière à pouvoir agir au moment décisif. Quelques jeunes gens de la haute aristocratie avaient

tenté de former, sous le nom de *christinos*, une association armée ; ils avaient été d'abord autorisés au lendemain des événements de la Granja, puis Zea Bermudez avait ordonné leur désarmement; cette mesure les avait mécontentés, et depuis ils cherchaient à se réunir à la Fontana de Oro, comme les patriotes de 1821 et de 1822, pour discuter ouvertement la conduite qu'ils avaient à tenir afin de résister aux tentatives du parti apostolique.

Tel était l'état des esprits quand, le 29 septembre 1833, un numéro extraordinaire de la *Gazette officielle* vint apprendre que Ferdinand VII avait rendu le dernier soupir.

Sa mort, impatiemment attendue par tous ceux qui appartenaient à l'un quelconque des deux grands partis espagnols, devait être le signal d'une longue guerre civile; Ferdinand lui-même, avant de mourir, en avait le pressentiment : il se comparait volontiers au bouchon d'une bouteille de champagne, et disait que le jour où il viendrait à sauter une explosion violente remplirait à l'instant la Péninsule de violence et de sang. Triste métaphore, qui montre à la fois et un certain coup d'œil dans cet esprit bizarre dont toutes les facultés se dirigeaient vers les moyens d'assurer la conservation de sa tyrannie, et en même temps une parfaite conscience de son incapacité; n'ayant jamais eu l'intention de diriger dans un but déterminé la nation qu'il gouvernait despotiquement, et ne s'étant jamais inquiété que de maintenir son pouvoir contre les ennemis qui cherchaient à l'assaillir, il laissait la monarchie sans prestige, la nation sans boussole, le peuple entier sans confiance dans l'avenir.

Jamais prince n'avait eu une plus belle mission : idole du peuple sur lequel il était appelé à régner, la moindre de ses réformes, le moindre de ses encouragements eussent été accueillis avec des transports de joie et d'enthousiasme. Il ne se servit de sa popularité que pour commettre impuné-

ment les mêmes crimes qui, dans l'histoire de Rome, restent attachés aux noms de Tibère et de Caligula.

La religion et le fanatisme furent toute sa vie pour lui un instrument pur et simple de domination, car au fond il était sceptique et ne se souciait du concours des prêtres qu'autant qu'ils prêchaient aux masses les grandeurs et les bienfaits du régime absolu.

Désireux des flatteries, mais toujours en garde en même temps contre ceux qui voulaient lui imposer une tendance quelconque, il éloignait avec soin de sa personne tous ceux qui, soit par leur caractère, soit par leurs lumières, auraient pu acquérir sur lui une trop grande influence.

Sans aptitude pour les récréations de l'esprit, il recherchait de préférence la société d'êtres vils et vulgaires ; une certaine répulsion le tenait toujours à distance des personnes distinguées et éminentes qui auraient pu le faire rougir des points de vue étroits et mesquins dans lesquels il aimait à se complaire.

C'est sous son règne que s'accomplit le grand acte de l'émancipation des colonies américaines; un autre monarque eût à l'instant cherché pour son peuple les moyens de réparer une perte aussi capitale. Pour lui, il ne vit dans cet événement si important que le chagrin mortel d'être privé de grandes ressources financières, et de ne pouvoir plus répéter qu'il était le seul souverain du monde dans les Etats duquel le soleil ne se couchait point.

Être méchant, intelligence médiocre, âme basse et rampante, caractère haineux et vindicatif, incapable d'affections sincères, pieux par politique et immoral par habitude et par goût, considérant la justice sous le même pied que la religion, disposé à se soumettre immédiatement à un monarque plus puissant que lui, mais au moment de traiter avec lui cherchant déjà les moyens de se venger de son infériorité, sans

loyauté sous une certaine apparence de franchise, sans bonté tout en aspirant à la bonhomie, tel était Ferdinand VII, personnage odieux à tous les titres, et dont par malheur les vices et les instincts ne sont pas tous morts avec lui.

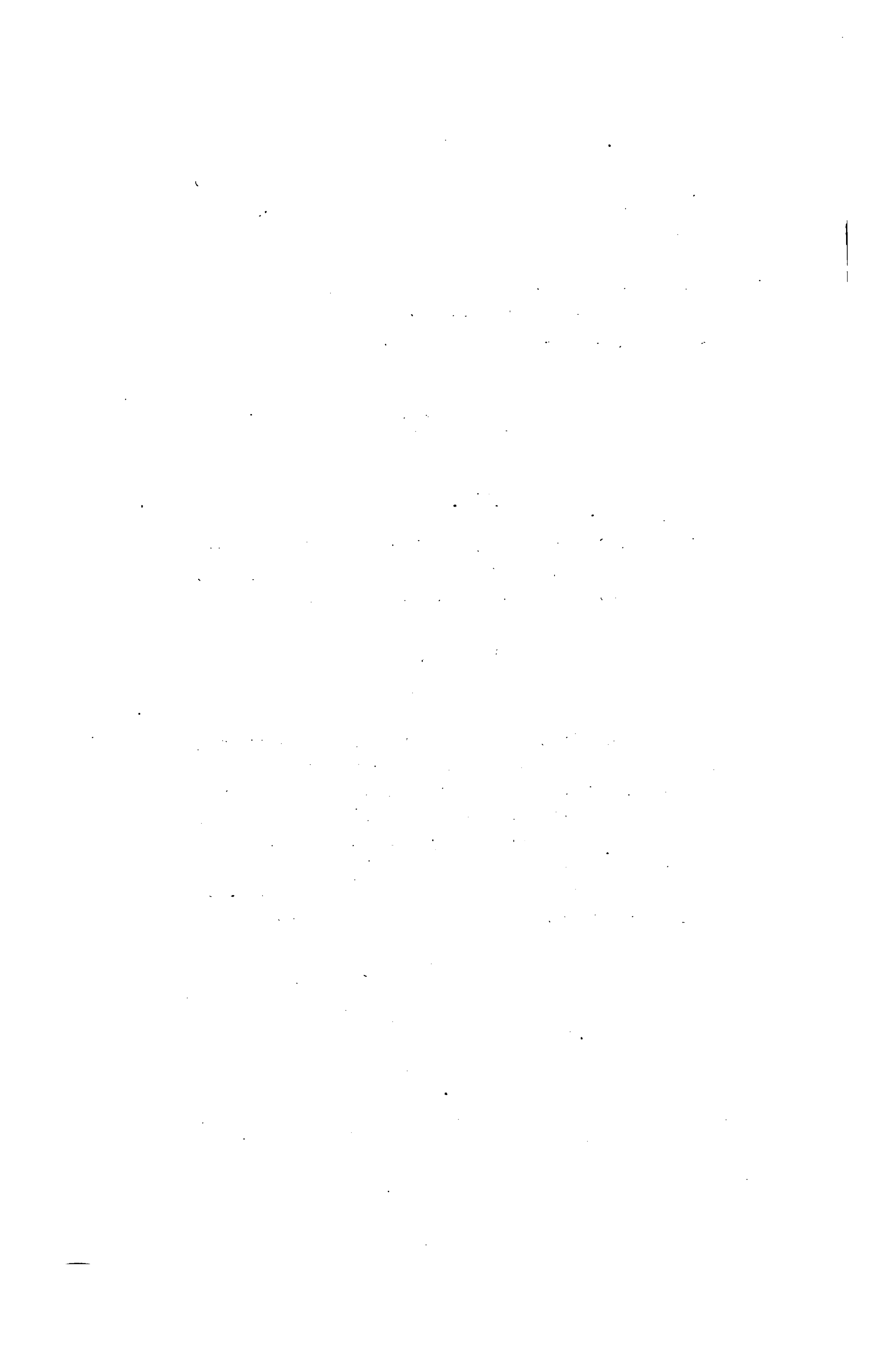
Si nous le considérons dans son intérieur, nous trouvons un personnage tout matériel, tout brutal, exclusivement dominé par les sens, toujours ennuyé et doué de l'égoïsme le plus raffiné. Il ne pense jamais qu'à lui-même : père, mère, épouse, frères, rien n'existe à ses yeux quand son propre intérêt se trouve en jeu. Par des conspirations réitérées, par de honteux pamphlets, il abreuve de dégoût les jours de son père, il salit lui-même l'honneur de sa mère. Nouvel époux d'une princesse charmante, il ne sait pas même dans les premiers mois de son mariage lui faire le sacrifice de viles relations dans les bas quartiers de Madrid, et, par le désespoir qu'il fait naître dans une organisation délicate, mérite d'être considéré comme la véritable cause de la mort d'Isabelle de Bragance. Son amour pour Christine n'est que la satisfaction de l'homme blasé et déjà complétement usé, auquel viennent rendre hommage la jeunesse et la beauté; ce vieillard anticipé, complétement flétri à quarante-trois ans, pouvait bien s'estimer heureux de partager sa couronne avec une jeune fille de la même race que lui, qui lui apportait en partage toutes les qualités du corps et de l'esprit, et avait le courage de se prêter à un hymen aussi disproportionné. L'affection paternelle ne fut peut-être chez lui qu'un raffinement d'orgueil et d'amour-propre. L'intimité qui régna pendant presque toute sa vie entre lui et don Carlos est peut-être dans toute son existence le seul côté par lequel il mérite d'être loué. Et encore, les discordes des dernières années tendent-elles à démontrer qu'il y eut toujours entre eux plutôt le commun accord de deux complices poursuivant la même politique

que l'intimité complète de deux frères s'aimant tendrement.

Quant à la vie politique de Ferdinand, nous chercherons en vain un point de vue sous lequel elle puisse être défendue : le conspirateur de l'Escorial, l'émeutier d'Aranjuez qui détache la couronne du front de son père, le souverain qui va s'humilier à Bayonne aux pieds de son ennemi, le captif de Valençay qui demande des décorations à Napoléon au moment où le peuple espagnol poursuit une guerre acharnée pour lui rendre sa couronne, le monarque qui emprisonne tous les hommes d'Etat auxquels il doit le retour sur son trône, et conduit le pays à sa ruine par l'administration la plus déplorable pendant une période de six années, le parjure qui spontanément s'engage à être fidèle à la constitution de 1812 et ne songe qu'à la renverser dès le lendemain du jour où il a prêté serment, le fauteur des désordres et de l'anarchie pendant les trois années du régime constitutionnel, l'invocateur de la Sainte-Alliance et de l'intervention française , le promoteur du parti apostolique qui, après l'avoir lancé en avant, l'abandonne en 1827 et 1828, le complice des Chaperon, des Aymerich, des Calomarde et des comte d'Espagne, l'auteur de ces innombrables exécutions et de ces terribles proscriptions que nous avons énumérées n'est et ne peut être aux yeux de tout historien qu'un monstre exécrable digne du plus profond mépris.

Où en est le progrès au dix-neuvième siècle si aux portes de la France, et par les baïonnettes de la France, un tel personnage a pu subsister dix-neuf ans sur le trône d'Espagne ?

FIN DU TOME SECOND.



NOTES.

LIVRE II.

NOTE A.

DÉCRET DU 6 MARS 1820, PROMETTANT LA RÉUNION DES CORTÈS SUIVANT LES ANCIENNES LOIS DE LA MONARCHIE ESPAGNOLE.

S. Exc. le marquis de Mataflorida, secrétaire d'Etat chargé du département de grâce et justice, a communiqué à S. Exc. le duc de l'Infantado, président du conseil suprême de Castille, l'ordre royal suivant :

« Excellence,

« Le roi notre seigneur a daigné ce même jour m'adresser le décret suivant :

« Consulté par mon conseil royal et d'Etat sur les avantages « que pourrait procurer à la monarchie la réunion des Cortès, « et d'accord avec sa proposition que j'ai jugée conforme aux « lois fondamentales jurées par moi, j'entends que des Cortès « soient immédiatement réunies. A cette fin, le conseil pren- « dra toutes les mesures opportunes pour arriver à la réa- « lisation de mes désirs ; il faut que les légitimes repré- « sentants de mes peuples, armés de toutes les facultés qui « leur sont nécessaires, soient entendus ; ainsi pourra être dé- « cidé tout ce qui intéresse le bien général. Je serai pour ma « part toujours prêt à faire tout ce qu'exigeront et le bien de « l'Etat et la félicité d'un peuple qui m'a donné tant de « preuves de sa loyauté.

« Le conseil devra me consulter sur tous les points douteux « qui pourraient l'arrêter, afin que dans l'exécution il n'y ait « ni la moindre difficulté ni le moindre retard. »

« Je transmets le décret à Votre Excellence par l'ordre exprès de Sa Majesté pour l'intelligence du conseil et afin que sans le moindre délai il prenne toutes les dispositions nécessaires pour la réalisation des bienveillantes intentions de Sa Majesté.

« Dieu vous garde de longues années. »

Au palais, 6 mars 1820.

NOTE B.

DÉCRET DU 7 MARS 1820, PAR LEQUEL LE ROI PRÊTE SERMENT A LA CONSTITUTION DE 1812.

Le roi notre seigneur a daigné envoyer à tous ses secrétaires d'Etat le décret suivant :

« Afin d'éviter tous les délais que pourraient susciter les doutes du conseil pour l'exécution de mon décret d'hier, relatif à la convocation immédiate des Cortès, et d'accord avec la volonté générale du peuple, je me suis décidé à jurer la constitution promulguée par les Cortès générales et extraordinaires en 1812. Tenez-vous pour avertis et assurez-en la prompte publication.

« *Signé* : LE ROI. »

Au palais, 7 mars 1820.

NOTE C.

DÉCRETS DES 8 ET 9 MARS 1820, RELATIFS A UNE AMNISTIE GÉNÉRALE, A L'ABOLITION DE L'INQUISITION ET A LA FORMATION D'UNE JUNTE PROVISOIRE GOUVERNEMENTALE.

1° *Décret d'amnistie.*

Le ministre de la guerre a communiqué ce qui suit par l'ordre du roi à tous les capitaines généraux des provinces :

« Le secrétaire d'Etat, en date de ce jour, me dit ce qui suit :

« Sa Majesté a daigné ordonner qu'on mette immédiatement « en liberté toutes les personnes arrêtées et emprisonnées en « quelque partie du royaume que ce soit pour opinions poli- « tiques ; ces personnes peuvent immédiatement revenir à « leur premier domicile, aussi bien que celles qui, pour les « mêmes causes, habitent en dehors du royaume. C'est la vo- « lonté de Sa Majesté que cette détermination soit immédiate- « ment transmise par un courrier spécial à tous les capitaines « généraux. Je la transmets à Votre Excellence, pour qu'elle « soit informée de cette décision et s'empresse de la mettre à « exécution. »

« Dieu vous garde de longues années. »

2° *Décret relatif à l'abolition de l'inquisition.*

« Considérant que le tribunal de l'inquisition est incompatible avec la constitution de la monarchie espagnole, promulguée à Cadiz en 1812, et que par cette raison il fut supprimé après une longue et mûre discussion par les Cortès générales et extraordinaires, suivant un décret du 22 février 1813 ;

« En vue de l'avis exprimé par la junte qu'a établie mon décret de ce jour, et de conformité avec cet avis :

« Je viens ordonner que dès ce jour ledit tribunal reste supprimé dans toute la monarchie, et avec lui le conseil de l'inquisition suprême ; que l'on mette immédiatement en liberté tous les prisonniers retenus dans ses cachots pour leurs opinions politiques et religieuses ; que toutes les causes relatives à la religion passent à la juridiction des révérends évêques dans leurs diocèses respectifs, et soient résolues et jugées par eux suivant les prescriptions du même décret des Cortès extraordinaires.

« Tenez-vous pour avertis, et prenez les dispositions nécessaires pour l'exécution de ce décret. »

3° *Formation de la junte provisoire.*

Ferdinand VII, roi par la grâce de Dieu et par la constitution de la monarchie espagnole, a promulgué le décret suivant :

« Ayant décidé par mon décret du 7 courant que je jurerais la constitution publiée à Cadix par les Cortès générales et extraordinaires en 1812, j'ai, dès à présent, prononcé mon serment entre les mains d'une junte provisoire composée de personnes qui ont la confiance du peuple ; jusqu'à ce qu'il me soit possible de le prononcer solennellement, aux termes mêmes de la constitution, entre les mains des Cortès dont j'ai ordonné la convocation conformément à cette constitution. Les personnes choisies pour faire partie de cette junte sont : le révérend père cardinal de Bourbon, archevêque de Tolède, président ; le lieutenant général Francisco Ballesteros, vice-président ; le révérend évêque de Valladolid de Mechoacan, Manuel Abad y Queipo ; Manuel Lardizabal, Mateo Valdemoros, don Vicente Sancho, colonel du génie ; comte de Taboada, Francisco Crespo de Tejada, Bernardo Tarrius et Ignacio Pezuela.

« Toutes les mesures que prendra le gouvernement jusqu'à l'installation constitutionnelle des Cortès devront être soumises à l'examen de cette junte et se publieront avec son approbation.

« Ce décret sera promulgué par tout le royaume, tous les fonctionnaires devront lui donner une prompte et immédiate publication et s'empresser de l'exécuter. »

NOTE D.

MANIFESTE DU ROI DU 10 MARS 1820 A LA NATION ESPAGNOLE.

« Après que vos efforts héroïques furent parvenus à mettre un terme à la captivité dans laquelle me retenait la plus étroite perfidie, tout ce que je vis, tout ce que j'entendis dès qu'il me fut donné de toucher le sol de la patrie contribua à me persuader que la nation tout entière réclamait son ancienne forme de gouvernement. C'est cette persuasion qui m'a poussé à donner mon assentiment à tout ce qui paraissait être le vœu d'un peuple magnanime qui, vainqueur de l'ennemi étranger, ressentait les maux plus horribles encore de la discorde intestine.

« Il ne m'était pourtant pas échappé que le progrès rapide de la civilisation européenne, la propagation des lumières, même dans les classes les moins élevées, la rapidité des communications entre les différents pays du globe, les événements auxquels avait assisté la génération actuelle, avaient suscité des idées et des désirs inconnus à nos ancêtres, avaient jeté le germe de besoins nouveaux et impérieux; il ne m'était pas échappé non plus qu'il était indispensable de modifier les institutions politiques en vue de ces nouveaux éléments afin d'obtenir l'harmonie nécessaire qui doit exister entre les hommes et les lois pour la stabilité et le repos des sociétés.

« Mais, tandis que je méditais sérieusement, avec toute la sollicitude d'un cœur vraiment paternel, les variations qu'il convenait d'introduire à notre régime fondamental, celles qui pouvaient le mieux s'adapter à notre caractère national et à l'état présent des diverses parties de la monarchie espagnole, et qui avaient en même temps le plus d'analogie avec l'organisation des nations les plus éclairées, vous m'avez fait connaître votre ardent désir de voir rétablir cette constitution qui, au milieu du fracas de la guerre, fut promulguée à Cadiz en 1812, à cette même époque où, à l'étonnement du monde entier, vous combattiez pour la liberté de la patrie. J'ai entendu votre voix, et, comme un tendre père, j'ai accédé à ce que mes enfants considèrent comme le meilleur moyen d'assurer leur bonheur. J'ai juré cette constitution pour laquelle vous soupirez, et j'en serai toujours le plus ferme appui. J'ai déjà pris des mesures opportunes pour la convocation des Cortès. Sitôt qu'elles seront réunies, d'accord avec vos représentants, je m'empresserai de concourir à la grande œuvre de la prospérité nationale.

« Espagnols, votre gloire est la mienne; c'est la seule à laquelle mon cœur aspire. Mon âme n'éprouve qu'un désir, celui de vous voir autour de mon trône unis, paisibles et heureux. Ayez donc confiance en votre roi, qui vous parle avec toute l'effusion que lui inspirent les circonstances au milieu desquelles vous vous trouvez et le sentiment intime des devoirs que lui a imposés la Providence. Dès ce jour, c'est de vous-mêmes surtout que va dépendre votre bonheur. Ne vous laissez pas sé-

duire par la fausse apparence d'un bien idéal qui empêche souvent d'atteindre le bonheur réel. Evitez l'exaltation des passions, qui trop souvent transforme en ennemis ceux qui devraient seulement être frères, ceux qui parlent un même langage, pratiquent une même religion, observent les mêmes coutumes. Repoussez les perfides insinuations que vos rivaux et vos ennemis vous présenteront sous des formes flatteuses et mensongères. Marchons franchement, et moi tout le premier, dans la voie constitutionnelle; soyons pour l'Europe un modèle de sagesse, d'ordre et de modération parfaite dans une crise qui, chez les autres nations, a été accompagnée de disgrâces et de malheurs; faisons admirer et respecter le nom espagnol, en même temps que nous assurerons pour des siècles notre félicité et notre gloire.

« *Signé* : FERDINAND. »

Au palais de Madrid, 10 mars 1820.

NOTE E.

ADRESSE DE LA JUNTE PROVISOIRE AUX CORTÈS.

Ce long document a été inséré tout entier dans l'utile et intéressante collection du marquis de Miraflorès intitulée : *Documentos a los que se hace referencia en los apuntes historico-criticos sobre la revolucion de España*, t. I, p. 105 à 149.

Après un long exorde dans lequel sont indiquées les causes principales qui ont amené la révolution, et l'état du pays au moment où elle éclata, l'adresse passe en revue toutes les mesures prises par la junte durant les quatre mois de son administration et donne ensuite un tableau détaillé de la situation des affaires dans chaque ministère au moment de l'ouverture des Cortès.

Ferdinand y est représenté comme la victime d'un parti ambitieux, hypocrite, violent, qui s'est emparé de lui immédiatement après son retour en 1814.

« Monarque digne d'amour et de compassion! Après une jeunesse opprimée, après une longue et inique captivité, il t'était réservé de devenir la proie d'une faction d'hypocrites

ineptes et méchants, destinés à faire plus de mal à la nation pendant six années que l'ennemi ne lui en avait fait pendant la guerre, destinés à t'aliéner l'amour de tes sujets, à te présenter aux yeux du monde comme un tyran et à t'exposer à toutes les horreurs d'une révolution. »

C'est sans doute la meilleure source à laquelle on doive puiser pour bien apprécier le mouvement de 1820. Les relations de la junte provisoire avec toutes les autres juntes établies dans les provinces, relations dans lesquelles se manifestent tous ces symptômes de fédéralisme qui menaçent à chaque révolution l'unité espagnole, y forment l'objet d'un examen tout spécial. Le mode de réunion des Cortès, l'organisation de la cour du monarque sous le régime constitutionnel, la situation de l'administration intérieure, de l'armée, de la marine, les relations étrangères, les affaires ecclésiastiques, les questions d'outre-mer, celles des finances sont successivement passés en revue ; c'est un tableau dans lequel la nation espagnole se retrace à elle-même consciencieusement toutes ses misères, sans en être trop effrayée, car elle a alors l'espérance que le régime constitutionnel pourra guérir toutes ses blessures.

NOTE F.

DÉCRET DU 21 OCTOBRE 1820 SUR LES SOCIÉTÉS PATRIOTIQUES.

Les Cortès, après avoir observé toutes les formalités prescrites par la constitution, ont décrété ce qui suit :

« 1° Comme, pour l'exercice de la liberté de discuter les affaires publiques, on ne saurait considérer comme nécessaires les réunions d'individus constituées et réglementées par elles-mêmes, sous les noms de *sociétés patriotiques, confédérations, juntes patriotiques* ou sous un autre titre quelconque, sans l'intervention de l'autorité publique, ces réunions cesseront immédiatement conformément aux lois qui défendent ce genre de corporations.

« 2° Les individus qui à l'avenir voudront se réunir périodiquement dans un lieu public pour traiter des affaires politiques et s'éclairer réciproquement pourront le faire en aver-

tissant préalablement l'autorité supérieure locale, qui sera responsable des abus et prendra en conséquence toutes les mesures qu'elle jugera opportunes, sans en excepter celle de la suspension des réunions.

« 3° Les individus ainsi réunis ne pourront jamais se considérer comme corporations, ni faire des représentations sous cette qualité, ni s'attribuer le droit de parler au nom du peuple, ni entretenir des correspondances avec d'autres réunions du même genre. »

Ce décret est soumis par les Cortès à la sanction de Sa Majesté.

Madrid, 21 octobre 1820.

NOTE G.

DOCUMENTS RELATIFS AU PLAN DE CONSPIRATION DU PRÊTRE DON MATIAS VINUESA.

Plan pour obtenir notre liberté. Ce plan, écrivait Vinuesa, ne devait être connu que de quatre personnes, le roi, l'infant don Carlos, le duc de l'Infantado et le marquis de Castelar. Le secret et le silence sont l'âme des grandes entreprises. La nuit qui devait être choisie pour l'exécution du plan, Sa Majesté devait appeler auprès d'elle les ministres, le capitaine général et le conseil d'Etat; puis, tout à coup, une compagnie de gardes du corps, commandée par l'infant don Carlos, devait se présenter, faire sortir le roi de la pièce où tous ces fonctionnaires étaient réunis et les garder tous prisonniers. Immédiatement après, l'infant devait passer à la caserne des gardes du corps et y arrêter tous ceux qui seraient réputés n'être pas chauds partisans du roi.

Le même soir, le duc de l'Infantado partirait pour Leganès, pour se mettre à la tête du bataillon de gardes qui y est installé; il emmènerait avec lui un des chefs de ce corps. A minuit, le bataillon devrait se mettre en route pour entrer dans Madrid à deux heures au plus tard.

Le régiment du Prince, dont le colonel devrait être gagné à l'avance, devait obéir aux ordres du duc de l'Infantado, et,

sur les trois heures du matin, ses détachements pourraient occuper toutes les principales rues de la capitale.

Alors, à cinq heures et demie, des masses de soldats et de peuple commenceraient à crier : *Vive la religion! Vive le roi et la patrie! Meure la constitution!* Tout de suite il faudrait s'occuper de détacher la pierre symbolique et de placer une garde nombreuse à l'entour, afin d'éviter tout désordre au moment de la renverser à terre et de la traîner dans la boue. La municipalité constitutionnelle et la députation provinciale seront obligées de sortir en procession pour voir brûler la constitution par les mains du bourreau.

Toutes les portes de Madrid, excepté celles de Fuencarral et d'Atocha, devraient être fermées ; nul ne pourrait sortir ; on laisserait entrer tout le monde.

On tiendrait toute prête une liste des individus qui devraient être emprisonnés ; les propriétaires des maisons où habiteraient les suspects seraient responsables de leurs locataires.

Tout cela terminé, les troupes seraient dirigées sur les provinces, et s'y rendraient immédiatement, précédées d'un manifeste, où le changement de gouvernement serait expliqué.

Les individus de la milice nationale devraient déposer leurs armes à la municipalité.

Les rassemblements seraient interdits.

Des autorités seraient nommées pour agir immédiatement, et les prisonniers de considération seraient sans retard conduits au château de Villaviciosa avec une escorte imposante.

NOTE H.

M. de Vaulabelle, dans son *Histoire de la Restauration*, donne les noms de ces cinq médecins ; il s'exprime ainsi : « MM. Pariset, François, Bally, Maret et Audouard, chargés de mission par le gouvernement, vinrent courageusement étudier le fléau au sein même de son foyer et lorsqu'il y exerçait les plus terribles ravages. Trois d'entre eux, MM. Pariset, Bally et Maret furent atteints ; le dernier succomba. »

(M. de Vaulabelle, *Histoire des deux restaurations*, 3e édit., t. VI, p. 182).

NOTE I.

RÉPONSE DE FERDINAND VII A LA LETTRE COLLECTIVE PAR LAQUELLE MARTINEZ DE LA ROSA ET SES SIX COLLÈGUES OFFRAIENT A NOUVEAU AU ROI LEUR DÉMISSION, LE 5 JUILLET 1822.

« Considérant que les circonstances actuelles, si critiques, de l'Etat ont pu avoir pour origine les mesures prises par les ministres actuels, mesures dont ils sont responsables, suivant la constitution, jusqu'à ce que les graves événements du jour se soient modifiés, je n'accepte pas la démission que chacun de vous me fait de ses divers ministères ; et chacun de vous, sous la plus stricte responsabilité, reste chargé des affaires de la secrétairerie. »

Cette lettre, adressée à Martinez de la Rosa, est écrite tout entière de la main royale et est signée par le roi.

L'enveloppe seule est d'une écriture distincte.

NOTE J.

Le marquis de Miraflorès a publié, dans ses *Documents relatifs à la révolution d'Espagne,* toutes les principales pièces de la correspondance échangée entre la régence d'Urgel et ses agents à l'étranger. Il n'y a qu'à parcourir ces pièces pour se pénétrer immédiatement des manœuvres vraiment révolutionnaires qui furent pratiquées par Ferdinand et les souverains de la Sainte-Alliance contre le système constitutionnel espagnol.

Don Carlos Espana, appelé désormais comte d'Espagne, fut l'agent actif de la régence auprès des cours de Saint-Pétersbourg et de Vienne.

(Voir Miraflorès, *Documentos concernientes a la revolucion de Espana*, t. II, p. 32 à 97.)

NOTE K.

PROCLAMATIONS DE LA RÉGENCE D'URGEL ET DU BARON D'ÉROLES PUBLIÉES LE 15 AOUT 1822.

Nous donnerons seulement quelques extraits de ces deux proclamations, trop longues pour être insérées en entier.

La proclamation de la régence se compose d'un exposé de motifs et d'un décret en douze articles. Après avoir énoncé l'idée que, depuis le 9 août 1820, le roi Ferdinand VII ne peut être considéré comme agissant librement, que les décrets qu'il expédie sont l'œuvre exclusive de ceux qui le maintiennent en captivité, les trois régents accusent la révolution d'avoir causé la perte des Amériques et accru les contributions. Tous les maux de l'Etat viennent de l'abandon du pouvoir absolu.

« Ils sont la conséquence de la chute de ce gouvernement monarchique qui assura la paix de vos pères, et auquel sont revenus les peuples, comme au meilleur qu'on puisse imaginer, lorsqu'ils ont été fatigués de lutter contre des illusions ; celles qu'on emploie aujourd'hui pour vous séduire, Espagnols, sont les mêmes qu'on met toujours en usage pour produire de semblables mouvements ; ils n'ont jamais produit que la destruction de l'Etat... Vos anciennes lois sont le fruit de la sagesse et de l'expérience ; vous avez raison de demander qu'elles soient observées. Les réformes que dicte le temps devront être très-mesurées ; c'est à cette condition qu'elles vous seront accordées. »

Le décret a pour but de faire connaître d'abord la constitution de la nouvelle régence, de déclarer nuls et de nulle valeur tous les ordres communiqués au nom du roi depuis le 9 mars 1820, de mettre en accusation tous ceux qui contribuent à maintenir le roi en état de captivité, de méconnaître les droits des Cortès à s'arroger la représentation, d'offrir de grands avantages à tous ceux qui abandonneront l'armée nationale pour se ranger sous l'étendard du roi absolu, de promettre le respect des fueros provinciaux, de garder enfin aux

Catalans, pour leur initiative à prendre les armes, une protection toute spéciale.

Mention doit être faite des avantages expressément promis à l'armée :

« Tous les soldats qui se présenteront sous nos drapeaux auront droit à l'exemption de deux ans de service et à une indemnité de 1 real en sus ; on donnera 2 duros à ceux qui se présenteront en armes, et 1 once d'or à tous les soldats de cavalerie qui amèneront leur cheval. En outre de ces gratifications, les sergents et caporaux acquerront un droit à l'avancement immédiat. Quant aux officiers, ils seront promus à l'emploi immédiatement supérieur, et de plus grandes faveurs leur seront accordées s'ils se rangent sous notre étendard à la tête de quelques troupes. »

La proclamation du baron d'Eroles, appuyée sur les mêmes idées que celle de la régence, contenait cependant cette phrase, qui attira alors vivement l'attention :

« Nous aussi, nous voulons une constitution ; nous voulons une loi stable, à l'aide de laquelle l'Etat puisse être gouverné ; mais nous voulons en même temps qu'elle ne serve pas de prétexte à la licence ni de point d'appui à la méchanceté ; nous voulons qu'elle ne soit pas interprétée avec malice, mais respectée et obéie ; nous voulons qu'elle ne soit pas aimée sans raison ni louée sans discernement. Pour la former, nous ne nous lancerons pas dans des théories, exclusivement signalées aujourd'hui par le sang à la désillusion de tous les peuples qui les ont essayées ; nous aurons recours aux fueros de nos ancêtres, et le peuple espagnol, réuni comme eux, se donnera des lois justes, accommodées à notre temps et à nos coutumes, à l'ombre d'un arbre de Guernica. »

NOTE L.

RÉPONSE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL AUX TROIS NOTES DES CABINETS DE RUSSIE, AUTRICHE ET PRUSSE, EN DATE DU 9 JANVIER 1823.

Le gouvernement de Sa Majesté catholique vient de recevoir communication d'une note du. . . . . . à son chargé d'af-

faires en cette cour, note que je vous envoie pour que vous en preniez connaissance. Ce document, plein de faits défigurés, de suppositions dénigrantes, de récriminations aussi injustes que calomnieuses, et d'affirmations vagues, ne saurait provoquer une réponse formelle et catégorique sur chacun des points qu'il contient. Le gouvernement espagnol abandonne pour un moment plus opportun le soin de faire connaître aux nations étrangères d'une manière publique et solennelle ses sentiments, ses principes, ses résolutions et la justice de la cause de la généreuse nation qu'il représente ; il se bornera seulement à dire :

1° Que la nation espagnole est régie par une constitution qui a été solennellement reconnue par l'empereur de toutes les Russies en 1812 ;

2° Que les Espagnols dévoués à leur patrie, qui, au commencement de 1820, ont proclamé cette constitution, renversée par la force en 1814, n'ont pas été des parjures ; ils ont eu la gloire pure et sans tâche d'être les organes d'un vœu général ;

3° Que le roi constitutionnel des Espagnes exerce librement les droits que lui assure le Code fondamental, et que toute affirmation par laquelle on prétendrait mettre le fait en doute n'est qu'une invention des ennemis de l'Espagne, qui la calomnient pour la dénigrer ;

4° Que la nation espagnole ne s'est jamais mêlée des institutions et du régime intérieur d'aucune autre nation ;

5° Que le remède aux maux qui peuvent l'affliger ne saurait intéresser personne plus qu'elle-même ;

6° Que ces maux ne sont pas un résultat de la constitution, mais sont plutôt causés par ceux qui cherchent à la renverser ;

7° Que la nation espagnole ne reconnaîtra jamais à aucune puissance le droit d'intervenir dans ses propres affaires ;

8° Que le gouvernement de Sa Majesté ne s'éloignera point de la ligne de conduite que lui tracent son devoir, l'honneur national et son adhésion au Code fondamental juré en 1812.

NOTE M.

Dans le deuxième volume de ses *Documents concernant la révolution espagnole*, le marquis de Miraflorès a publié :

1° Le manifeste de l'assemblée générale de la confédération des communeros espagnols à tous les confédérés du royaume, daté du mois de mars 1823 ;

2° Le procès-verbal des séances préparatoires de cette assemblée générale des 22 et 23 février 1828 ;

3° Une circulaire dirigée par l'assemblée constituante des communeros espagnols constitutionnels, datée du 28 février 1823 ;

4° Le manifeste de cette même assemblée constituante, également daté du 28 février 1823.

Il suffit de lire ces documents pour juger des rivalités qui s'étaient glissées dans l'intérieur de la société des communeros, du peu d'importance qu'on donnait dans son sein aux questions de principes et de l'influence excessive qu'on y accordait aux luttes personnelles. L'impuissance de la révolution est en germe dans l'incapacité notoire de ces sociétés patriotiques à suivre un but politique bien déterminé.

NOTE N.

DÉCRET DES CORTÈS, DONNÉ A SÉVILLE LE 11 JUIN 1823, POUR LA NOMINATION D'UNE RÉGENCE.

Les Cortès, usant de la faculté qui leur est accordée par la constitution, ont décrété ce qui suit :

« En présence du refus de Sa Majesté de mettre à couvert sa propre personne et tous les membres de sa royale famille de l'invasion étrangère qui menace cette cité, elles déclarent provisoirement intervenu le cas d'empêchement moral signalé dans l'article 187 de la constitution ; et, en raison des circonstances actuelles, elles ont décidé la nomination d'une régence provisoire, qui sera composée du député aux Cortès don Caye-

tano Valdès, président; de Gabriel Ciscar, conseiller d'Etat; et de Gaspar Vigodet, également conseiller d'Etat : cette Régence, pendant la durée de la translation des Cortès et du gouvernement à Cadiz, résumera en elle toutes les facultés qui correspondent au pouvoir exécutif. »

Séville, 11 juin 1823.

LIVRE III.

NOTE A.

Voir dans Torrente, *Historia de la revolucion hispano-americana*, t. III, p. 114, le jugement que portent sur l'armistice de Trujillo les défenseurs de la cause espagnole.

NOTE B.

PLAN D'YGUALA.

En outre des trois principes : conservation de la religion catholique, apostolique et romaine, indépendance et intime union des Américains et Européens, qui constituent ce qu'on appela dès lors la *triple garantie*, le plan d'Yguala comprenait un certain nombre d'articles d'application immédiate.

Il établissait en même temps une nouvelle junte gouvernementale; mais les noms proposés n'ayant pas été agréés par les indépendants, cette junte ne parvint pas à se réunir.

NOTE C.

Voir dans Torrente, *Historia de la revolucion hispano-americana*, t. III, p. 291, l'accueil qui fut fait en Espagne au traité de Cordoba. On voit se renouveler la même impression déjà produite par l'armistice de Trujillo.

Tout Espagnol qui reconnaît l'impuissance de son pays à

soumettre les colonies révoltées est au fond considéré comme un traître.

NOTE D.

Torrente (*Historia de la revolucion hispano-americana*, t. III, p. 408), en rendant compte de cette convention, la juge de la même manière que l'armistice de Trujillo et le traité de Cordoba; il n'a que des paroles sévères pour les négociateurs et les accuse de s'être laissé tout à fait influencer par la promesse verbale d'un subside de 20 millions de duros, qu'il suppose que les colonies n'auraient jamais pu payer.

NOTE E.

Voir dans le *Journal des séances des Cortès de Séville et de Cadiz en* 1823, publié à Madrid en 1858 par don Francisco Arguelles (p. 402, 407, 411, 412 et 415), le rapport de la commission nommée pour examiner la question des colonies et les débats auxquels il donne lieu.

LIVRE IV.

NOTE A.

ORDONNANCE D'ANDUJAR DU 8 AOUT 1823.

Art. 1. Les autorités espagnoles ne peuvent effectuer aucune arrestation sans y être autorisées par le commandant de nos troupes dans le district où elles résident.

Art. 2. Les commandants en chef de notre armée mettront en liberté toutes les personnes qui auront été emprisonnées arbitrairement et pour opinions politiques, et spécialement les miliciens qui retournaient à leurs foyers. Sont exceptés de cette mesure ceux qui, de retour dans leur domicile, auraient donné contre eux de justes motifs de plainte.

ART. 3. Les commandants en chef de notre armée sont autorisés à arrêter quiconque contreviendra aux prescriptions du présent décret.

ART. 4. Tous les journaux et journalistes sont placés sous l'inspection des commandants de nos troupes.

ART. 5. Le présent décret sera imprimé et publié dans toute l'Espagne.

Signé : LOUIS-ANTOINE, duc d'Angoulême.

Le major général : comte GUILLEMINOT.

NOTE B.

DÉCRET DU PUERTO SANTA-MARIA, DATÉ DU 1er OCTOBRE 1823.

ART. 1. — Sont nuls et de nulle valeur tous les actes quelconques du gouvernement constitutionnel qui a dominé mes peuples depuis le 7 mars 1820 jusqu'à ce jour 1er octobre 1823; car je déclare que dans toute cette période j'ai manqué de liberté, j'ai été obligé de sanctionner des lois et de promulguer des ordres, décrets et règlements qui avaient été médités contre ma volonté, et qui avaient été proposés par le gouvernement lui-même.

ART. 2. J'approuve tout ce qui a été décrété et ordonné par la junte provisoire de gouvernement et par la régence du royaume, créées l'une à Oyarzum le 9 avril, et l'autre à Madrid le 26 mai de la présente année; bien entendu que cette approbation est seulement provisoire, jusqu'à ce que, suffisamment éclairé sur les nécessités de mes peuples, je puisse donner les lois et dicter les mesures les plus opportunes pour assurer leur véritable prospérité et leur bonheur, objet constant de tous mes désirs.

Signé : LE ROI.

NOTE C.

La banque de Saint-Ferdinand fut autorisée par ses statuts à faire avec le trésor royal, avec la Banque d'émission des traites et la Caisse royale d'amortissement toutes les négocia-

tions sur lesquelles tomberaient d'accord les agents de l'Etat et les administrateurs de la banque.

Dans l'origine, le privilége d'émettre des billets payables à vue et au porteur était concédé à la banque sans la moindre restriction; on n'avait fixé de limites que pour le maximum et le minimum de chaque billet. Plus tard, cette faculté fut restreinte : aucune émission ne devait avoir lieu sans avoir été spécialement autorisée par un décret royal.

Il était bien dit que la banque devait faire l'escompte des traites et effets de commerce; mais aucun obstacle n'étant mis à l'emploi des fonds en négociations avec l'Etat, il devait en résulter qu'au bout de peu de temps tout le capital serait retiré des mains du commerce, qui l'aurait rendu reproductif, pour être dépensé par l'Etat d'une manière improductive.

C'est encore aujourd'hui la situation de la banque d'Espagne. (Santillan, *Memoria historica sobre los bancos*, t. I, p. 144 et 147.)

NOTE D.

Le gouvernement espagnol fut plus d'une fois obligé de soutenir son crédit contre des opérations à la baisse tentées contre lui sur une assez vaste échelle. Voici ce que nous trouvons à ce sujet dans un mémoire écrit sur les emprunts Guebhard et Aguado par le représentant à Paris du ministre des finances d'Espagne, don Xavier de Burgos :

« En une occasion, une faible somme employée d'une manière opportune pour le compte de la Caisse d'amortissement d'Espagne, et par l'entremise de son banquier, au rachat de quelques obligations, eut une heureuse influence sur les prix et assura de grands bénéfices. Mais la Caisse ne pouvait agir ainsi toutes les fois que des opérations à la baisse étaient essayées, car elle manquait pour cela de ressources; ce fut donc un grand bonheur que quelques particuliers se soient chargés de faire face à ces combinaisons, et de favoriser par certaines mesures habiles et patriotiques la hausse de nos valeurs; ils ont ainsi empêché la dépréciation progressive qui, en l'absence d'un fonds permanent d'amortissement, devait forcément peser sur elles. Ces particuliers ont rendu, par ces opé-

rations, un immense service à l'Espagne et aux détenteurs de son papier; s'ils y ont acquis quelques bénéfices, c'est une honnête et loyale récompense de leurs généreux efforts en faveur du crédit espagnol. »

(*Observations sur l'emprunt Guebhard* par Xavier de Burgos, en tête de ses *Annales du règne d'Isabelle II*, t. I, p. 121.)

NOTE E.

LOI SALIQUE DE 1713.

On trouve cette pragmatique dans la *Novisima Recopilacion*, liv. III, tit. I, loi 5.

NOTE F.

PRAGMATIQUE SANCTION DE 1789.

Le marquis de Miraflorès, dans ses *Mémoires* pour servir à l'histoire contemporaine des sept premières années du règne d'Isabelle II, t. I, p. 435 à 469, a publié tous les documents relatifs à cette pragmatique sanction.

NOTE G.

DÉCRET D'AMNISTIE.

Il n'est rien de plus agréable à un prince magnanime et religieux, ami de ses peuples, sincèrement reconnaissant aux vœux fervents avec lesquels ils n'ont cessé d'implorer la miséricorde divine pour l'amélioration de sa santé, que l'oubli des faiblesses de ceux qui, par esprit d'imitation plutôt que par méchanceté et perversité, ont abandonné les chemins de la loyauté, de la soumission et du respect auxquels ils étaient obligés et dans lesquels ils s'étaient toujours distingués.

Quand donc le monarque consent à oublier; quand, se laissant aller à tous ses sentiments de bonté innée, il couvre du glorieux manteau de sa bienveillance tous ses enfants;

quand il veut tous les faire participer à ses faveurs et à ses libéralités; quand il cherche à les rendre au sein de leurs familles; quand il les délivre du joug terrible auquel les soumettaient les rudes privations imposées par la terre d'exil; quand en outre il ne se souvient plus que d'une chose, de leur qualité d'Espagnols, comment ne s'abandonneraient-ils pas à une gratitude profonde, cordiale, sincère, pour tant de grandeur et d'amabilité? comment n'accueilleraient-ils pas avec bonheur la glorieuse tendresse avec laquelle je me plais à publier ces généreuses bontés, et par suite l'immense joie qu'elles me causent.

C'est sous l'empire de ces impressions, de ces espérances si flatteuses, qu'usant des facultés que m'a transmises mon cher et bien-aimé époux, d'accord avec sa volonté expresse, j'accorde l'amnistie la plus complète, la plus générale de toutes celles que les rois ont dispensées jusqu'ici à tous ceux qui ont été poursuivis comme criminels d'État, quelle que soit l'accusation qui ait pesé sur eux. De cette bienveillante disposition restent seulement exceptés, *à mon très-grand regret*; ceux qui ont eu le malheur de voter la destitution du roi à Séville et ceux qui ont commandé une force armée contre sa souveraineté.

Signé : CHRISTINE.

Saint-Ildefonse, 15 octobre 1832.

NOTE H.

DÉCRET ANNULANT LE CODICILLE QUI ABROGEAIT LA PRAGMATIQUE SANCTION.

« Surpris dans les moments mêmes d'agonie que j'eus à passer durant la grave maladie dont m'a prodigieusement sauvé la divine Providence, j'ai signé un décret dérogeant la pragmatique sanction du 29 mars 1830, décrétée par mon auguste père à la demande des Cortès de 1789, et rétablissant la succession régulière à la couronne d'Espagne.

« Le trouble, l'angoisse de ces moments critiques où la vie m'abandonnait indiquent suffisamment par eux-mêmes que

cet acte n'a pas été mûrement délibéré; en examinant sa nature même et ses effets, on arrive à la même conviction:

« Comme roi, je ne pouvais détruire les lois fondamentales du royaume dont j'avais publié le rétablissement; comme père, je ne pouvais librement dépouiller mes descendants de droits aussi augustes et aussi légitimes. Des hommes déloyaux ou égarés ont entouré mon lit de douleur, et, abusant de l'affection que j'ai toujours eue pour le peuple espagnol, de celle qui anime également ma chère épouse, ils ont augmenté son affliction et la tristesse de ce fatal moment en assurant que le royaume tout entier était opposé à l'observation de la pragmatique, en exagérant les torrents de sang qui allaient être répandus et la révolution universelle dont le pays allait être le théâtre s'il n'y était pas dérogé.

« Un présage aussi horrible, dans les circonstances où la vérité était le premier des devoirs pour les personnes les plus obligées à la proclamer, alors qu'on n'avait ni le temps ni le moyen de la contrôler par l'examen des faits, a consterné mon esprit, abattu et absorbé tout ce qui me restait d'intelligence; je n'ai plus pensé qu'à la paix et au salut de mes peuples, et, comme je le dis dans mon décret lui-même, j'ai fait à la tranquillité de la nation espagnole le plus grand sacrifice qui dépendît de moi. La perfidie consomma alors l'affreuse trame que la sédition avait commencée, et ce même jour on s'occupa immédiatement de donner promulgation à mon décret en rompant traîtreusement le silence que de vive voix et dans mon décret j'avais ordonné de garder jusques après mon décès. Informé aujourd'hui de la fausseté avec laquelle on avait calomnié la loyauté de mes Espagnols bien-aimés, toujours fidèles à la descendance de leurs rois; bien persuadé ensuite qu'il ne dépend pas de moi, ni de mon désir, de déroger à la coutume établie depuis un temps immémorial pour la succession à la couronne, sanctionnée par la loi, justifiée par les illustres héroïnes qui m'ont précédé sur le trône, et sollicitée par le vote unanime de la nation; libre maintenant de l'influence et de la pression de ces funestes circonstances, je déclare solennellement de ma pleine volonté, de mon propre mouvement, que le *décret signé par moi dans la période critique*

de ma maladie m'a été arraché par surprise; qu'il fut un effet des fausses terreurs au moyen desquelles une pression violente a été exercée sur mon esprit ; qu'il est nul et non avenu par le fait même d'être contraire aux lois fondamentales de la monarchie et aux obligations que, comme roi et comme père, j'ai à remplir envers mon auguste descendance. »

Fait au palais de Madrid, le 31 décembre 1832.

Ce décret, écrit tout entier de la main du roi, signé par lui, fut reçu par le secrétaire d'Etat, de grâce et de justice en présence de plusieurs grands fonctionnaires, des ministres, d'une députation du conseil d'Etat, de Sa Grandeur, de plusieurs représentants des provinces et des consuls du tribunal de commerce de Madrid.

NOTE I.

CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE FERDINAND VII ET SON FRÈRE DON CARLOS.

1° Lettre de Ferdinand à son frère don Carlos.

« Mon très-cher frère de ma vie, mon Carlos de mon cœur,

« J'ai reçu ton estimable lettre du 29 du mois passé, et je me réjouis beaucoup de voir que vous êtes tous en bonne santé, toi, ta femme et tes enfants; ici, grâce à Dieu, rien de nouveau.

« J'ai toujours été persuadé de la grande affection que tu me portais. Je crois que toi aussi tu dois être convaincu de mon affection pour toi ; mais je suis père et monarque, et je dois veiller à la défense de mes droits, de ceux de mes filles, et aussi de ceux de ma couronne.

« Je ne veux pas non plus violenter ta conscience, et je ne prétends pas arriver à te dissuader de tes prétendus droits, puisqu'alors même qu'ils sont fondés sur une détermination humaine, tu crois qu'il n'a été donné qu'à Dieu d'y déroger. Mais la tendresse fraternelle que j'ai toujours ressentie pour toi me détermine à éviter les désagréments auxquels tu serais

exposé en un pays où l'on ne reconnaît pas tes prétendus droits, et je suis obligé par mes devoirs de roi d'en tenir éloigné un infant qui, par ses prétentions, offrirait aux mécontents un prétexte d'agitation.

« Du moment donc où tu ne dois plus revenir en Espagne, pour des motifs de la plus haute importance, en raison des lois du royaume qui l'ont ainsi disposé d'une manière expresse, et pour ta propre tranquillité, que je désire autant que le bien de mes peuples, je t'accorde la permission d'entreprendre de suite un voyage dans les Etats pontificaux; tu me feras connaître le point sur lequel tu te dirigeras et celui où tu comptes fixer ta résidence. Il arrivera bientôt dans le port de Lisbonne un de mes navires de guerre exclusivement disposé pour te recevoir.

« L'Espagne est indépendante de toute action, de toute influence du dehors en ce qui concerne son régime intérieur; aussi agirais-je contre la libre et complète souveraineté de mon trône si, à ta honte, je violais le principe de non-intervention généralement adopté par les cabinets de l'Europe en leur faisant la communication que tu réclames dans ta lettre.

« Adieu, mon cher Carlos; crois bien que je t'ai toujours aimé, que je t'aime et t'aimerai toujours.

« Ton très-affectionné et invariable frère,

« FERDINAND. »

2° *Lettre de don Carlos à son frère Ferdinand.*

« Mon très-cher frère de mon cœur, mon Ferdinand de ma vie,

« Hier à trois heures du soir j'ai reçu ta lettre du 6, qui m'a été remise par Cordoba, et je me suis vivement réjoui de voir que, grâce à Dieu, il ne t'était rien arrivé de nouveau. Je te remercie beaucoup de toutes les expressions affectueuses que tu me prodigues, et crois bien que je sais apprécier tout ce qui sort de ton cœur.

« Me voici en même temps informé de la sentence par laquelle je suis condamné à ne pas revenir en Espagne, et par

laquelle tu me donnes ton autorisation royale d'aller faire un voyage dans les Etats pontificaux, en t'avertissant à la fois et de l'endroit vers lequel je compte me diriger et de celui où je fixerai ma résidence.

« Je réponds sur le premier point que je me soumets tranquillement à la volonté divine qui le veut ainsi. Sur le second, je ne puis m'empêcher de te faire observer que c'est déjà un assez grand sacrifice de ne pouvoir revenir dans sa patrie, sans l'accroître encore en ne permettant pas à un homme de vivre librement là où cela lui est le plus agréable, où cela convient le mieux à sa tranquillité, à sa santé, à ses intérêts. Ici nous avons été reçus avec les plus grands égards ; notre santé y est bonne, et nous pourrons y vivre parfaitement en paix et dans un calme complet. Tu peux être bien persuadé que, de même que dans des circonstances critiques j'ai su remplir mes devoirs au dedans du royaume, de même je saurai les remplir au dehors, dans quelque endroit que je m'établisse. C'est par une grâce spéciale de Dieu que j'ai toujours agi ainsi, elle ne peut donc jamais me faire défaut.

« Malgré toutes ces réflexions, néanmoins, je suis prêt à faire ta volonté et à jouir de la faveur que tu m'accordes de m'envoyer un navire de guerre en état de me conduire ; mais auparavant il me faut tout mettre en ordre, il me faut prendre des dispositions pour tous mes intérêts particuliers de Madrid, et me voici encore obligé de recourir à ta bonté pour que sur mes arriérés tu me fasses remettre quelques quantités. Je ne t'ai jamais rien demandé, je ne te demanderais rien pour un voyage que j'effectuerais par ma seule volonté ; mais celui-ci est d'une nature toute différente, et je ne pourrais faire un pas si tu ne me concédais ce que je te demande.

« Reste le dernier point, celui de notre embarquement à Lisbonne. Comment veux-tu que nous nous rendions dans une cité infectée par un pareil fléau, et dont l'épidémie nous a fait sortir? Dieu, dans sa miséricorde infinie, nous a épargnés quand nous y étions et nous a permis de la quitter sains et saufs ; ce serait le tenter que d'y retourner. Tu te convaincras, j'en suis certain : car ne serait-ce pas pour toi une profonde douleur si, pour nous rendre à ce point désigné par toi, le

fléau venait à nous attaquer, et si le navire étant atteint par la peste nous succombions tous?

« Adieu, mon cher Ferdinand; crois bien que je t'aime de tout cœur, que je t'ai toujours aimé et que je t'aimerai toujours.

« Ton frère très-aimant,

« CARLOS. »

Ces deux premières lettres furent suivies de quatorze autres, toutes écrites dans le même ton de part et d'autre. Ferdinand fait tous les efforts, tous les sacrifices, toutes les concessions imaginables pour que son frère effectue son voyage aux États pontificaux. Don Carlos, sans essayer d'abord une résistance ouverte, invente successivement divers prétextes pour différer son voyage. Le roi se décide à la fin à ne plus écrire, et le fait sommer par son ambassadeur à Lisbonne d'avoir à dire oui ou non s'il veut s'embarquer.

Voici quelle fut la réponse de don Carlos :

« Mon très-cher frère de mon cœur, mon Ferdinand de ma vie,

« J'ai le chagrin de me voir privé de tes lettres, comme tu me l'annonçais déjà dans ta dernière du 30 du mois passé; mais puisque je ne dois traiter mes affaires que directement avec toi, comme je te l'ai dit dans ma lettre du 29 avril, je prends la plume pour répondre à la question que m'a faite hier Campuzano sur ton ordre, en me montrant l'office adressé par Zea à Cordoba pour que je dise oui ou non si je voulais m'embarquer.

« Je réponds donc que mon départ dans ces circonstances ne serait pas honorable pour les raisons que je t'ai indiquées dans ma précédente lettre; j'insiste donc sur la demande que je t'ai adressée d'ordonner une enquête sur toutes mes démarches : si je suis coupable, je dois être puni; mais si je n'ai fait aucune machination ni contre le trône, ni contre ta personne, ni contre les lois de notre Espagne, comme j'ai la conscience bien tranquille, j'exige qu'il en soit fait une déclaration pu-

blique pour qu'en aucun temps on ne puisse m'accuser d'avoir fui de ce royaume comme un criminel qui échappe par la fuite aux rigueurs de la justice.

« Je me réjouirai de savoir que tous vous jouissez de la meilleure santé, toi, ta femme et tes filles; pour nous, notre santé est bonne, grâce à Dieu; nous te donnons nos félicitations pour l'anniversaire de Christine, et nous les lui envoyons aussi à elle-même; fais-moi le plaisir de le lui dire, et je t'assure que plus tu t'éloignes de moi, plus tu te crois obligé d'accroître la distance entre nous, plus je t'aime. Je suis toujours le même frère qui t'ai toujours accompagné en tout lieu pendant l'enfance, à Valençay, à Cadiz, partout enfin. Je t'aime toujours de tout cœur.

« CARLOS. »

Coïmbre, 21 juillet 1833.

Cette correspondance se termina par l'ordre royal suivant, adressé directement par le roi à don Carlos :

« Infant don Carlos, mon très-aimé frère,

« Le 6 mai je vous ai donné ma licence royale pour vous rendre dans les Etats pontificaux; des raisons de la plus haute politique rendaient ce voyage nécessaire. Vous vous dîtes alors résolu à exécuter ma volonté, et vous me l'avez répété depuis; mais, malgré toutes vos protestations de soumission, vous avez soulevé successivement diverses difficultés, et vous en alléguiez chaque fois de nouvelles à mesure que je donnais des ordres pour les surmonter. Vous évitiez ainsi, sous un prétexte ou sous un autre, d'exécuter mes ordres. J'ai cessé de vous écrire, comme je vous l'annonçai, pour mettre un terme à des discussions inconvenantes pour mon autorité souveraine, et que vous ne prolongiez que comme un moyen de l'éluder. Depuis lors, je vous ai fait connaître mes intentions sur les derniers obstacles par l'entremise de mon envoyé en Portugal. Mes ordres royaux réitérés, spécialement ceux du 15 juillet, des 11 et 18 du présent mois, ont aplani tous les obstacles qui s'opposaient à votre embarquement. Un navire quel qu'il fût, à quelque nation qu'il appartînt, un port dans un pays libre

ou occupé par les troupes du duc de Bragance, même celui de Vigo en Espagne, tout fut laissé à votre libre élection. Soins, préparatifs, argent, j'avais tout pris sous ma responsabilité. Ces franchises, ces manifestations réitérées de ma volonté n'ont produit que cette réponse : que vous étiez disposé à vous embarquer à Lisbonne (où vous pouvez le faire dès à présent) aussitôt que cette ville aurait été reconquise par les troupes du roi don Miguel. Je ne puis tolérer que l'on fasse ainsi dépendre l'exécution de mes volontés d'événements futurs étrangers aux causes qui les ont fait dicter; je ne puis permettre que mes ordres soient soumis à des conditions arbitraires par quiconque doit y obéir. Je vous ordonne donc que vous choisissiez immédiatement un des moyens d'embarquement qui vous ont été proposés par mon ordre. Pour éviter de nouveaux délais, vous communiquerez votre résolution à mon envoyé don Luis Fernandez de Cordoba, et en son absence à don Antonio Caballero; ils ont tous deux les instructions nécessaires pour en assurer l'exécution. Je considérerai toute excuse, toute difficulté à l'aide desquelles vous chercherez à retarder votre choix ou votre voyage comme parti pris de résister à ma volonté, et je vous montrerai, comme je le jugerai à propos, qu'un infant d'Espagne n'est pas libre de désobéir à son roi.

« Je prie Dieu de vous conserver en sa sainte garde.

« MOI, LE ROI. »

FIN DES NOTES DU TOME SECOND.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE II.

RÉGIME CONSTITUTIONNEL.

(1820-1823.)

CHAPITRE III. — LES SOCIÉTÉS PATRIOTIQUES (novembre 1820 à juin 1821).

CHAPITRE IV. — LES ÉLECTIONS (juin 1821 à mars 1822).

LIVRE III.

AFFRANCHISSEMENT DÉFINITIF DU CONTINENT AMÉRICAIN.

(1820-1829.)

CHAPITRE I. — BOLIVAR ET YTURBIDE (1820-1823).

Influence exercée sur les colonies de l'Amérique espagnole par la révolution de 1820. — Les craintes qu'avait fait concevoir l'expédition préparée en Andalousie à la fin de 1819 sont complétement dissipées. — L'Amérique tout entière se décide pour l'indépendance.—*Buenos-Ayres* rassurée laisse de côté tous ses plans de monarchie. — Après une courte période d'anarchie, elle s'organise fortement sur la base républicaine. — Administration de Rivadavia. — Le *Chili* consolide son indépendance et se sent assez fort pour consacrer d'importantes ressources à la délivrance du Pérou. — Lord Cochrane. — Gouvernement de O'Higgins. — Résistance de quelques troupes espagnoles dans l'Araucanie et les îles Chiloé. — Succès définitif des patriotes dans la *Nouvelle-Grenade* et le *Venezuela*. — Armistice de Trujillo signé par Morillo et Bolivar. — Départ de Morillo pour la Péninsule. — Maracaïbo se livre aux indépendants. — L'armistice est dénoncé. — Bataille de Carabobo. — Organisation de la république dite *de Colombie*; sa force et son extension. — Constitution. — Congrès de Cucuta. — Panama, le Popayan, Pasto, le Quito, Guayaquil sont successivement incorporés à la Colombie. — Derniers efforts de Moralès pour relever la cause de l'Espagne; il capitule à Maracaïbo. — Puerto Cabello résiste jusqu'en novembre 1823. — Le *Pérou* reste dans l'Amérique du Sud le dernier centre de la domination espagnole.— Expédition de Saint-Martin et de lord Cochrane. — La Serna remplace Pezuela dans la vice-royauté de Lima. — Tentatives de négociations. — Saint-Martin entre à Lima et l'indépendance y est proclamée. — Protectorat de Saint-Martin; son administration; ses démêlés avec lord Cochrane, et ses relations avec Bolivar. — L'armée espagnole se concentre au delà des Andes. — Belles campagnes des généraux Canterac et Valdès contre les armées péruvienne, chilienne, colombienne et buenos-ayrienne coalisées. —Le Pérou, se sentant incapable de s'organiser par lui-même, mécontent de Saint-Martin, se jette dans les bras de Bolivar. — Au *Mexique*, le vice-roi Apodaca, suivant les ordres secrets de Ferdinand VII, tarde longtemps à proclamer la constitution

LIVRE IV.

RÉGIME ABSOLUTISTE ET CLÉRICAL.

(1823-1833.)

CHAPITRE IV. — JUILLET 1830 (11 décembre 1829 au 11 décembre 1831).

CHAPITRE V. — CHRISTINE ET DON CARLOS A LA GRANJA (décembre 1831 à octobre 1832).

NOTES.

LIVRE II.

LIVRE III.

LIVRE IV.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

ERRATA.

Page 19, lignes 7 et 8, *au lieu de :* Herneros, *lisez :* Herreros,
Page 146, ligne 33, *au lieu de :* le croayt, *lisez :* le croyait.
Page 169, ligne 18, *au lieu de :* complétait, *lisez :* comprenait.
Page 192, ligne 25, *au lieu de :* annuellement, *lisez :* mensuellement.
Page 240, lignes 21 et 32, *au lieu de* : Robles, *lisez :* de la Robla.
Page 248, ligne 30, *au lieu de :* Robles, *lisez* : de la Robla.
Page 370, ligne 24, *au lieu de :* ndes, *lisez :* Indes.

MAR 29 1920

Paris. — Typographie Hennuyer et fils, rue du Boulevard, 7.